correspondance de presse internationale

inprecor

janvier-mars 2004 - n° 489/490 INPRECOR / 14,00 CHF Prix : 9,00

Noam Chomsky
La vérité sur l'impérialisme

ENTRETIEN EXCLUSIF AVEC DAVID BARSAMIAN

Allemagne, Brésil, Corée du Sud, Espagne, Grèce, Grande-Bretagne, Irak, Japon, Maroc, Pakistan, Russie, Union européenne

FORUM SOCIAL MONDIAL

Économie internationale : Europe / États-Unis, un déséquilibre instable

Résistances, radicalisation, renouveau du mouvement ouvrier, crises des réformistes et éclosion de nouvelles gauches !

Mille excuses !

Ce numéro d'*Inprecor* paraît avec beaucoup de retard. Et, fait inhabituel, non seulement il s'agit d'un numéro double — la richesse du contenu le justifie — mais c'est un numéro… trimestriel ! Votre rédacteur-gérant a dû en effet rattraper le (très grand) retard de comptabilité de la société éditrice… Les articles ont donc attendus et d'autres les ont rejoint ! Mais rassurez-vous : si *Inprecor* a plus que jamais besoin d'argent (les coûts grimpent, creusant le déficit, en particulier ceux de la Poste — en vue de la privatisation elle doit devenir... profitable —) il ne compte pas devenir trimestriel… En avril, retour à la norme ! Et en attendant, à votre bon cœur !

Jan Malewski

Inprecor

Revue d'information et d'analyse publiée sous la responsabilité du Bureau exécutif de la IV[e] Internationale.

Les articles ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction. Leur reproduction est autorisée en citant la source.
Editée par la PECI Sarl au capital de 50 000 F, SIREN n° 391 857 562.
Rédaction et administration :
PECI, 27 Rue Taine, 75012 Paris, France.
Tél. : 33/0 1 49 28 54 88
Fax : 33/0 1 49 28 54 87
E-mail : inprecor@wanadoo.fr
Directeur de publication, gérant : Jan Malewski.
Rédaction : J. Malewski, J.-M. Krivine
Commission Paritaire n° 59117.
ISSN 1 0294-8516
Imprimé par Rotographie 2, rue Richard-Lenoir, 93106 Montreuil Cedex, France.
Diffusé dans les librairies par DIF' POP' SARL, 21[ter] rue Voltaire, 75011 PARIS, France.
Tél. : 01 40 24 21 31,
Fax : 01 43 72 15 77 ou 01 40 24 15 88

Inprecor sur le web !

Vous pouvez consulter *Inprecor* sur son site réalisé par nos camarades québecois :

http//www.inprecor.org

Sommaire

janvier-mars 2004, n° 489/490

Forum social mondial
Mumbai, airs nouveaux — Josep Maria Antentas — 3
Appel de l'Assemblée des Mouvements sociaux — Document — 4

Economie internationale
Europe / États-Unis : un déséquilibre instable — Michel Husson — 6

Union européenne
L'avenir du Traité constitutionnel après le fiasco de la CIG — G. Buster — 13

Amérique latine
Mercosur et ZLÉA : de l'échec à la soumission — Claudio Katz — 17

Etats-Unis : dire la vérité sur l'impérialisme une conversation avec Noam Chomsky — David Barsamian — 20

Irak
De Saddam à Bush, la continuité anti-ouvrière — David Bacon — 29
Les ouvriers de la Southern Oil Company ont gagné — Ewa Jasiewicz — 32

Corée du Sud
Relance des luttes ouvrières — Wong Youngsu — 33

Japon
Défaite historique du PCJ et militarisation croissante — Jun'ichi Hirai — 38

Disparition
Georges Boudarel (1926-2003) — Jean-Michel Krivine — 40

Pakistan
Le régime militaire et le fondamentalisme religieux — questions à Farook Tariq — 41

Allemagne
Succès d'une manifestation « autoconvoquée » — Angela Klein & Paul B. Kleiser — 44

Grande-Bretagne
Naissance d'une nouvelle gauche — Alan Thornett — 47
Le moment est venu pour la gauche radicale — Alex Callinicos — 49

Grèce
Une expérience unitaire inédite redonne de l'espoir à la gauche — Georges Mitralias — 51
Déclaration de l'Initiative pour le regroupement de la gauche — document — 52
Action commune et recomposition anticapitaliste — Panagiotis Sifogiorgakis — 57

Espagne
VII[e] Assemblée de la Gauche unie, un retour vers le passé ? — Jaime Pastor — 59

Russie
« C'est le pouvoir qui fabrique le parti dominant » — interview d'Oleg Shein — 61

Maroc
Mohamed Rachid Chrii, Ali Lmrabet et 31 autres prisonniers politiques libérés — S.K. & L.D. — 64

Brésil
Un débat au sein de la gauche — documents — 65

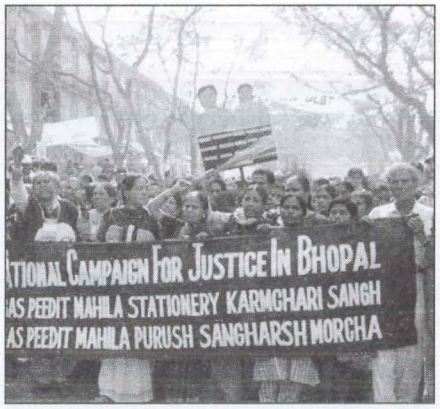
Abonnement (11 numéros)

- **France - DOM-TOM - Europe - Afrique** 30 EUR (6 mois) ❑ 55 EUR (1 an) ❑
- **Autres destinations** 39 EUR (6 mois) ❑ 71 EUR (1 an) ❑
- **Pli fermé** 48 EUR (6 mois) ❑ 90 EUR (1 an) ❑
- **Moins de 25 ans et chômeurs** 20 EUR (6 mois) ❑
- **Institutions** (lecteurs multiples, toutes destinations; 92 EUR, pour 1 an) ❑
- **Abonnement de soutien** (à partir de 60 EUR, pour 1 an) ❑
- **Découvrir *Inprecor*** (réservé nouveaux abonnés ; 12 EUR, pour 3 mois) ❑
- ***Lecteurs solidaires*** (6 mois offerts à ceux qui ne peuvent pas payer ; la rédaction se charge de sélectionner les bénéficiaires ; 24 EUR) ❑

Nom - Prénom : .....
Rue :.....
Commune / Code postal : .....
Ville : .....
Pays : .....
Tél./Fax/E-mail : .....

- Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de "PECI", à adresser à Inprecor-PECI, 27 Rue Taine, 75012 Paris, France.
- Virements bancaires à "PECI", à adresser au Crédit du Nord, Agence Paris-Nation, 11 rue Jaucourt, 75012 Paris, France, compte n° 30076 / 02044 / 15718500200 / 94.
- Virements postaux à "PECI", CCP n° 3.900.41 N Paris, France.

Pour continuer *Inprecor* a besoin de votre soutien. Vous pouvez arrondir vers le haut le montant de votre chèque ou de votre virement d'abonnement ! Vous pouvez aussi diffuser *Inprecor* autour de vous (rabais pour les commandes groupées !).



Mumbai, airs nouveaux

Par
Josep Maria Antentas*

Le IV[e] Forum social mondial (FSM) a été un succès politique indiscutable, comme en témoignent les commentaires et les impressions de la quasi-totalité des participants. Il est toujours difficile de faire le bilan d'un événement qui est un processus comme le FSM, étant donné sa complexité. C'est encore plus difficile, lorsqu'il se déroule dans un contexte politique, social et culturel inconnu pour bon nombre d'entre nous. Je vais tout de même tenter de signaler quelques éléments de bilan, sur la base de l'expérience vécue, des explications données par les membres du comité d'organisation indien, des échanges avec les autres participants au Forum et des analyses in situ faites par ceux qui paraissent le mieux connaître à la fois les secrets de la réalité indienne et ceux du processus du FSM.

Le processus du FSM en Inde

La vaste dynamique unitaire apparue entre les organisations et groupes de nature très différente, dès la préparation du Forum social asiatique qui s'est réuni à Hyderbad (Inde) en janvier 2003, fut l'un des aspects les plus significatifs du processus préparatoire du FSM en Inde. Selon les membres du comité d'organisation indien et selon ceux qui se sont familiarisés avec la réalité du pays, s'il existe traditionnellement une capacité de travail unitaire entre les organisations similaires (syndicats, mouvements paysans...), elle coexiste avec une division affirmée et des rapports conflictuels entre les organisations différentes, par exemple entre les ONG et les syndicats, ou entre les mouvements populaires d'inspiration gandhienne, non liés à un quelconque parti politique, et les fronts de masse des partis politiques, etc. Le processus du FSM a permis de produire une dynamique unitaire qui brise ces frontières et cloisonnements. Le spectre d'organisations membres du comité organisateur indien a été très varié : mouvements paysans, syndicats, mouvements contre la privatisation de l'eau, ONG, les « *dalits* » (intouchables), les partis de la gauche radicale en majorité d'origine maoïste... Seul un petit noyau d'organisations paysannes, liées à un secteur maoïste, qui a organisé à côté de l'enceinte du FSM son propre événement (Mumbai Résistance) ainsi qu'un groupe d'organisations paysannes autonomes, qui a impulsé la Rencontre des mouvements populaires, sont restés en dehors. Ces deux initiatives concurrentes furent de dimensions modestes.

Comme le signale Pierre Rousset — un des militants étrangers parmi les plus engagés dans le processus préparatoire — il est encore trop tôt pour savoir si cette dynamique unitaire s'est enracinée en Inde, bien que des indices aillent dans ce sens, telle la préparation unitaire de la journée du 20 mars contre l'occupation de l'Irak ou encore la décision des syndicats indiens d'annoncer, le 24 février prochain à Mumbai, la convocation d'une grève générale dans l'ensemble du pays.

Profil et composition du FSM

Le profil et la composition de ce quatrième Forum social mondial, qui avec 125 000 participants a été le plus massif de tous, présente quelques innovations par rapport aux éditions précédentes. Comme presque tout le monde l'a signalé, ce forum a permis un véritable saut qualitatif dans l'internationalisation du FSM, dont les participants avaient été jusque-là en grande majorité latino-américains, européens et nord-américains. Mumbai a permis l'intégration non seulement des nombreux mouvements indiens, mais plus généralement asiatiques, surtout du Sud-est et de l'Est du continent. Ce changement substantiel dans la participation et la composition du forum s'est reflété également dans la thématique des débats. Aux questions déjà abordées lors des forums précédents, développées cette fois-ci sous la forme avec laquelle elles se manifestent en Inde, se sont ajoutées les spécificités indiennes et asiatiques.

Le format du forum a été assez semblable à celui de la troisième édition, avec certains changements en ce qui concerne les grandes conférences, dont une part importante a été prise en charge par les organisations et les mouvements participant au forum et non directement par le comité organisateur du FSM ou le Conseil international. Parfois on pouvait avoir l'impression que le forum se déroulait plus en dehors des conférences et des séminaires, du fait des manifestations continuelles, des marches et des spectacles musicaux organisés par les mouvements indiens et asiatiques de la première à la dernière minute. Pour de nombreux mouvements ce fut la forme principale de leur expression au cours du Forum et non la participation aux débats.

La grande visibilité des mouvements populaires indiens, des « *pauvres* » et des secteurs sociaux les plus défavorisés, comme les « *dalits* » (intouchables), fut une autre nouveauté positive. Tout le monde a noté que ce forum social a été de loin celui où la visibilité des « pauvres » fut la plus grande. En outre, il fut sans doute le moins institutionnel de tous. Réalisé dans une ville dirigée par la droite réactionnaire, où la gauche est en général faible, l'effort organisationnel, logistique et politique pour le préparer n'a

* Josep Maria Antentas, membre de l'Espace alternatif (Espacio alternativo, Espagne), est militant du Mouvement de résistance globale et de la Campagne contre l'Europe du capital et contre la guerre. Traduit de l'espagnol par J.M.

bénéficié d'aucune aide des institutions indiennes. Le comité indien d'organisation a pris en outre des décisions exemplaires, tel le refus de l'aide financière de la Fondation Ford, qui avait contribuée aux forums précédents. Une nouvelle fois « *l'unité et la radicalité* » de Florence, si louée, a marqué le forum totalement.

La coordination des mouvements sociaux

Au cours du forum, comme chaque année, les assemblées des mouvements sociaux ont eu lieu quotidiennement, dénommées cette fois-ci « *assemblées de militants* » pour éviter les équivoques avec les organisations indiennes, car en Inde le terme « *mouvement social* » a une signification beaucoup plus restrictive que celle qu'il possède dans les autres parties du monde (il se réfère seulement à certains mouvements populaires, ceux qui ne sont liés à aucune organisation politique). Le terme « *militant* » a un caractère plus inclusif, permettant aux diverses réalités, organisations et luttes existant en Inde de s'y reconnaître. Des coordination thématiques importantes, telle celle de la campagne internationale contre la guerre en Irak, qui a réuni un large spectre de coalitions anti-guerre du monde entier, ont également pu se réunir.

Les mouvements qui ont décidé de promouvoir l'an dernier un Réseau mondial des mouvements sociaux ont tenu trois grands débats. Le premier, consacré au bilan de Cancun, pour analyser les forces et les faiblesses des mouvements sociaux à cette occasion en vue d'affronter la prochaine Rencontre ministérielle de l'OMC à Hong Kong en automne 2004. Un accord général a prévalu pour dire que, si le processus de Cancun a été bien préparé du point de vue analytique, du suivi des négociations officielles et de la pression sur les gouvernements nationaux, il a été faible sur le terrain des mobilisations, non seulement à Cancun mais sur le terrain international. Les difficultés pour organiser une mobilisation mondiale contre l'OMC contrastent, comme l'a indiqué Christophe Aguitton, avec la puissance des récentes mobilisations sur des thèmes comme la guerre contre l'Irak ou avec la renaissance des luttes sociales dans de nombreux pays. Le second débat a tourné autour du fonctionnement du Réseau des mouvements. On a constaté la nécessité de le renforcer et d'y intégrer des nouvelles réalités, à commencer par celles de l'Inde et plus généralement de l'Asie, ainsi que d'ouvrir réellement un espace international pour la discussion stratégique entre les mouvements, un aspect jusque-là trop faible. Finalement l'Assemblée des mouvements a élaboré une déclaration finale, signalant les principaux objectifs de mobilisation pour cette année, en commençant par la journée du 20 mars contre 'occupation de l'Irak, le sommet de l'OMC à Hong Kong et de nombreux autres objectifs.

L'aspect le plus faible de la coordination des mouvements sociaux fut la déficience de la participation des mouvements indiens. Certains des membres du comité organisateur indien, tel P. K. Murthy, nous ont fait remarquer que cette faiblesse était due à l'ampleur de tâches de gestion qui incombent aux principaux responsables des organisations indiennes au moins autant qu'à la nouveauté du processus de coordination internationale pour les organisations indiennes, encore peu intégrées dans la dynamique mondiale.

La coordination internationale des mouvements sociaux a ainsi fait un pas en avant à Mumbai, mais on devra attendre pour savoir si les accords réalisés permettront une réelle avancée dans la direction souhaitée. Les défis sont clairs : étendre le réseau, intégrer la réalité indienne et beaucoup d'autres encore absentes, ouvrir un espace international de débats stratégiques et être à la hauteur lors des grands rendez-vous de cette année. ■

23 janvier 2004

Document

Appel de l'Assemblée des Mouvements sociaux

Nous, mouvements sociaux réunis en assemblée à Mumbai, en Inde, partageons les luttes du peuple indien, de même que celles des peuples asiatiques, et réitérons notre opposition au système néolibéral qui engendre crises économiques, sociales, écologiques et conduit à la guerre. Nos mobilisations contre les guerres et les profondes injustices sociales et économiques ont permis de démasquer le néolibéralisme.

Nous nous sommes réunis ici pour organiser la résistance et lutter pour la construction d'alternatives au capitalisme. Nos résistances, nées au Chiapas, à Seattle et à Gênes, nous ont conduits à l'immense mobilisation mondiale contre la guerre en Irak, le 15 février 2003, qui disqualifia la stratégie de guerre globale et permanente du gouvernement des États-Unis et de ses alliés, et à la victoire contre l'Organisation mondiale du Commerce à Cancun.

L'occupation de l'Irak a révélé au monde entier le lien entre le militarisme et la domination économique des entreprises transnationales. Elle a en outre confirmé les raisons qui ont motivé notre détermination à nous y opposer.

En tant que mouvements sociaux, nous réaffirmons notre engagement à lutter contre la globalisation néolibérale, l'impérialisme, la guerre, le racisme, les castes, l'impérialisme culturel, la pauvreté, le patriarcat et toutes les formes de discrimination et d'exclusion économique, sociale, politique, ethnique, de genre ou sexuelle, ainsi que notre volonté de voir respecter les orientations sexuelles et l'identité de genre de chacun(e). Nous nous opposons à la discrimination des personnes dotées de capacités différentes et des personnes souffrant de maladies incurables, en particulier celles atteintes par le virus HIV et le SIDA.

Nous luttons pour la justice sociale, le droit aux ressources naturelles (la terre, l'eau, les semences), les droits humains et citoyens, la démocratie participative, le droit des travailleurs et des travailleuses tels qu'énoncés par les traités internationaux, les droits des femmes et le droit des peuples à l'autodétermination. Nous sommes partisans de la paix et de la coopération internationale et défendons des modèles sociaux soutenables, capables de garantir les droits élémentaires et les biens et services publics aux personnes. Nous rejetons la violence sociale et patriarcale faite aux femmes.

Nous appelons à nous mobiliser le 8 mars prochain, journée internationale pour les droits des femmes.

Nous luttons contre toute forme de terrorisme, y compris le terrorisme d'État, de même que nous nous opposons à l'utilisation de la prétendue « lutte contre le terrorisme » pour criminaliser les mouvements populaires et les militants sociaux. Aux quatre coins de la planète, les dites lois contre le terrorisme restreignent les droits civils et les libertés démocratiques.

Nous faisons nôtre la lutte des paysans et des paysannes, des travailleurs et des travailleuses, des mouvements populaires urbains et de toute personne menacée de perdre son foyer, son travail, sa terre et ses droits. Partout se multiplient les luttes destinées à empêcher les privatisations, à inverser la logique qui les promeut, et à protéger les biens communs et leur caractère public — telles les luttes menées en Europe pour défendre les retraites et la sécurité sociale. La victoire du peuple bolivien et de sa gigantesque mobilisation pour défendre ses ressources naturelles, la démocratie et sa souveraineté témoigne de la force et de la puissance de nos mouvements, alors que simultanément se développent les luttes paysannes contre les transnationales et les politiques agricoles néolibérales, avec pour exigences la souveraineté alimentaire et une réforme agraire démocratique.

Nous appelons à l'unité avec les paysans et paysannes lors de la mobilisation mondiale du 17 avril, journée internationale de lutte paysanne.

Nous nous identifions aux luttes des mouvements et organisations populaires indiens, et condamnons avec eux les forces politiques et les idéologies qui encouragent la violence, le secta-

risme, l'exclusion, et le nationalisme en s'appuyant sur la religion et l'ethnicité. Nous condamnons les menaces, arrestations, tortures et assassinats de militants sociaux qui organisent les communautés dans leur lutte pour la justice globale, et nous dénonçons la discrimination fondée sur les castes, les classes, la religion, le genre, l'orientation sexuelle et l'identité de genre. Nous condamnons la perpétuation de la violence et de l'oppression contre les femmes par le biais de modèles et de pratiques culturelles, religieuses et de traditions discriminatoires.

Nous soutenons les efforts des mouvements et organisations populaires qui encouragent, en Inde et en Asie, la lutte des peuples pour la justice, l'égalité et les droits humains. En particulier les luttes des Dalits, des Adivasis et des secteurs les plus opprimés et réprimés de ces sociétés. La politique néolibérale du gouvernement indien accentue la marginalisation et l'oppression sociale dont le peuple des Dalits a souffert au cours de l'Histoire et qu'il subit encore aujourd'hui.

Pour toutes ces raisons, nous soutenons les luttes de tous les exclus de la planète et appelons à nous joindre à l'appel qui sera prochainement lancé par les Dalits en faveur d'une journée de mobilisation pour l'inclusion sociale.

Le capitalisme, en réponse à la crise de légitimité qu'il connaît, utilise la force et la guerre pour maintenir un ordre économique impopulaire. Nous exigeons des gouvernements qu'ils mettent fin au militarisme, à la guerre, et qu'ils mettent un terme aux dépenses militaires. Nous exigeons également la fermeture des bases militaires nord-américaines, où qu'elles se trouvent, parce qu'elles constituent une menace pour l'humanité et la planète. Nous devons suivre l'exemple de la lutte du peuple portoricain, qui a obtenu la fermeture de la base militaire états-unienne de Vieques. L'opposition à la guerre globale reste notre terrain commun de mobilisation, partout dans le monde.

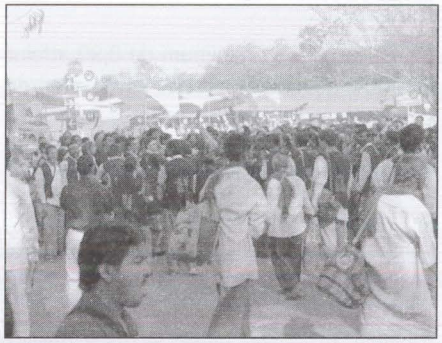
Nous appelons les citoyens et citoyennes du monde à se mobiliser le 20 mars prochain, pour une journée internationale d'opposition à la guerre et à l'occupation de l'Irak imposée par les gouvernements des États-Unis, de Grande-Bretagne et leurs alliés.

Les mouvements contre la guerre élaboreront leurs propres mots d'ordre et tactiques afin d'assurer la plus large participation aux mobilisations. Nous exigeons le retrait immédiat des troupes d'occupation de l'Irak et soutenons le peuple irakien dans ses droit à l'autodétermination, à la souveraineté et aux réparations pour les dommages causés par l'embargo et la guerre.

La « lutte contre le terrorisme » ne sert pas seulement de prétexte pour maintenir l'état de guerre et l'occupation de l'Irak et de l'Afghanistan ; elle est également utilisée pour menacer et agresser les peuples. Alors que parallèlement, le blocus criminel imposé à Cuba est maintenu, tout comme la stratégie de déstabilisation du Venezuela.

Nous appelons à soutenir avec force la mobilisation en faveur du peuple palestinien, et tout spécialement le 30 mars, journée de la Terre en Palestine, pour revendiquer le droit des réfugiés au retour et manifester notre opposition à la construction du mur.

Nous dénonçons l'impérialisme qui suscite à son profit les conflits religieux, ethniques, raciaux et tribaux, excitant la haine, la violence, et accentuant la souffrance des peuples — comme ce fut le cas pour plus de 80 % des 38 conflits armés qui ont ensanglanté la planète en 2003, touchant principalement les peuples d'Asie et d'Afrique.



Nous dénonçons l'utilisation coercitive, par les gouvernements, les transnationales et les institutions financières internationales, de l'endettement insoutenable des pays pauvres. Nous répudions cette dette illégitime et exigeons son annulation inconditionnelle, ainsi que la réparation des dommages économiques, sociaux et écologiques, qui constitue une condition préalable à la pleine satisfaction des droits des peuples du Tiers Monde. A cet égard, nous soutenons tout particulièrement la lutte menée par les mouvements sociaux sur le continent africain.

Nous opposons notre voix aux réunions du G8, du FMI et de la Banque mondiale, principaux responsables de la spoliation des peuples.

Nous rejetons l'imposition d'accords régionaux ou bilatéraux tels que l'ALCA, le NAFTA, le CAFTA, l'AGOA, le NEPAD, l'Euro-Med, l'AFTA et l'ASEAN.

Nous sommes des millions à mener la lutte et à unir nos mobilisations contre un ennemi commun : l'OMC. Les peuples indigènes luttent contre tout brevetage du vivant et toute atteinte à la biodiversité, à l'eau, à la terre, à l'environnement, à l'éducation et à la santé. Nous sommes des millions à nous opposer à la privatisation des services publics et à partager nos luttes avec les jeunes et les étudiants qui revendiquent leur droit à l'enseignement public et à un emploi digne leur assurant un avenir sans pauvreté ni violence.

Nous appelons chacune et chacun à se mobiliser pour l'eau, droit fondamental et source de vie à écarter de toute privatisation. Nous appelons en outre à reprendre le contrôle des biens communs et des ressources naturelles qui ont été livrés aux mains des intérêts privés et transnationaux.

Lors de la bataille victorieuse de Cancun, la mort du paysan Lee a incarné la souffrance de millions d'autres paysans et celle des secteurs populaires exclus par le « libre marché ». Son immolation symbolise la détermination qui nous anime et que nous opposerons à toute tentative de ressusciter l'OMC.

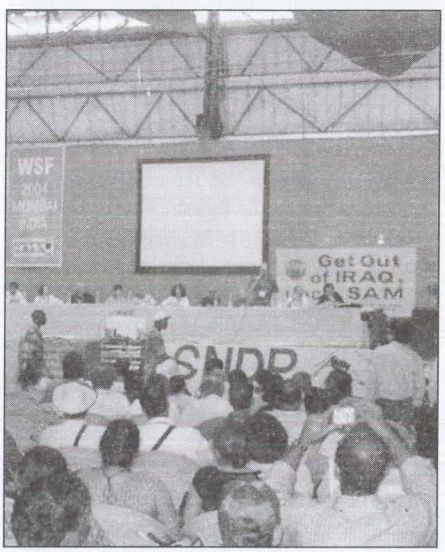
L'agriculture, l'alimentation, la santé, l'eau, l'éducation, les ressources naturelles et les biens communs hors de l'OMC !

C'est avec la même détermination que nous appelons tous les mouvements sociaux du monde à se mobiliser contre la prochaine conférence ministérielle de l'OMC, qu'elle se tienne à Hong Kong ou ailleurs, et à unir nos efforts dans la lutte contre les privatisations, pour défendre les biens communs, l'environnement, l'agriculture, l'eau, la santé, les services et l'éducation.

Pour toutes ces raisons, nous réaffirmons notre ferme volonté de renforcer le réseau des mouvements sociaux, afin de renforcer notre capacité de lutte.

Mondialisons la lutte !
Mondialisons l'espérance !

Mumbai, Inde, janvier 2004



Europe / États-Unis : un déséquilibre instable

Par
Michel Husson*

L'économie mondiale est aujourd'hui placée sous le signe des paradoxes et des quiproquos. Plutôt que de traiter de la conjoncture en tant que telle, on cherchera ici à mettre en lumière les contradictions d'une configuration de plus en plus instable.

Retour sur le paradoxe de l'euro

Toute la conception de la construction européenne reposait sur le postulat selon lequel la monnaie unique ne pouvait naître que comme une monnaie forte, mais c'est l'inverse qui s'est produit. La décennie consacrée à la mise en adéquation avec les critères de Maastricht est inaugurée en 1992 par une crise de spéculation monétaire qui n'empêche pas l'euro, ou plutôt le panier de devises équivalent, de se renforcer vis-à-vis du dollar et d'atteindre en 1995 la valeur élevée de 1,31 dollar. Mais à sa mise en place en janvier 1999, date à laquelle les taux de change des monnaies qui le constituent sont figés pour l'éternité, l'euro ne vaut plus que 1,18 dollar. Et il continuera à chuter jusqu'à un minimum de 0,90 atteint en 2001, qui équivaut à une dévaluation de fait de 30 % par rapport au précédent sommet.

Que s'est-il passé ? On ne peut soupçonner les autorités européennes d'avoir voulu dévaluer l'euro et ce glissement a été accueilli avec surprise, et une certaine inquiétude. En réalité, ce n'est pas l'euro qui a baissé, mais c'est plutôt le dollar qui est monté. Il bénéficiait d'un cercle vertueux grâce aux rendements élevés offerts par l'économie états-unienne qui servait en outre de refuge aux capitaux rapatriés des pays frappés par les crises financières successives (Mexique, puis Asie, puis Russie). Le dynamisme des États-Unis, fondé sur les charmes de la « *nouvelle économie* » compensait largement le creusement du déficit extérieur, qu'il était donc facile de financer par cet afflux permanent de capitaux.

Du côté européen, l'expérience grandeur nature de la reprise 1997-2001, dopée par la baisse de l'euro, a permis de prendre rétroactivement la mesure des ravages exercés par cette politique dite « *désinflation compétitive* », qui était devenue la nouvelle norme en Europe. On a pu vérifier à quel point les exportations européennes étaient sensibles au taux de change. Ainsi une étude du ministère français de l'Industrie (1) montre qu'une variation du taux de change de 10 % vis-à-vis du dollar « *exerce au bout de 3 ans des effets importants sur la production de certains secteurs, de l'ordre de 2 à 3 % pour un vaste secteur comme le matériel électrique, jusqu'à 8 à 10% pour de plus petits secteurs comme la confection ou les chaussures* ». De plus, une appréciation du dollar favorise l'activité dans les secteurs les plus riches en emploi. Il n'est donc pas surprenant que la baisse de l'euro ait dopé les exportations européennes dans leur ensemble, faisant sortir la conjoncture européenne d'une morosité ambiante, celle-là même qui avait convaincu Chirac de dissoudre l'Assemblée nationale en 1997.

Il semble que se met alors en place, entre les États-Unis et l'Europe, une forme de division du travail plutôt opérationnelle. La croissance aux États-Unis se transmet à l'Europe par le biais du commerce extérieur sur la base d'une forte demande des uns et d'une bonne compétitivité des autres. On peut même parler d'un jeu triangulaire qui s'ajuste sur le Japon : celui-ci est écrasé dans la stagnation, plombé en partie par la surévaluation du yen. Il continue à dégager d'importants excédents commerciaux, non plus en raison de la compétitivité de ses exportations mais d'une croissance interne à peu près nulle. Ces excédents équivalent à des sorties de capitaux qui affluent vers les États-Unis et la « *nouvelle économie* », l'Europe et le reste du monde venant compléter le financement du déficit US. Ce schéma était donc déjà largement déséquilibré, mais peu de commentateurs s'en souciaient, car de grands espoirs étaient fondés sur la « *nouvelle économie* » : à partir du moment où celle-ci engendrait d'importants gains de productivité, on pouvait penser que leur généralisation à l'ensemble de l'économie mondiale viendrait donner un fondement tangible à l'euphorie ambiante.

Les limites de la « *nouvelle économie* »

Le concept de « *nouvelle économie* » est apparu dans une phase conjoncturelle particulière (et au demeurant de courte durée : 1996-2001) qui s'affranchissait, apparemment, d'un certain nombre de lois économiques. La baisse du chômage ne semblait pas stimuler les salaires, la croissance de la Bourse semblait pouvoir être indéfiniment prolongée en dehors de tout lien avec l'économie réelle, et l'économie des États-Unis semblait avoir ainsi trouvé le secret d'une croissance soutenue. Cette configuration a certes permis aux États-Unis d'enregistrer une croissance nettement supérieure à celles du Japon et de l'Europe et de rétablir leur situation hégémonique dans deux domaines stratégiques, la technologie et l'armement. Cette configuration était pourtant contradictoire dès le départ, car elle s'accompagnait de la mise en œuvre de ce que, dans un article assez prémonitoire (2), Wynne Godley

* Michel Husson, économiste, est membre du Conseil scientifique d'ATTAC. Il a publié notamment : *Les casseurs de l'État social*, La Découverte, collection « *Sur le vif* », 2003 ; *Solidarités et compétences, idéologies et pratiques*, L'Harmattan, 2003 ; *Le grand bluff capitaliste*, éd. La Dispute, 2001 ; *Avenue du plein emploi*, ATTAC-Mille et une nuits, 2001 (avec Thomas Coutrot) ; *Six milliards sur la planète : sommes-nous de trop ?*, éd. Textuel, 2000 ; *Les ajustements de l'emploi*, éd. Page 2, 1998 ; et a collaboré à l'ouvrage collectif de la Fondation Copernic, *Les retraites au péril du libéralisme*, éd. Syllepse, 2002.

1. « *L'impact sectoriel du taux de change du dollar* », SESSI, Ministère de l'Industrie, Le 4 pages n° 81, septembre 1997 <http://www.industrie.gouv.fr/biblioth/docu/4pages/pdf/4p081.pdf>

2. Wynne Godley, *Seven Unsustainable Processes. Medium-Term Prospects and Policies for the United States and the World*, Levy Economics Institute, 2000 <http://guesde.free.fr/godley02.pdf>

appelait les « *sept processus qui ne peuvent durer* », que l'on peut rappeler brièvement :
❶ chute du taux d'épargne des ménages ;
❷ augmentation de l'endettement net du secteur privé ;
❸ croissance accélérée de l'encours réel de monnaie ;
❹ croissance du prix des actions bien plus rapide que celle des profits ;
❺ augmentation de l'excédent budgétaire ;
❻ augmentation du déficit courant ;
❼ augmentation de l'endettement extérieur.

Il n'y a en effet pas d'échappatoire à la comptabilité : pour un pays donné, les besoins et les capacités de financement doivent s'équilibrer et aucune « *nouvelle* » économie ne permet de contourner cette règle. Le besoin d'épargne du privé doit être couvert par des entrées de capitaux en provenance du reste du monde ou se répercuter sur le déficit budgétaire. La configuration des États-Unis durant la nouvelle économie peut de ce point de vue être ainsi résumée :
❶ une forte augmentation de l'investissement ;
❷ une baisse régulière de l'épargne des ménages qui en viennent à consommer 100 % de leur revenu ;
❸ un excédent du budget fédéral qui ne suffit pas à couvrir le besoin d'épargne du privé ;
❹ un déficit croissant de la balance commerciale, qui a pour contrepartie une entrée massive de capitaux.

La « *nouvelle économie* » ne concerne pas seulement l'offre (gains de productivité et progrès technique) mais au moins autant la demande : n'importe quelle économie aurait enregistré une bonne croissance avec un tel dynamisme de la consommation qui a augmenté plus vite que le revenu, de près d'un point chaque année entre 1995 et 2000. La croissance relativement soutenue des États-Unis durant les années 1990 a donc reposé sur un double mouvement : augmentation de la consommation des ménages et boom de l'investissement. Mais, faute de financement interne, il y avait là une équation impossible à résoudre autrement que par un creusement tendanciel du déficit extérieur, dont l'ordre de grandeur est d'ailleurs voisin : près d'un point de PIB chaque année.

Cela revient donc à dire que l'accumulation du capital et l'endettement des ménages ont été en grande partie financés par des entrées régulières de capitaux, en provenance du Japon et de l'Europe, mais aussi des pays émergents après la crise financière. Ce mouvement d'attraction des capitaux était tellement puissant qu'il a contribué au renforcement du dollar, en dépit du déficit qui aurait dû l'affaiblir s'il ne s'était pas agi de la monnaie dominante. Comme on l'a vu, cette appréciation du dollar a dopé les exportations européennes et aura été l'une des conditions (paradoxales) de réussite de l'euro. Il a pu sembler que l'on tenait là un arrangement relativement coopératif qui permettait à l'Europe de renouer avec la croissance. Il y a même eu des économistes pour annoncer que l'Union européenne, désormais munie de l'euro, pouvait devenir la nouvelle locomotive de l'économie mondiale, si elle consentait seulement à investir à son tour dans les nouvelles technologies. Les théoriciens hâtifs de la nouvelle économie, tels Michel Aglietta (3), ont ignoré son caractère fondamentalement asymétrique qui fait obstacle à toute extension au reste du monde, puisqu'elle repose justement sur un report des contraintes vers les deux autres grands pôles impérialistes. Tous les discours sur le retard qui y aurait été pris par rapport à « *l'économie de la connaissance* » passent donc à côté de la réalité : les capitaux européens ont bien investi dans la haute technologie, mais sur l'autre rive de l'Atlantique. A titre de boutade, on pourrait remarquer que les États-Unis ne seraient pas admis à intégrer l'Union européenne s'ils en faisaient la demande, car ils sont loin de satisfaire aux critères que les pays européens se sont infligés à eux-mêmes.

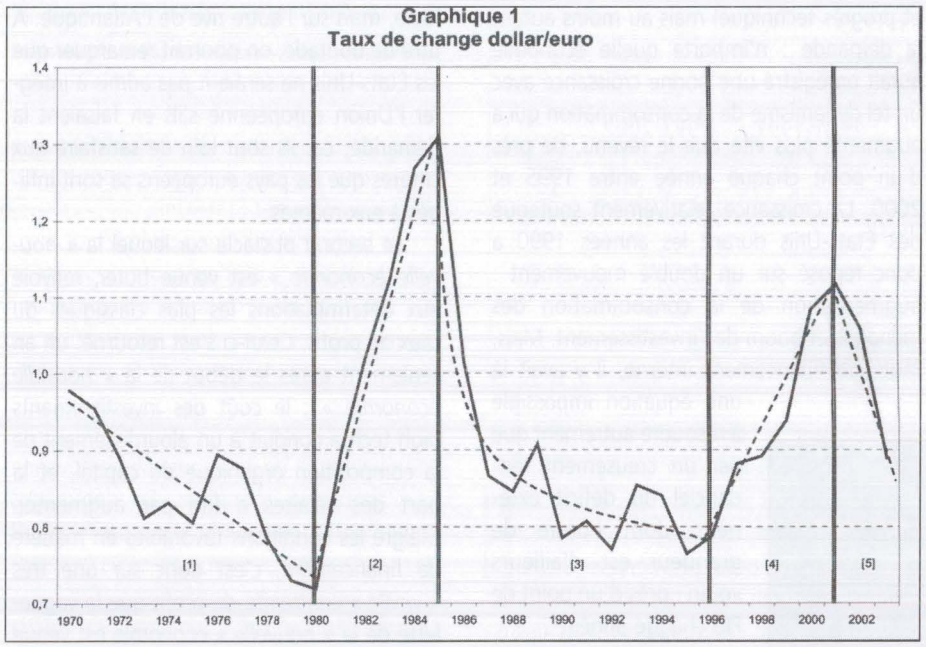
Le second obstacle sur lequel la « *nouvelle économie* » est venue buter, renvoie aux déterminations les plus classiques du taux de profit. Celui-ci s'est retourné, un an seulement après le début de la « *nouvelle économie* » : le coût des investissements high tech a conduit à un alourdissement de la composition organique du capital, et la part des salaires a fini par augmenter. Malgré les conditions favorables en matière de financement, c'est donc sur une très « *vieille* » contrainte de profit que la vaguelette de la « *nouvelle* » économie est venue se briser. Bref, ce qui ne pouvait durer ne dura pas, et le retournement des cours boursiers mit brutalement fin à bien des illusions.

La baisse impériale du dollar

Prenant prétexte du 11 septembre, le gouvernement Bush a alors pris toute une série de mesures, afin d'éviter un scénario catastrophe rendu possible par un degré d'endettement sans précédent. Il s'agit d'un tournant important vers une nouvelle stratégie centrée sur un seul objectif : préserver à tout prix les conditions de la croissance US, quitte à exporter la récession dans le monde entier. Toute une série de décisions ont illustré cette nouvelle orientation : il y eut d'abord le refus des accords de Kyoto, au prétexte clairement affirmé que les intérêts de l'économie US devaient passer avant toute autre considération. Tout aussi unilatéralement, et en contradiction flagrante avec le libre-échangisme imposé aux autres, les États-Unis ont pris des mesures typiquement protectionnistes sur les importations d'acier – qu'ils viennent finalement de rapporter – et ils ont augmenté à nouveau les subventions à l'agro-business. La politique budgétaire a pris elle aussi un tournant radical avec l'acceptation d'un déficit qui s'est mis à croître rapidement en raison des dépenses militaires accrues, mais surtout des baisses d'impôts considérables consenties en faveur des riches. Bush a ainsi carrément exempté les dividendes de tout impôt sur le revenu. Sur le plan monétaire, le tournant est aussi très clair : le dollar s'est mis à baisser par rapport à l'euro. Autrement dit, les États-Unis font le choix d'une offensive commerciale, afin de

3. Michel Aglietta, *Le capitalisme de demain*, Note de la Fondation Saint-Simon, 1998.

Graphique 1
Taux de change dollar/euro



réduire (en partie) leur déficit grâce au dynamisme d'exportations désormais plus compétitives.

Le taux de change du dollar par rapport à l'euro (ou, rétrospectivement, par rapport à un panier de monnaies équivalent) a connu de très amples fluctuations au cours des trente dernières années, puisqu'il a varié pratiquement du simple au double (cf. graphique 1). On peut distinguer cinq grandes phases (4).

❶ la première phase est ouverte par la crise du dollar de 1971 : après avoir été détaché de l'or, le dollar perd sa valeur au long de la décennie ;

❷ la seconde phase, qui va de 1980 à 1985, est marquée par une très forte appréciation du dollar au détriment des monnaies européennes ;

❸ la troisième phase est inaugurée par les accords du Plaza de 1985 qui décident d'une appréciation forcée des autres monnaies que le dollar, principalement le yen et le mark. Une fois cette dévaluation de fait du dollar acquise, son taux de change enregistre d'assez fortes fluctuations, mais reste à un niveau plutôt bas ;

❹ la quatrième phase démarre en 1996 et se traduit par une brusque appréciation du dollar à l'égard des monnaies européennes qui se préparent à constituer l'euro. Cette tendance n'est pas démentie par la naissance de l'euro le 1er janvier 1999 ;

❺ la cinquième phase correspond à un nouveau retournement du dollar, qui commence à baisser à partir du début de 2002. Entre février 2002 et octobre 2003, le cours de l'euro s'apprécie de plus d'un tiers.

La hausse de l'euro et la revanche du « *Club Med* »

Après avoir perdu jusqu'à 30 % de sa valeur par rapport au dollar, l'euro a donc retrouvé son cours de lancement. Ce rétablissement est-il pour autant un signe de bonne santé de l'économie européenne ? Pour les monomaniaques de la monnaie forte, cela va évidemment de soi, puisque cette bonne tenue de l'euro offre une protection contre les tensions inflationnistes importées. Mais si on prend un peu de recul, on s'aperçoit que la situation est très incertaine, tant il est vrai qu'une monnaie forte n'implique pas une économie forte. La remontée de l'euro va aujourd'hui de pair avec un ralentissement de l'économie européenne qui flirte avec la récession.

Tous les efforts consentis pour la réalisation de l'euro – et la faible croissance qui allait avec – étaient justifiés par les bienfaits escomptés de la monnaie unique. Grâce à elle, il serait enfin possible de mener une véritable politique macro-économique européenne, qui permettrait de renouer avec la croissance et l'emploi. On a pu avoir l'impression que cela fonctionnait, puisque dix millions d'emplois ont été créés dans l'Union européenne entre 1997 et 2001. Mais c'était une illusion d'optique, car cette « *embellie* » était en grande partie le fruit de la baisse de l'euro qui a stimulé les exportations européennes. Tout s'est donc passé comme si on avait appliqué au niveau européen cette politique de « *dévaluation compétitive* » dénoncée comme une aberration pour chacun des pays-membres. Cette période très particulière a ainsi pu donner l'impression, fausse, qu'on pouvait simultanément accepter la logique des critères de convergence, et mener des politiques plus favorables à l'emploi.

Face à la nouvelle offensive commerciale des États-Unis portée par la baisse du dollar, un vide béant apparaît alors dans la construction européenne : il y a une monnaie unique, mais pas de politique de change. Où se situe le niveau souhaitable de l'euro par rapport au dollar ? La Banque centrale garde l'œil rivé sur la ligne des 2 % d'inflation, mais, aussi incroyable que cela puisse paraître, personne ne sait quel est son objectif de change. Et ce petit détail n'est abordé dans aucun des traités fondateurs. Cela conduit à se demander si la fonction principale de l'euro était vraiment monétaire et s'il n'était pas plutôt conçu comme un instrument de discipline salariale. En tout cas, si on voulait en faire une véritable monnaie internationale, capable de concurrencer le dollar, il faudrait une politique autrement cohérente en matière de change et de taux d'intérêt. Il faudrait, en d'autres termes, tenir un discours européen autonome par rapport aux injonctions monétaires (et autres) des États-Unis.

A l'intérieur même de l'Europe, le retournement actuel fait apparaître un énorme paradoxe, puisque c'est l'enlisement de l'économie allemande qui contribue à plomber la conjoncture de l'Europe toute entière. Durant les années précédant la mise en place de l'euro, une partie des bourgeoisies financières s'inquiétait de l'entrée dans l'euro de monnaies qui en affaibliraient la crédibilité. Les pays du Sud (Espagne, Italie, Portugal, Grèce) désignés de manière méprisante sous le vocable « *Club Méditerranée* » devaient, selon certains, être tenus à l'écart de la zone euro qu'il valait mieux construire dans un premier temps autour du noyau dur franc-mark. Cette option était très sérieusement envisagée avant le retournement du dollar, quand la conjoncture européenne était encore dominée par la morosité. Du coup, les critiques d'inspiration souverainiste de l'euro dénonçaient en lui une simple excroissance du mark. La future Banque centrale européenne était vue comme un décalque européen de la Bundesbank qui imposerait à la France les mêmes absurdes disciplines qu'elle s'était elle-même infligée pour défendre la parité du franc vis-à-vis du mark.

En réalité, le recul de l'hégémonie allemande était largement amorcé dès la réunification. Celle-ci a conduit l'économie allemande à se recentrer sur le marché intérieur, de telle sorte que les faramineux excédents

4. Jérôme Teïletche, « *Le taux de change euro/dollar. Une perspective de long terme* », *Revue Économique*, mars 2003 <http://lare-efi.montesquieu.u-bordeaux.fr/pdf/Cahier24_Teiletche.pdf>

Tableau 1.
Vingt ans de PIB

	1981-1991	1991-2002
États-Unis	2,9	3,2
Union Européenne	2,8	2,0
- France + Allemagne + Belgique + Luxembourg	2,7	1,6
- reste de l'Union européenne	2,9	2,3
Japon	4,1	0,9

Taux de croissance annuels moyens - Source : OCDE

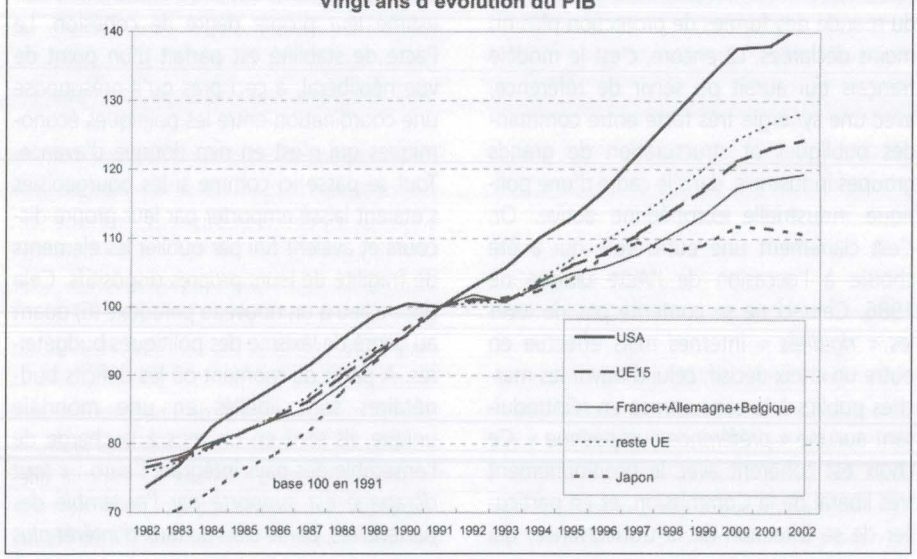
industriels ont tendu à fondre et, avec eux, le fondement de la suprématie de l'économie allemande. C'est justement cet affaiblissement relatif qui a permis au « *Club Med* » d'intégrer la zone euro dès sa mise en place. Et aujourd'hui, l'Allemagne est la première piégée par la logique monétariste qu'elle a contribué à imposer à ses voisins. Son taux de change a été figé pour l'éternité à un niveau trop élevé et, faute de pouvoir jouer sur cette variable, elle est obligée de freiner son économie et de mettre en cause son modèle social, dans l'espoir d'ajuster ses coûts réels. Cette logique de compétitivité étend le climat de quasi-récession à tous les pays voisins pour lesquels l'Allemagne est un client important.

La manière dont les taux de change ont été gelés au sein de l'euro peut donc se lire comme une fable amorale, en tout cas si l'on prend le monétarisme comme critère de vertu. En gros, les mauvais élèves dévaluateurs, comme l'Espagne et l'Italie, se sont plutôt mieux débrouillés, du point de vue de leurs parts de marché, que les bons élèves à monnaie forte. Ils sont entrés dans l'euro avec un taux de change plutôt avantageux tandis que l'Allemagne, et la France à un moindre degré, souffrent d'un taux de change surévalué. Et comme la position relative de l'Allemagne se dégrade continûment du double point de vue de la croissance et des excédents, la tension exercée par un taux de change trop fort se fait de plus en plus sentir. En d'autres temps, il aurait été judicieux pour le mark de dévaluer, même si la charge symbolique aurait été particulièrement forte. En tout cas, avec l'euro, cette voie d'ajustement est exclue. Il faut donc freiner la croissance relative de l'économie allemande déjà médiocre, ou rétablir sa compétitivité sur la base d'une baisse importante du coût salarial. C'est exactement le sens de l'Agenda 2010, ce programme radical de contre-réformes mis en œuvre par le gouvernement pluriel allemand (socialistes et Verts), et qui représente une profonde mise à mal du modèle allemand.

On assiste donc au creusement d'un double écart tout au long des années 1990. D'une part, la croissance aux États-Unis devient nettement supérieure (plus d'un point) à celle de l'Europe, alors que le taux de croissance était semblable sur la décennie 1980 (tableau 1). D'autre part, une seconde différenciation s'opère à l'intérieur même de l'Europe. Sur la dernière décennie, la croissance moyenne a été de 2 % pour l'ensemble des pays européens. Mais elle a été nettement moins marquée (1,6 %) pour la « *zone franc-mark* » (France, Allemagne, Belgique, Luxembourg) que pour le reste de l'Union européenne (2,3 %) et en particulier pour un groupe de pays (Espagne, Royaume-Uni, Irlande et Finlande) qui a connu une croissance moyenne de 2,8 %, voisine de celle des États-Unis.

La trajectoire du Japon obéit à une chronologie voisine. Jusqu'au début des années 90, son taux de croissance est nettement supérieur à celui des deux autres pôles de l'économie mondiale. A partir de cette date, l'économie japonaise s'installe dans une décennie de quasi-stagnation et décroche complètement de la progression moyenne de l'économie mondiale. Le début des années 1990 représente donc un tournant de grande ampleur : auparavant, la croissance était bien plus homogène entre les États-Unis et l'Europe, et à l'intérieur même de l'Europe. Depuis, tout se passe donc comme si la divergence États-Unis/Europe fonctionnait comme un levier venant polariser une croissance européenne jusque-là relativement homogène. Le graphique 2 illustre bien cette double ouverture de l'éventail, qui est sans doute à la base de la crise qui vient de conduire à l'abandon de fait du Pacte de stabilité.

Graphique 2
Vingt ans d'évolution du PIB



La déstabilisation du Pacte, ou l'impasse bourgeoise

Face au clivage croissant à l'intérieur de l'Union européenne, les intérêts spécifiques de chaque État, avec ses rapports de classes particuliers, tendent à l'emporter sur leurs intérêts collectifs, dont la gestion est déléguée à la Commission. C'est la clé de la crise actuelle du Pacte de stabilité. Le point de départ en est l'incapacité, économique et politique, de la France et de l'Allemagne de respecter la règle selon laquelle le déficit budgétaire ne devait en aucun cas dépasser 3 % du PIB. Ces deux pays, qui représentent près de 40 % du PIB européen, ont ensuite obtenu de la majorité des autres gouvernements que ne soient prononcée à leur égard aucune des sanctions pourtant explicitement prévues par le Pacte. Cette décision a évidemment provoqué la fureur de la Commission, dont la légitimité et l'autonomie découlent en grande partie de sa fonction de gardien du Pacte de stabilité.

La crise va encore plus loin que ses aspects techniques et conduit à la remise en cause de modalités essentielles du processus de construction européenne. On peut dire que les inconvénients de l'euro tendent à l'emporter sur ses avantages. Certes, il existe toujours un accord profond entre les bourgeoises européennes sur l'orientation

néolibérale et notamment la nécessité de discipliner les salaires et d'élargir le champ de la marchandise en privatisant les services publics et la protection sociale. C'est pourquoi les déficits budgétaires en France et en Allemagne ne résultent pas d'une volonté d'appliquer une politique de relance dite keynésienne. Ils sont le produit mécanique de la rencontre entre une mauvaise conjoncture et une politique dogmatique de baisse des impôts pour les riches. A terme, Pacte ou pas, le projet est bien de revenir à l'équilibre en réduisant les dépenses sociales, comme le montre le programme de « *réformes* » baptisé Agenda 2010 en Allemagne, ou le gel des traitements des fonctionnaires en France. On est très loin d'une véritable alternative, qui passerait par l'augmentation des impôts pesant sur les revenus du capital.

Cette crise est d'autant plus aiguë que les contradictions ne sont pas strictement économiques : que ce soit à propos de l'intervention en Irak ou de l'architecture institutionnelle, le couple franco-allemand tend à s'opposer au reste de l'Union. Les ballons d'essai sur une « *Union* » entre les deux pays vont dans ce sens et rejoignent des projets plus anciens d'une Europe à deux vitesses, avec un noyau dur et une périphérie de pays associés. Cependant, il faut y insister, cet écartèlement ne renvoie pas à la défense de modèles sociaux différents : les gouvernements français et allemand mènent au contraire une politique de contre-réforme très systématique qui vise à un alignement accéléré (mais jamais assez rapide, de leur point de vue) sur un modèle néolibéral standard. Il s'agit avant tout d'un repli sur les intérêts nationaux, ou plutôt sur une gestion nationale des intérêts de classe, qui va rendre difficile la mise au point du projet de Constitution au sein de la Conférence Intergouvernementale. Même si la tentation existe aussi de passer en force pour éviter l'éclatement d'une crise ouverte, la cohésion de la bourgeoisie européenne est aujourd'hui largement écornée.

Ce constat de crise conduit à revenir sur la logique de la construction européenne. A la différence, par exemple, du modèle allemand du XIX^{ème} siècle, il ne s'agit pas de la formation par addition d'une nouvelle économie nationale. L'une des raisons en est que, chacun de son côté et avec sa spécialisation propre, les pays européens ont déjà accédé au marché mondial. La phase d'internationalisation a commencé à la fin des années 60 et la constitution du marché unique, puis de la monnaie unique, ne peuvent être analysés comme les conditions préalables d'un tel mouvement. Il existe donc un déphasage particulier entre la base européenne et l'horizon stratégique mondial des grands groupes. Le marché unique n'est pas le débouché forcément principal mais la base arrière d'une visée plus large. Pour certaines branches, la construction européenne obéit néanmoins à une logique « *agrégative* » de constitution de « *champions* » européens selon un schéma qui, en un sens, étend à l'échelle européenne la stratégie gaullo-pompidoliste des champions nationaux. Mais cette orientation, plutôt caractéristique de secteurs financiers comme les banques et les assurances, est loin de représenter la stratégie dominante qui consiste à nouer des alliances transcontinentales de manière à accéder directement à tous les compartiments du marché mondial. L'interpénétration des capitaux conduit à la formation d'une « *économie transatlantique* », pour reprendre le titre d'une étude de référence (5) ; elle a d'ores et déjà atteint un degré qui rend difficile de parler des États-Unis et de l'Union européenne comme de deux entités séparées et concurrentes.

Dans ces conditions, les grands groupes ont des attentes particulières à l'égard de la construction européenne, et leur conception du marché unique éclaire leurs priorités. On aurait très bien pu concevoir que le marché unique soit plus ou moins protégé de la concurrence internationale. Dans ce cas, l'objectif aurait été de faire tomber toutes les entraves internes à la circulation des marchandises et des capitaux, tout en maintenant, voire en renforçant vis-à-vis du reste du monde des formes de protection plus ou moins déclarées. Là encore, c'est le modèle français qui aurait pu servir de référence, avec une synergie très forte entre commandes publiques et structuration de grands groupes industriels, dans le cadre d'une politique industrielle européenne active. Or, c'est clairement une autre voie qui a été choisie à l'occasion de l'Acte unique de 1986. Celui-ci ne se contente pas de lever les « *rigidités* » internes mais effectue en outre un choix décisif, celui d'ouvrir les marchés publics à la concurrence en n'introduisant aucune « *préférence européenne* ». Ce choix est cohérent avec le positionnement très libéral de la Commission, et en particulier de sa Direction de la Concurrence, qui consiste à refuser le principe même d'une politique industrielle et toute intervention dans ce domaine.

Autrement dit, le marché unique est un marché ouvert à tout vent, parce que les grands groupes qui donnent le la dans la construction européenne visent d'emblée le marché mondial. Ce point est tout à fait important car il permet de mieux comprendre le caractère subordonné du « *volet social* », dans la mesure où le projet des secteurs les plus puissants de la bourgeoisie n'est pas de construire un ensemble réellement structuré et intégré. On peut même aller plus loin et émettre à nouveau des doutes assez systématiques quant au besoin réel d'une monnaie unique. S'il s'était agi de construire le marché européen comme une entité intégrée, alors la monnaie unique aurait été absolument nécessaire pour gérer l'interface entre une zone européenne compacte et le marché mondial. Mais, dès lors que le marché unique en question est conçu comme devant être ouvert, la nécessité d'une monnaie unique était beaucoup moins évidente.

La principale vertu du passage à la monnaie unique ne résidait sans doute pas dans sa fonction d'outil monétaire mais plutôt dans celle d'instrument disciplinaire. C'est au nom de l'impérieuse nécessité d'une monnaie unique qu'il fallait freiner les dépenses publiques et « *modérer* » les salaires, bref mettre en œuvre un programme typiquement néolibéral. Cela tombait bien, puisque c'était précisément l'intention de chacun des gouvernements. Ce projet permettait d'unifier les programmes néolibéraux et de leur procurer une double légitimité, en invoquant dans un même mouvement les exigences de l'économie et l'idéal européen.

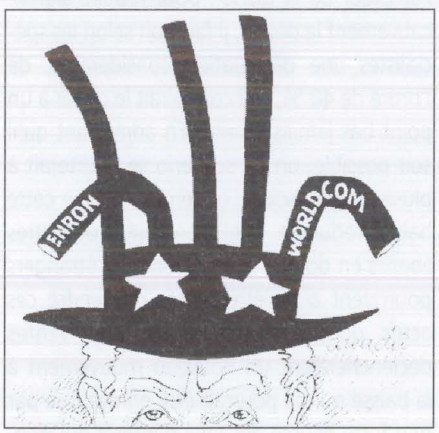
Quelques années plus tard, on découvre que le Pacte de stabilité est « *stupide* » et les bourgeoisies constatent qu'elles avaient surestimé leur propre degré de cohésion. Le Pacte de stabilité est parfait d'un point de vue néolibéral, à ceci près qu'il présuppose une coordination entre les politiques économiques qui n'est en rien donnée d'avance. Tout se passe ici comme si les bourgeoisies s'étaient laissé emporter par leur propre discours et avaient fini par oublier les éléments de fragilité de leurs propres dispositifs. Cela donne lieu à un nouveau paradoxe (6) quant au degré de laxisme des politiques budgétaires. A partir du moment où les déficits budgétaires sont libellés en une monnaie unique, ils sont en un sens à la charge de l'ensemble des pays intégrant l'euro : « *tout dérapage est supporté par l'ensemble des partenaires, par le biais de taux d'intérêt plus*

5. Joseph P. Quinlan *Drifting Apart or Growing Together ? The Primacy of the Transatlantic Economy*, Center for Transatlantic Relations, 2003 <http://guesde.free.fr/quinlan.pdf>. Pour une synthèse, voir Guillaume Duval, « *Europe - États-Unis : je t'aime, moi non plus* », *Alternatives économiques* n° 215, juin 2003 <http://guesde.free.fr/duval603.pdf>

6. Pierre-Antoine Delhommais, « *Les multiples paradoxes de l'euro* », *Le Monde*, 8 mai 2003.

élevés sur les emprunts d'État ». Avant l'euro, les marchés financiers pouvaient exercer une contrainte mieux différenciée en exigeant une prime de risque ou en faisant pression sur le taux de change. Aujourd'hui « *l'impunité est garantie* » dans la mesure où le Pacte de stabilité ne repose pas sur une véritable volonté politique. Il n'a donc pas résisté à la première tempête, tout simplement parce que son fonctionnement postule une communauté d'intérêts entre les bourgeoisies qui n'existe pas et qui ne saurait être construite politiquement, faute de creuset institutionnel adéquat.

Les différentes économies nationales disposent d'une insertion dans l'économie mondiale spécifique, et la résultante de ces positionnements ne définit pas une communauté d'intérêts : les pays sont plus ou moins sensibles à la compétitivité-prix, plus ou moins bien placés pour capter la demande mondiale, plus ou moins capables d'attirer les capitaux. Le débat récent sur le « *déclin* » de l'économie française est certes caricatural, mais il pointe un problème réel, à savoir la persistance d'impérialismes nationaux qui constituent encore le cadre de mise en forme des intérêts sociaux. Un des principaux éléments de crise tient sans doute à ceci : dès lors que la dérégulation néolibérale s'applique, un certain nombre des règles



et contraintes qui avaient permis de la faire passer, présentent aujourd'hui plus d'inconvénients que d'avantages.

La polarisation en Europe renvoie pour l'essentiel à des considérations économico-stratégiques. Pour aller vite, la différenciation s'opère d'une manière relativement homogène en fonction de deux critères, l'élasticité-prix et l'acceptation de la prédominance des États-Unis. Telle est la base de l'opposition entre le pôle franco-allemand et les autres grands pays de l'Union, principalement le Royaume-Uni, l'Italie et l'Espagne. Ces derniers pays ont moins besoin d'une intégration institutionnelle compacte, d'une politique industrielle, d'une compétitivité structurelle, ni même de l'euro dans le cas britannique. Le Royaume-Uni joue un rôle particulier en portant un modèle d'intégration très spécifique, mais assez semblable aux États-Unis du point de vue de son besoin d'attirer des capitaux, et de sa capacité à le faire (7). Sur bien des points, on retrouve cette polarisation, par exemple en ce qui concerne les modalités de l'ouverture à l'Est. Mais l'exemple le plus frappant concerne les prises de position à l'égard de la guerre en Irak, où la ligne de partage est à peu près identique. Même si on ne peut la réduire à une divergence d'intérêts économiques, on peut en tout cas souligner la cohérence de ces diverses positions.

L'économie mondiale : une configuration instable (8)

Le capitalisme a besoin d'une structuration de l'économie mondiale adéquate à son mode de fonctionnement actuel. La mondialisation pose cette exigence en des termes relativement nouveaux et il n'est peut-être pas inutile de reprendre après d'autres la typologie proposée il y a environ 30 ans par Ernest Mandel (9). Celui-ci distinguait trois configurations possibles : ultra-impérialisme, super-impérialisme, et poursuite de la concurrence inter-impérialiste.

La première hypothèse, celle de l'ultra-impérialisme, doit être clairement rejetée. Un tel scénario, déjà envisagé en son temps par Kautsky, correspondrait à une configuration où, pour reprendre les termes de Mandel, « *l'interpénétration internationale des capitaux est avancée au point où les divergences d'intérêts décisives, de nature économique, entre propriétaires de capitaux de diverses nationalités, ont complètement disparu* ». Nous sommes manifestement très éloignés d'un tel cas de figure et il faut en tirer les leçons. L'illusion d'un condominium équilibré entre les trois pôles de la « *Triade* » (États-Unis, Europe, Japon) a fait long feu. On parlait à l'époque de toyotisme, et de « *nouveau modèle du travail* » et l'on s'extasiait sur les ressorts nouveaux de la productivité de l'industrie japonaise. On pensait en somme que les États-Unis allaient assister sans réagir à une lente érosion des bases mêmes de leur domination, et qu'ils allaient jouer le jeu raisonnable d'une mondialisation que certains, comme Alain Minc, n'hésitèrent pas à qualifier d'« *heureuse* ».

C'est aussi la notion d'« *Empire* » mise en avant par Michael Hardt et Antonio Negri (10) qui est en train de subir un énorme démenti pratique. Il suffit pour s'en convaincre de rappeler le noyau dur de leur thèse, ainsi résumée par Negri : « *Dans l'actuelle phase impériale, il n'y a plus d'impérialisme - ou, quand il subsiste, c'est un phénomène de transition vers une circulation des valeurs et des pouvoirs à l'échelle de l'Empire. De même, il n'y a plus d'État-nation : lui échappent les trois caractéristiques substantielles de la souveraineté – militaire, politique, culturelle – absorbées ou remplacées par les pouvoirs centraux de l'Empire. La subordination des anciens pays coloniaux aux États-nations impérialistes, de même que la hiérarchie impérialiste des continents et des nations disparaissent ou dépérissent ainsi : tout se réorganise en fonction du nouvel horizon unitaire de l'Empire.* » (11)

Pourtant, Hardt cherche à maintenir envers et contre tout la thèse de l'Empire. Dans une tribune récente, il insiste sur les intérêts communs des « *élites* » des États-Unis et de celles d'autres pays, en particulier dans la sphère économique : « *Les hommes d'affaires à travers le monde reconnaissent que l'impérialisme n'est pas une bonne chose pour les affaires, parce qu'il élève des barrières qui entravent les flux globaux. Les profits potentiels de la mondialisation capitaliste, qui aiguisaient partout l'appétit des milieux d'affaires il y a seulement quelques années, dépendent de l'ouverture des systèmes de production et d'échange. Même les industriels US assoiffés de pétrole y ont intérêt* » (12). Michael Hardt va jusqu'à présenter l'« *Empire* » comme une alternative à l'impérialisme US, tout en dénonçant des élites « *incapables d'agir en fonction de leur propre intérêt* ». Après avoir ainsi sermonné les puissants de ce monde, Hardt adresse ensuite ses conseils au mouvement anti-guerre (13). Certes, dit-il, son anti-américanisme se nourrit de l'unilatéralisme et de l'anti-européanisme de l'administration

---

7. « *Coasting on the lending bubble both in the UK and in the US* », Wynne Godley and Alex Izurieta, Annual Meeting of the Society of Business Economists, London, 25 juin 2003 <http://guesde.free.fr/godley03.pdf>
8. Je reprends ici quelques éléments d'un texte publié sous le titre amphigourique « *Une configuration nouvelle de l'impérialisme, une hégémonie qui n'est pas sûre d'elle-même* », *Carré rouge* n° 25, avril 2003.
9. Ernest Mandel, *Le troisième âge du capitalisme*, Les Éditions de la Passion, 1997.
10. Michael Hardt et Antonio Negri, *Empire*, Exils, 2000.
11. Toni Negri, « *L'"Empire", stade suprême de l'impérialisme* », *Le Monde Diplomatique*, janvier 2001.
12. Michael Hardt, « *Folly of Our Masters of the Universe* », *The Guardian*, 18 décembre 2002.
13. Michael Hardt, « *A trap set for protesters* », *The Guardian*, 21 février 2003.

Bush. Il n'en reste pas moins que c'est un piège qui conduit à une vision du monde trop bipolaire, ou pire, nationaliste. Hardt oppose cette étroitesse de vue à la clairvoyance du mouvement altermondialiste, qui avait réussi à ne plus penser la politique *« à partir de rivalités entre nations ou blocs de nations »*. Cette dissociation est sans fondement, et l'attitude de Hardt exprime un étonnant volontarisme théorique qui consiste à nier une réalité aujourd'hui bien palpable, qui est le grand retour des contradictions inter-impérialistes.

La suprématie absolue que semble révéler l'unilatéralisme des États-Unis mérite que l'on considère aussi le scénario du super-impérialisme. Dans cette configuration, toujours avec la définition de Mandel, *« une grande puissance impérialiste unique détient une hégémonie telle que les autres États impérialistes perdent toute autonomie réelle à son égard et sont réduits au statut de puissances semi-coloniales mineures »*. Même si l'Union européenne ne peut évidemment pas être caractérisée comme *« puissance semi-coloniale mineure »*, ce schéma semble bien correspondre avec la hiérarchie réaffirmée entre les puissances impérialistes qui consacre le rôle dominant des États-Unis dans tous les secteurs : économique, technologique, diplomatique et militaire.

Mais il ne rend pas compte de deux traits frappants de l'économie mondiale contemporaine. Le premier est la fragilité de la domination US que l'on peut synthétiser comme suit : de manière assez inédite, l'impérialisme dominant n'est pas exportateur de capitaux et sa suprématie repose au contraire sur sa capacité à drainer un flux permanent de capitaux venant financer son accumulation et reproduire les bases technologiques de cette domination. Il s'agit donc d'un impérialisme prédateur, plutôt que parasite, dont la grande faiblesse est de ne pas pouvoir proposer un régime stable à ses vassaux.

La seconde nouveauté découle du degré d'intégration transcontinentale des capitaux atteint aujourd'hui. Il rendrait nécessaire la constitution d'un condominium États-Unis/Europe, un G2 pour reprendre la formule récemment avancée par le secrétaire d'État aux Finances allemand, Caio Koch-Weser (14). Pour réguler un espace économique aussi intégré, une instance politique de coordination devient effectivement un besoin objectif, du point de vue même des intérêts collectifs bien compris de la bourgeoisie. Mais, pour paraphraser Jaurès, le capitalisme porte en lui la concurrence comme la nuée porte l'orage, et la coopération mondialisée inter-impérialiste est un mirage. Faute d'un super-impérialisme disposant d'une suprématie suffisante pour l'imposer, c'est donc vers la troisième configuration que le monde est en train de basculer, celle de la concurrence inter-impérialiste. La définition qu'en donnait Mandel est bien en phase avec la situation actuelle : *« l'interpénétration internationale des capitaux est assez avancée pour qu'un nombre plus élevé de grandes puissances impérialistes indépendantes soit remplacé par un plus petit nombre de superpuissances impérialistes, mais elle est si fortement entravée par le développement inégal du capital que la constitution d'une communauté globale d'intérêts du capital échoue »*. Les contradictions non résolues entre l'Europe et les États-Unis continueront donc à peser sur une économie mondiale durablement déséquilibrée.

« L'économie mondiale vole sur un seul moteur »

Cette expression est de Lawrence Summers, l'ancien ministre du Budget de Clinton, et elle a servi de titre à un important dossier paru dans *The Economist* (15). Un chiffre résume bien ce fonctionnement asymétrique de l'économie mondiale : depuis 1995, près de 60 % de la croissance mondiale est à attribuer aux États-Unis, qui ne représentent pourtant *« que »* 30 % de l'économie mondiale. La thèse générale de The Economist est que *« le monde ne peut continuer à compter sur la dépense des États-Unis »*.

A peu près tous les économistes qui se posent la question considèrent que le mode de croissance adopté par les États-Unis depuis le début de la *« nouvelle économie »* n'est pas soutenable. Actualisant sa précédente étude, Wynne Godley (16) montre que si rien ne change, le déficit commercial, qui est déjà de 5 % du PIB, continuera à augmenter pour atteindre 6,4 % du PIB, auxquels il faut ajouter une masse croissante d'intérêts que les États-Unis doivent (quand même !) payer sur leur dette extérieure. Il évalue à 200 ou 300 milliards de dollars ce flux net d'intérêts, qui porterait à 8,5 % l'ensemble du déficit courant. Si le secteur privé dégage de nouveau des capacités d'épargne, alors l'équilibre comptable aurait pour contrepartie un impressionnant creusement du déficit budgétaire. Pour simplement stabiliser le déficit commercial, il faudrait de toute manière reproduire constamment l'attractivité des États-Unis pour les capitaux étrangers. Or, l'instabilité de la situation globale risque de les décourager. Leur entrain avait une base objective qui était la dynamique de la productivité du travail et les bons niveaux de rentabilité qu'elle semblait pourvoir garantir durablement, mais ces perspectives favorables sont aujourd'hui remises en cause. Pour l'économiste Catherine Mann (17), dont l'étude fait autorité, le plus probable est que les investisseurs sur le marché mondial *« vont atteindre le point où ils ne souhaitent plus accroître la part d'actifs US qu'ils détiennent en portefeuille »*. Il faudra donc compter sur la baisse du dollar pour réduire le déficit courant.

Mais on peut se demander si un tel *« atterrissage en douceur »*, évitant un épisode récessionniste majeur, est encore possible. La voie de la baisse du dollar est en effet semée d'embûches. La première résulte de l'ampleur de la tâche : pour réduire significativement le déficit, il faudrait selon les spécialistes une dévaluation considérable, de l'ordre de 40 %, qui conduirait le dollar à un point bas jamais atteint. En admettant qu'il soit possible, un tel scénario se heurterait à plusieurs obstacles. Le premier est que cette baisse réduit la valeur en euros des titres libellés en dollar : leurs détenteurs étrangers pourraient alors être tentés de vendre ces actifs pour limiter la perte. Ces ventes déclencheraient un nouveau mouvement à la baisse qui ne pourrait être enrayé que par une forte hausse des taux d'intérêt qui viendrait alors peser sur la croissance. Une dévaluation agressive du dollar revient à ouvrir une guerre commerciale. Le déficit commercial des États-Unis peut être en partie épongé, mais au détriment de leurs principaux partners, à savoir l'Union européenne et le Japon. Dans ce cas les États-Unis exporteraient leur récession, qui pourrait leur revenir comme un boomerang si elle était suffisamment profonde pour casser la dynamique de l'économie mondiale, ou si elle déclenchait des mesures de sauvegarde de la part des autres impérialismes. Telle est donc la base économique des tensions à venir. ■

8 décembre 2003

14. C. Fred Bergsten and Caio Koch-Weser, *« Restoring the Transatlantic Alliance »*, *Financial Times*, 6 octobre 2003 <http://guesde.free.fr/bergsten3.pdf>

15. *« Flying on one engine »*, *The Economist*, 18 septembre 2003 <http://guesde.free.fr/1engine.pdf>

16. Wynne Godley, *The US Economy. A Changing Strategic Predicament*, Levy Economics Institute, February 2003 <http://guesde.free.fr/godley3.pdf>

17. Catherine L. Mann, *« Perspectives on the U.S. Current Account Deficit and Sustainability »*, *Journal of Economic Perspectives*, summer 2002 <http://guesde.free.fr/mannrep.pdf>

L'avenir du Traité constitutionnel après le fiasco de la CIG

Par
G. Buster*

L'échec de la Conférence intergouvernementale (CIG) qui devait approuver le projet du Traité Constitutionnel a rendu patente la crise du projet de construction néolibérale de l'Union européenne (UE). Cette crise larvée existe depuis la mise en gestation du Traité de Maastricht en 1992. C'est alors que l'UE est devenue le principal instrument des classes dominantes européennes dans le cadre de la mondialisation capitaliste. Les « *groupes pionniers* » ou les « *coopérations renforcées* » de l'Europe à deux vitesses, le cours économique néolibéral lié à l'euro, la restructuration des économies de l'Europe centrale pour les subordonner à la dynamique du marché unique... c'est-à-dire les éléments centraux du projet ont été définis alors. Mais ce projet, avec tous les sacrifices imposés à la classe travailleuse, ne disposait pas d'une légitimité politique suffisante pour obtenir un consensus populaire suffisamment large en faveur de la construction d'un système institutionnel doté des fonctions de régulation et de « *gouvernance* » supra-étatiques.

Une fois les conditions de la restructuration néolibérale approuvées au travers du Pacte de la stabilité et de la croissance, le Traité de Nice en décembre 2000 a formulé un cadre juridique suffisamment vaste pour permettre l'extension de l'Union aux nouveaux États-membres, sans aborder de manière définitive les problèmes institutionnels et de partage de pouvoir que l'élargissement impliquait. La CIG de Nice a opté pour une formule transitoire — jusqu'en 2009 — en assurant la parité des votes entre les quatre grands (Allemagne, France, Grande-Bretagne et Italie) malgré leurs différences démographiques. Avec la même logique, elle a accordé un pouvoir de veto exceptionnel à l'Espagne et à la Pologne et des concessions significatives aux autres petits États-membres. La France se voyait ainsi reconnaître un rôle politique à égalité avec l'Allemagne ainsi que le rôle moteur de l'axe franco-allemand. La Grande-Bretagne — auto-exclue du fait de sa non participation à l'euro — laissait la porte entrouverte pour rejoindre l'axe franco-allemand à la suite de la victoire promise par Blair dans le référendum sur l'Union économique et monétaire et pouvait entre-temps collaborer avec lui au développement parallèle de l'Europe-puissance à travers la politique extérieure et de défense commune. Pour l'Espagne et la Pologne, la capacité de veto obtenue à Nice était la garantie que les perspectives financières (le budget communautaire) pour 2007-2013 seraient approuvées à l'unanimité et qu'ils pourraient continuer à recevoir les aides structurelles européennes, dont ils sont les principaux bénéficiaires présents et futurs.

Le Traité constitutionnel comme solution à la crise de l'Union

Mais la récession européenne, la crise croissante de légitimité démocratique des institutions européennes, aggravée par les plans de restructuration néolibérale de « *l'Esprit de Lisbonne* », la paralysie politique de la Commission Prodi, la nécessité de disposer des instruments régulateurs efficaces face aux États-Unis dans un cadre dominé par la crise inter-impérialiste (accentué par la situation au Moyen-Orient qui conduira à la guerre d'Irak), ont déjà obligé lors du sommet de Laeken, en décembre 2001, à chercher un nouveau cadre global pour le fonctionnement communautaire. Le Traité constitutionnel devait être la solution à la crise qui frappait l'UE.

Les dimensions du défi auquel devait faire face l'Union européenne néolibérale sont à la mesure de l'ambition que recouvrait la solution adoptée. Un Traité constitutionnel — ou simplement une « *Constitution européenne* » comme il a été présenté de manière démagogique — supposait de remettre sur la table à nouveau tous les accords européens et de mettre en question toute la hiérarchie d'intérêts établie depuis Maastricht. Pour contrôler ce processus toutefois, les classes dominantes européennes confiaient la capacité de l'initiative politique à l'axe franco-allemand — qui avait remplacé la Commission comme moteur de la construction communautaire — par un renforcement de la méthode intergouvernementale, une capacité de cooptation des fonds structurels en vue de séduire les pays comme l'Espagne et la Pologne et une protection institutionnelle globale de l'Union elle-même offerte en garantie aux petits États-membres.

Une Convention sélectionnée par le Conseil européen, avec une représentation indirecte du Parlement européen et des Parlements nationaux, a été chargée de préparer le projet de Traité constitutionnel. Elle était supposée donner un aspect démocratique à un débat de couloirs afin de voiler l'énorme déficit démocratique implicite dans la méthode intergouvernementale. Le fonctionnement de la Convention, les discussions sélectives, l'absence de votes et les interprétations du consensus supposé par Giscard d'Estaing (1), ont abouti à un projet de Traité constitutionnel qui, en concevant en pratique le fonctionnement de l'Union fondé sur le Directoire des grands États-membres contribuables nets, n'obtenait pas sur divers aspects le consensus des États-membres petits et moyens.

Il faut comprendre que le projet de Convention — fondamentalement encadré par les accords du sommet franco-allemand de janvier 2003 et par les « *lignes rouges* » imposées par la Grande-Bretagne — ne pouvait aboutir à autre chose que de proposer un fonctionnement institutionnel basé sur la double majorité des États et de la population, même si la Convention n'était nulle-

* G. Buster, rédacteur de la revue madrilène *Viento Sur*, est militant de la IVe Internationale et de l'*Espacio Alternativo* (État espagnol).

1. Pour une analyse de la Convention et ses débats, cf. G. Buster, *"Une Europe des rentiers impérialistes ? Le projet de la Constitution qui élève le dogme néolibéral au rang de loi fondamentale est un défi lancé aux travailleurs et aux peuples européens"*, *Inprecor* n° 484 d'août 2003. Pour une analyse du projet de la Constitution, cf. Yves Salesse, *"Une Constitution inacceptable"*, *Inprecor* n° 487 de novembre 2003.

ment mandatée pour modifier les accords du Traité de Nice. D'une part, parce que c'était la seule issue qui pouvait être présentée comme « *démocratique* », même si elle transformait les Européens en simples sujets de leurs gouvernements nationaux respectifs. D'autre part, parce qu'elle assurait le fonctionnement pratique au sein des institutions européennes du Directoire des grands États-membres, sans que ce dernier puisse être bloqué par les États-membres moyens aspirant à défendre leur intérêts nationaux. La répartition du pouvoir conclue à Nice avait de plus le désavantage de diviser le bloc des grands États-membres, se prêtant au recours à des coalitions opportunistes susceptibles de casser la discipline communautaire imposée par la structure institutionnelle.

Trois expériences de fonctionnement communautaire

En ce sens il convient de rappeler les trois expériences de fonctionnement de l'UE les plus significatives au cours de la dernière période.

La première, au sein même de la Convention, lorsque l'Espagne a essayé de construire un « *front du refus* » contre la proposition de la double majorité, en vue de défendre sa capacité de blocage obtenue à Nice. Pour plaider sa cause, elle a promis des soutiens croisés sur d'autres sujets, aux petits pays (qui se voyaient exclus d'une présence permanente avec droit de vote au sein de la Commission, avec la réduction de celle-ci à 15 commissaires) et à la Grande-Bretagne, qui cherchait avant tout à imposer son droit de veto en politique extérieure, fiscale et sociale. Ce « *front du refus* » construit par l'Espagne a été cassé par Giscard d'Estaing et par l'axe franco-allemand au moyen de concessions faites à tous afin de préserver le fonctionnement institutionnel dominé par le Directoire. Mais le prix politique de cette manœuvre a été énorme.

La deuxième fut la guerre contre l'Irak et la rupture de la position communautaire avec l'alignement ouvert de la Grande-Bretagne, de l'Espagne et de la Pologne sur la politique de l'administration Bush. Non seulement ces trois pays ont apporté leur soutien aux opérations militaires, mais ils ont de plus offert une couverture politique à l'ONU face à la France, à l'Allemagne et à leur allié stratégique russe. Et cela alors qu'était publiquement débattue la nécessité de doter l'Union d'un élément stratégique pour affirmer l'Europe-puissance, disposant d'une autonomie militaire suffisante — certes limitée, mais non sans importance pour autant — lui permettant de défendre ses intérêts spécifiques au-delà de l'Alliance atlantique et de dépasser ainsi le « *syndrome des Balkans* ».

La troisième expérience importante c'est l'histoire de la montée et de la chute du Pacte de stabilité et de croissance. Conçu par l'Allemagne afin d'obliger l'ensemble de l'Union de mener à terme la restructuration néolibérale et de garantir la fermeté de l'euro, en enfermant les déficits budgétaires nationaux dans la camisole de force non extensible au delà de 3 %, le Pacte c'est transformé en une politique récessive aggravant la récession des économies européennes alors que les États-Unis dévaluaient le dollar en vue de conquérir des quotes-parts pour leurs exportations sur le marché mondial au détriment des Européens. Après une érosion politique très importante du fait des restrictions des budgets sociaux — qui a fait perdre la majorité au Parti socialiste portugais et à la « *gauche plurielle* » française, amenant Chirac à confronter Le Pen lors de la présidentielle, et a fait chanceler Schröder en Allemagne — il est devenu évident en 2003 que ni la France, ni l'Allemagne, ni le Portugal, ni l'Italie ne pouvaient respecter les marges imposées par le Pacte et que d'autres États-membres pouvaient se trouver rapidement dans la même situation. Lorsqu'est venue l'heure d'interpréter le Pacte de manière « *flexible* » — en recourant à la clause de sauvegarde pour circonstances exceptionnelles — les ministres de l'économie de ces États (qui ensemble représentent plus de 70 % du PIB européen) se sont heurtés à l'opposition des autres États-membres au sein de l'ECOFIN et cela malgré que Prodi ait qualifié d'« *imbécile* » la politique économique poursuivie. Le Commissaire Solbes, converti en gardien de l'orthodoxie néolibérale, a menacé d'imposer des sanctions aux États ne respectant pas la lettre du Pacte, au nom du principe d'égalité entre les États-membres. Le premier ministre espagnol, Aznar, n'a pas gaspillé cette occasion pour revendiquer sa gestion budgétaire stricte et son fameux « *déficit zéro* » (alors que l'Espagne, en comparaison avec la moyenne européenne, peut également revendiquer un déficit social de 25 %...), demandant son inclusion dans le groupe des « *grands* » pour donner un exemple à l'Union et rappeler que les termes du Pacte étaient inscrits dans le projet du Traité constitutionnel de la Convention. Face à cela, comme s'il pouvait y avoir un quelconque doute, l'axe franco-allemand a brutalement affirmé qu'on ne pouvait permettre à des gens comme Aznar d'interpréter la « *flexibilité* » du Pacte, ajoutant, que si l'Espagne allait si bien, les transferts de fonds communautaires dont elle bénéficie étaient superflus, d'autant qu'ils augmentaient les déficits de la France et de l'Allemagne, si courageusement dénoncés...

Les négociations dans la CIG

A l'issue de ces expériences récentes il n'est pas étonnant que Chirac et Schröder arrivèrent à la CIG de Bruxelles avec la ferme intention de ne faire aucune concession sur la question de la répartition des votes. La consigne fut qu'« *il vaut mieux pas d'accord qu'un mauvais accord* » et la France et l'Allemagne ont ouvertement menacé de lier la négociation financière pour la période 2007-2013 avec la négociation constitutionnelle et, en cas de blocage, d'opter pour la « *coopération renforcée* », politique qui isolerait et marginaliserait l'Espagne, la Pologne et tous ceux qui souhaiteraient les suivre.

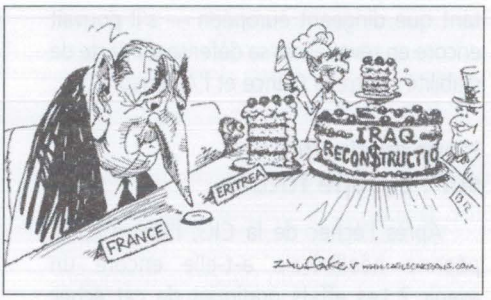
Notons que la répartition des votes est loin d'être le seul terrain de désaccord. Comme cela va apparaître au cours des prochains mois, d'autres divergences minent le projet du Traité constitutionnel. Il en est ainsi des articles concernant la défense européenne, qui sont incompatibles avec la neutralité de plusieurs États-membres et pourraient, par exemple, faire échouer les référendums constitutionnels en Irlande ou en Autriche. Il en est de même avec la question de la composition de la Commission, au sein de laquelle les États-membres plus petits pourraient continuer à revendiquer une représentation avec droit de vote. C'est aussi le cas de toutes les « *lignes rouges* » britanniques, qui hypothèquent non seulement toute avancée de « *l'Europe sociale* » — importante pour l'obtention d'un minimum de légitimité populaire, mais aussi les éléments essentiels pour une politique de concurrence

telle l'harmonisation fiscale. Ce n'est pas par hasard que sur tous ces sujets, tout comme en ce qui concerne la politique extérieure et de défense commune, la Grande-Bretagne n'accepte aucun autre système de prise de décision en dehors de l'unanimité.

Si la répartition des votes est devenue la question clé, c'est qu'elle concentre la question du pouvoir dans le cadre d'un processus intergouvernemental. Avec le Traité de Nice, l'Allemagne — qui contribue approximativement pour 22 % du budget communautaire et compte 82 millions d'habitants — a reçu un quota de 9,2 % des votes, le même que la France, la Grande-Bretagne et l'Italie, dont la population est inférieure tout comme leur contribution nette au budget européen. Et deux pays qui reçoivent du budget plus qu'ils ne versent, tout en disposant d'une population inférieure de moitié à celle de l'Allemagne, ont obtenu chacun 8;6 % des votes. Avec un tel système, après 2013, une coalition de deux grands États et de deux petits pourrait bloquer toute décision communautaire et ce faisant exercer un chantage dans les négociations.

Avec la formule de la double majorité de la Convention, exigeant 50 % des États et 60 % de la population, le poids du vote de l'Allemagne atteindrait 18,2 % s'approchant ainsi du niveau de sa contribution au budget communautaire. Une décision adoptée par le Directoire de trois grands États-membres ne pourrait en pratique se voir bloquée. Cela créé en outre une pression pour un fonctionnement sous la forme d'un Directoire et pour une « *coopération renforcée* » spécifique entre les grands États-membres, qui n'auront plus les mêmes raisons qu'à Nice pour être tentés par des coalitions de votes opportunistes avec d'autres États-membres moyens ou petits.

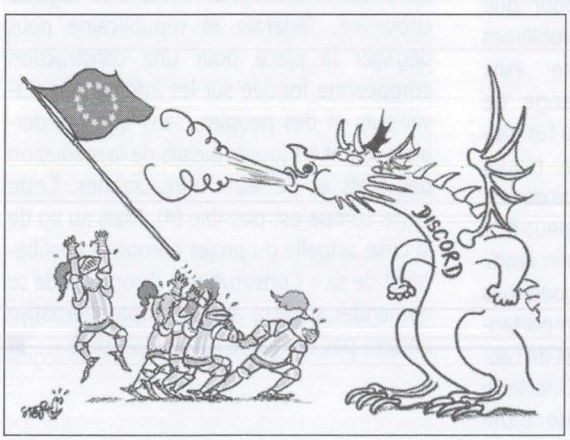
Cette capacité de « *gouvernance* » et de définition des « *intérêts européens* » (c'est-à-dire de ceux de leur classe dominante), indépendante de toute institution démocratique, communautaire ou même intergouvernementale en ce qui concerne les autres États-membres, est un élément stratégique clé du projet de construction d'une Union européenne néolibérale. Il reflète l'évolution de l'État sous le capitalisme tardif (2), en particulier dans le processus de mondialisation, et son autonomisation envers le suffrage universel républicain, qui avait été le cadre central permettant au mouvement ouvrier d'imposer ses revendications défensives.



Les commentaires de la presse sur les débats au sein de la Conférence intergouvernementale ont mis en avant la résistance acharnée de l'axe franco-allemand, soutenu par une large coalition de petits États (auxquels des concessions concernant la composition de la Commission, pouvant aller jusqu'à 25 commissaires avec droit de vote, ont été promises), contre toutes les tentatives de l'Espagne et de la Pologne visant au maintien de la légitimité de Nice. L'Espagne a proposée plusieurs formules de compromis dans le but de préserver sa capacité de blocage. Aznar a tenté de diviser l'axe franco-allemand en suggérant d'augmenter le quota des votes de l'Allemagne dans le cadre du Traité de Nice, en créant ainsi un « *grand parmi les grands* », remettant en cause la garantie d'un statut similaire à l'Allemagne obtenu à Nice par la France, fondement politique de l'axe permanent franco-allemand. Comme on pouvait s'y attendre, Chirac a bloqué tout débat allant dans ce sens. L'autre proposition espagnole élevait la double majorité à 55 % des États-membres et à 70 % de la population. Apparemment la « *formule magique* » promise par Berlusconi se résumait à 50 % des États et 65 % de la population — ce qui n'assurait nullement la capacité de blocage exigée par Aznar. De toute façon la France a exigé le rejet de toute proposition faite par Aznar — une punition exemplaire de sa tentative de casser l'axe franco-allemand.

Celui qui n'avait aucune marge de manœuvre pour tenter des contre-propositions fut le premier ministre polonais, Leszek Miller. En chaise roulante, atteint aux vertèbres, le spectacle de sa présence douloureuse à Bruxelles a été présenté par la presse polonaise comme un exemple de la fermeté de toute la nation ! Tout le monde sait en Pologne que le coût social et économique de l'adhésion à l'UE sera énorme (3). L'opposition au Parlement polonais, qui a durement critiqué les concessions faites par le gouvernement au cours des négociations, de même que probablement une partie de la social-démocratie au gouvernement, ne peuvent assumer une perte du quota de votes qui assimile l'Espagne à la Pologne. Un quota qui, en outre, lui accorde le droit de veto dans les négociations essentielles des prochaines perspectives financières, dont le gouvernement polonais espère l'obtention des fonds structurels et régionaux suffisants pour compenser, au moins partiellement, les conséquences de l'adhésion. Sinon le risque est réel que le conflit social, qui existe déjà du fait de la restructuration de l'industrie lourde, atteigne des proportions incontrôlables et se combine avec la crise rurale qui sera accentuée avec l'ouverture du marché agricole aux produits communautaires. Dès le début — à la différence d'Aznar (dont la position n'est pas partagée par l'opposition ni par la majorité de l'opinion publique espagnole) — l'objectif de Miller était de retourner à Varsovie en ayant bloqué le projet constitutionnel au nom de Nice (et de plus, de manière démagogique, au nom de la défense des revendications symboliques polonaise, comme la mention du christianisme dans le Préambule).

En réalité, le bloc hispano-polonais n'a eu aucune existence à Bruxelles. Miller ne voulait aucune sorte de compromis, car c'est la condition pour préserver son avenir politique personnel en Pologne. Au contraire, Aznar voulait un compromis qui garantirait, avec une autre formule, la capacité espagnole de blocage obtenue à Nice. Mais il ne pouvait l'obtenir qu'aux dépens de la France et de l'axe franco-allemand, condamnant de cette façon sa carrière politique future en



2. Voir en ce sens l'analyse prémonitoire d'Ernest Mandel dans le chapitre XV du *Troisième Âge du Capitalisme* (première édition : *Der Spätkapitalismus*, 1972, réédition de la traduction française revue et corrigée par l'auteur : éd. de la Passion, Paris 1999, disponible à la Librairie La Brèche, Paris), bien qu'il n'ait pas évidemment pu prévoir le développement qu'auraient les régimes et les accords internationaux comme cadre de la « *gouvernance* » capitaliste avec la mondialisation.

3. Cf. G. Buster, *"Élargissement de l'UE et nouvelles restructurations néolibérales en Europe centrale"*, *Inprecor* n° 472/473 de juillet-août 2002, et Catherine Samary, *"La* « Nouvelle Europe » *en quête d'une autre Europe"*, *Inprecor* n° 487 de novembre 2003.

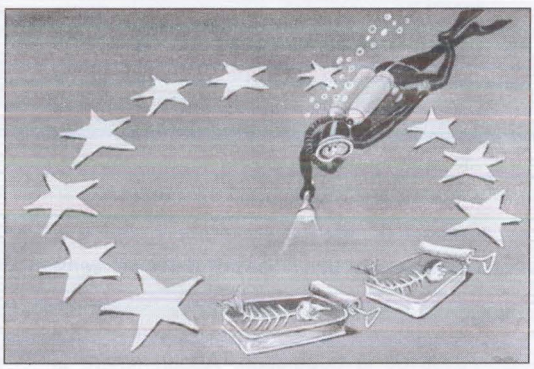
tant que dirigeant européen — s'il pouvait encore en rêver après sa défense du Pacte de stabilité contre la France et l'Allemagne…

L'avenir du débat sur l'Europe future

Après l'échec de la CIG, l'Union européenne néolibérale a-t-elle encore un avenir ? Les effets pratiques de cet échec sont limités, bien que non sans conséquences politiques qui pèseront encore longtemps sur le processus de la construction européenne. Le Traité de Nice reste valable jusqu'en 2009. Au cours des mois prochains vont s'ouvrir les négociations préliminaires sur le budget d'après 2007, qui entreront dans leur phase décisive après la désignation de la nouvelle Commission (avant l'été) et devraient se conclure à la mi-2005. La pression sur le gouvernement polonais deviendra ainsi insupportable. Avec les élections espagnoles de mars, Aznar disparaîtra de l'avant-scène politique et, en cas de victoire de son parti, le nouveau gouvernement de Rajoy n'aura d'autre solution que de chercher un compromis plus flexible et plus réaliste pour rompre l'isolement de l'Espagne dont il aura hérité (Chirac — exquis témoignage des relations entre les « *grands* » et les autres — a déjà fait savoir publiquement qu'il avait un problème avec Aznar et non avec l'Espagne…). S'il y avait encore des doutes sur le prix que l'Espagne et la Pologne devront payer au cas où elles ne cèdent pas, la lettre d'intention sur le prochain budget, rendue publique deux jours après la CIG, les écarte : signée par l'Allemagne, la France, le Royaume-Uni, la Suède, les Pays-Bas et l'Autriche — les contribuables nets au budget européen — elle exige de le limiter à 1 % du PIB de l'UE (contre 1, 27 % actuellement). Le message est on ne peut plus clair : dans la nouvelle Union élargie les transferts communautaires, à travers les fonds structurels et régionaux, seront des plus limités… ce qui affectera très durement et l'Espagne et la Pologne.

D'autre part, la menace de développer un noyau de coopération politique renforcée avec les États-membres fondateurs et quelques nouveaux arrivants — comme la République Tchèque, la Hongrie ou la Slovénie — est suffisamment réelle pour être crédible. Depuis la signature du Traité de Maastricht en 1992, les « *coopérations renforcées* » furent la méthode préférée pour faire avancer le projet de construction européenne. Les règles de jeu sont clairement établies par les grands États-membres et les autres s'y ajoutent, s'ils le peuvent, subissant dès le premier jour les conséquences de la nouvelle discipline mais sans jouir d'aucun des avantages liés à la présence dans le noyau décisoire. L'Europe à deux vitesse est déjà une réalité et le sera davantage encore après l'élargissement, lorsque les États faisant partie de l'euro ne constitueront qu'une minorité parmi les 25 membres. Le même schéma a été suivi avec l'Europe-forteresse de Schengen ou avec l'Europe de la défense, qui vient d'être constituée à travers un accord franco-belgo-britannico-allemand.

Le Conseil européen a pris acte de l'échec de la CIG, mais il a déjà été pris date au Conseil de mars, pour tenter de dépasser les désaccords avant les élections européennes de juin 2004. La présidence irlandaise — à laquelle on prête, après les négociations d'Ulster (qui ne cessent de curieusement ressembler à la situation de l'UE actuelle) — mettra de côté la méthode de la Conférence intergouvernementale et tentera des négociations bilatérales avec chaque État-membre pour tenter de trouver une formule magique suffisamment obscure pour que son acceptation ne provoque des problèmes politiques dans aucun d'entre eux. L'Espagne devra céder en échange de concessions financières (comme cela fut toujours le cas) et la Pologne, isolée, n'aura d'autre choix que de se soumettre ou de rester en dehors de la nouvelle Union, peut-être même avant d'en faire partie de plein droit.



Les classes dominantes européennes tireront de l'échec de cette CIG d'importantes leçons, certainement dans le sens de l'accentuation du fonctionnement du Directoire dans l'UE. Elles ont toujours rejeté toute démocratisation réelle des institutions communautaires pour les préserver comme un pur instrument de leur domination de classe face aux États soumis aux pressions « *corporatives* » de la classe ouvrière. Le projet constitutionnel de la Convention, avec quelques modifications dans la composition de la Commission, sera finalement adopté, plutôt tôt que tard, pour la simple raison que le Traité de Nice a démontré qu'il était non seulement insuffisant pour assurer la « *gouvernance* » des classes dominantes dans une Union élargie, mais qu'il était de plus dangereux.

Leçons pour la gauche

Quelles leçons doit en tirer la gauche alternative ? D'abord — et l'échec de la CIG l'a rappelé — que la crise profonde de l'Union européenne néolibérale n'est pas une vue de l'esprit mais une réalité. La méthode intergouvernementale qui implique une égalité formelle entre les États n'est déjà plus compatible avec la « *gouvernance* » des intérêts des classes dominantes européennes, qui exige que certains États soient plus égaux que d'autres et imposent leur hiérarchie de valeurs et d'intérêts à l'ensemble. Face à cette logique, prendre partie pour l'axe franco-allemand ou pour les méthodes de Directoire au nom de la préservation de la « *gouvernance* » de l'UE néolibérale, ou encore pour la défense des « *intérêts nationaux* » des États moyens comme l'Espagne ou la Pologne, conduirait simplement la gauche au suicide et à l'abandon des intérêts des travailleurs et des peuples européens.

La gauche alternative doit au contraire se situer dans un camp clairement distinct : dans celui de la refondation démocratique et sociale du projet européen, à partir d'une citoyenneté réelle qui impose sa souveraineté à l'ensemble des institutions européennes et convertit le Parlement européen, élu au suffrage universel, en axe central des décisions communautaires. Seule une logique citoyenne, fédérale et républicaine peut dégager la place pour une construction européenne fondée sur les intérêts des travailleurs et des peuples, sans que ces derniers soient les jouets passifs de la médiation des États et de leurs bureaucraties. Cette autre Europe est possible (4). Mais au vu de la crise actuelle du projet européen néolibéral et de sa « *Constitution* » il convient de se demander si cette autre Europe alternative ne sera pas en réalité la seule possible. ■

4. Pour une vision alternative du débat sur le futur de l'Europe voir la Résolution adoptée par la III[e] Convention (Congrès) du Bloc de Gauche portugais *"Pour une refondation démocratique de l'Union européenne"*, *Inprecor* n° 485/486 de septembre/octobre 2003 et G. Buster, *"Otra Europa es posible : un proyecto de Constitución alternativa"* (*"L'autre Europe est possible : un projet de Constitution alternative"*) et *"Carta alternativa de los derechos fundamentales de la UE"* (*"Charte alternative des droits fondamentaux de l'UE"*), www.rebelion.org.

Mercosur (1) et ZLÉA : de l'échec à la soumission

Par
Claudio Katz*

Avancer la mise en place de la Zone de libre échange des Amériques (2) et renforcer l'encaissement de la dette externe tels sont les priorités économiques du gouvernement de Bush pour l'Amérique latine. Les deux objectifs cherchent à consolider la domination commerciale et financière de l'impérialisme. Dans l'immédiat, le bourbier auquel font face les troupes occupantes de l'Irak pousse les États-Unis à renforcer le contrôle de leur « *arrière-cour* ». Mais en perspective, l'intention américaine est de manier directement les ressources stratégiques de la région, spécialement le pétrole du Mexique, du Venezuela et de l'Équateur, les forêts de l'Amazonie et les réserves d'eau de la Triple frontière (3).

Le gouvernement américain a besoin de souscrire des traités de libre commerce pour résister — en accroissant les exportations vers Amérique latine — au déficit commercial croissant du pays. L'impact de ce déséquilibre pourrait être traumatique s'il essouffle l'afflux international des capitaux qui soutiennent à l'économie américaine. Avec la ZLÉA on cherche à stimuler les ventes externes et étendre la dérégulation financière, qu'exigent les banques pour obtenir encore plus de bénéfices par les opérations spéculatives en Amérique latine.

Mais les États-Unis encouragent aussi la ZLÉA pour garantir que la région restera dans le secteur du dollar lors de la prochaine vague de concurrence avec l'Europe. La première puissance ne rivalise plus avec des concurrents dispersés, mais avec un bloc impérialiste qui cherche à le disputer l'hégémonie commerciale et monétaire. À travers des accords commerciaux avec les pays latino-américains, les États-Unis cherchent à bloquer les avancées de ces concurrents.

Multilatéral, bilatéral et financier

La ZLÉA est seulement une instance des négociations en cours et la signature de l'accord (avant ou après l'année 2005) constitue à peine un aspect de la pression américaine. C'est l'Organisation mondiale du commerce (OMC) qui constitue la scène multilatérale de ces négociations. Dans ce cadre, les économies développées imposent la réduction des droits de douane dans tous les secteurs qui profitent aux capitalistes du centre. Ces branches étaient traditionnellement limitées aux produits industriels, mais les services et la propriété intellectuelle y ont été ajoutés au cours de la dernière décennie. Les grandes compagnies obtiendraient des bénéfices énormes si on réglementait les nouvelles privatisations et les droits de participation étrangère dans les achats publics. Elles prétendent aussi obtenir de plus grands paiements par l'utilisation de brevets informatiques ou pharmaceutiques.

Mais l'euphorie libre-échangiste des gouvernements impérialistes est diluée au moment d'appliquer ces principes aux secteurs les plus vulnérables des économies avancées. En particulier les terres cultivables sont protégées à travers un monumental réseau de subventions, destiné à soutenir les prix et à résister à la surproduction structurelle. Les États-Unis arguent qu'ils ne peuvent pas réduire ces subventions tant que l'Europe les maintiendra et avec cet argument ils placent hors de toute négociation l'élimination de subventions qui pulvérisent la compétitivité de beaucoup d'exportations

latino-américaines. Face aux obstacles que produit cette position dans ces négociations multilatérales, le gouvernement de Bush encourage des accords avec chaque pays. Son but est d'imposer bilatéralement, ce qui ne peut pas obtenir dans la négociation collective.

La promotion de ces traités particuliers cherche aussi à diluer toute tentative de résistance commune des pays périphériques et en outre, elle contribue à choisir aux partenaires privilégiés des États-Unis dans chaque continent (Singapour, Israël, Jordanie, Australie). L'accord récent qui a été signé avec le Chili illustre le type d'association que propose l'impérialisme aux classes

---

* Claudio Katz est économiste, professeur de l'Université de Buenos Aires, chercheur du CONICET, membre de l'EDI (Économistes de Gauche). Nous traduisons cet article de la revue argentine *Enfoques Alternativos* n° 20 de décembre 2003 (Traduit d'espagnol par Braulio Moro).

1. Le Marché commun du Sud (Mercosur) a été créé en 1991 par le traité d'Asunción entre l'Argentine, le Brésil, le Paraguay et l'Uruguay (la Bolivie et le Chili y sont associés depuis 1996 et le Pérou depuis 1997), dans le but d'établir une zone de libre échange à partir de l'année 2000.

2. La Zone du libre échange des Amériques (ZLÉA, ou ALCA selon l'abréviation latinoaméricaine), créée en juin 1990 lors d'un sommet à Miami, regroupant 34 États américains (mais pas Cuba), vise à l'initiative des États-Unis l'élimination des barrières douanières entre l'Alaska et la Terre de Feu à partir de 2005.

3. Il s'agit de la région frontalière entre l'Argentine, le Brésil et le Paraguay.

dominantes locales. Tandis qu'aucun secteur industriel transandin ne pourra supporter l'avalanche commerciale de produits américains, les grands exportateurs (cuivre, fruits, poisson, bois) pourraient étendre leurs ventes sur le marché américain. Un secteur dominant des capitalistes locaux améliorerait ainsi ses recettes au détriment du reste du pays.

Le Mexique constitue un autre précédent. Une décennie d'existence de l'Accord du libre-échange nord-américain (4) a permis une dénationalisation vertigineuse des banques et des chaînes commerciales, avec un recul spectaculaire de la participation nationale dans les produits qui sont fabriqués par les maquiladoras (5). En outre, l'inégalité régionale et les crises agraires dérivées de l'importation massive d'aliments américains se multiplient. Pis encore, face à l'explosion d'émigration qui produit cette asphyxie sociale, les États-Unis ferment les frontières en ratifiant que la liberté de circulation des marchandises et les capitaux ne sont pas étendus aux individus.

L'Amérique latine fait face à la perspective d'une détérioration grave des termes d'échange suite à l'avancée commerciale américaine. Les États-Unis attaquent sur de multiples terrains et adaptent chaque négociation à ses intérêts. Ils ont souscrit des accords directs (avec le Chili, le Guatemala, le Costa Rica) et tentent la même méthode avec d'autres nations (Uruguay, Pérou, Colombie) pour isoler son principal adversaire commercial (Brésil), affaiblir un concurrent agricole sérieux (Argentine) et miner un régime politique sacrifié (Venezuela). S'ils ne parviennent pas à les soumettre tous, ils essayeront probablement d'imposer une rupture géographique-commerciale entre un groupe directement associé (Mexique, Chili, pays d'Amérique Centrale, Pérou, Colombie) et le secteur soumis à l'usure des négociations toujours inachevées (Brésil, Argentine, Venezuela).

Le renforcement de la suprématie commerciale états-unienne est soutenu par la domination financière, parce que l'accomplissement des accords d'ouverture est assuré par la supervision du Fonds monétaire international (FMI). C'est pourquoi il est illusoire de vouloir examiner la ZLÉA sans parler de la dette. Il s'agit de deux processus étroitement liés. Chaque paiement d'intérêts renforce la perte de souveraineté et chaque traité commercial amène à de plus grandes concessions financières. Ce cercle vicieux ne peut pas être brisé sans rejeter la domination impérialiste dans les deux domaines.

Mercosur, l'Argentine et le Brésil

Face à la pression américaine accrue par la ZLÉA, Lula et Kirchner (6) ont emphatiquement ratifié l'existence du Mercosur, mais la survie agonisante de cet accord ne peut être assurée par des proclamations. Au bout d'une décennie, la monnaie commune est encore un projet éloigné et des divergences douanières aiguës persistent entre les deux principaux partenaires. Il est certain que les échanges commerciaux se sont multipliés, mais ce saut n'est pas synonyme d'intégration. L'union douanière ne fonctionne pas, parce que les barrières douanières externes communes ont été perforés par l'ouverture radicale que l'Argentine a mise en œuvre durant la période de convertibilité, sans aucun type d'accompagnement par le Brésil.

En outre, les échanges courants sont périodiquement touché par le recours à des politiques de subventions divergentes et le système d'arbitrages prévu en cas de conflits commerciaux ne fonctionne pas. La face politique de ces fractures c'est l'absence d'institutions communes. Cette limitation ne sera pas résolue avec la simple formation d'une législature régionale, parce qu'un Parlement latino-américain existe déjà depuis des années et que son rôle effectif reste un véritable mystère. Sans monnaie commune, ni politiques macro-économiques conjointes, le Mercosur continuera à languir.

Ce diagnostic est partagé par ceux qui regrettent « *l'absence de politiques coordonnées* ». Mais cette absence obéit à la dépendance unilatérale de chaque pays envers le FMI. Dans chaque renégociation de la dette, l'Argentine, le Brésil, le Paraguay et l'Uruguay souscrivent des accords d'ajustement qui empêchent toute action régionale conjointe. Dans les accords avec le Fonds on définit des pourcentages d'excédent fiscal différenciés, des chronogrammes fiscaux différents et des politiques de subvention industrielle divergentes. C'est pourquoi face à chaque crise, les gouvernements recourent à des ajustements récessifs différents qui rendent les projets d'intégration de plus en plus fictifs.

Les oscillations périodiques de la balance commerciale entre le Brésil et l'Argentine (qui suivent aux crises de dévaluation des monnaies) expriment cette érosion des accords. Lors de l'effondrement de la convertibilité du peso un cycle d'excédent argentin semblait s'insinuer, mais comme la récession brésilienne a aussi coïncidé avec la récupération économique locale, on est maintenant revenu aux vielles plaintes contre « *l'invasion des importations paulistes* ».

Le fond du problème c'est l'incapacité du Brésil de concurrencer les États-Unis en tant que locomotive régionale, ou d'imiter le rôle joué par l'Allemagne au sein de l'Union économique et monétaire européenne en tant que point d'encrage d'une monnaie commune. Les deux grands partenaires sud-américains — l'Argentine et le Brésil — sont des pays soumis à la domination impérialiste et ils ne se profilent pas comme un bloc compétitif sur le marché mondial. C'est pourquoi l'augmentation des échanges commerciaux entre l'Argentine et le Brésil n'a pas amélioré le profil de d'aucun des deux pays face à ses concurrents extra-regionaux.

C'est cette situation critique qui explique pourquoi les fonctionnaires qui entourent à Kirchner et à Lula sont passés du rejet frontal des projets américains à l'acceptation d'une « *ZLÉA possible* », « *améliorée* » ou « *plus équitable* ». Ils défendent la thèse de « *négocier en prenant l'appui sur le Mercosur* », en supposant qu'un front commun de cette région freinera l'offensive commerciale américaine. Comme premier pas, l'Argentine et le Brésil ont avancé une offre commune de libéralisation de certains services, ce qui, sans coïncider avec les secteurs réclamés par le gouvernement Bush, ouvre la perspective d'un accord.

Mais quel degré de cohérence présente ce front de Mercosur ? Alors que les États-Unis tentent d'entamer des négociations bilatérales avec le Paraguay et l'Uruguay, la

4. L'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) signé en 1992 entre les États-Unis, le Canada et le Mexique dans le but d'éliminer les barrières douanières entre les trois pays.

5. Usines d'assemblage.

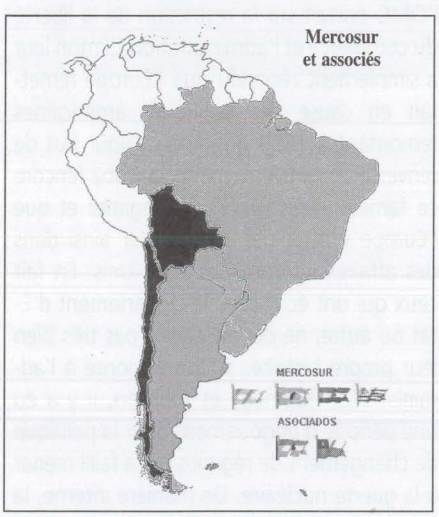
6. Luís Iñacio da Silva Lula et Nestor Kirchner sont respectivement présidents du Brésil et de l'Argentine.

pérennité du partenariat argentino-brésilien est très douteuse. Les hommes de Bush cherchent affaiblir à la bourgeoisie brésilienne — qui maintient le seul secteur industriel relativement autonome de l'Amérique du Sud — et pourraient essayer d'offrir quelques gadgets additionnels à l'Argentine.

De plus les classes dominantes des deux grands partenaires du Mercosur ont des conflits très différents avec les États-Unis et ont développé des associations fort différentes avec leurs paires du Nord. Au Brésil comme en Argentine on observe une tension croissante entre les groupes exportateurs intéressés à obtenir quelques miettes du marché américain et les secteurs industriels menacés par l'ouverture commerciale. Cette diversité d'intérêts érode encore plus la négociation commune avec le géant américain.

Dans le cas argentin, après sa dernière entrevue avec Bush, Kirchner a accepté le cadre de négociations promu par les États-Unis. L'ex-fonctionnaire menemiste (7) qui dirige ces conversations (Martín Redrado) est un partisan fanatique du projet de la « *ZLÉA flexible* », qui a gagné davantage de terrain dans les derniers mois. Ce cours suppose l'acceptation des subventions agricoles états-uniennes en échange de certaines concessions douanières pour les produits exportés par l'Argentine. Le pays confirmerait ainsi le transfert à l'OMC de tous les sujets que les États-Unis ne veulent pas aborder.

Si les groupes exportateurs pro-ZLÉA réussissent à s'imposer, l'Argentine affrontera la perspective d'un nouveau cycle d'ouverture de son marché intérieur et de destruction consécutive de son tissu productif. Comme les principales entreprises publiques ont déjà été achevées, l'exigence américaine de libéraliser les services ne concerne pas en premier lieu les privatisations. Ils cherchent à augmenter la participation étrangère dans



Vous voyez ici tous les pays de la ZLÉA… et ici notre colonie

les services publics et les activités sanitaires ou éducatives que l'État gère encore. En outre, la ZLÉA (ou un accord équivalent) renforcerait le transfert de souveraineté aux tribunaux internationaux pour résoudre des litiges commerciaux, en accentuant l'angoissante charge d'exigences supportées déjà par le pays.

Alternatives populaires

Les classes dominantes négocient une ZLÉA (totale, partielle, conjointe ou séparée) dans le but d'améliorer leurs affaires, en opposition frontale aux besoins populaires. Ce fait est reconnu par ceux qui présentent le Mercosur comme l'alternative la plus favorable pour l'ensemble de la population.

Mais ce faisant ils omettent d'expliquer pourquoi la période passée depuis la formation de cette alliance a été tellement néfaste pour les travailleurs et les chômeurs de la région. La tragédie de la réduction des salaires, les licenciements massifs et la paupérisation qui ont accompagnée la formation du Mercosur indiquent que cet accord n'est pas un remède pour les souffrances populaires. Au contraire, tandis que les affaires de plusieurs groupes de chefs d'entreprise ont prospéré avec des subventions et des bénéfices douaniers, la majorité de la population a supporté les conséquences de la flexibilisation du travail et de la réduction des salaires.

Face à ce résultat d'autres analystes proposent de créer « *un autre Mercosur* », plus « *populaire* » ou plus « *social* ». Mais, comme avec la ZLÉA, le problème n'est pas situé dans le nom, mais dans le contenu du projet. Le Mercosur continuera à servir aux intérêts de la minorité capitaliste, si son objectif est de soutenir la rentabilité des entreprises. Il continuera à profiter un petit groupe d'entreprises, s'il promeut des « *économies d'échelle* » pour « *baisser le coût salarial* ». Et il aggravera aussi les risques de retour à une économie exportatrice des matières premières, s'il maintient la division du travail entre des zones qui apportent des matières premières et des localités qui industrialisent ces ressources. La seule option positive est de changer les priorités et de placer l'intégration au service des aspirations populaires.

Cette direction requiert de consolider la bataille conjointe contre la domination commerciale et financière de l'impérialisme. Séparer la résistance à la ZLÉA de la lutte pour cesser le paiement de la dette extérieure conduit à l'échec des deux objectifs. Pour que la population soit activement engagée en faveur de la première revendication elle doit percevoir que celle-ci n'est pas utilisée comme un argument de négociation dans les conflits entre des groupes capitalistes. Tout frein de la ZLÉA accompagné du maintien du paiement de la dette impliquera la continuité de l'ajustement. C'est pourquoi l'action contre la ZLÉA doit être combinée avec le rejet de la dette et de la militarisation régionale. La campagne développée actuellement (« *Consultation populaire autoconvoquée pour dire non à la ZLÉA* ») réunit justement ces trois revendications dans une même action.

Ce programme rassemble le message des grandes mobilisations populaires actuelles en Amérique latine, en particulier celui du soulèvement récent en Bolivie (8) : les demandes opposées frontalement au paiement de la dette et à la ZLÉA. Les revendications sociales font face au FMI et l'exigence d'industrialiser le gaz dans le pays défie la ZLÉA. Privatiser l'extraction de cette ressource et l'exporter à l'état brut aux États-Unis est justement la priorité d'un accord de libre commerce avec la Bolivie. Ceux qui ont souffert pendant des siècles à cause du pillage de l'argent, du salpêtre et de l'étain ont héroïquement résisté à une nouvelle déprédation.

La bataille contre la dette et contre la ZLÉA ressuscite l'aspiration populaire à l'unité régionale pour briser les chaînes de 500 années d'oppression. Elle est portée par les travailleurs, les paysans et les chômeurs qui combattent pour mettre fin à la terrible succession d'épreuves qui a marquée l'histoire de l'Amérique latine. ■

19 novembre 2003

---

7. Du nom de Carlos Saúl Menem, président argentin (1989-1999), qui a menée la politique de privatisation des services publics et de la dollarisation de l'économie.
8. Cf. *Inprecor n° 485/486* de septembre-octobre 2003 et n° 487 de novembre 2003.

Dire la vérité sur l'impérialisme

une conversation avec Noam Chomsky

Par
David Barsamian*

David Barsamian : « Changement de régime » *est devenu une nouvelle expression du dictionnaire. Un peu comme changement d'adresse. Ça sonne comme quelque chose d'inoffensif, çà sonne certainement mieux qu'invasion, renversement ou occupation. Les États-Unis ont une vieille habitude des changements de régime. Cette année nous fêtons un double anniversaire : le 11 septembre est le trentième anniversaire du coup d'État au Chili soutenu par le États-Unis et le 25 octobre le vingtième anniversaire de l'invasion américaine à Grenade. Mais je pense plus particulièrement au changement de régime en Iran. Il y a 50 ans, en août 1953, l'opération Ajax menée par un agent de la CIA qui se trouvait être le petit-fils de Teddy Roosevelt, renversait la démocratie parlementaire conservatrice dirigée par Mohammed Mossadegh et restaurait le Shah sur le Trône du paon (1), d'où il devait régner pour les 25 années suivantes.*

Noam Chomsky : La question à l'époque était que le gouvernement conservateur issu du Parlement essayait de récupérer ses propres ressources pétrolières. Celles-ci avaient été sous le contrôle d'une compagnie britannique qui s'appelait à l'origine Anglo-Persian, puis Anglo-Iranian et qui avait passé un contrat avec les dirigeants de l'Iran qui était une véritable extorsion. Les Iraniens ne recevaient rien et les Britanniques en rigolaient encore entre eux après la signature. Mossadegh avait longtemps dans le passé critiqué cette subordination à la politique impérialiste. Des explosions populaires forcèrent le Shah à le nommer premier ministre, et il décida alors, en continuité avec son attitude antérieure, de nationaliser l'industrie pétrolière.

Cela rendit les Britanniques fous furieux. Il refusèrent tout compromis. Ils n'envisageaient même pas de faire ce que les compagnies américaines venaient de faire avec l'Arabie Saoudite. Ils voulaient tout simplement continuer à voler les Iraniens et cela déclencha un formidable soulèvement populaire. L'Iran avait à l'époque des traditions démocratiques. Il y avait un Majlis (Parlement) qui a souvent été suspendu. Mais le Shah ne pouvait pas le supprimer, l'armée essaya mais ne réussit pas. Finalement un coup d'État, conjointement organisé par les Anglais et les Américains, réussit à renverser le régime et à remettre le Shah au pouvoir. Il s'ensuivit 25 années de terreur, d'atrocités, de violence qui aboutirent finalement à la révolution de 1979 et au renversement du Shah.

Soit dit en passant, un des résultats du coup fut que les États-Unis prirent à la Grande-Bretagne environ 40 % des parts dans l'Iranian Oil qui étaient auparavant à 100 % britannique. Ce n'était pas le but de leur intervention mais seulement le cours normal des choses, cela faisait partie du processus de remplacement du pouvoir britannique par le pouvoir américain dans cette région et dans le monde entier. C'était le reflet de la nouvelle distribution du pouvoir ailleurs. Le *New York Times* avait fait un bon éditorial sur le sujet, dans lequel il faisait l'éloge du coup, et disait « *les pays sous-développés qui détiennent des richesses en matières premières ont assisté à une leçon de chose sur le prix fort qu'il leur faudra payer si l'un d'entre eux attrape le virus du nationalisme fanatique* ». Et cela devrait apprendre aux apprentis Mossadegh du monde entier à y regarder à deux fois avant d'attraper ce virus et de vouloir contrôler leurs propres ressources, qui sont aux Américains bien sûr et pas à eux.

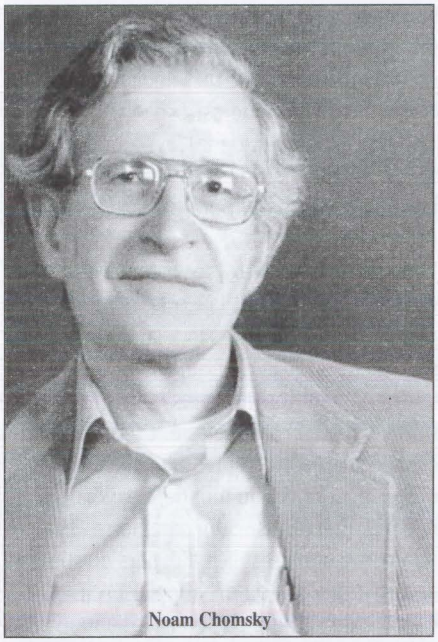
Mais votre remarque est assez juste. Le changement de régime fait partie de la vie politique normale, cela est même reconnu. Ainsi, par exemple, il y a environ cinq ans, durant l'administration Clinton, l'Union européenne a porté plainte contre les États-Unis devant l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) à cause de la guerre économique majeure qu'ils menaient contre Cuba et qui allait jusqu'à organiser des boycotts secondaires qui sont illégaux au regard de toute interprétation de la loi internationale et ont été condamnés par toutes les juridictions compétentes. La plainte de l'UE à l'OMC portait sur la restriction de la liberté du commerce et l'administration Clinton leur a simplement répondu que l'Europe remettait en cause des politiques américaines remontant à 1959 qui avaient pour but de renverser le gouvernement de Cuba (encore ce fameux changement de régime) et que l'Europe n'avait pas à interférer ainsi dans des affaires internes des États-Unis. En fait ceux qui ont écrit ceci, le Département d'État ou autre, ne connaissaient pas très bien leur propre histoire. Si l'on remonte à l'administration Kennedy et Johnson, il y a eu une période d'engouement pour la politique de changement de régimes qui a failli mener à la guerre nucléaire. De manière interne, la

---

* David Barsamian est directeur et producteur d'Alternative Radio à Boulder, dans le Colorado. Il a récemment publié *Culture et résistance*, un livre d'interviews d'Edward Said. Il a réalisé une série de livres d'interviews avec Noam Chomsky dont dernièrement *De la propagande* (10/18) et *L'esprit public*.
Noam Chomsky, linguiste de renommée internationale et professeur au MIT (Massachusetts Institute of Technology), a été depuis plus de quarante ans un des principaux porte-parole des mouvements pour la paix et la justice sociale. Il est tellement demandé comme orateur pour des meetings et des réunions qu'il faut parfois réserver sa présence des années à l'avance. Partout où il intervient il draine un immense public. Le *Guardian* en parle comme « *un héros radical de notre époque* ». Il est l'auteur de *Pouvoir et Terreur : entretiens après le 11 septembre* (Éditions le Serpent à plumes) et des *Illusions du Moyen-Orient*. Son dernier livre a pour titre *Hegemony or survival* (Hégémonie ou survie, non encore traduit).

L'entretien que nous reproduisons ici avec l'autorisation des auteurs, a été réalisé le 11 septembre 2003 et a été publié par la revue états-unienne *International Socialist Review* n° 32 de novembre-décembre 2003 (www.isreview.org), éditée par Ahmed Shawki, membre de la direction de l'International Socialist Organisation, une des plus importantes organisations de la gauche radicale aux États-Unis. Il a été traduit de l'anglais et annoté par J.R.

1. Célèbre trône appartenant autrefois aux rois de Delhi mais ravi ensuite par les Shahs de Perse.


Noam Chomsky

raison donnée par les services secrets américains pour le changement de régime, c'est-à-dire le renversement du régime de Castro, était le défi qu'il avait lancé à la politique américaine en place depuis 150 ans et qui remonte à la doctrine Monroe. Cette politique c'est que les États-Unis sont les maîtres de l'hémisphère et la simple existence du régime de Castro remet cela en cause, aussi il faut le renverser par une vaste campagne de terreur et par la guerre économique. Ce qui est intéressant à propos de ce commentaire c'est qu'il a été fait juste après une campagne terroriste pour changer le régime qui a été très loin et qui a failli mener le monde vers une guerre nucléaire. Nous en étions tout proche.

David Barsamian : *Juste après la première guerre mondiale, les Britanniques ont remplacé les Turcs à la direction de l'Irak. Ils occupèrent le pays et eurent à faire face, comme le dit un rapport* « à une agitation anti-impérialiste ... dès le début ». *La révolte* « s'étendit partout ». *Les Britanniques jugèrent alors plus prudent de ne régner qu'à travers une façade. Pour Lord Curzon, ministre de l'Intérieur, la Grande-Bretagne voulait qu'une* « façade arabe dirige et administre le pays sous la direction des Britanniques et soit administrée par un musulman indigène et, si possible, par une équipe arabe ». *Exactement comme aujourd'hui en Irak avec le conseil dirigeant de 25 personnes mis en place par le vice-roi américain Paul Bremer...*

Noam Chomsky : En fait, Lord Curzon était très honnête à cette époque. Les Britanniques disaient ouvertement qu'ils dirigeraient derrière un voile de « *fictions constitutionnelles* », à travers un « *État tampon* » et en utilisant d'autres termes du genre, mais fondamentalement il s'agissait pour eux d'une façade arabe. C'est ainsi que la Grande-Bretagne a régné sur toute la région et en fait sur tout l'Empire. L'idée était d'avoir des États indépendants mais ayant toujours des gouvernements faibles qui dépendent du pouvoir impérial pour leur survie. Cela leur permettait d'arnaquer la population à leur convenance. Il fallait donc pour cela une façade derrière laquelle le vrai pouvoir pouvait s'exercer. C'est de l'impérialisme classique. Lord Curzon était simplement un peu plus honnête que la plupart des autres.

On peut trouver plein d'autres exemples de ce type. Paul Bremer en est un. Le *New York Times* a publié un merveilleux organigramme aux environs du 7 mai, juste après la nomination de Bremer qui ne figure pas malheureusement dans l'édition archivée et on ne pourra le trouver que dans l'édition reliée. Cet organigramme présentait 16 postes en râteau classique avec quelqu'un tout en haut et, sur les lignes en dessous, on trouvait divers généraux et diplomates, tous américains ou britanniques. Pour chacun d'entre eux figuraient dans un grand carré leur nom et leur responsabilité en gras. Si vous regardiez tout en bas de l'organigramme il y avait un 17ème carré, de la moitié de la taille des autres, écrit en petits caractères, sans indication de responsabilités qui indiquait : « *conseillers irakiens* ». C'est cela la façade. Ils ont commis l'erreur de publier çà, c'est pour cela, je pense, qu'il ne l'ont pas archivé. Cela illustre bien ce qu'ils pensent et Lord Curzon aurait trouvé tout à fait normal de le dire ouvertement.

Il n'est pas sûr qu'ils arrivent à faire fonctionner tout çà. A mon grand étonnement, je dois dire, l'occupation ne se déroule pas bien. Il faut vraiment y mettre du sien pour échouer dans une chose pareille. Car, en général, les occupations militaires réussissent toujours. Le Nazis qui ont occupé l'Europe n'ont pas eu trop de difficultés à la faire fonctionner avec l'aide des collaborateurs. Chaque pays avait plein de collaborateurs qui présentaient une façade nationale et qui maintenaient l'ordre et la population sous leur férule. Ce type d'occupation correspondait à un niveau historique extrême de brutalité. De plus, ils étaient attaqués de l'extérieur et la résistance était dirigée et soutenue depuis l'étranger. Comme le disaient les Nazis : « *les terroristes soutenus par l'étranger, dirigés depuis Londres* ». La plus outrancière des propagandes contient en général une part de vérité.

Mais s'ils n'avaient pas été écrasés par une force extérieure énorme, ils n'auraient pas eu trop de problèmes à diriger l'Europe occupée. Les Russes n'ont pas eu beaucoup de problèmes pour diriger l'Europe de l'Est derrière d'autres façades, avec, là encore, des régimes très brutaux. En fait, si l'on prend du recul historique, les occupations militaires fonctionnent en général. Des cas de soulèvements contre la domination impériale se produisent mais ce n'est pas la règle.

De plus, le cas de l'Irak est un cas particulièrement facile pour les Américains. Voila un pays qui a été dévasté par une décennie de sanctions criminelles qui ont tué des centaine de milliers de gens et ont laissé tout un ensemble en ruines et enserré par du ruban adhésif. Le pays a été dévasté par la guerre, dirigé par un tyran brutal. On peut difficilement faire mieux. C'est étonnant que l'on n'arrive pas à avoir une occupation militaire qui fonctionne dans ces conditions sans compter que la résistance n'a pas de soutiens extérieurs. Non, c'est quelque chose de presque inimaginable. J'imagine que s'il n'y avait que deux personnes à cet étage ici au MIT, elles réussiraient à remettre en marche l'électricité ! C'est donc un échec étonnant dont je suis vraiment surpris. Leur plan original, illustré par cet organigramme ne semble pas marcher. C'est pour cela que vous avez cette marche arrière qui consiste à demander le soutien de l'ONU et à essayer de faire partager les coûts et aussi l'opposition interne aux États-Unis. C'est une grosse surprise pour moi car je pensais que cela allait être une victoire facile.

David Barsamian : *Parlons d'un autre aspect de l'impérialisme britannique. Dans l'essai intitulé* Vers une nouvelle guerre froide*, qui vient d'être réédité par* New Press*, vous avez mentionné Jawaharlal Nehru, un des dirigeant de l'opposition au régime britannique en Inde. Il remarquait que l'idéologie du régime britannique en Inde était celle des* « Herrenvolk (2), de la race du Seigneur »*, une idéologie qui , selon lui, est* « inhérente à l'impérialisme », « était affichée sans ambiguïté par ceux qui étaient au pouvoir » *qui la mettaient en pratique quand les* « Indiens en tant qu'individus étaient insultés, humiliés et traités avec mépris ». *Diriez-vous aussi que le racisme est* « inhérent » *à l'impérialisme ?*

Noam Chomsky : Il faut se souvenir que Nehru était plutôt anglophile. Si je me souviens bien, il écrivait d'une prison britannique durant le seconde guerre mondiale. Mais oui, en effet, même pour l'élite — il faisait partie de l'élite de la société indienne et

2. « *Herrenvolk* », vocable par lequel les nazis s'autodésignaient (littéralement « *peuple de seigneurs* » ou « *peuple de maîtres* »)

était presque britannique dans son style et sa manière d'être — l'humiliation et l'avilissement font partie des choses les plus dures à supporter. On les retrouve tout le temps, les exceptions sont rares. Il a raison, c'est « *inhérent* » au régime impérial et je pense qu'il est facile d'en comprendre la psychologie. Quand vous écrasez le cou de quelqu'un avec votre botte, vous ne pouvez pas simplement vous dire « *je fais çà parce que je suis une brute* ». Vous êtes obligé de vous dire « *je fais cela parce qu'il le mérite. C'est pour son bien qu'il faut que je le fasse* ». Ce sont des « *sales garnements* » qu'il faut dresser, comme disaient les dirigeants américains en parlant des Latino-américains. Les Philippins étaient aussi considérés ainsi. De la même façon, vous n'avez pas l'impression d'humilier un enfant si vous l'empêchez d'avaler un poison ou de faire une bêtise. Cette façon de traiter les gens est inhérente à toute relation de domination, à moins de trouver une sensibilité inhabituelle chez les dirigeants. Mais ce n'est pas ce que l'on trouve en général. On a en général affaire à des dirigeants comme Donald Rumsfeld, pas à des gens aussi gentils que votre bonne grand-mère. Ainsi le commentaire de Nehru est assez juste et cohérent. Il est difficile de trouver des cas où cela ne se produit pas. C'est exactement ce qui s'est passé pendant des années dans les territoires occupés où l'un des aspects les plus sombres de l'occupation d'Israël a été l'humiliation permanente et l'avilissement de chaque instant. Tout comme en Inde.

David Barsamian : *Et au sujet de la lutte pour le contrôle des matières premières ?*

Noam Chomsky : Cela a constamment été un facteur de domination mais ce n'est pas toujours le seul. Par exemple la volonté des Britanniques de contrôler la Palestine n'avait pas les matières premières comme motivation. C'était à cause de sa position géostratégique. S'il y a de nombreux facteurs qui entrent en cause dans la lutte pour le contrôle et la domination, les matières premières en sont l'un des plus courants. Prenons comme exemple, il y a environ 150 ans, la prise du Texas et d'à peu près la moitié du Mexique par les États-Unis. On n'a pas l'habitude d'en parler comme d'une guerre pour le contrôle des matières premières, mais en y réfléchissant, il s'agissait bien de cela. A cette époque, ce qu'essayaient de faire les démocrates Jacksoniens, les présidents comme Polk et les autres, c'est exactement ce dont Saddam Hussein a été accusé en 1990, sauf qu'eux , ils essayaient de la faire ouvertement. Ils voulaient établir un monopole sur la principale matière première de l'époque, le coton. C'est le coton qui faisait marcher la révolution industrielle tout comme le pétrole fait marcher le monde industriel aujourd'hui. Les États-Unis avaient beaucoup de coton. Un des but de la conquête du Texas en particulier, mais aussi du reste, c'était de s'assurer que les États-Unis pourraient établir un monopole sur le coton et mettre ainsi les Britanniques à genoux en contrôlant une ressource dont ils dépendaient. La Grande-Bretagne était la puissance industrielle dominante et les États-Unis n'étaient à cette époque qu'une puissance industrielle mineure. Disposant d'énormes ressources dont les Britanniques avaient besoin, les États-Unis pouvaient les mettre à genoux en en prenant le contrôle. Il faut se souvenir que la Grande-Bretagne était l'ennemi numéro un à cette époque. C'était elle qui empêchait les États-Unis de s'étendre vers le nord au Canada et au sud à Cuba. Même s'il y avait aussi d'autres causes, il s'agissait donc typiquement d'une guerre pour le contrôle des matières premières. Il n'est pas rare de rencontrer d'autres cas de ce type. Par exemple, l'occupation de la rive ouest du Jourdain par Israël est motivée par les besoins d'eau mais elle a aussi d'autres causes.

David Barsamian : *Le secrétaire adjoint à la Défense, Paul Wolfowitz, a été dépeint comme l'un des principaux architectes de l'attaque contre l'Irak. A Singapour en juin dernier, en réponse à une question de la salle lui demandant pourquoi les États-Unis s'étaient attaqués à l'Irak plutôt qu'à la Corée du Nord qui était réellement dangereuse, il a déclaré que de toutes façons pour l'Irak, les États-Unis n'avaient pas le choix car* « l'Irak flotte sur une mer de pétrole ».

Noam Chomsky : C'est certainement une des raisons. Mais il y en a une autre et il le sait très bien. C'est que l'Irak était totalement sans défense alors que la Corée du Nord possède un pouvoir de dissuasion. Cette dissuasion c'est l'arme nucléaire, c'est une concentration d'artillerie dans la zone démilitarisée pointée vers la capitale de la Corée du Sud, Séoul, et aussi vers les dizaines de milliers de soldats américains qui campent au sud de la frontière. Tant que le Pentagone ne trouve pas un moyen de détruire cette artillerie avec des armes à guidage de précision ou autre chose, la Corée du Nord restera dissuasive. Quant à l'Irak, elle était sans défense et les Américains le savaient parfaitement. On peut dire qu'ils savaient probablement à ce moment où trouver tous les canifs pour chaque mètre carré de l'Irak ! C'est donc la deuxième raison mais la première est exacte. Par ailleurs, la Corée du Nord a aussi une situation géographique importante non négligeable sur la façon dont le monde est organisé aujourd'hui. Il ne s'agit pas de la Corée du Nord en tant que telle mais de sa position en Asie du nord-est. L'Asie du nord-est est la région économique la plus dynamique du monde. Elle comprend deux sociétés industrielles majeures, le Japon et la Corée du Sud. Sans compter la Chine qui s'industrialise de plus en plus et dispose d'énormes ressources. La Sibérie détient toutes sortes de matières premières y compris du pétrole. L'Asie du nord-est produit, je crois, près d'un tiers du produit intérieur brut du monde, beaucoup plus que les États-Unis. Son commerce interne augmente et elle est liée aux pays du sud-est asiatique par ce qu'on appelle l'ASEAN+3, c'est-à-dire les pays du sud-est asiatique plus la Chine, le Japon et la Corée du sud. D'un point de vue géographique, des pipe-lines sont construits à partir de la zone de matières premières de Sibérie vers les centres industriels. Certains d'entre eux iront, bien entendu, directement en Corée du Sud ce qui veut dire qu'ils devront traverser la Corée du Nord. Et si le Transsibérien est prolongé, comme cela est sûrement prévu, il suivra vraisemblablement le même tracé à travers la Corée du Nord pour rejoindre la Corée du Sud . Comme on le voit donc, la Corée du Nord a une position vraiment stratégique au regard de cette zone intégrée.

Cette intégration de l'Asie du nord-est ne réjouit pas particulièrement les États-Unis, tout comme ils ont toujours été ambivalents au sujet de l'Europe. Cela les a toujours préoccupés que l'Europe puisse suivre un cours indépendant car elle risquerait de devenir ce qu'on appelait une « *troisième force* ». Un grand nombre de décisions politiques depuis la fin de la deuxième guerre mondiale jusqu'à aujourd'hui reflètent cette préoccupation. Elle a été très bien exprimée avec son réalisme habituel par Henri Kissinger il y a trente ans en 1973. C'était l'année de l'Europe, celle-ci venait de se reconstituer et Kissinger fit un déclaration importante appelée la « *déclaration de l'années de l'Europe* » dont le thème principal était que l'unification de l'Europe était certes formidable mais que l'Europe ne devait pas se prendre pour plus que ce qu'elle n'était. Il fallait qu'elle se rende compte qu'elle ne pouvait assurer que des responsabilités régionales dans un cadre plus global dirigé par les États-Unis. Beaucoup de mesures politiques ont été prises pour empêcher l'Europe de suivre son propre chemin. C'est d'ailleurs un des buts de l'OTAN. Les mêmes enjeux sont posés avec l'Asie du nord-est.

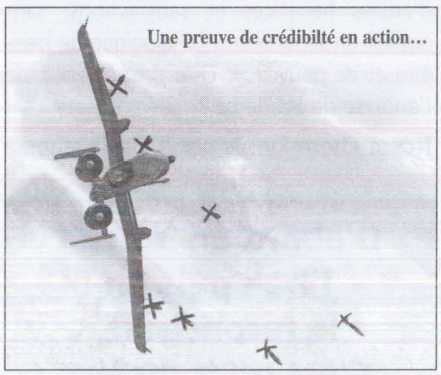
Ainsi il y a dans le monde trois centres économiques majeurs : l'Amérique du Nord, l'Asie du nord-est et l'Europe. D'un point de vue militaire, les États-Unis sont au-dessus du lot mais ce n'est pas le cas pour les autres aspects.

David Barsamian : *Vous avez parlé d'un conseiller de sécurité nationale. Il y a aussi Zbigniew Brzezinski, conseiller de sécurité nationale du président Carter et aujourd'hui grand habitué des interview-variétés. Il prétend que la principale tâche des dirigeants américains est* « d'empêcher la collusion des vassaux, de maintenir leur état de dépendance, de faire en sorte qu'ils restent accommodants et bien protégés, et d'empêcher les barbares de s'unir entre eux ».

Noam Chomsky : Voila un franc-parler qui aurait plu à Lord Curzon et c'est en gros assez juste. C'est une version encore plus crue que celle de Kissinger, il est battu. Dans la théorie des relations internationales, on appelle cela le « *réalisme* ». Vous empêchez des groupes de pouvoirs de s'unir et de s'opposer au pouvoir hégémonique. C'est une des raisons pour lesquelles les spécialistes conservateurs des relations internationales étaient très préoccupés et fortement critiques à l'égard de la politiques des États-Unis durant les années Clinton. Des gens comme Samuel Huntington et Robert Jervis — qui était président de l'Association de sciences politiques américaine — et d'autres experts réalistes bien connus mettaient en garde contre le fait qu'elle allait créer une situation où la majorité du monde considèrerait les États-Unis comme un « *État voyou* », une menace à leur existence et allait donc se coaliser contre eux. Nous étions à l'époque de Clinton, avant la stratégie de sécurité nationale mise en place en septembre 2002 par l'administration Bush.

David Barsamian : *Joseph Schumpeter, qui était un économiste autrichien, a écrit en 1919 dans un essai appelé* La sociologie des impérialismes *:* « Il n'y avait pas un seul coin connu du monde où certains intérêts n'étaient pas déclarés comme menacés ou attaqués. Si les intérêts n'étaient pas ceux de Rome, c'étaient ceux des alliés de Rome ; et si Rome n'avait pas d'alliés, alors il fallait lui en inventer. Quand il était absolument impossible de trouver un tel intérêt on disait alors que c'était l'honneur national qui avait été insulté. La lutte était toujours parée d'une aura de légalité. Rome était toujours attaquée par des voisins qui lui voulaient du mal, toujours en train de se battre pour son espace vital. Le monde entier était peuplé d'ennemis, et il était manifestement du devoir de Rome de se prémunir contre leurs plans qui ne pouvaient être que belliqueux. » ***Si quelqu'un venant de la planète Mars, comme le journaliste fictif dont vous parlez, observait les États-Unis d'aujourd'hui, et remplaçait dans l'essai de Schumpeter*** « Rome » ***par*** « États-Unis », ***cela l'aiderait-il à mieux comprendre ce qui se passe aujourd'hui ?***

Noam Chomsky : C'est une des raisons pour lesquelles cette citation a été rééditée. D'ailleurs je l'ai citée moi aussi. La *Monthly Review* l'a utilisée dans un éditorial d'un numéro récent qui parlait de la stratégie nationale de sécurité de Bush car justement elle est très appropriée. Il n'y a en effet qu'à changer les mots. Un des arguments classiques pour partir en guerre aujourd'hui c'est le maintien de sa crédibilité. Ainsi il y a



des cas où les matières premières ne sont pas en jeu, il s'agit de la crédibilité. Prenez par exemple le bombardement de la Serbie en 1999, encore à l'époque de Clinton. Pourquoi cela a-t-il été fait ? Officiellement c'était pour empêcher la purification ethnique, mais pour dire une chose pareille on est obligé d'inverser la chronologie. Sans controverse possible, la purification ethnique a suivi les bombardements et elle en était d'ailleurs la conséquence attendue. Cela n'a donc pas été la véritable raison. Quelle était-elle donc ? Si l'on relit avec attention ce que Clinton et Blair disaient à cette époque, et beaucoup en conviennent aujourd'hui, c'était principalement pour maintenir leur crédibilité. Pour bien montrer qui était le chef. La Serbie avait défié les ordres du chef et cela ne se fait pas. Et elle était dans ce cas aussi sans défense, il n'y avait donc rien à perdre et l'on pouvait même en faire une cause humanitaire. On le peut toujours. Il y a plein d'autres cas comme cela, en fait c'est très commun. Cela devrait être familier à tous ceux qui regardent des programmes de télévision sur la Mafia. Un élément important dans l'organisation de la Mafia est que le Parrain doit toujours s'assurer que tout le monde a bien compris qu'il était le patron. Il ne faut pas le contrarier. Vous pouvez être amené à envoyer vos tueurs mettre quelqu'un en bouillie, non pas par ce que vous en voulez à ses biens mais parce qu'il s'est dressé. Cela nous ramène à Cuba. C'est le défi couronné de succès de Castro aux États-Unis qui a rendu nécessaire de mener des actions terroristes pour obtenir un changement de régime. Il ne faut pas défier le maître et tout le monde doit le comprendre clairement. Si la rumeur se répand que l'on peut défier le maître sans encombres, alors vous êtes en mal.

David Barsamian : *Vous avez pendant plusieurs années soigneusement étudié des documents du Département d'État dont le sceau du secret à été levé. Pourriez-vous nous dire si vous y avez vu des thèmes et des modèles de pensée constants ? Je pense par exemple à ce document que vous avez cité à un certain nombre d'occasions : l'Étude politique n° 23 du Département d'État , publiée en 1948, qui a été apparemment écrite par George Kennan. Elle dit :* « Les États-Unis détiennent environ 50 % de la richesses mondiale mais seulement 6,3 % de sa population. Dans ces conditions nous ne pouvons éviter d'être l'objet d'envie et de ressentiment. Un des enjeux de la période à venir est de trouver un mode de relations qui nous permette de garder cette position sans nuire à notre sécurité nationale ».

Noam Chomsky : Voila encore une déclaration assez franche. C'est un document intéressant, car il est entièrement issu du service d'organisation du Département d'État qui était dirigé par Kennan. Il établissait des sortes de plans et de théories sur comment les diverses parties du monde devaient s'intégrer à la stratégie générale des États-Unis. Le commentaire que vous citez a été fait à propos de l'Asie, mais l'idée est plus générale. Cela ressemble à du Schumpeter, à l'impérialisme britannique et aux autres. Pour citer Nehru encore, c'est tout simplement inhérent au système de domination. C'est bien que Kennan ait écrit çà mais cela aurait été encore mieux s'il l'avait dit tout haut et devant tout le monde. Rappelez-vous qu'il faisait partie du secteur le plus « *humanitaire* » dans l'organisation du Département d'État. C'est pour cela d'ailleurs qu'il a été viré environ deux ans plus tard et remplacé par Paul Nitze qui était, lui, un vrai dur.

David Barsamian : *Quelques années avant l'écriture du document de Kennan, les États-Unis ont développé une théorie appelée* « La stratégie de la grande zone ». *De quoi s'agissait-il ?*

Noam Chomsky : Oui, c'est intéressant. Il n'y a eu qu'un seul bon livre à ce sujet, le

Club de réflexion impérialiste (*Imperial Brain Trust*) de Laurence Shoup et William Minter. Ce n'est pas une théorie officielle du gouvernement, il s'agit plutôt d'études réalisées par un club privé, le Conseil des Relations Étrangères, avec la participation du département d'État entre 1939 et 1945, en vue d'organiser le monde de l'après-guerre. Ce club a commencé à travailler au début de la seconde guerre mondiale. Ses rapports sont plutôt intéressants car les politiques qui ont effectivement été menées sont très similaires à celles qui y sont discutées. Ce n'est pas très surprenant d'ailleurs car le club était pour une bonne part composé de personnes ayant des responsabilités gouvernementales ou défendant les mêmes intérêts. Le livre qui en parle mérite d'être lu. Il a été bien sûr farouchement attaqué, ce qui est souvent un bon indicateur de son intérêt. Il y a eu très peu d'études universitaires sur ce qu'a produit ce club. Il s'agit pourtant de documents importants, il suffit de voir les noms de ceux qui participaient à ces réflexions. On peut vraiment y lire la politique de Sécurité Nationale qui sera suivie.

Il y est dit que les États-Unis sortiront de la guerre comme la puissance dominante du monde et devront s'assurer que cette domination ne soit pas contestée où que ce soit et par qui que ce soit. Pour cela il faut un programme de réarmement complet qui donnera aux États-Unis une position de force insurpassable dans le monde. Et çà continue ainsi. Dans les premières phases de la guerre, la « *grande zone* » était supposée être la zone non allemande. Ils pensaient que l'Allemagne nazie allait partiellement gagner la guerre et contrôler au moins la majorité de l'Europe. Ainsi il y aurait un monde allemand et la question portait sur le reste du monde. Et ils disaient : il faudrait le transformer en une « *grande zone* » gouvernée par les États-Unis. Puis ils firent une analyse géopolitique et géostratégique des ressources dont ils avaient besoin et continuèrent ainsi sur ce thème.

La « *grande zone* » devait comprendre au minimum l'entièreté de l'hémisphère ouest, l'Extrême-Orient et l'ancien empire britannique. C'était aux premiers temps de la guerre. Aux alentours de 1943, quand il devint clair que les Allemands allaient être battus, principalement par les Russes, ils commencèrent à élargir le champ de leurs ambitions pour essayer de détenir la plus grande partie possible de l'Eurasie, sachant qu'il n'y aurait pas de monde allemand. Et ces politiques furent mises en œuvre dans la politique menée juste après la fin de la guerre et qui continue par de nombreux aspects jusqu'à aujourd'hui. Ce sont des projets assez naturels et raisonnables, faits par des analystes qui raisonnent en terme de domination mondiale au service des intérêts qu'il représentent. Bien sûr, ils prétendent, en y croyant probablement, qu'ils ne font qu'œuvrer pour le bien de tous, mais les Romains dont parlait Schumpeter auraient dit la même chose et y auraient cru aussi.

David Barsamian : *Parlez-nous un peu de l'Amérique et comment* « nous » *bénéficions de l'Empire, si je peux utiliser ce pronom collectif. William Appleman Williams était un historien qui a écrit un livre appelé* l'Empire comme façon de vivre. *Il y écrit :* « les Américains du XX^{ème} siècle aimaient tout simplement l'Empire pour exactement les mêmes raisons que leurs ancêtres au XVIII^{ème} et XIX^{ème} siècle. Il leur fournissait des opportunités renouvelées, de la richesse et d'autres bénéfices et satisfactions, sans oublier un sentiment psychologique de bien-être et de pouvoir ». *Que pensez-vous de l'analyse de Williams ?*

Noam Chomsky : Je pense qu'il a raison à propos des États-Unis, mais souvenez-vous que les États-Unis n'ont pas été formés comme un empire classique du style européen et la situation n'est donc pas la même que pour l'empire britannique. Les colons anglais qui arrivèrent aux États-Unis n'ont pas fait ce qu'ils ont fait en Inde. Ils n'ont pas créé une façade avec de la population indigène derrière laquelle ils auraient put gouverner. Ils ont en grande partie débarrassé le pays de la population indigène. C'est donc assez différent. Ainsi la population indigène de ce que l'on appelle aujourd'hui les États-Unis a été « *exterminée* » selon le mot même utilisé par nos ancêtres fondateurs. Pas entièrement peut-être mais, en tout cas, c'est ce qui était considéré comme la chose à faire. La population indigène a été remplacée et les États-Unis sont devenus une sorte d'État de peuplement et non pas un État colonial. L'extension du territoire national s'est toujours faite sur cette base, y compris la prise de Mexico.

D'abord on détruit l'Irak puis on le reconstruit. C'est un transfert de richesses de la majorité de la population vers une toute petite partie.

Si l'on revient aux années 1820, un des premiers enjeux de la politique étrangères des États-Unis était de s'emparer de Cuba. Dans les années 1820 Thomas Jefferson, John Quincy Adams et d'autres considéraient Cuba comme l'étape suivante de l'expansion. Mais ils rencontrèrent les Britanniques sur leur chemin. La flotte britannique était bien trop puissante et ils ne purent s'emparer de Cuba à ce moment. John Quincy Adams, secrétaire d'État à ce moment là, fit une célèbre déclaration : nous devrions nous replier et Cuba tombera plus tard entre nos mains comme un « *fruit mûr* » par les simples « *lois de la gravitation politique* ». Cela signifiait qu'avec le temps nous deviendrions plus puissants et les Britanniques plus faibles, la dissuasion une fois partie il ne resterait plus qu'à cueillir le fruit mûr. C'est effectivement ce qui arriva en 1898 sous le prétexte de la libération. Mais chaque expansion des États-Unis jusqu'à la seconde guerre mondiale n'établissait pas des colonies traditionnelles. Hawaii a été pris à sa population à la même époque en 1898, volée par la force et la ruse. Et ensuite la population a été remplacée et non pas colonisée. Le cas des Philippines est différent, il s'apparente plus à une colonie. Ainsi les commentaires de Williams sont justes mais je pense qu'ils font référence à un système impérial différent. Si l'on considère les empires traditionnels, comme par exemple l'empire britannique, il n'est pas si évident que la population de Grande-Bretagne y ait gagné. C'est vraiment un sujet d'étude très difficile, une sorte de bilan des coûts et des bénéfices de l'empire. Il y a eu quelques tentatives pour étudier çà et pour ce qu'elles valent il s'en dégage, en gros, que les coûts et les bénéfices s'équilibraient presque.

Les empires sont coûteux. Gouverner l'Irak ce n'est pas bon marché. Il faut bien que quelqu'un paye. Il faut payer les entreprises qui ont détruit l'Irak et celles qui vont le reconstruire. Ce sont les contribuables américains qui vont le faire dans les deux cas. Ainsi nous devons les payer pour qu'ils détruisent le pays et ensuite pour qu'ils le reconstruisent. Ce sont des cadeaux indirects des contribuables américains aux entreprises américaines.

David Barsamian : *Je ne comprends pas. Comment des entreprises comme Halliburton et Bechtel ont-elles contribué à la destruction de l'Irak ?*

Noam Chomsky : Qui paye Halliburton et Bechtel ? C'est le contribuable américain. L'institution militaire a bombardé l'Irak et l'a détruit. Qui a financé çà ? Toujours le contribuable américain. D'abord on détruit l'Irak

puis on le reconstruit. C'est un transfert de richesses de la majorité de la population vers une toute petite partie. D'ailleurs c'est aussi ce qui a été fait pour le fameux Plan Marshall. On en parle comme d'un acte d'une « *bienfaisance inimaginable* » mais la bienfaisance de qui ? C'est celle du contribuable américain. Sur les 13 milliards de dollars d'aide du Plan Marshall, 2 milliards environ ont été tout droit dans les poches des compagnies pétrolières américaines. Cela faisait partie de la volonté de faire passer l'Europe d'une économie basée sur le charbon à une économie basée sur le pétrole pour que certains secteurs deviennent plus dépendants des États-Unis. L'Europe avait beaucoup de charbon mais n'avait pas de pétrole.

Si l'on examine le reste de ces 13 milliards, très peu de cet argent a en fait quitté les États-Unis. Il n'a fait que passer d'une poche à une autre. En y regardant de plus près, l'aide du Plan Marshall à la France a couvert à peu près les dépenses des Français pour reconquérir l'Indochine. Donc l'argent des contribuables américains ne servait pas à reconstruire la France, il servait à permettre aux Français d'acheter des armes américaines pour écraser l'Indochine. On peut dire à peu près la même chose pour le début du Plan Marshall en Hollande et de ce à quoi il servait en Indonésie. C'est un circuit compliqué d'aides et de bénéfices. Si l'on revient à l'empire britannique, les études faites suggèrent que les coûts pour le peuple britannique ont sans doute équilibré les bénéfices que celui-ci en a reçu. Il s'agit là encore d'un transfert interne de richesses qui a fabuleusement enrichi les possesseurs de la Compagnie des Indes et a représenté un sérieux coût pour les troupes britanniques qui mourraient dans la jungle. Les impérialismes en grand partie fonctionnent ainsi. Un des éléments importants est la guerre de classe qui s'y mène à l'intérieur.

David Barsamian : ***Il peut être facile de mesurer un coût en vies, en nombre de soldats tués, en argent dépensé. Mais comment peut-on mesurer ou même parler de la dégradation morale ?***

Noam Chomsky : Si on ne peut la mesurer, elle est pourtant bien réelle et très importante. C'est une des raisons pour laquelle les systèmes impériaux et tous les autres systèmes de domination, y compris la famille patriarcale, habillent leurs actions d'un manteau de bienfaisance. Nous revenons au problème du racisme. Pourquoi faut-il que quelqu'un qui écrase une personne le fasse en disant que c'est pour le bien de celle-ci ? Parce que sinon elle subirait une dégradation morale. Et une façon de l'éviter c'est de dire : « *oui, je suis vraiment un altruiste qui travaille pour le bien de tous* ». Si nous sommes honnêtes, les relations humaines se passent souvent comme çà. Et dans les systèmes impérialistes, c'est aussi le cas la plupart du temps.

Il est difficile de trouver un système impérial où la classe intellectuelle n'a pas fait l'éloge de sa bienfaisance. C'est ainsi, même dans le cas des pires monstres. Quand Hitler démantelait la Tchécoslovaquie cela a été accompagné d'une rhétorique merveilleuse sur la paix que cela allait apporter aux groupes ethniques en conflit qui allaient pouvoir vivre tous en paix sous l'aimable et bienveillante supervision des Allemands. Il faut vraiment creuser pour trouver une exception à cela. Et c'est aussi, bien sûr, la même chose pour les États-Unis.

David Barsamian : ***Mark Twain est connu pour avoir écrit*** Les aventures de Tom Sawyer ***et*** Les aventures de Huckleberry Finn, ***mais c'était aussi un opposant convaincu aux guerre d'agression des États-Unis. Il y a un siècle, il a été engagé dans ce qui était appelé la Ligue anti-impérialiste. Il écrivit dans*** Le mystérieux étranger *:* « Ensuite les hommes d'État inventeront des mensonges faciles, faisant porter les torts à la nation qui est attaquée, et chacun se satisfera de ces tromperies rassurantes pour sa conscience, et les étudiera consciencieusement, refusant d'en examiner les possibles réfutations, et ainsi il finira par se convaincre lui-même que la guerre est juste et il rendra grâce à Dieu du meilleur sommeil que lui apporte ce processus vulgaire d'auto-tromperie. » ***Pourquoi cet aspect de Mark Twain est-il presque totalement occulté ?***

Noam Chomsky : C'est une histoire intéressante. Dans les dernières années de sa vie une de ses principales activités était son engagement énergique dans l'opposition à la guerre des Philippines. Twain a écrit des essais anti-impérialistes magnifiques. Mais vous n'en trouvez des références nulle part. Je crois que la première publication générale à leur sujet a été un livre, *Les armes de la satire de Mark Twain*, édité par Jim Zwick il y a environ dix ans. Syracuse University Press a publié une collection de ses essais anti-impérialistes. Si ma mémoire est bonne, l'introduction de Zwick signale que les biographies officielles ne font pas référence à ces écrits bien qu'ils ne soient pas tenus secrets. Pourquoi ? La question porte sa réponse. On ne veut pas que quelqu'un puisse écarter l'aura de bienfaisance derrière laquelle nous nous cachons.

David Barsamian : *Vous parliez tout à l'heure du Parrain de la Mafia. Le général de division Smedley Butler, du corps des Marines, était un officier hautement décoré. Il a obtenu la médaille d'honneur du Congrès non pas une fois mais deux. En 1935 il a dit :* « J'ai passé 33 années de ma vie à jouer les monsieur muscle au profit des grandes entreprises, de Wall Street et des banquiers. En un mot, j'ai été un racketteur pour le compte du capitalisme. J'ai aidé à purifier le Nicaragua, à sécuriser les intérêts pétroliers américains au Mexique. J'ai participé au viol d'une demi-douzaine de républiques centraméricaines pour le bénéfice de Wall Street. J'ai été décoré et promu. Dans ce domaine, j'aurai pu donner des conseils à Al Capone. Il organisait ses rackets au mieux sur trois quartiers d'une ville. Nous, les Marines, nous opérions sur 3 continents ».

Noam Chomsky : Smedley Butler a fait à la fin de sa vie des commentaires très honnêtes et cinglants. Les honneurs qu'on lui rendait se sont alors arrêtés. Il a dû aussi être expulsé, ou menacé d'expulsion, du corps des Marines pour s'être opposé au soutien des États-Unis à Mussolini. Je pense que çà doit être Henri Stimson qui a été responsable de çà, car à cette époque, les États-Unis adoraient Mussolini et pensaient que c'était un grand homme, mais il semble que Butler s'y soit opposé.

David Barsamian : *Traditionnellement quand on utilisait le mot* « impérialisme » *et que l'on y accolait le mot* « américain » *on était immédiatement catalogué comme appartenant à l'extrême-gauche. Cela a un peu changé ces dernières années. Prenons le cas de Michael Ignatieff. Fils d'un diplomate canadien, il est professeur de politique des droits de l'homme à l'école de gouvernement Kennedy à Harvard. Il a écrit le 28 juillet 2002 dans un article de la une du* Times « Toute la guerre de l'Amérique contre le terrorisme est une pratique de l'impérialisme ». *Et il ajoutait* « l'impérialisme avait l'habitude d'être le fardeau de l'homme blanc », *faisant écho au poème de Kipling (3).* « Cela lui a donné une mauvaise réputation. Pourtant l'impérialisme ne cesse pas d'être nécessaire parce qu'il devient politiquement incorrect ». *Le 5 janvier 2003, dans un nouvel article de une du* New York Times magazine, *il écrivait que* « L'empire de l'Amérique n'est pas comme les empires du passé construit sur des

3. Poème de Rudyard Kipling publié en 1899. C'est en fait un appel pour que les États-Unis développent les Philippines qui viennent d'être conquises suite à la guerre hispano-américaine. Son titre est aujourd'hui utilisé comme un euphémisme pour parler de l'impérialisme.

colonies, des conquêtes et le fardeau de l'homme blanc... L'empire de XXIème siècle est une nouvelle invention à mettre aux annales de la science politique, un empire adouci, une hégémonie globale ayant comme notes d'agrément les marchés libres, les droits de l'homme et la démocratie orchestrées par la plus imposante puissance militaire que le monde ait jamais connue ». ***Il a publié un nouveau livre appelé*** L'empire adouci (Empire Lite).

Noam Chomsky : Bien sûr les laudateurs de tous les pouvoirs impériaux ont dit la même chose. Si l'on remonte à John Stuart Mill, un des intellectuels occidentaux les plus remarquables, je veux dire par là ce qui peut se faire de mieux en intégrité morale et en intelligence. Il défendait l'empire britannique en utilisant presque exactement les mêmes mots. Il a écrit un essai classique sur l'intervention humanitaire qui est très étudié dans les universités de droit. Il y dit en substance : la Grande-Bretagne est unique au monde, elle n'a rien à voir avec les pays qui l'ont précédée et qui avaient des motivations indignes et cherchaient à s'enrichir. Les Britannique, eux, n'agissent que pour le bienfait des autres. Nos motivations sont si pures que les autres Européens ne peuvent nous comprendre. Ils nous accablent d'opprobres et cherchent à découvrir des motifs indignes derrière nos actions bienfaisantes. Tout ce que nous faisons est pour le bien des indigènes, des barbares. Nous voulons leur apporter le marché libre et la loi juste, la liberté et toutes sortes de choses merveilleuses. Aujourd'hui la version que l'on entend ne fait qu'illustrer le commentaire de Marx sur une la tragédie qui se répète en farce.

Il est intéressant de noter que Mill faisait ces commentaires aux alentours de 1859, juste après ce que les Britanniques appellent la « *mutinerie indienne* », à un moment où les barbares avaient relevé la tête. C'était une rébellion contre le pouvoir britannique qui a été matée avec une extrême violence (4). Mill était certainement au courant de cela car tout le monde en parlait en Angleterre, c'était dans toute la presse. Les conservateurs de l'époque comme Richard Cobden l'ont condamnée sévèrement, tout comme le sénateur Robert Byrd condamne ce qui se passe aujourd'hui (5). Les vrais conservateurs sont différents de ceux qui s'appellent ainsi aujourd'hui. Mais Mill, en plein milieu de tout çà, écrivit ce tableau angélique sur le pouvoir britannique et cela prouve encore qu'il est difficile de trouver une exception à çà.

Je suis surpris qu'Ignatieff ne se rende pas compte qu'il ne fait que répéter une rhétorique très courante. On trouve cela même dans des déclarations de caractère privé lorsque les hommes politiques se parlent entre eux. De nombreuses archives soviétiques émergent aujourd'hui, simplement vendues au plus offrant comme tout le reste aujourd'hui en Russie. On y constate qu'ils se parlent entre eux de la même façon qu'ils parlent au public. Par exemple, aux alentours de 1947 Gromyko et ses collaborateurs se parlent en disant des choses comme : nous devons protéger la démocratie, nous devons intervenir pour protéger la démocratie contre le fascisme qui est partout, la démocratie est certainement la plus haute des valeurs, il faut intervenir pour la protéger, etc. Et tout cela pour parler des « *démocraties populaires* » ! Bref, Gromyko croyait probablement autant qu' Ignatieff croit à ce qu'il disait.

Il suffirait que vous creusiez ici dans un terrain vague derrière une grande école pour que vous trouviez des produits d'un laboratoire chimique ou biologique qui aurait pu en théorie être utilisé pour faire des armes chimiques et biologiques. Le fait qu'ils n'aient rien trouvé en Irak laisse rêveur.

David Barsamian : *Ignatieff semble être un des favoris du* New York Times. *Dans le magazine du 7 septembre 2003 dont le titre de couverture est* « Pourquoi sommes-nous en Irak ? » *il écrit que* « les nouvelles règles d'intervention proposées et suivies par les États-Unis mettront fin aux insinuations que ce sont eux qui sont un État voyou et non pas leurs ennemis. » ***Vous avez écrit un livre appelé*** Les États voyous. ***Que veut dire par là Ignatieff ? Que c'est une calomnie de traiter les États-Unis d'État voyou ?***

Noam Chomsky : Dans *Foreign Affairs*, un des principaux journaux de l'establishment, Samuel Huntington a décrit comment les États-Unis étaient perçus dans la plus grande partie du monde comme la « *superpuissance voyou* » et la « *plus grande menace extérieure* » à leur existence. C'était dans le contexte de la critique de la politique de Clinton qui a conduit à la formation de coalitions contre les États-Unis. Si nous définissons les « *États voyous* » en termes de principes, que ce soit la violation du droit international, l'agression ou les atrocités, les violations des droits de l'homme, etc., les États-Unis se positionnent plutôt bien, comme on peut s'en douter pour l'État le plus puissant du monde. Tout comme la Grande-Bretagne et comme la France autrefois. Et tout le monde à l'époque écrivait le même genre de bêtises que celles que vous citiez d'Ignatieff. Ainsi la France menait une « *mission civilisatrice* » quand le ministre de la guerre disait qu'il fallait exterminer les indigènes en Algérie, ce qu'ils ont commencé à essayer de faire. Pareil pour les Nazis. Si vous descendez dans les profondeurs absolues vous verrez encore les mêmes sentiments s'exprimer.

Quand les fascistes japonais ont conquis la Chine et ont commis d'immenses atrocités comme le massacre de Nankin (6), la rhétorique qu'ils employaient met la larme à l'oeil. Ils voulaient créer un « *paradis sur terre* » dans lequel les peuples de l'Asie travailleraient ensemble et où le Japon se sacrifierait pour leur bien et ils auraient ainsi la paix et la prospérité, le Japon les protégeant des bandits communistes pendant qu'ils iraient vers le paradis sur terre, etc. Là encore je suis un peu surpris qu'un rédacteur du *New York Times* ou un doyen d'Harvard ne s'aperçoivent pas qu'ils répètent ce qui a été dit de façon répétée par les pires des monstres. Pourquoi serait-ce différent aujourd'hui ? Remarquez en passant qu'un des grands avantages d'être un intellectuel respecté c'est que vous n'avez pas à apporter la preuve de ce que vous dites. Ainsi en parcourant ces articles vous ne trouverez jamais de preuves qui en soutiennent les conclusions. Ils considèrent qu'il serait ridicule de les y mettre. Ce serait pour eux comme s'il fallait s'abaisser à prouver que deux et deux font quatre. Il est absurde de demander des preuves sur les louanges de ceux qui sont au pouvoir. Elles vont de soi. Ils sont sans aucune contestation possible magnifiques. Peut-être ont-ils

4. Révolte indienne des Cipayes.

5. Sénateur démocrate de Virginie occidentale qui a prononcé un violent réquisitoire dénonçant les mensonges qui ont permis à la Maison Blanche de justifier l'attaque de l'Irak.

6. Décembre 1937. 300 000 morts civils.

commis des erreurs dans le passé, mais maintenant ils sont magnifiques. Et en demander la démonstration c'est comme demander que l'on démontre des banalités arithmétiques. Ainsi n'y a-t-il jamais de démonstrations.

David Barsamian : *Thomas Friedman dans son livre* The Lexus and the Olive Tree *(7) écrit :* « la main invisible du marché ne pourra jamais travailler sans un poing invisible. McDonald's ne peut s'épanouir sans McDonnell Douglass... Et le poing invisible qui permet aux technologies de la Sillicon Valley de s'épanouir s'appelle l'US Army, US Air Force, US Navy et US Marine Corps. » ***Voila une déclaration plutôt candide pour un chroniqueur du*** New York Times ***qui a gagné trois fois le Prix Pulitzer. (8)***

Noam Chomsky : Pourtant j'ai bien l'impression que si vous le questionnez et essayez de le gagner à vos idées, il vous dira : « *oui mais tout çà c'est pour le bien* ». Car Silicon Valley et le commerce aident les gens, et malheureusement il faut aussi se protéger des barbares, et on en revient à la citation de Brzezinski que vous citiez tout à l'heure. En fait Mill et tous les autres disent la même chose. Il faut que l'on empêche les barbares de rentrer pour que tout le monde puisse bénéficier de ces merveilles que nous leur apportons, comme la Silicon Valley, que nous développons bien sûr pour leur bien, peut -être en utilisant une main invisible ou quelque chose comme çà. Ainsi donc encore tout cela n'est que de la pure bienveillance.

David Barsamian : ***Reste-il aujourd'hui quelques échos des discussions des années soixante et des débats sur l'intervention des États-Unis en Indochine ? Le sénateur Joseph Biden et d'autres Démocrates, des articles dans Foreign Affairs, la revue publiée par le Conseil des Relations Étrangères, ainsi que l'establishment intellectuel de New York parlent aujourd'hui d'un immense gâchis. Il y aurait eu une mauvaise organisation, ils auraient dû s'apercevoir de ce qu'il fallait faire, il n'y avait pas assez de traducteurs sur place, etc.***

Noam Chomsky : Oui c'est comme vous le dites, une manière de réplique à la contestation des années 1960. Il faut se souvenir qu'à l'époque, parmi les élites éduquées, les intellectuels et les responsables de l'organisation, il n'y a eu pratiquement aucune critique de fond de la guerre du Vietnam. En 1969, au moment le plus fort des protestations populaires, 70 % de la population environ décrivait la guerre comme quelque chose de profondément mauvais et d'immoral et pas comme une guerre qui aurait dû être mieux organisée. Mais dans les secteurs éduqués vous n'entendiez pratiquement jamais cela. Tout ce qu'ils disaient c'est « *il s'agit d'une erreur, d'une mauvaise organisation, nous aurions dû avoir plus de traducteurs, nous n'avons rien compris aux Vietnamiens, à leur orgueil* ». Exactement des choses comme çà.

Un B-52 lance un tapis de bombes (ici au dessus du Vietnam)

David Barsamian : *L'armée de l'Air vietnamienne a couvert d'un tapis de bombes les États-Unis...*

Noam Chomsky : Jimmy Carter, pour qui « *l'âme de notre politique étrangère* » était les droits de l'homme, la piété, etc. a été interrogé lors d'une conférence de presse pour savoir si les États-Unis devaient quelque chose au Vietnam après ce qui s'était passé. Il répondit que nous n'avions pas de dette envers eux car les « *destructions ont été mutuelles* ». Vous pouvez chercher dans les archives de la presse, vous ne trouverez aucun commentaires sur cette déclaration.

Le tapis de bombes a recouvert un village (ici en Afghanistan, 150 civils morts à la suite d'une « erreur », selon *The Independent* du 19/11/2001)

George Bush Ier, qui était un conservateur à la vieille mode — ni faucon ni colombe, juste un modéré du centre — a dit aux Vietnamiens quand il était aux affaires : bien sûr nous n'oublierons jamais ce que vous nous avez fait, mais le passé est le passé. Nous n'insisterons pas sur les dédommagements que vous nous devez si vous portez une attention suffisante à la seule question morale laissée en suspens après la guerre, celle des restes des soldats américains disparus au combat. Ce qui est intéressant, c'est que ce commentaire est apparu à la une du *New York Times* juste à côté d'un autre article qui portait sur l'étrange refus du Japon de faire face à ce qu'il a fait dans le passé en Asie. Cet article proposait une étude étymologique élaborée de certains des mots employés par les Japonais pour parler de leurs crimes en Asie, comment ils étaient choisis et employés avec un certain sens, etc. Et juste à côté il y a avait cette déclaration de George Bush père disant que la seule question morale après la guerre dans laquelle environ deux millions de personnes ont été tuées, où un pays a été dévasté et où l'on meurt toujours de la guerre chimique est : que sont devenus les os de nos pilotes ?

David Barsamian : ***George Bush Ier, quand il était président en 1988, a été interrogé à propos de l'avion de ligne iranien qui a été abattu en plein vol dans l'espace aérien international, tuant 290 passagers. Il a dit :*** « Je ne présenterai jamais d'excuses au nom des États-Unis, et je n'ai que faire de ce qui s'est passé exactement. » ***(9)***

Noam Chomsky : Il a été là un peu plus franc que les autres. Ignatieff dit bien que nous ne commettons pas d'erreurs et que si nous en avons commis c'est seulement dans le passé.

David Barsamian : *Mais les intentions sont toujours nobles.*

Noam Chomsky : Les intentions sont nobles. Après la destruction en vol de l'avion de ligne, le capitaine du vaisseau reçut pour récompense une médaille quelconque et quand le navire *USS Vincennes* revint au port il fut acclamé. *Naval Institute Journal* a publié un article intéressant écrit par David Carlson, le commandant d'un autre vaisseau qui croisait aux environs. Ils avaient vu cet avion de ligne iranien qui venait juste de rentrer dans l'espace aérien international et l'*USS Vincennes* a pointé son système de radar de haute technologie sur lui s'apprêtant à le descendre. Il ne comprenait absolument pas ce qui leur a pris. Il dit qu'ils ont appelé l'*USS Vincennes*, le « *navire robot* » ou quelque chose comme çà. C'est dans les comptes-rendus de réunions de l'Institut Naval US.

---

7. *The Lexus and the Olive Tree* (*La Lexus et l'olivier*, livre non traduit). La Lexus est une voiture de luxe japonaise.
8. Le prix Pulitzer est la plus prestigieuse des récompenses journalistiques aux États-Unis.
9. Le 3 juillet 1988 : le navire de guerre *USS Vincennes*, de l'US Navy, abat un avion de ligne commercial iranien, transportant 290 passagers civils.

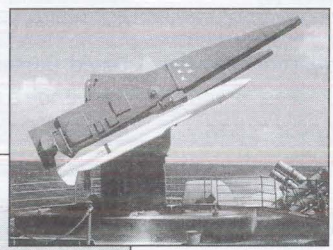
David Barsamian : *Dans les discussions sur l'attaque de l'Irak et sur son occupation, il semble que si des armes de destruction massive sont un jour trouvées, cela coupera court à toutes les critiques. Il n'y a pas de dissensions de principe ici à propos de la loi internationale, des principes du Tribunal de Nuremberg ou de la Charte des Nations Unies. N'êtes-vous pas surpris qu'aucune des allégations qui ont été faites, allant des avions téléguidés porteurs de mort jusqu'aux laboratoires chimiques mobiles, n'ait été vérifiée ?*

Noam Chomsky : J'en suis en effet très surpris. J'ai l'impression qu'il suffirait que vous creusiez ici dans un terrain vague derrière une grande école pour que vous trouviez des produits d'un laboratoire chimique ou biologique qui aurait pu en théorie être utilisé pour faire des armes chimiques et biologiques. Le fait qu'ils n'aient rien trouvé en Irak laisse rêveur. Je pensais vraiment qu'ils trouveraient quelque chose. Mais il y a aussi plein de choses qui ne sont pas discutées, comme par exemple de savoir pourquoi les Irakiens n'ont-ils pas renversé Saddam Hussein ? Si vous détruisez une société et si vous la forcez à devenir dépendante d'un tyran, il n'ont aucune raison de le renverser.

Sur d'autres sujets, il y a toutes les raisons de croire les occidentaux qui connaissent le mieux l'Irak et qui sont écartés de la presse américaine pour cette raison. Denis Halliday et Hans von Sponeck, les deux administrateurs de l'ONU ont envoyé des centaines de personnes parcourir l'Irak. Ils sont très bien informés, ils recevaient des informations de partout. Je pense que ce sont les occidentaux qui connaissent probablement le mieux l'Irak. Ils ont tous les deux démissionné pour protester contre les sanctions, qualifiées par Halliday de « *génocidaires* ». Ce sont des diplomates européens de l'ONU très respectés et expérimentés. Ils ont dit que les sanctions détruisaient la société, qu'elles renforçaient le tyran, qu'elles obligeaient la population à dépendre de lui. C'était un tyran brutal mais il a organisé un système de distribution de la nourriture très efficace et les gens dépendaient tout simplement de lui pour leur survie. C'est pour cela qu'il ne s'est pas passé ce qui se passe ailleurs.

Si vous regardez le passé des gens qui sont au pouvoir à Washington aujourd'hui, vous verrez que certains ont soutenu Saddam Hussein dans ses pires atrocités. Mais ce n'est pas le seul. Il y a toute une galerie de portraits de voyous qui ont été soutenus par Washington. Le cas de Ceaucescu en Roumaine était comparable à celui de Saddam Husssein, c'était un tyran monstrueux. L'administration de Reagan et celle de Bush Ier l'ont soutenu jusqu'à la dernière minute, quand il a été renversé par les Roumains eux-mêmes. Maintenant ils s'attribuent le mérite de ce renversement. Mobutu était un autre tueur qui a été la première personne invitée à la Maison Blanche par Bush Ier. Ils ont aussi soutenu Suharto, Marcos et Duvalier jusqu'à leurs derniers moments. Tous ces types ont été renversés de l'intérieur, malgré l'énorme soutien américain dont ils disposaient. Il n'y a pas de raison de penser que cela ne se serait pas passé avec Saddam Hussein.

Cette question n'est donc pas discutée. Pourquoi avons-nous soutenu Saddam Hussein jusqu'à l'invasion du Koweït ? Pourquoi n'avons-nous pas laissé les Irakiens le renverser ? Il y a une autre question simple aussi. Vous ne savez pas lorsque vous envahissez un pays ce qui va se passer, cela aurait pu entraîner une catastrophe humanitaire. Ceux qui prennent ce risque se placent au même niveau que Khrouchtchev quand il a installé des missiles à Cuba. C'était à l'époque de la folie criminelle et ça l' était aussi pour ce cas là.



USS Vincennes et ses missiles anti-aériens : 290 civils au tableau de chasse

David Barsamian : *Rahul Mahajan, dans son nouveau livre* Full spectrum dominance *pose la question : si Saddam Hussein avait eu des armes de destruction massive, qu'il ait eu à faire face à l'anéantissement et qu'il ne les ait pas utilisées, alors dans ces circonstances, qui les auraient utilisées ?*

Noam Chomsky : Des analystes américains, y compris la CIA et les agences de renseignements, ont tous présumé que Saddam Hussein devait avoir certaines armes de destruction massive, comme je l'ai cru moi-même et comme tout le monde l'a cru. Ils ont tous prédit qu'il n'allait pas les utiliser sauf s'il était poussé au désespoir. C'est encore un risque que Wolfowitz, Rumsfeld et le reste de la bande étaient prêts à prendre. Ils ont pris le risque de pousser Saddam Hussein jusqu'au point où il aurait pu les utiliser. Tout comme ils étaient prêts à prendre le risque qu'il y ait une catastrophe humanitaire. Tout cela c'est de la folie criminelle.

David Barsamian : *Votre nouveau livre s'appelle* Hégémonie ou survie. *Pour vous, l'hégémonie est-elle comme l'impérialisme un système de domination ?*

Noam Chomsky : L'impérialisme est une forme spécifique de domination. Il y en a beaucoup d'autres. Ces expressions n'ont pas de sens précis. Mais l'hégémonie est un terme beaucoup plus général.

David Barsamian : *Antonio Gramsci qui a aidé à populariser le terme d'*« hégémonie » *a écrit en 1925 :* « Un des principaux obstacles au changement est la reproduction par les forces dominantes d'éléments de l'idéologie hégémonique. Une tâche importante et urgente est de développer des interprétations alternatives de la réalité ». *Comment peut-on développer des* « interprétations alternatives de la réalité » *comme le suggère Gramsci ?*

Noam Chomsky : J'ai beaucoup de respect pour Gramsci mais je pense qu'il est possible de paraphraser ce commentaire en disant qu'il faut se contenter de dire la vérité. Au lieu de répéter le fanatisme idéologique, démontons-le, essayons de trouver la vérité et disons la vérité. Est-ce que cela dit quelque chose de différent ? C'est quelque chose à la portée de chacun. Rappelez-vous que les intellectuels intériorisent la conception qu'il faille qu'ils rendent les choses compliquées pour justifier leur existence. Mais cela vaut le coup de se demander à quel point la réalité est compliquée. Gramsci est une personne très admirable, mais prenez sa déclaration et essayez de la traduire en termes simples. Est-il compliqué de comprendre ou de savoir comment agir ?

David Barsamian : *Un certain professeur du MIT célèbre son 75ème anniversaire le 7 décembre. Avez-vous des informations à ce sujet que vous pourriez partager ?*

Noam Chomsky : Je ne pense pas qu'il y ait une telle personne.

David Barsamian : *Il n'y a en pas un dans cette faculté ?*

Noam Chomsky : Il y a peut-être quelqu'un qui va avoir 75 ans, mais il ne va pas en faire une « *célébration* ». Il faut faire attention avec ces mots. Ce n'est pas parce que vous êtes un intellectuel que vous devez utiliser de grands mots.

© Copyright 2003
by Noam Chomsky and David Barsamian

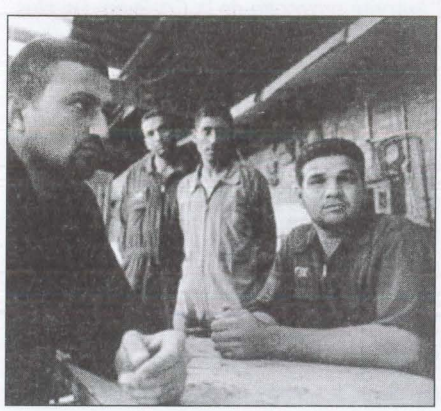
De Saddam à Bush, la continuité anti-ouvrière

Par
David Bacon*

Dans leur grande majorité les travailleurs irakiens espéraient que la chute de Saddam Hussein allait les libérer et leur permettrait de rétablir leurs droits. En premier lieu le droit à un syndicat indépendant. En 1987 le régime de Saddam Hussein a reclassifié la plupart des travailleurs irakiens : ceux qui travaillaient dans les grandes entreprises publiques, le cœur de l'économie du pays, ont été déclarés fonctionnaires... et à ce titre privés des droits syndicaux et de celui de négociation !

L'occupation de l'Irak n'a pas conduit à la levée de ce décret. Il reste en vigueur telle une épée de Damoclès au-dessus des travailleurs et des usines dont leur survie dépend, protégeant la privatisation. Et tout en maintenant l'interdiction des syndicats, les autorités d'occupation ont abaissé les salaires et accru le chômage. Pour les travailleurs irakiens le signal est on ne peut plus clair : le renversement de Saddam ne leur a pas apporté la libération.

L'Irak a une longue tradition de luttes syndicales radicales, commencée par les six années de lutte contre l'occupation britannique à la fin de la première guerre mondiale. Constitués dans les secteurs du pétrole, des chemins de fer et des dockers, les syndicats ont organisé des grèves successives que les Britanniques avaient accueillies avec des armes à feu, tuant de nombreux grévistes. La monarchie établie par les Britanniques avait maintenu l'interdiction des syndicats jusqu'à sa fin, en 1958. Après la révolution de 1958, les syndicats et les partis politiques radicaux ont pu sortir de la clandestinité pour la première fois. Mais en 1963 la CIA a favorisé un coup d'État contre le gouvernement Kassem et le parti Baas s'est installé au pouvoir. En 1977, à nouveau, Saddam Hussein a purgé les syndicats et interdit à nouveau les partis politiques radicaux. De nombreux militants ouvriers ont été exécutés, d'autres n'ont pu sauver leur vie que dans l'exil.



Après la chute du régime de Saddam en avril dernier, les organisateurs des syndicats ont refait surface. A Bassora ils ont organisé une grève de deux jours après l'entrée des troupes britanniques, exigeant le droit de s'organiser et protestant contre la nomination d'un baassiste à la tête de la mairie. En juin 2003, quatre cent militants syndicaux se sont réunis à Bagdad pour former la Fédération irakienne des syndicats (IFTU). Le groupe a décidé de réorganiser les syndicats dans les douze principales industries du pays.

Après cette réunion les organisateurs sont revenus sur leurs lieux de travail, dont la raffinerie Al Daura près de Bagdad. Dans les neuf secteurs de celle-ci ils ont encouragé les travailleurs à élire leurs comités syndicaux et à choisir leurs délégués pour former le syndicat de toute l'entreprise. Lorsque le directeur de la raffinerie semblait disposé à négocier avec le syndicat, il s'est avéré qu'il ne pouvait rien signer avec une fédération... illégale. La raffinerie comme toutes les autres entreprises publiques est encore soumise à la législation de 1987.

Depuis l'arrivée des troupes d'occupation en avril 2003, les syndicats et les travailleurs ont exigé que les autorités d'occupation annulent ce décret comme elles l'ont fait avec nombre d'autres lois de Saddam. Or elles ont gardé le silence. Il reste donc en vigueur, interdisant à la majorité des travailleurs toute négociation collective. Cela affecte en particulier les travailleurs employés dans les entreprises en voie de privatisation : ne disposant pas de droits syndicaux, pas de droit de négociation collective et pas de contrats de travail, ils sont désarmés face à la privatisation et aux licenciements qui l'accompagnent généralement...

« *Au début nous avions pensé que notre situation serait meilleure lorsque nous serions débarrassés de Saddam, mais ce n'est pas le cas* », explique Jassim Mashkoul, porte-parole de la Fédération des syndicats.

Le nouvel Irak constitue une étude de cas du marché libre. L'administration Bush prévoit deux manières de transformer l'économie irakienne et elle prend des mesures pour s'assurer que les ouvriers ne pourront pas les perturber. D'abord elle privatisera les anciennes entreprises publiques qui emploient la majorité des travailleurs. Dans un second temps elle compte créer des conditions favorables pour qu'une armée de firmes (surtout états-uniennes) s'y installent et puissent rapatrier leurs bénéfices hors du pays.

Le 19 septembre 2003, l'Autorité provisoire de la coalition a publié l'ordre n° 39

* David Bacon, photographe et journaliste, est spécialisé dans les enquêtes sur le monde du travail. Il vient de publier un livre sur les effets sociaux du néolibéralisme à la frontière mexicano-états-unienne : *The Childrens of NAFTA* (*Les enfants de l'ALENA*), University of California Press, 2004. L'article que nous traduisons ici, fruit d'un séjour en Irak avec la délégation de l'USLAW (US Labor Against the War), a été publié dans *The Progressive magazine* de décembre 2003 (http://www.progressive.org) sous le titre « *Saddam's Labor Laws Live On* ». Traduit d'anglais par J.M. Les photos sont de David Bacon.

autorisant la présence d'entreprises dont le capital est à 100 % étranger, sauf dans le secteur pétrolier, ainsi que l'exportation des bénéfices. Publié le même jour, l'ordre n° 37 suspendait les impôts sur les revenus et les taxes foncières pour un an et limitait les impôts sur les revenus des individus et des entreprises à un maximum de 15 % pour l'avenir.

Au cours d'une conférence de presse le 8 octobre, Thomas Foley, directeur du développement du secteur privé de l'Autorité provisoire, annonçait qu'il allait proposer rapidement au Conseil du gouvernement irakien une première liste d'entreprises publiques devant être mises en liquidation. Tout en promettant d'en exclure les puits de pétrole, les centrales électriques et les banques — du moins dans un premier temps — il mentionnait les cimenteries et les usines d'engrais, les mines de phosphate et de soufre, les usines pharmaceutiques et la compagnie aérienne nationale. Quelques 138 des 600 entreprises publiques avaient déjà été mises en vente, selon plusieurs rapports.

Dathar Al-Kashab, qui a été nommé directeur de la raffinerie Al Daura, après y avoir travaillé en tant qu'ingénieur depuis 1966, prévoit que la privatisation aura des effets très importants. « *Un ouvrier qui est embauché ici a aujourd'hui un travail garanti à vie, selon l'ancien système. Aucune loi ne me permet de le licencier. Mais si je commence le processus de privatisation, je devrais me séparer de 1500 ouvriers* [sur les 3000] », dit-il. « *Si une entreprise licencie aux États-Unis, les licenciés ont l'assurance-chômage et ils ne vont pas mourir de faim. Mais si je mets à la porte des employés maintenant, je les condamne à la mort ainsi que leurs familles* ».

Dans la fabrique publique d'huiles végétales Mamoun la production est basse et beaucoup de machines de moulage par injection, qui fabriquent les bouteilles en plastique, sont hors d'usage. Les pièces de rechange étaient indisponibles durant les douze années d'embargo, mais l'usine a été inspectée pas moins de vingt fois en tant que lieu possible de production d'armes chimiques. Aujourd'hui ses 771 ouvriers craignent, que malgré les machines hors d'usage, les actifs énormes de l'usine en fassent un candidat de choix pour le capital étranger. La presse irakienne a déjà fait état d'acheteurs potentiels. « *Il n'y a aucun individu en Irak qui soit assez riche pour acheter cette entreprise* » — explique le directeur Amir Faraj Bhajet — « *Ce sera donc un acheteur étranger. Il voudra les actifs, mais voudra-t-il les ouvriers ?* »

Malgré l'hostilité de l'Autorité provisoire, la chute du régime de Saddam a provoqué une explosion de l'auto-organisation sur les lieux de travail. Les bas salaires sont une des motivations. Le gouvernement irakien emploie 70 % des salariés. Les autorités ont rendu publique une échelle de salaires d'urgence. Le New York Times a écrit que les salaires augmentent, mais ce n'est pas ce que j'ai observé. La plupart des ouvriers touchent 60 dollars par mois, un petit groupe

120 dollars et une infime minorité — surtout les administrateurs et les directeurs — 180 dollars. C'est exactement l'échelle des salaires qui avait cours lors des cinq dernières années du régime de Saddam.

« *Avec le salaire courant d'urgence il est totalement impossible de tenir* », explique un ouvrier de la raffinerie Al Daura, qui veut garder l'anonymat par crainte de perdre son emploi. Au cours du dernier mois la raffinerie a connu trois arrêts du travail. Les ouvriers se rassemblaient face à la direction exigeant une augmentation des salaires.

A l'usine centrale de l'industrie publique du cuir — la plus grande fabrique de chaussures du Moyen-Orient — une ouvrière explique comment elle fait vivre les six personnes de sa famille avec 120 dollars par mois : « *Les prix de la nourriture et des vêtements grimpent rapidement alors que le salaire reste bas. Nous travaillons durement. Je suis ici depuis dix ans. Je dois avoir une augmentation* ». Le jour de notre visite les ouvriers ont organisé une marche au Ministère du Travail, se plaignant de leurs salaires. Ce n'est de loin pas la seule manifestation. De telles actions ont eu lieu dans les entreprises de tout le pays.

Les 87 milliards de dollars que le Congrès vient de voter ne serviront pas à améliorer les salaires ni à financer un programme pour l'emploi. On estime que le chômage touche autour de 70 % de la main-d'œuvre irakienne, soit entre 7 et 8 millions de personnes. Nuri Jafer, assistant du Ministre irakien du Travail, décrit avec grandiloquence son projet d'un nouveau système d'allocations de chômage. Il dit espérer pouvoir payer un revenu de survie « *sans que cela nuise à la motivation pour chercher le travail* ». Oublions un instant la formule néolibérale apprise par cœur au sujet du manque de motivation des chômeurs… Il n'en reste pas moins que le projet de Nuri Jafer a une autre faiblesse : « *Malheureusement* — concède-t-il — *nous devons encore trouver un pays qui nous aidera à le financer…* ».

Les conditions de travail sont dangereuses et épuisantes. Dans la raffinerie Al Daura, le président du nouveau syndicat, Detrala Beshab, note que si la journée de travail officielle est de sept heures, l'équipe de jour travaille actuellement pendant onze heures et l'équipe de nuit durant treize heures. Comme le salaire est mensualisé, il n'est pas question du payement d'heures supplémentaires. « Lorsque nous en avions parlé au directeur, il nous a dit qu'il faut qu'il demande au Ministre du Pétrole, qui doit demander à celui du Travail, qui doit demander la permission des forces de la coalition », raconte-t-il. « *Ce sont les forces de la coalition qui contrôlent les finances… et nos salaires.* »

La situation des ouvriers de la raffinerie est si désespérée que l'entreprise leur fournit chaque mois de l'huile de moteur pour compenser leurs bas salaires. Sur la route qui passe devant la raffinerie, les enfants des ouvriers ont installé des petites baraques où ils vendent de l'huile aux automobilistes de passage.

Du temps de Saddam, personne ne pouvait se permettre de se retirer. « *La pension n'était pas suffisante pour payer un taxi afin de chercher le chèque* » dit Beshab avec un rire. Mais la raffinerie, comme toutes les autres entreprises publiques, payait réellement d'autres allocations importantes. Il y avait un système de primes et de participation aux bénéfices, qui souvent permettait de doubler le salaire, ainsi qu'une allocation alimentaire Tous ces suppléments ont disparu lorsque les autorités d'occupation se sont installées. Les ouvriers ont ainsi subi une réduction importante de leurs revenus depuis avril à la suite des décisions de l'Autorité provisoire de la Coalition. De plus la modification du taux de change a renchéri les importations, ce qui constitue une autre diminution du revenu réel.

Personne dans la raffinerie — à l'exception de l'équipe des pompiers — ne dispose de bottes ou de gants. Les lunettes de sécurité sont inconnues. « *Beaucoup d'entre nous ont des maladies respiratoires et il y a des accidents qui provoquent des brûlures* » explique Rajid Hassan, un des syndicalistes. Si les ouvriers tombent malades, c'est à eux de payer les soins médicaux et ils perdent

leur salaires durant leur absence.

Dans les fabriques de chaussures et d'huile végétale un autre groupe ouvrier, nommé Conseils ouvriers et syndicats (WCTU), a commencé a organiser les travailleurs cet été. Avec son aide les ouvriers de la fabrique de chaussures ont formé un syndicat et demandé sa légalisation. Comme les travailleurs de la raffinerie, ils se plaignent des heures supplémentaires impayées, d'absence de congés et de la disparition des primes et allocations complémentaires depuis le début de l'occupation. « *La vie est devenue beaucoup plus dure* », explique un ouvrier. « *Tout est contrôlé par la coalition, nous ne contrôlons rien.* »

Une délégation d'environ cinquante personnes s'est rendue au Ministère du Travail le 11 octobre, pendant que les autres travailleurs expliquaient leurs revendications dans l'usine. Ils parlaient ouvertement, mais aucun n'a voulu décliner son nom craignant des représailles. Un de leurs dirigeants a dit que bien qu'il ait pris part à l'organisation de

la marche, le directeur de l'usine lui a interdit d'y aller. « *Nous exigeons le droit de constituer le syndicat, qui doit avoir toute l'autorité pour représenter les ouvriers d'ici* », expliquait-il.

Les ouvriers ne considèrent pas les directeurs comme les vrais responsables. « *L'administration ne fait que représenter le ministère* », dit-il. « *Nous devons changer cette loi nous interdisant d'avoir un syndicat. Si la loi ne change pas, nous la changerons nous-mêmes, d'une façon ou d'une autre.* »

Le directeur technique de l'usine confirme qu'il a envoyé une lettre au Ministère de l'industrie et des ressources minérales pour demander si l'entreprise peut négocier avec le nouveau syndicat. Il n'a pas eu de réponse (1).

Mais même, sans statut légal, les syndicats ont trouvé les moyens d'agir et ont obtenu quelques succès. Dans l'usine d'huile végétale le syndicat a ainsi réussi à forcer la direction de réembaucher quelques ouvriers qui avaient été renvoyés sous Saddam pour l'appartenance au Parti Al Daiwa. Ce parti, interdit sous Saddam, fait aujourd'hui partie du Conseil du gouvernement irakien.

Les revendications du nouveau syndicat incluent la reclassification des ouvriers afin qu'ils reçoivent des salaires plus élevés, la levée des sanctions d'autres anciens salariés bannis et le rétablissement de la participation aux bénéfices. Le syndicat espère recruter des membres dans d'autres usines publiques. « *L'élimination des lois établies par le régime du Baas est une de nos raisons d'être* », explique son secrétaire général, Majeed Sahib Kareem.

« *La guerre et l'occupation sont pour nous une réalité* », explique Abdullah Muhsin, le représentant international de la Fédération. « *Nous étions contre la guerre avant qu'elle ne commence, mais nous n'avons pas pu l'empêcher. Maintenant notre préoccupation c'est d'aider notre pays et de protéger nos membres* ». La Fédération demande la dissolution de la structure syndicale du régime baassiste. Et elle veut que les fonds et les bâtiments de celle-ci soient mis à la disposition des nouveaux syndicats. Les autorités d'occupation font la sourde oreille à ces demandes.

Un autre dirigeant de la Fédération, Muhsen Mull Ali, a été emprisonné longuement deux fois pour avoir organisé les syndicats à Bassora. « *Ils veulent nous réimposer le capitalisme, alors il est de notre responsabilité de nous opposer aux privatisations autant que possible et de lutter pour le bien-être de nos ouvriers* », explique-t-il. Ce combat est particulièrement difficile dans le cadre d'une guerre contre l'occupation. Si le conflit armé s'intensifie, l'espace politique se restreindra.

Préserver un espace pour que les syndicats puissent s'organiser et pour que les travailleurs obtiennent un minimum de contrôle sur les décisions économiques qui concernent leurs vies n'est pas uniquement une préoccupation des seuls Irakiens. Les dirigeants syndicalistes de Grande-Bretagne et de France ainsi que l'Organisation internationale du travail (OIT) se sont rendus en Irak pour exiger le respect des droits des travailleurs. Les syndicalistes arabes furent parmi les plus résolus : « *La guerre rend facile la privatisation. D'abord vous détruisez la société puis vous laissez la reconstruction aux corporations* », dit Hacene Djemam, le secrétaire général de la Confédération des syndicats arabes.

Les militants pacifistes des États-Unis ont commencé à nouer des liens avec les nouveaux syndicats irakiens. US Labor against the War (Travailleurs états-uniens contre la guerre, USLAW), qui rassemble les syndicats qui se sont opposés à l'intervention états-

unienne dès avant qu'elle ne commence (2), a annoncé une campagne nationale contre les privatisations en Irak, pour l'abrogation de l'inique loi de 1987 interdisant l'activité syndicale dans les entreprises publiques irakiennes et pour rendre publiques les violations du droit du travail en Irak. « *Nous avons besoin d'une audition devant le Congrès en ce qui concerne les activités anti-syndicales des autorités états-uniennes d'occupation en Irak* », réclame Clarence Thomas du syndicat local de San Francisco de l'Union internationale des travailleurs des ports et entrepôts (ILWU), « *si les syndicats savaient ce qui se fait là-bas en leur nom, ils seraient outragés.*»

Une délégation de l'USLAW s'est rendue en Irak en octobre 2003 pour enquêter. Elle a eu une réunion formelle avec Nuri Jafer du Ministère du Travail. On lui a demandé trois fois si la loi de 1987 allait être abrogée. A chaque fois il a tenu un long discours sans répondre à la question. A ses côtés, sur un divan dans son bureau, se tenait Leslie Findley, représentante britannique de l'Autorité provisoire, qui a pour tâche de superviser le Ministère. La même question lui a été posée et elle a également refusé de répondre. Puis elle s'est plainte du nombre de délégations syndicales étrangères qui visitent le Ministère : « *Je m'en vais dire au Ministre que cela lui prend trop de temps et lui recommander de se concentrer plutôt sur son travail.* » ■

---

1. Le 28 janvier 2004, face aux grèves ouvrières, à la pression des syndicats internationaux et de l'Organisation internationale du travail (OIT), le Conseil du gouvernement irakien a reconnu la Fédération des syndicats irakiens (IFTU) et son président, Rasem Hussein Abdullah, en tant que « *représentants légaux et légitimes du mouvement ouvrier en Irak* » (décret n° 16-2004). Rappelons que les locaux de l'IFTU avaient été envahis par l'armée états-unienne le 6 décembre 2003 et huit dirigeants syndicaux furent arrêtés, avant d'être libérés le lendemain sans explications. Les locaux du syndicat étaient restés clos durant plus d'un mois.
2. Cf. *Inprecor* n° 480/481 de mars-avril 2003.

Les ouvriers de la Southern Oil Company ont gagné

Ewa Jasiewicz

Par
Ewa Jasiewicz*

Bassora, le 29 janvier 2004. Après trois mois de lutte, soutenue par la menace d'une grève armée, les ouvriers de la Southern Oil Company (SOC) ont obtenu une augmentation des salaires. Tous les travailleurs du pétrole en Irak seront dorénavant payés en fonction de la grille des salaires négociée à la SOC. L'unité et le soutien apportés par les ouvriers de la branche des champs pétrolifères du centre et du nord à Kirkuk, Baaji et à Daurra de Bagdad furent essentiels pour cette victoire. De plus, l'Autorité provisoire d'occupation et le Conseil du gouvernement sont très dépendants de la production et de l'exportation de la SOC, la plus grande et la plus rentable entreprise pétrolière en Irak, du fait des attaques continuelles contre les stations de pompage et les oléoducs permettant d'acheminer la production des champs pétrolifères du Nord. Les seules entreprises qui exportent jusqu'à maintenant le pétrole brut irakien sont la SOC et la Basra Oil Company.

En décembre, les représentants du syndicat ont dit à Occupation Watch qu'ils avaient expliqué depuis un mois aux travailleurs que seule la grève pouvait leur permettre d'assurer leurs salaires. Lorsque les ouvriers de la SOC se sont rendus compte que leurs salaires étaient fixés par l'Autorité d'occupation (AO), comme le prouvait l'ordre n° 30 sur les conditions d'emploi des employés publics, signé par Paul Bremer, et que de plus ces salaires étaient inférieurs à l'allocation d'urgence versée par l'occupant après l'effondrement du régime Saddam, ils ont décidé d'établir leur propre grille de salaires fondée sur les prix du marché en y incluant les prix du fuel, du gaz, les loyers, les produits alimentaires, les frais de transport et en tenant compte du niveau du risque. La grille de salaires de l'OA était fondée pour sa part sur les prix de l'ancien régime. Dans toutes les entreprises visitées par Occupation Watch les travailleurs se plaignaient de leurs salaires bas, payés en retard et fluctuants et de la suppression de toutes les allocations de survie qui leur avaient permis de survivre sous l'ancien régime.

La grille établie par le syndicat de la SOC réclamait que le salaire minimum pour un ouvrier du pétrole soit établi à 155 000 dinars irakiens (110 dollars) par mois, soit plus du double des 69 000 dinars fixés par l'occupant. La grille de la SOC supprimait aussi deux catégories et 20 positions d'une grille comptant 130 positions et 13 catégories. Après deux jours d'assemblées générales en décembre, le syndicat a convaincu la direction de soutenir sa demande. Cette dernière a été accompagnée de la menace des travailleurs de rejoindre la résistance armée si leurs revendications n'étaient pas acceptées. Cela a incité le Ministre du Pétrole à se rendre lui-même à Bassora et à ouvrir immédiatement les négociations avec les représentants du syndicat.

Le résultat négocié a été de porter le salaire minimum de ceux qui forment le cœur de l'économie irakienne à 102 000 dinars par mois, soit une augmentation de 33 000 dinars. Toute leur grille commence maintenant au niveau de la catégorie 9 et tous ceux qui en bénéficiaient déjà passent à la catégorie suivante — les salaires y étant compris entre 120 000 et 155 000 dinars. Le niveau maximum de salaire d'un ouvrier non qualifié peut atteindre 328 000 dinars par mois — le sommet de la catégorie 6. La catégorie 5 concerne les ouvriers diplômés et les techniciens, la catégorie 4 les ouvriers avec plus de 30 ans d'ancienneté et les trois suivantes les ingénieurs et les directeurs.

Mais pourquoi avoir cédé sur le niveau du salaire minimum ? Pourquoi n'avoir pas poussé l'avantage jusqu'à l'obtention des 155 000 dinars minimum ? Avec 102 000 dinars on peut à peine survivre. Le loyer le plus bas à Bassora est de 25 000 dinars (pour la plupart des gens 50 000), ce qui ne laisse que près de 20 000 dinars par semaine pour la nourriture, l'école, les livres, le gaz, l'essence, l'entretien de la voiture, l'eau potable, les cigarettes et tout le reste. Un bidon plastique de 4,5 litres d'eau potable fourni par l'ONU coûte 250 dinars. Un petit poulet — 3 500 dinars, 1 kg de pommes ou d'oranges — 750, de pommes de terre — 500, de tomates — 500 (à Bagdad, du fait des coûts de transport, c'est 2 000 dinars...), un sac de pain — 250, une bouteille de gaz — près de 2 000. Pour des chaussures d'adulte en cuir il faut compter 20 000 dinars, une paire de chaussettes — 500 et le shampooing familial le moins cher coûte 750 dinars. Il est donc clair qu'une famille peut juste survivre, en se limitant à des rations simples, sans pouvoir économiser ou se payer des extra ni même des habits neufs. C'est la situation de la majorité du peuple irakien, du mois de ceux qui ont la chance d'avoir un emploi — car les quelques 7 à 10 millions de chômeurs ont encore plus d'une lutte devant eux.

Selon la grille de salaires de l'OA plus d'un tiers (35 %) des salariés du public gagnent entre 69 000 et 155 000 dinars ; 10 % — les directeurs et administrateurs — reçoivent entre 574 000 et 920 000.

Alors pourquoi ce compromis ? En fait ce n'en est pas un. Les primes de risque et de déplacement ont été également prises en compte et une autre prime de 18 % à 30 % de salaire doit être ajoutée au montant de base. Cela signifie que tous les salaires réels seront potentiellement de 30 % supérieurs à la grille, selon le lieu du travail — le désert, une région éloignée, un travail dangereux... Il n'est pas encore clair si Rumeilla Nord, une zone contaminée par l'uranium appauvri au

* Ewa Jasiewicz est consultante d' Occupation Watch.

cours des deux guerres du Golfe, est incluse dans les zones dangereuses, mais le danger qu'elle présente pour les ouvriers qui inhalent des déchets radioactifs dispersés par les troupes d'invasion est immédiat, grave et met en cause leur vie.

Le dirigeant du syndicat de SOC, Hassan Jum'a, a dit à propos de leur victoire : « *C'est quelque chose dont nous étions certains. Notre secteur est le mieux organisé en Irak et nous avons été élus par les ouvriers eux-mêmes.* »

Concernant les effets de cette victoire sur la lutte qui monte dans le secteur de l'électricité, Jum'a explique : « *Le secteur pétrolier a été le premier, les autres vont suivre bientôt, cela va changer, l'influence* [syndicale] *se fait sentir.* » Samir Hanoun, vice-président de la Fédération des syndicats irakiens, a dit que le résultat de la lutte l'a fait frémir, car il était « *tout bon* » et qu'il a déjà eu un impact positif sur les négociations menées par les syndicats de l'électricité en vue d'augmenter les salaires. « *Nous serons les suivants et bientôt, cela nous a aidé dans nos négociations qui s'orientent bien* », ont dit les syndicalistes de l'électricité à Occupation Watch. Le succès des travailleurs irakiens limite les ambitions exploiteuses de l'Autorité d'occupation et signifie un coup porté à la logique des entrepreneurs qui se vantent que l'Irak dispose d'une des mains-d'œuvre les moins chères au Moyen-Orient.

L'administration régionale d'occupation manifeste son ignorance sur les grilles de salaires, mélangeant celle du SOC avec celle ordonnée par Paul Bremer en septembre, imprimée dans une brochure en couleurs en décembre afin que les ouvriers comprennent pourquoi il doit leur être naturel de recevoir un salaire d'esclave.

Quoi qu'il en soit, le courage des travailleurs du pétrole, affirmant leur puissance en tant que secteur capable d'imposer ses revendications au Conseil du gouvernement et de contester l'Autorité d'occupation supposée avoir toujours « *le dernier mot* », montre que la résistance sociale contre l'occupant et ses diktats est bien vivante et prête à la grève pour imposer la justice. Personne ne considère que la victoire des travailleurs de la SOC soit une fin, mais que ce n'est qu'un début après les décennies de silence, de violence et de meurtres imposées par la dictature de Saddam. C'est aussi le premier combat dans la guerre sociale qui aura fait faire un saut à la conscience des travailleurs irakiens, si malmenés par le Baas, qui réalisent qu'ils sont eux-mêmes une arme puissante contre l'injustice, l'exploitation et l'occupation. ■

Relance des luttes ouvrières

Par
Wong Youngsu*

Le 9 novembre, sur la place devant l'hôtel de ville, cent mille travailleurs rejoignent la manifestation nationale, dirigée par le KCTU. Avec le Premier Mai, c'est leur rendez-vous traditionnel depuis la Grande Lutte des travailleurs de 1987. Cette manifestation est dédiée au défunt Jeon Tae-il, qui s'immolait par le feu, le 13 novembre 1970, pour protester contre les conditions de travail inhumaines sous la dictature militaire et le capitalisme brutal. Ainsi, ce martyr symbolique créait la première génération du syndicalisme démocratique en 1970, et par la suite, après l'été chaud de 1987, une seconde génération, qui représentait la véritable naissance du mouvement ouvrier comme tel.

Cette année encore, les travailleurs furent témoins d'une série de suicides et d'auto-immolations de militants et dirigeants du syndicat. Un dirigeant syndical criait « *Le témoignage est le même que celui de Jeon Tae-il d'il y a trente ans ! Voilà où nous en sommes !* » La classe ouvrière coréenne revit la même situation qu'à l'époque de Jeon Tae-il, malgré la démagogie trompeuse de Rohl affirmant que dans une société démocratisée les suicides ne peuvent être un moyen pour que se réalisent les revendications. Son discours mettait en rage la masse des travailleurs. Des dizaines de milliers d'entre eux se rassemblaient à Séoul et, après la manifestation, il y a eu une grande confrontation. Dans cette bataille de rue, des centaines de manifestants furent arrêtés par la police dont plus de cinquante furent emprisonnés.

La péninsule coréenne et le mouvement ouvrier

La Corée a été libérée de la domination impériale japonaise en 1945 après sa défaite dans la deuxième guerre mondiale. Mais la nation fut divisée par l'accord entre l'URSS et les États-Unis à Yalta au début de la même année. Ainsi, dans le courant de la guerre civile de fait qui devait déboucher sur la guerre de Corée de 1950-53, cette lutte des classes la plus violente aboutissait à deux voies différentes dans le développement de la nation : la voie du socialisme déformée au nord, et la voie néocoloniale d'un capitalisme dépendant dans le sud.

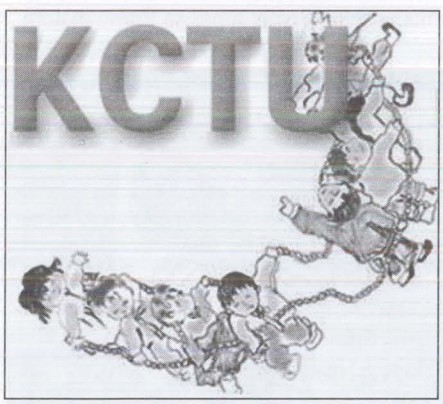
Dans ce contexte historique, dans la partie sud de la péninsule, les régimes d'extrême-droite successifs ont dominé pendant quarante années, éliminant tout embryon de résistance en faveur de la démocratie et de la transformation sociale contre eux. C'est à partir de ce contexte socio-politique que le mouvement ouvrier a pris sa forme mature.

Même sous la répression la plus violente des régimes anticommunistes, les résistances populaires n'ont jamais été stoppées : se sont succédés la révolution d'avril 1960, l'insurrection de Kwangju en 1980, le soulèvement de Juin et la Rébellion ouvrière de 1987. Malgré une hystérie anticommuniste systématique, une série de mouvements de masse se sont développés, comme le mouvement étudiant, le mouvement syndical démocratique, le mouvement paysan, le mouvement urbain des pauvres, et finalement avec la radicalisation après le massacre de Kwangju en 1980, le mouvement révolutionnaire. Dans les années 1970 et 1980, les étudiants ont pris la tête des luttes contre la

* Wong Youngsu, dirigeant de l'organisation révolutionnaire sud-coréenne Pouvoir de la classe ouvrière (PWC, *Power of the Working Class*) a écrit cet article à la demande d'*Inprecor*.

dictature. Mais dans les années 1990, à la suite des rébellions de 1987, les travailleurs ont pris la relève en prenant la tête des mouvements de masse.

En été 1987, après la mobilisation nationale de Juin et la tentative du régime militaire de garder le pouvoir, les travailleurs se soulevaient dans tout le pays. La classe ouvrière en voie de renouvellement, était forcée d' accepter les formes militaristes que les capitalistes faisaient régner dans leurs usines ce qui permettait d'imposer des salaires très bas, des conditions de travail terribles, des traitements inhumains et injustes de l'encadrement, la suppression de toute forme de protestation. En plus, la police secrète et les agences privées de sécurité organisaient un système d'espionnage contre toute résistance ou action ; les partis conservateurs et les médias furent subordonnés à l'État et au Capital. Contre ces conditions, des rébellions ouvrières massives ont eu lieu. Leurs revendications furent modestes : un traitement humain, des salaires décents, de meilleures conditions de travail et le droit de former des syndicats.



Au cours de cet été, des vagues de plus de trois mille grèves ont eu lieu, et plus de mille syndicats ont été constitués. Des bureaucrates syndicaux pro-patronaux furent la cibles de la colère ouvrière. Les travailleurs exigeaient des syndicats indépendants et démocratiques. L'unité et la solidarité débordaient les mur des entreprises — symboles du syndicalisme maison, de la division ouvrière et du contrôle patronal. Les anciens militants étudiants et les nouveaux militants ouvriers organisaient de nouvelles coalitions sur le plan régional et professionnel. Les employés qui avaient participé, comme citoyens individuels, à l'insurrection de Juin, rejoignaient le mouvement syndical, introduisant le conflit social dans leurs lieux de travail.

Au début des années 1990 la syndicalisation a conquis toutes les industries par un formidable militantisme. Dans le cours de cette lutte de classe, dans les grandes entreprises, l'aristocratie ouvrière fut remplacée par de nouveaux dirigeants syndicaux militants et les syndicats démocratiques devinrent dominants au sein de la Fédération coréenne des syndicats (FKTU).

KCTU, une nouvelle étape du mouvement ouvrier

Dans la première moitié des années 1990, le mouvement syndical démocratique se composait de trois courants :

1. une fédération syndicale militante des petites et moyennes entreprises (KCTU, Korean Council of Trade Unions — Conseil coréen des syndicats) ;
2. une coalition des grands syndicats des grands groupes (« *chaebol* ») qui était proche de la KCTU, mais maintenait son autonomie ;
3. la fédération des employés.

Il faut remarquer que tous ses syndicats continuaient à fonctionner dans le cadre organisationnel de la FKTU moribonde.

Finalement, en 1995, ces courants d'un syndicalisme démocratique se sont unifiés, sous le parapluie de la Confédération Coréenne des Syndicats (KCTU). Ce processus de construction de la KCTU comportait un double volet : d'un côté la réalisation de l'unité ouvrière, de l'autre, la recherche d'un compromis interne, reflétant la différenciation des orientations d'un syndicalisme démocratique.

Sous l'impact des attaques incessantes, patronales et gouvernementales, certains secteurs au sein du syndicalisme démocratiques commençaient à préférer un « *partenariat* » avec l'État et le Capital. La première direction de la KCTU représentait ainsi un tournant droitier du syndicalisme démocratique, ce qui provoquait une critique violente de la part de la base et des courants de gauche.

Le courant droitier au sein du syndicalisme démocratique préférait la négociation à la lutte et l'alliance avec les ONG au mouvement populaire en adoptant ainsi une orientation social-démocrate. Mais ce courant était le mélange instable d'un nationalisme pro-nordiste et d'une formation réformiste. Un autre courant émergeait également, surtout parmi les ex-militants et les sommets de la bureaucratie, qui favorisait un syndicalisme d'entreprise l'opposant à un syndicalisme politique et optait pour une structure et une pratique de la négociation institutionnalisées. Finalement, des militants se rassemblaient dans un courant de gauche au sein de la KCTU, avant tout des militants de base et des dirigeants syndicaux de gauche.

Cette constellation interne fut soumise au test de la grève générale de décembre 1996 et janvier 1997. Devant l'attaque annoncée du gouvernement néolibéral, la KCTU a su se préparer à mobiliser toute les forces du mouvement syndical démocratique : elle réussissait à imposer un recul au gouvernement et obtenait la révision de la législation du travail. Malheureusement, en fin de parcours, la direction droitière reculait vers des grèves partielles, ce qui devait provoquer une forte critique des grévistes et de la base.

A la fin de l'année 1997, sous l'énorme pression de la crise économique, la direction droitière optait pour le compromis avec le gouvernement et acceptait le droit des patrons de licencier. Cela signifiait la trahison des gains imposés par les luttes ouvrières de la décennie passée. Un violent débat a suivi quant à l'orientation et aux perspectives des syndicats. L'intervention résolue de la base permit de renverser la direction irresponsable. Sous la nouvelle direction militante, la KCTU organisa la résistance à l'offensive néolibérale de l'État et du Capital.

DLP : un pas en avant ou un piège pour une politique ouvrière

A l'élection présidentielle de 1997, Kwon Young-gil, l'ancien dirigeant central de la KCTU, se portait candidat. Il obtenait peu de voix. Après l'élection, Kwon et ses collègues formaient un nouveau parti, le Parti démocratique du travail (DLP, Democratic Labor Party), avec le support officiel de la KCTU. Kwon était un journaliste, dirigeant de la fédération des journalistes et des travailleurs de la presse ; il représentait la tendance social-démocrate, la droite réformiste, dont la perpective était le légalisme et l'électoralisme. Malgré l'engagement des dirigeants centraux de la KCTU, la base ouvrière ne s'est que peu engagée, ce qui reflète à la fois le bas niveau de la conscience ouvrière et la méfiance de la base envers les dirigeants.

Au début du lancement du DLP, celui-ci manquait d'un large soutien et ceci malgré la pression de la droite de la KCTU en sa faveur. Mais en septembre 2001, l'aile nationaliste du mouvement syndical décidait d'adhérer en masse au DLP, avec l'intention de s'emparer de la direction du parti. Cette tendance nationaliste, qui constitue la majorité du mouvement syndical, avait refusé de construire un parti politique indépendant, à cause de son orientation pro-nordiste. En effet s'alignant sur la direction nord-coréenne — à la- quelle elle cède la direction du mouvement — elle considère que le mouve-

ment en Corée du Sud doit construire un front, mais pas un parti indépendant.

Une fois lancé, le DLP a commencé à se développer tout en étant secoué par des luttes de fraction ininterrompues. Il y a des courants de gauche en son au sein, mais leur influence reste négligeable. Lors des élections municipales de 2002, le parti obtenait environ 8 %, mais aux élections présidentielles le candidat Kwon obtenait moins d'un million de voix (moins de 3 %) sur 28 millions de votants.

Le DLP semble monopoliser le support de la KCTU au détriment des autres organisations de la gauche. Mais malgré les liens entre la KCTU et le DLP, ce dernier n'a pas réussi à s'assurer le contrôle de la KCTU, et encore moins celui du mouvement dans son ensemble. La raison en est que le DLP est dominé par l'électoralisme, l'opportunisme dans les luttes de masse, par un manque de démocratie interne, une bureaucratisation croissante et une orientation réformiste et social-démocrate, bref, un embourgeoisement et une institutionnalisation précoces. En attendant les élections générales de l'année prochaine (2004), toutes sortes d'ambitieux opportunistes y adhèrent en vue d'être candidats.

Le DLP a en tête le modèle du PT brésilien, le Parti travailliste britannique ou les Partis sociaux-démocrates allemand et suédois. Mais il est apparu dans une situation totalement différente où manquent les conditions matérielles pour un réformisme social-démocrate. C'est alors l'électoralisme et le sensationnalisme qui perturbent de manière systématique une politique de réformes en faveur de la classe ouvrière.

Nouveau gouvernement et combat des travailleurs

En décembre 2002, Roh Moo-hyun gagnait l'élection présidentielle. Ses supporters devaient la considérer comme une révolution électorale. Comme Roh fut un des dirigeants les plus faibles avant et pendant la campagne, ses erreurs affaiblissaient sa position ; son parti était divisé alors qu'un troisième candidat bourgeois, Jung Mong-joon montait en force. Mais il avait battu un rival très fort, Lee Hoi-chang, juge de la Cour suprême qui avait déjà été candidat présidentiel. Cela signifiait la continuation du gouvernement de Kim Dea-jung et la victoire du libéralisme sur le conservatisme. Cela aurait pu être interprété comme étant une situation favorable pour la démocratie et le progrès social.

Mais la faiblesse fondamentale du régime consiste en une base sociale faiblement organisée. Le président Roh jouissait d'une popularité personnelle, spécialement parmi une jeunesse ardente. Mais comme président, il fut entouré par des conseillers certes réformateurs mais inexpérimentés ; et son équipe et lui-même furent continuellement attaqués par des médias conservateurs, les partis de l'opposition et même par son propre parti.

En contraste avec son progressisme apparent, son orientation fondamentale était la réforme néolibérale, dans la continuité du gouvernement précédent et sous la pression des patrons coréens et du Capital international. Dans ce contexte sa position pro-États-Unis et anti-ouvrière a été consolidée.

Lors d'une visite aux États-Unis, en avril dernier, alors que tout le monde attendait une preuve de son anti-américanisme, il a fait une bonne impression sur Bush et a noué une amitié avec le pire belliciste, surprenant ainsi ses supporters comme ses ennemis. Accordant son soutien à toutes les mesures des États-Unis, il devenait ainsi un deuxième Blair, mais en Asie orientale. En automne, au moment même où le régime de Bush était menacé en raison des pertes subies par les forces d'occupation en Irak, il a tendu la main à Bush en y envoyant un contingent coréen, sans avoir consulté son opinion publique. Tout cela a suscité une opposition massive contre le gouvernement Roh et l'impérialisme américain.

Quant à sa politique sociale, la même histoire s'est répétée. D'abord, il a exprimé sa sympathie pour les travailleurs et certains dirigeants syndicaux ont rejoint le gouvernement, à titre personnel, témoignant des illusions quant à ses positions progressistes. Mais devant la montée de la pression du Capital, il changeait de politique.

L'offensive de novembre

Depuis l'ouverture de la crise économique, les attaques contre les conditions de vie des travailleurs et les droits syndicaux, la classe ouvrière se trouvait devant une situation sans issue sauf la lutte pour la survie. 60 % de la force de travail subit le temps partiel, le travail précaire et occasionnel ; et ceux qui ont un travail fixe sont exposés à l'insécurité, la flexibilité, les délocalisation, le harcèlement permanent et la violation des lois sociales par les patrons.

L'offensive des patrons est très sévère en particulier dans les entreprises où des syndicats forts ont réussi à défendre les droits des travailleurs. Les patrons y ont recours à tous les moyens, légaux et illégaux, tirant profit de l'indifférence et l'inaction du Ministère du

travail. Et récemment, de plus en plus de capitalistes ont recours à la justice pour obtenir la saisie provisoire des salaires et des propriétés syndicales ou pour obtenir des militants et dirigeants syndicaux des « *compensations financières* », détruisant ainsi la vie de leurs familles.

C'est dans ce contexte qu'une série de suicides ont eu lieu : la subsistance élémentaire des travailleurs combatifs et des militants syndicaux n'est plus garantie. Le 17 octobre, Kim Ju-ik, dirigeant d'un syndicat local, s'est pendu à une grue, à 35 mètres du sol, après une grève de 129 jours. Hanijn Heavy Industry, une des grands trusts (« *chaebol* »), avait refusé une petite augmentation salariale, persistant dans la tentative de briser le syndicat d'entreprise.

Un autre dirigeant syndical local, Lee Hae-nam, s'est immolé par le feu pour protester contre le harcèlement incessant des travailleurs et de leur syndicat. La Sewon Tech Inc, un sous-contractant de l'industrie automobile, a utilisé tous les moyens possibles pour détruire le syndicat, notamment en louant les services des gangsters locaux. Beaucoup de travailleurs furent blessés par la violence aveugle des tueurs à gages. Le 26 octobre, la veille de la grève, Lee Yong-seok, dirigeant syndical des journaliers de la Labor Welfare Corporation, s'immolait par le feu lors d'une manifestation ouvrière à Séoul.

Comme le suicide relève d'une forte détermination personnelle, il est incontrôlable, même si tous les militants s'y opposent. Pourtant devant ce malheur, un chef de la police en charge de la KCTU, exprimait sa propre théorie de la conspiration, annonçant que la série de suicides constituait un « *projet planifié* ». Évidemment, il fut violemment critiqué de tous les côtés, et licencié. Mais le président, lui, ne fut pas licencié, même s'il déclarait que dans une société démocratique

le suicide ne peut être un moyen pour trancher un conflit. Cela montre que l'ex-avocat des travailleurs refuse de reconnaître la dure réalité à laquelle des millions de travailleurs font face.

Pour protester contre l'attitude anti-ouvrière du gouvernement et d'une bourgeoisie déchaînée, les travailleurs ont organisé une grève de 4 heures le 6 novembre, puis le Rassemblement national des travailleurs du 9 novembre et finalement la grève générale du 12 novembre, à laquelle plus de 150 000 d'entre eux ont participé dans l'ensemble du pays. Mais le gouvernement n'a pas cédé ; au contraire, il a fait emprisonner 50 travailleurs pour violence et a menacé la direction de la KCTU. En plus, il essaya de réviser la loi sur les rassemblements et manifestations, s'en prenant ainsi aux droits démocratiques. Mais ce genre de mesures ne devait pas arrêter le combat.

Les travailleurs immigrés en lutte pour leurs droits

Au même moment, des milliers de travailleurs immigrés démarraient leur grève de la faim contre la mesure gouvernementale visant à les déporter. Les immigrés sont utilisés pour les emplois les plus sales, dangereux et au rabais que les travailleurs refusent d'accepter parce que les salaires sont trop bas et les conditions de travail insupportables. Dans ces conditions terribles, les immigrés, hommes et femmes, sont des victimes faciles de l'exploitation capitaliste et de la discrimination raciste.

Après de longues années d'un traitement inhumain, de violence et de harcèlement, les travailleurs immigrés ont commencé à s'unir contre les capitalistes coréens et le gouvernement, ainsi que contre les groupes philanthropiques et religieux qui les considèrent comme des victimes qui ne devraient pas prendre la voie de la lutte. Les travailleurs immigrés ont tiré des leçons de l'expériences du mouvement ouvrier coréen. Finalement, ils ont réussi à créer leur propre syndicat, le MB-ETU (Migrant-Branch, Equality Trade Union : Secteur immigré, Syndicat Égalité, affilié à la KCTU) ouvrant ainsi une nouvelle étape pour les travailleurs immigrés en Corée.

Pour le moment, ce syndicat est en tête de la lutte contre la discrimination et la surexploitation des travailleurs immigrés. Le suicide d'un couple d'immigrés, menacé d'être déporté, relançait le combat contre la politique de déportation du gouvernement coréen, et son fallacieux Système du permis de travail, qui n'est qu'une nouvelle version de l'esclavage. Partout dans le pays des centaines de travailleurs immigrés continuent à faire des « *sit-in* » malgré le temps froid.

Les paysans contre la mondialisation

Le 12 novembre, plus de 100 000 paysans se sont rassemblés pour protester contre la politique désastreuse qui a détruit la base de leur subsistance. L'ouverture du marché et la libéralisation commerciale du secteur, sous la pression de la mondialisation impérialiste, poussent les paysans dans la misère.

La plupart d'entre eux sont terriblement endettés, afin d'assurer leur survie. Dans ce contexte, les paysans et leurs organisations sont à la tête de la bataille contre la mondialisation néolibérale. A Cancun, au Mexique, Lee Kyung-hae s'est donné la mort pour protester contre l'OMC, en criant « *l'OMC tue les paysans !* ».

Une campagne appauvrie, une population âgée, une concurrence exacerbée, une série de catastrophes naturelles, une politique gouvernementale désastreuse et une extension rampante de la mondialisation — tout cela a poussé les paysans devant un choix involontaire entre les luttes désespérées et la disparition résignée.

Lors du Rassemblement national des paysans du 12 novembre, 100 000 paysans de l'ensemble du pays occupaient les rues du centre de Séoul et paralysaient le trafic, faisant face à la police « *anti-émeute* ». Certains d'entre eux ont organisé des sit-in pour protester contre les arrestations dans les stations du métro. Et ils planifient une nouvelle mobilisation.

Révolte antinucléaire à Bu-an

Un autre point chaud est une lutte locale contre les déchets nucléaires. Le gouvernement a rendu public le projet de construction d'une usine de retraitement des déchets nucléaires sur l'île de Wi-do, près de Bu-an, une région de la Côte occidentale avec une population de 70 000 habitants.

La bataille a démarré il y a près de cinq mois, quand le gouvernement a décidé de construire l'entreprise à Wi-do, sans annoncer la localisation exacte du site. Pour réaliser son projet, il a tenté de corrompre les habitants, manipulant la population locale tout en méprisant la forte opposition et en misant sur son ignorance ainsi que sur l'incrédulité des habitants de la région.

Une série de fausses promesses et de manœuvres ont exaspéré le peuple, au point que des protestations quotidiennes eurent lieu, des veillées aux bougies furent organisées, suivant en cela l'exemple de la protestation contre les soldats américains dont le char avait écrasé deux jeunes écolières l'année passée. Ainsi, cette lutte antinucléaire devient un symbole de la rébellion populaire.

Comme si cela ne suffisait pas, le gouvernement Roh a insisté sur la mise en application du projet de digue de Saemangum, symbole du développement insoutenable, qui détruira un énorme domaine maritime naturel, tout cela malgré une protestation nationale.

Progressivement, la population locale perdait toute confiance dans le gouvernement, occupait le centre de la ville et organisait manifestation après manifestation contre le déploiement de la police armée. La situation empirait encore devant les brutalités de celle-ci. Finalement, après l'affrontement du 13 novembre, plus de 14 000 policiers occupaient le district de Bu-an, à l'image de ce que fait l'armée américaine en Irak.

Beaucoup de manifestants furent arrêtés, surtout des personnes âgées, et des centaines furent blessés par la police. La société civile et les groupes en défense des droits humains, les mouvements sociaux et populaires ont à plusieurs reprises demandé un référendum pour résoudre le problème. Mais le gouvernement a rejeté cette proposition en expliquant que c'est la violence de la population locale qui est en cause.

Mouvement anti-guerre et mouvement anti-mondialisation

Le mouvement anti-mondialisation en Corée a été initié par le KoPA (Action du Peuple Coréen contre l'OMC et l'Accord du libre-échange), une coalition contre la globalisation néolibérale organisée par des syndicats, des associations paysannes et d'autres groupes sociaux et de gauche. Depuis sa constitution, en 1998, il a été partie prenante de la plupart des mobilisations internationales, de Seattle à Cancun, ainsi que des Forum sociaux mondiaux.

La lutte contre la mondialisation fut au centre du mouvement de masse, en particu-

lier après le début de la crise économique. Le mouvement paysan y jouait un rôle essentiel. Grâce aux efforts du KoPA, le mouvement syndical s'est engagé de plus en plus au sein du mouvement anti-mondialisation.

Par contre, malgré la forte opposition contre la guerre fondée sur l'expérience populaire de 1950-53, le mouvement anti-guerre constitue un phénomène nouveau. Ainsi la mobilisation du 15 février 2003 fut une expérience nouvelle pour les gauches coréennes et les mouvements populaires. Mais, alors que le gouvernement décidait d'envoyer un contingent de l'armée en Irak, la lutte anti-guerre s'est déchaînée devenant un combat politique national.

Le 28 septembre et le 25 octobre, les mobilisations étaient organisées en liaison avec le mouvement international. La décision du gouvernement d'envoyer un contingent supplémentaire en Irak, sous la pression du gouvernement Bush en crise politique, devait donner une nouvelle impulsion au mouvement anti-guerre en Corée.

En général, comme ce fut le cas avec l'offensive ouvrière de novembre, les enjeux nationaux constituent la priorité des mobilisations. Néanmoins, depuis quelque temps, on peut observer un lent processus de politisation fondée sur une perspective internationale. La combinaison dialectique entre les luttes nationales et internationales devient ainsi une tâche plus importante pour le mouvement ouvrier et la gauche radicale.

Politique de la classe ouvrière

En lançant la KCTU, le mouvement ouvrier a posé deux objectifs stratégiques : construire un parti des travailleurs et aller d'un syndicalisme d'entreprise vers un syndicalisme d'industrie. Le but est d'organiser le secteur politique du mouvement de la classe ouvrière, et de construire une organisation plus efficace afin de renforcer son unité. Ainsi, en ce moment, la construction de syndicats d'industrie est en cours, en fait elle est presque réalisée, et leur parti existe déjà, il s'appelle DLP.

Malheureusement ce processus a subi de graves distorsions. En premier lieu, la poussée vers un syndicalisme d'industrie fut avant tout une manœuvre de la bureaucratie syndicale de la KCTU — des centristes, politiquement parlant. Fondamentalement, il existe une tension entre la direction syndicale et la base ; il s'agit d'une sorte de lutte pour le pouvoir. La vraie bataille est entre la direction de la fédération et les directions syndicales au niveau local et d'entreprise ; surtout que certains secteurs, tels que l'automobile et les constructions navales, ont une grande capacité de mobilisation et des ressources financières importantes. Les directions fédérales et la direction confédérale, atteintes de bureaucratisme de manière croissante, favorisent une structure centralisée. Mais les militants de base se sont opposés à cette procédure bureaucratique, arguant que cette version du syndicalisme d'industrie perturbe son caractère de classe. L'opposition entre les bureaucrates et les militants de base a ainsi conduit à des débats et des conflits internes, tout en préservant la dynamique de la lutte de classe.

Si le DLP est parvenu a préserver le soutien officiel de la KCTU, sa base sociale est plutôt faible en comparaison avec la taille des syndicats de la KCTU. Le parti annonce actuellement 40 000 membres, mais sa base dans la classe ouvrière reste faible. Dans les syndicats de la KCTU l'adhésion au DLP a été imposée par en haut au moment où l'aille nationaliste des mouvements populaires avait décidé d'entrer dans le DLP après son brusque tournant. Traditionnellement, dans le passé, ces forces pro-nord-coréennes s'opposaient à l'indépendance de classe politique, arguant que « *nous* » avons une direction dans le Nord et, en conséquence, « *nous* » n'avons pas besoin d'un parti politique mais devons construire un front uni...

Face à la croissance du DLP cependant, ces forces ont pris la décision d'en prendre la direction en y entrant de manière massive, pour éviter l'isolement. Le rapport des forces à l'intérieur du DLP a donc été modifié, rendant de plus en plus possible la modification de son orientation social-démocrate en faveur d'une mixture national-réformiste.

Outre le DLP il existe un certain nombre d'organisations de la gauche radicale, parmi les- quelles le Pouvoir à la classe ouvrière (PWC) et le Parti socialiste (SP) sont les plus importantes. Au sein même du DLP il y a des tendances de gauche, en désaccord avec l'orientation majoritaire. Après une série d'échecs électoraux, le SP subit une crise d'identité. Mais il compte tirer profit du tournant droitier du DLP.

Le PWC veut garder son indépendance envers l'électoralisme et l'orientation social-démocrate, poursuivant le syndicalisme lutte de classe et favorisant l'unité de la gauche — en critiquant le sectarisme et le dogmatisme — qu'il perçoit comme le premier pas vers la construction d'un parti véritable de la classe ouvrière. Le PWC joue un rôle important dans les luttes des travailleurs, au niveau local, national et international et, de plus, il est très engagé dans le mouvement contre la mondialisation et contre la guerre, même si cela ne va pas sans difficultés, car la majorité de ses membres sont actifs sur leurs lieux de travail et au sein des syndicats. Malgré sa taille modeste, il dispose d'un large réseau militant et d'une position politique affirmée, ce qui lui permet de jouer un rôle dirigeant en tant qu'opposition de gauche au sein du mouvement ouvrier.

En attendant le prochain affrontement des classes

La classe ouvrière coréenne a développé sa conscience et construit son mouvement sous la dure répression des capitalistes et de l'État bourgeois — militaire et civil — dans la lutte contre l'offensive de la mondialisation néolibérale. Malgré les faiblesses de son orientation politique et syndicale, elle joue un rôle dirigeant dans la lutte des masses populaires.

Contrairement à l'importance prise par le développement du mouvement ouvrier, les forces de la gauche radicale restent encore éparpillées, mais elles récupèrent peu à peu en vue de construire une alternative politique. Les luttes de la classe ouvrière contre l'offensive néolibérale, la dynamique antibureaucratique des bases ouvrières et la croissance d'une orientation anticapitaliste et d'une perspective internationaliste dans les mouvements sociaux et populaires constituent cependant un fondement pour le regroupement de la gauche et le développement d'un mouvement anticapitaliste ouvrier d'un type nouveau, en faveur de l'émancipation.

Cette perspective et sa consolidation sont liées avec le développement mondial des luttes ouvrières : le mouvement des piqueteros et des occupations d'usines en Argentine et le soulèvement de 2001, les vagues des grèves ouvrières en Italie, en Espagne, en Grèce et en Grande-Bretagne en 2002, le soulèvement bolivien en février et de nouveau en septembre-octobre 2003, la grève en défense des retraites en France en mai-juin 2003, ainsi que le succès de la mobilisation contre la guerre le 15 février 2003 et toute la série de mobilisations contre la mondialisation, depuis Seattle et Prague, en passant par Gênes et Barcelone, jusqu'à Cancun et Miami.

Cette dialectique dynamique des luttes nationales et internationales trace un nouveau chemin pour les mouvements révolutionnaires du XXIe siècle ainsi que la perspective d'une « *nouvelle politique* » des mouvements ouvriers internationaux. La lutte des travailleurs coréens fait partie de cette nouvelle vague des luttes et des mouvements mondiaux. ■

décembre 2003

Défaite historique du PCJ et militarisation croissante

Par
Jun'ichi Hirai*

Le résultat des élections à la Chambre Basse du 9 novembre 2003 témoigne de la complexité de la situation politique japonaise. Si le Parti libéral-démocrate (LDP), au gouvernement, n'obtient que 237 des 480 sièges — soit 10 de moins qu'il n'avait précédemment — la coalition gouvernementale tripartite menée par le LDP s'assure la majorité absolue avec 275 sièges. Avec le recul du LDP l'influence du Parti Komei (bouddhiste, centriste) au sein de la coalition va certainement s'accroître. Ce parti, soutenu par la puissante organisation religieuse bouddhiste Sohka Gakkai, a joué un rôle décisif pour permettre à la coalition gouvernementale de conserver la majorité absolue. Sans le soutien du Parti Komei, le LDP aurait été incapable de remporter des sièges au scrutin uninominal (1). Le troisième parti de la coalition gouvernementale, le Nouveau parti conservateur, qui a régressé, passant de 9 à 4 sièges, a annoncé le 10 novembre qu'il allait se fondre au sein du LDP, tirant les conséquences de son échec.

Le principal parti oppositionnel, le Parti démocrate (DPJ), soutenu par la principale confédération syndicale Rengo (Confédération japonaise des syndicats), a gagné 40 sièges, obtenant en tout 177 élus (2). Avec plus de 22 millions de voix au scrutin proportionnel, le DPJ a dépassé le LDP (moins de 21 millions de voix).

Le DPJ, qui a absorbé peu avant les élections le Parti libéral (LP) — une petite organisation de la droite néoconservatrice nationaliste — est un parti attrape-tout, amalgamant d'anciens membres du Parti social-démocrate, des syndicalistes et des politiciens conservateurs ayant quitté le LDP. Il est devenu le seul parti, capable de défier au sein du Parlement le monopole gouvernemental du LDP établi depuis près de cinquante ans.

Gauche réformiste laminée

La gauche réformiste traditionnelle sort laminée de ces élections, subissant sa plus grande défaite depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Le Parti communiste (PCJ) n'obtient que 9 sièges (11 de moins qu'en 2000) et le Parti social-démocrate (SDP) seulement 6 sièges (soit le tiers des 18 sièges obtenus en 2000). Le PCJ ne parvient à obtenir aucun siège au scrutin uninominal et le SDP n'en préserve qu'un seul (dans la Préfecture d'Okinawa, une île du Sud où est située la grande base militaire états-unienne). Bien que le PCJ et le SDP obtiennent respectivement 7,8 % et 5,1 % des voix au scrutin proportionnel, ils ne disposent ensemble que de 3 % des sièges dans la Chambre Basse. On peut donc dire que les forces de la « *gauche* » ont quasiment disparu du parlement.

Lorsqu'en 1994 le SDP a formé un gouvernement de coalition avec le LDP et que son président, Ki'ichi Murayama, est devenu premier ministre, le SDP a abandonné sa position pacifiste traditionnelle, acceptant le pacte militaire nippo-états-unien et le renforcement de l'armée japonaise (la Force d'autodéfense), contre lesquels il avait lutté durant les décennies précédentes. En quittant le gouvernement en 1996, le SDP a repris sa position pacifiste habituelle. Ces changements de cap lui ont fait perdre sa base électorale traditionnelle et nombre de ses parlementaires ont rejoint le DPJ. En même temps, attirant une partie de l'électorat social-démocrate historique, le PCJ a renforcé son influence sur l'arène politique japonaise, gagnant 14 % des voix lors de l'élection à la Chambre Haute en 1998. A cette occasion il a tenté d'apparaître comme une force politique « *fiable* » aux yeux des classes dominantes. Suivant l'exemple du SDP, le PCJ a annoncé qu'il accepterait le pacte militaire nippo-états-unien s'il entrait au sein d'un gouvernement de coalition aux côtés d'autres partis opposés au LDP, tel le DPJ. Le PCJ a également clamé qu'il était favorable à une politique ne remettant pas en cause le cadre du système capitaliste.

Ce virage à droite de la politique japonaise fut marqué par un recul continu du PCJ lors de chaque élection après 1998. En cinq ans il a perdu près de la moitié de son électorat. Fort de 300 mille membres et étant un des plus importants partis post-staliniens dans les pays impérialistes, le PCJ doit faire face actuellement à une sérieuse crise de son identité historique.

Vers un système bipartite

Tous les porte-parole des la classe dirigeante et les plus grands mass médias ont salué le résultat électoral. La « *naissance d'un système bipartite réaliste* », permettant de changer le régime en douceur grâce à la concurrence entre le bloc LDP-Komei et le DPJ, devrait à leur avis garantir la sortie du Japon de sa crise économique et sociale

---

* Jun'ichi Hirai est membre de la direction de la Ligue communiste révolutionnaire du Japon (JRCL), l'une des deux organisations sympathisantes de la IVe Internationale au Japon [A la suite d'une crise de la JRCL à la fin des années 1980, qui a donné naissance à trois organisations, le XIIIe Congrès mondial de 1991 a constaté la disparition de sa section japonaise, les trois organisations — dont l'une était constituée par la totalité du secteur féminin de la section — devenant des groupes sympathisants. Le secteur féminin ayant depuis décidé de se dissoudre dans le mouvement féministe, la IVe Internationale compte actuellement deux organisations sympathisantes au Japon : la JRCL et le Conseil national des travailleurs internationalistes, NCIW].

1. Le système électoral japonais est une combinaison du scrutin uninominal (pour 300 des 480 sièges) et du scrutin proportionnel régional (pour 180 sièges restants dans les 11 régions du pays). Chaque électeur dépose donc deux bulletins, l'un pour le scrutin uninominal et l'autre pour le scrutin proportionnel.

2. Le taux de syndicalisation des travailleurs au Japon n'atteint pas les 20 %. En majorité il s'agit de syndicats d'entreprises, non fédérés à l'échelle des branches d'industrie. Il y a trois confédérations syndicales. Rengo, la plus importante, compte près de 7 millions de membres. Sa direction nationale soutient le DPJ mais certaines fédérations et unions locales forment des bases électorales du Parti social-démocrate (SDP). La Confédération nationale des syndicats (Zenroren), seconde en importance avec environ 800 mille membres, est dominée par le Parti communiste japonais. La troisième confédération — Zenrokyo (Conseil national des syndicats) — regroupe 250 mille membres. Sa direction nationale est constituée pour l'essentiel par des militants hostiles au DPJ et au PC. Les militants indépendants de gauche (y compris de l'extrême gauche) jouent un rôle actif au sein de Zenrokyo.

grâce à l'élimination du système corporatiste archaïque.

Avec le soutien de la bureaucratie syndicale du Rengo, le DPJ s'est présenté en tant que « *réformiste* » néolibéral. Son actuel président, Naoto Kan, l'a annoncé : « *Nous devons réaliser en même temps les projets de Margaret Thatcher et de Tony Blair* ». Lorsque Jun'ichiro Koizumi a pris le cabinet après sa victoire au sein du LDP en avril 2001, il annonçait pour sa part : « *Je vais rompre avec le LDP si la majorité du parti oppose une résistance à mon projet de réformes.* » Yukio Hatoyama, alors chef du LDP, avait alors salué le discours de Koizumi, le félicitant pour son orientation néolibérale.

La plate-forme électorale du DPJ proposait d'accélérer la privatisation des services publics et la déréglementation de la sécurité d'emploi. Le DPJ soulignait la nécessité de démanteler le système social « *archaïque* », « *contrôlé par la bureaucratie de l'État* » afin d'encourager la concurrence avec le secteur privé. S'il se targue de parler au nom de la « *société civile* », le DJP représente les intérêts du grand capital. Déçues par le PCJ et le SDP, certaines ONG l'ont soutenu au nom du « *changement* », espérant mettre ainsi fin au gouvernements du LDP en place depuis la guerre. Mais beaucoup, ne voyant pas la différence entre le LDP et le DPJ, se sont réfugiés dans l'abstention. Malgré une campagne de propagande des médias visant à accréditer l'idée du « *changement* », le taux de participation enregistré fut bas : 59,86 %, soit très proche du record d'abstention enregistré en 1996.

Dans ce « *système bipartite* » les orientations politiques du LDP et du DPJ sont semblables. Les deux grands partis veulent poursuivre le politique de « *réformes structurelles* » néolibérales et la militarisation sous la houlette des États-Unis. Pour l'électorat populaire il n'y avait pas d'autre choix que celui entre le « *mal* » et le « *moindre mal* » : celui de l'aggravation de la crise sociale et de la frustration chauvine.

Après deux ans et dix mois de gouvernement Koizumi la crise économique et sociale continue de s'aggraver. Selon les statistiques officielles le taux de chômage dépasse les 5 %. Mais pour obtenir ce chiffre, ceux qui ont travaillé, ne serait-ce qu'une heure au cours de la dernière semaine du mois, ne sont pas considérés comme chômeurs. De même ceux qui abandonnent la recherche d'emplois, désespérant de trouver un salaire et des conditions de travail décentes, ne sont pas comptabilisés comme chômeurs. En réalité le nombre de ceux qui ne parviennent pas à trouver un emploi dépasse sans doute les 10 % de la main-d'œuvre. Les jeunes et les travailleurs âgés ont particulièrement du mal à trouver un emploi stable. Selon les prévisions, 40 % des jeunes qui obtiendront le diplôme en mars 2004 et voudront alors prendre un emploi stable, ne pourront le trouver. En même temps la durée du travail s'accroît même dans les entreprises où des syndicats existent, y compris le nombre d'heures supplémentaires non payées. Parfois les directions syndicales acceptent ce travail illégal au nom de la « *logique d'entreprise* ».

Le revenu réel des travailleurs continue à baisser. Sous la pression de l'énorme dette publique — qui atteint près de 7 trillions de dollars US — le système de sécurité sociale a été détérioré de manière radicale. Les budgets sociaux tels l'éducation, la santé, les retraites ont été fortement réduits. Et les dirigeants de Keidenren (Association des employeurs japonais) exigent une augmentation massive de la TVA, de 5 % actuellement à 15 % dans le futur proche.

Le premier ministre Koizumi répète continuellement son slogan « *sans réformes structurelles il n'y aura pas de croissance économique* ». Il est clair que la politique néolibérale de « *réformes structurelles* » de Koizumi aggrave les souffrances du peuple. On compte plus de 30 000 suicides chaque année. Les jeunes se détournent des syndicats car au cours des dernières trente années on n'a pas vu une grève ouvrière de masse. A cause de l'absence de résistance efficace contre l'offensive capitaliste, les sentiments de désespoir répandus parmi les travailleurs sont aisément canalisés par les courants nationalistes chauvins.

Tout au long de l'année 2003, la campagne de « *guerre contre le terrorisme* » a fait croître les sentiments chauvins contre les Coréens, stimulés encore par les crimes de la dictature de Kim Jong Il en Corée du Nord, en particulier les rapt des citoyens japonais par les agents secrets nord-coréens au cours des années 1970, confessés par Kim Jong Il lui -même en septembre 2002 lors de sa rencontre au sommet avec Koizumi à Pyongyang. Cette montée chauvine a visé également les résidents coréens au Japon et les immigrants chinois illégaux. Les groupes d'extrême-droite fasciste — dont certains critiquent l'alignement sur les États-Unis de l'extrême-droite traditionnelle — ont défié le syndicat des enseignants et l'organisation des résidents coréens en mitraillant leurs locaux. Ces groupes fascistes ont été encouragés par les politiciens connus d'extrême-droite, comme Shintaro Ishihara, le gouverneur du district métropolitain de Tokyo ou Shingo Nishimura, député du DPJ à la Chambre Basse.

Remilitarisation

Dès sa nomination à la tête du gouvernement en avril 2001, Koizumi a fait preuve d'ardeur pour redéfinir le pacte de sécurité nippo-états-unien en vue de le transformer en une alliance militaire plus efficace, permettant aux troupes japonaises d'exercer le « *droit d'autodéfense collective* » en coopérant avec les troupes états-uniennes. L'objectif avoué était une alliance militaire similaire à celle qui permet aux troupes britanniques de prendre part aux opérations de Washington. Pour parvenir à cela, Koizumi a exigé « *une mise à jour* » de la Constitution japonaise, en particulier de son article 9, qui interdit au Japon de disposer d'une force armée.

La Constitution prétendument « *pacifique* » est le résultat de la défaite de l'impérialisme japonais au cours de la seconde guerre mondiale. Peu après que cette « *Constitution pacifique* » ait été imposée, l'impérialisme américain a abandonné sa stratégie de désarmement de l'État japonais et a entrepris son réarmement, sous le nom de « *Forces d'autodéfense* », afin de « *parer les menaces d'invasion de l'URSS et de la Chine rouge* ». Mais, bien que les nouvelles « *Forces d'autodéfense* » japonaises aient crû jusqu'à devenir une armée parmi les plus puissantes et les plus modernes de la région Asie-Pacifique, la classe dominante japonaise n'est pas parvenue à réviser l'article 9 de la Constitution à cause de la puissance du sentiment pacifiste du peuple japonais.

La stratégie de « *guerre antiterroriste globale* » de Bush a encouragé Koizumi à mettre en chantier une législation « *de temps de guerre* » et à réviser « *l'article pacifiste* » de la Constitution. Après le 11 septembre 2001 une loi spéciale fut adoptée avec le soutien du DPJ pour pouvoir envoyer la flotte japonaise dans l'Océan indien afin de soutenir la force multinationale sous direction des États-Unis en Afghanistan.

L'administration Koizumi a de même soutenu de manière inconditionnelle la guerre de George Bush contre l'Irak. Après l'occupation de Bagdad, l'administration Koizumi a finalement adopté « *la facture du temps de guerre* », moyennant l'acceptation des amendements insignifiants du DJP, et a pu adopter une loi spéciale permettant d'envoyer les « *Forces d'autodéfense* » occuper l'Irak dans le cadre de la coalition mise sur pieds par les États-Unis.

Pour l'impérialisme japonais il s'agit d'un tournant historique, mettant fin à la période ouverte par sa défaite au cours de la seconde guerre mondiale. Les troupes japonaises sont maintenant engagées dans la guerre et

prêtes à réprimer la résistance du peuple irakien. La seule raison mise en avant par Koizumi pour justifier l'envoi de la « *Force d'autodéfense* » au-delà des mers en violation des lois internationales et de la Constitution japonaise, fut « *l'importance de la coalition Washington-Tokyo* ».

Mouvement pacifiste et gauche radicale

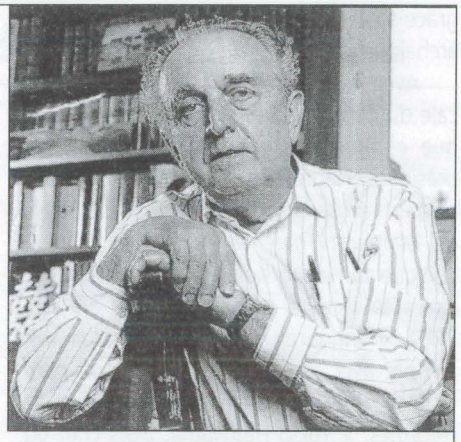
Malgré la marginalisation des partis réformistes traditionnels tels le PCJ et le SDP, le mouvement pacifiste indépendant a été capable de mobiliser des dizaines de milliers de personnes contre la guerre de Bush et le soutien de l'administration Kuizomi à cette dernière. Les manifestations continuelles de mars et avril 2003 furent relativement modérées dans leurs formes et leur caractère politique pourrait être caractérisé comme pacifiste primitif. Mais leur ampleur dépassait tout ce qu'on a pu voir depuis les mobilisations contre la guerre du Vietnam à la fin des années 1960 et au début des années 1970. Et la jeune génération, qui avait été largement dépolitisée et était devenue de plus en plus conservatrice, a joué un rôle très actif dans ces mobilisations.

Les militants du mouvement contre la mondialisation, tels ceux d'ATTAC-Japon, se sont efforcés d'établir un lien étroit entre le mouvement pacifiste et le mouvement contre la mondialisation néolibérale. En l'absence d'une résistance collective de masse contre l'offensive néolibérale, le mouvement contre la mondialisation néolibérale a été très réduit au Japon avant les mobilisations anti-guerre du printemps 2003. Mais depuis nous avons pu voir que les jeunes et les travailleurs qui frappent à la porte de la campagne en faveur du Forum social mondial sont de plus en plus nombreux.

Devant la grave crise des partis de la gauche traditionnelle, la gauche révolutionnaire japonaise doit à la fois profiter de toutes les possibilités pour renforcer l'opposition de masse contre la guerre de Bush et la militarisation du Japon et mettre en œuvre le processus de regroupement des groupes de gauches très fragmentés par un débat ouvert et démocratique.

Nous devons ouvrir la voie conduisant à la fondation d'une force crédible de la gauche alternative. Une force capable de peser en Asie orientale, c'est-à-dire aussi en Corée, en Chine et à Taiwan, et d'établir des liens avec les autres pays de la région Asie-Pacifique. A nous de saisir cette occasion. ■

Georges Boudarel (1926-2003)



Nous étions nombreux au Père-Lachaise, le 30 décembre, à assister aux obsèques de Georges Boudarel, décédé le vendredi 26 décembre dans la maison de retraite où il se trouvait depuis quelques années, après un accident vasculaire cérébral.

Son nom n'a été véritablement connu par un large public qu'au début des années 1990. Tout avait commencé lors d'un colloque sur « *l'actualité vietnamienne* » organisé au Sénat par une institution officielle. Georges Boudarel faisait partie des orateurs prévus. Au moment où il s'apprête à prendre la parole un individu entouré d'une vingtaine de comparses lui arrache le micro et se présente : Jean-Jacques Beucler, ancien député, ancien secrétaire d'État à la défense (1977-1978), ex-prisonnier du Vietminh de 1950 à 1954. Il demande à Boudarel s'il est bien celui que son ami, le colonel Mitjavillle, décédé en 1988 « *des suites lointaines de sa captivité* » lui avait désigné comme ayant « *dirigé* » un camp de prisonniers français pendant la première guerre d'Indochine. Après la réponse de Boudarel, il l'invective violemment, l'accuse d'avoir du sang sur les mains, le traite de boucher et quitte les lieux avec son escorte.

L'affaire Boudarel était lancée. La presse se déchaîne à partir d'un article au vitriol publié par le même Beucler dans le *Figaro* du 19 février 1991. Tous participent à la curée ; même *Le Monde*, fidèle à sa pseudo-objectivité, consacre près d'une page entière à l'accusation et trois micro-colonnes à la défense. Il devait se rattrapper plus tard, en décembre 1995, en publiant une excellente lettre de Laurent Schwartz.

Qui était donc Boudarel ? Peu le connaissaient et savaient que Jacques Doyon l'avait présenté en 1973 sous le pseudo de Boris dans son passionnant ouvrage *Les soldats blancs d'Hô Chi Minh*.

Jeune communiste, Boudarel arrive à Saïgon à la fin de 1948 comme professeur de lycée. Il entre aussitôt en contact avec le Groupe culturel marxiste regroupant des communistes français et vietnamiens. Au moment de recevoir sa feuille d'incorporation militaire il décide de rejoindre le Vietminh : le 17 décembre 1950 il choisit donc de devenir un condamné à mort par contumace pour insoumission puis désertion. Il travaillera à la propagande radio-diffusée en langue française puis on lui demandera d'effectuer la longue « *marche de solidarité* » vers le Nord (2 000 km en six mois, et pas sur une Nationale…). Là-bas il sera affecté pour faire de la propagande auprès des prisonniers français du camp 113. Indiscutablement ce n'est pas ce qu'il a fait de mieux : à l'époque il se vouait à l'idéal dévoyé du communisme stalino-maoiste. Croyant œuvrer à la libération de l'homme, il participait certes au combat pour l'indépendance du Vietnam mais en même temps à la venue d'un régime bureaucratique et policier dont le Vietnam n'est pas encore sorti. L'important est qu'il a toujours agi par conviction et qu'après le rapport Khrouchtchev de 1956, il est parvenu à revoir son passé d'un œil très critique : en témoignent nombre de ses écrits et notamment son autobiographie parue fin 1991 (1). Il y montre que, sans avoir jamais commis les actes de violence dont il était accusé, il avait contribué à diffuser « *la bonne pensée* » parmi les prisonniers car il « *y croyait* ». On devait apprendre par la suite que plusieurs de ceux qui le diffamaient, notamment Beucler, avaient accepté de participer à la rééducation politique des prisonniers, mais davantage avec l'espoir de mieux s'en sortir que par conviction…

La stalinisation du régime de Hanoi l'amène à quitter le Vietnam, d'abord pour Prague en 1964, puis pour la France en 1967, alors que venait d'être votée une loi d'amnistie pour « *tous crimes ou délits commis en liaison avec les évènements consécutifs à l'insurrection vietnamienne et antérieurement au 1er octobre 1957* ». Il deviendra alors maître-assistant d'histoire à l'Université de Paris VII Jussieu.

A l'instigation de Beucler, une plainte pour « *crime contre l'humanité* » avait été déposée en avril 1991. Elle sera considérée comme « infondée » par la justice française. Le dernier épisode date de juin 1998 et déboute ses accusateurs.

Parallèlement son nom devenait de moins en moins prononçable au Vietnam en raison de ses vigoureuses critiques contre la bureaucratie et le musèlement des intellectuels. Quelle n'a pas été notre surprise en apprenant qu'en septembre 2000 un article vantant ses mérites était paru au Vietnam. Il était signé Huu Ngoc, qui avait remplacé Nguyen Khac Vien aux Éditions en langue étrangère. Nous l'avons publié dans le n° 455 de février 2001 d'*Inprecor*. Certes il demeurait très prudent (« *Il n'a pas hésité à émettre quelques opinions critiques qui ont été mal interprétées* ») mais il se concluait par l'espoir que Boudarel, malade, pourrait se rétablir et se rendre à Hanoi « *de sorte que ses amis vietnamiens puissent lui offrir quelque réconfort* ». Malheureusement son état l'en a empêché mais, au moins, il a eu l'ultime satisfaction de savoir que, malgré le silence officiel, ses amis vietnamiens ne l'avaient pas oublié.

Jean-Michel Krivine

1. Georges Boudarel a publié : *Autobiographie*, éd. Jacques Bertoin, 1991, 439 pages et *Cent fleurs écloses dans la nuit du Vietnam (communisme et dissidence — 1954-1956)*, éd. Jacques Bertoin, 1991, 302 pages.

Le régime militaire et le fondamentalisme religieux

Questions à Farooq Tariq*

Inprecor : *Quatre ans après le coup d'État militaire, le général Musharaf est toujours au pouvoir, malgré le changements d'alliances dans la région. Comment expliques-tu cette continuité ?*

Farooq Tariq : Trois années de régime militaire direct et une année d'un gouvernement prétendument démocratique, dont il est le président : le général Musharaf est un dictateur militaire chanceux. Il a compris que la situation internationale avait changé après le 11 septembre et il s'est réorienté pour devenir un associé de l'impérialisme étatsunien dans son « *combat contre le terrorisme* ». Ainsi, au moins en paroles, il a abandonné son engagement en faveur du fondamentalisme religieux et, dans une certaine mesure, a abandonné son camp sans honte ni excuses.

En échange, l'impérialisme l'a adoubé, acceptant son régime autoritaire sans poser de questions. Les forces impérialiste l'ont récompensé, en remettant le payement des dettes et en lui procurant de nouveaux prêts. Il est devenu le chéri des gouvernements occidentaux et l'ami de famille du président Bush. Il a été récompensé en devenant le premier président pakistanais invité à Camp David par le président Bush en juin 2003, comme n'ont pas manqué de le souligner les médias pakistanais sous contrôle.

La général Musharaf a acquis cette position en satisfaisant les exigences des institutions impérialistes : le Fonds monétaire international (FMI), la Banque mondiale et l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Il a aveuglément appliqué les conseils de ces institutions en mettant en œuvre la restructuration du secteur public, les privatisations, la baisse des droits de douane et la dérégulation. « *C'est la douloureuse recette que nous devons adopter pour surmonter la récession économique et commencer ainsi le rétablissement de l'économie malade* » avait-il annoncé en prenant le pouvoir en octobre 1999 par un coup d'État sans bain de sang. Il avait renversé Nawaz Sharif, un premier ministre impopulaire, qui bien qu'il eût obtenu une majorité des deux tiers au parlement élu en 1997, ne parvenait pas à réaliser les exigences du FMI et de la Banque mondiale en raison de la résistance massive des ouvriers et des petits commerçants. Le général Musharaf a pris le pouvoir justement pour appliquer la politique que Nawaz Sharif ne parvenait pas à appliquer...

Le résultat de la mise en œuvre de la politique exigée par l'impérialisme est un désastre pour la classe ouvrière. Le récent rapport de la Banque d'État du Pakistan indique un accroissement d'au moins 15 % de la population vivant en dessous du seuil de la pauvreté au cours des trois dernières années. Cela, alors que les médias ne cessent de chanter les louanges du « *grand rétablissement économique* » sous Musharaf et que le gouvernement se vante d'avoir porté les réserves de devises à 11 milliards de dollars, un niveau record.

Inprecor : *Les élections de 2002 ont témoigné d'une poussée des partis fondamentaliste religieux. Comment l'expliques-tu ?*

Farooq Tariq : Les masses ont perdu toute confiance envers les principaux partis politiques capitalistes. Il est vrai qu'entre les deux principaux partis — le Parti populaire pakistanais (PPP) de Benazir Bhoutto et la Ligue musulmane pakistanaise (PML) de l'ex-premier ministre Nawaz Sharif — il serait difficile de trouver une différence d'orientation politique. Dans le passé les deux avaient représenté pourtant des orientations fort différentes...

Le PPP avait été un parti populiste radical, capable en son temps d'attirer de nombreux militants ouvriers. Mais sous la direction de Benazir Bhoutto, le PPP est devenu un parti conservateur de droite, étroitement lié, à différents moments, avec les généraux et avec l'impérialisme américain. Benazir Bhoutto a été élue par deux fois au poste de premier ministre (1988 et 1994), mais s'est avérée incapable de réaliser quelque réforme que ce soit. Aujourd'hui exilée, vivant à Doubaï depuis 1998, elle dirige son parti par internet. Elle a été condamnée pour corruption au Pakistan. Son mari est emprisonné depuis sept ans sous l'accusation de corruption, de népotisme, de tentative de meurtre et de meurtre.

Lors des élections législatives d'octobre 2002, le PPP, avec 22 % des voix, est apparu comme le principal parti parlementaire. Avec d'autres grands partis bourgeois, il a mis sur pieds une Alliance pour le rétablissement de la démocratie (ARD), qui, en dépit de ses intentions proclamées, ne s'est pas avérée capable de lancer une quelconque campagne d'agitation massive contre l'actuel régime.

La méfiance envers les principaux partis politiques a conduit des secteurs significatifs à chercher refuge au sein des partis religieux. Les partis religieux ont formé une alliance, nommée Mutihida Majlis Ammal (Organisation unifiée pour l'action), qui a obtenu 15 % des voix lors des élections d'octobre 2002. La MMA est entrée dans le gouvernement provincial du Baloutchistan et, surtout, a formé le gouvernement provincial dans la Province de la frontière nord-ouest (NWFP, le long de la frontière afghane). La formation d'un gouvernement de fondamentalistes religieux dans cette province a fourni un sérieux appui aux combattants talibans en Afghanistan. Depuis, les États-Unis pressent Musharaf pour qu'il renverse ce gouvernement provincial. Pour les satisfaire et montrer que le régime Musharaf s'est sérieusement engagé contre les fanatiques religieux, le gouvernement central a conduit de nombreux raids contre les soi-disant caches d'Al Qaida dans cette province.

Inprecor : *Quelle est l'attitude de la gauche pakistanaise envers le fondamentalisme religieux ?*

Farooq Tariq : La croissance continue du fondamentalisme religieux au Pakistan constitue une menace sérieuse pour les forces

* Farooq Tariq est le secrétaire général du Parti travailliste du Pakistan (Labour Party Pakistan, LPP). Il a bien voulu répondre par e-mail aux questions d'*Inprecor*. Traduit d'anglais par J.M.

progressistes. Bien que l'on note la présence de plusieurs tendances fondamentalistes religieuses, toutes promeuvent des valeurs conservatrices de la famille, selon lesquelles la femme est inférieure à l'homme. Leur verbiage anti-impérialiste ne leur permet pas de construire une véritable force anti-impérialiste. Ce sont des forces semi-fascistes qui, dans la conjoncture actuelle, s'opposent à l'impérialisme. Le Parti travailliste du Pakistan (LPP) s'oppose tant aux unes qu'aux autres et préconise un large front des organisations de gauche et progressistes pour construire une alternative.

Nous sommes favorables à l'interdiction par l'État des organisations prônant le Jihad (guerre sainte) qui préconisent des massacres au nom de l'Islam. Mais nous nous opposons à ce que l'État interdise des organisations religieuses. Nous sommes favorables à ce que toutes les religions puissent jouir d'une totale liberté pour proclamer leurs idées d'une manière démocratique et pacifique. Mais cela ne peut aller jusqu'à autoriser des fanatiques religieux de préconiser l'assassinat.

Inprecor : ***L'État pakistanais, comme l'administration états-unienne, avait favorisé le fondamentalisme islamique...***

Farooq Tariq : Le fondamentalisme religieux s'est fortement développé en particulier après l'effondrement du stalinisme. Dans une certaine mesure il a procuré un sentiment de sécurité à de nombreux musulmans ordinaires. Certains partis religieux ont construit leurs infrastructures de masse en prenant appui sur des institutions d'enseignement religieux, les Mosquées et les organisations caritatives qui jouissaient du soutien de l'impérialisme états-unien au cours des années 1980. Ils ont également bénéficié d'un vaste soutien matériel des dirigeants réactionnaires d'Arabie Saoudite. Ils attendaient leur tour pour devenir des partis massifs. Ce moment est venu et ces partis jouissent d'un soutien plus massif que ce qu'indiquent leurs résultats électoraux obtenus lors des législatives d'octobre 2002.

Les partis religieux se sont développés avec l'aide de l'armée et de l'État. On peut dire que les forces fondamentalistes religieuses sont en premier lieu redevables à l'aide matérielle et sociale qui leur a été fournie par diverses fractions de l'appareil d'État. Mais ce n'est qu'une partie de l'histoire. Leur impressionnante croissance est aussi liée à la politique de restriction des budgets sociaux étatiques et au fait que tous les partis politiques qui ont constitué les gouvernements entre 1988 et 1999 furent incapables de fournir aux masses une quelconque aide sociale. Les partis religieux ont ainsi pu apparaître comme une alternative face à ces partis des capitalistes et des féodaux.

Peuvent-ils prendre le pouvoir au Pakistan ? Allons-nous vers une répétition de l'histoire afghane ou iranienne ? Il est peu probable que les partis religieux puissent arriver au pouvoir par la voie électorale. Ni la bourgeoisie pakistanaise ni l'impérialisme états-unien ne le permettront. Ils peuvent entrer dans un gouvernement en tant qu'allié subordonné, mais ne peuvent constituer leur propre gouvernement. Le seul gouvernement fondamentaliste provincial n'est déjà plus que toléré par le pouvoir central qui tente de le mettre sous tutelle.

La percée électorale des partis fondamentalistes religieux avait pour base l'espoir des masses qu'enfin leur situation économique serait prise en compte. Mais le gouvernement du MMA dans la Province frontalière du nord-ouest a déjà failli sur le terrain de la pauvreté et du chômage. Pour pouvoir continuer à gérer la Province, ce gouvernement a dû s'aligner sur le pouvoir central. Bien qu'il ait pu présenter à l'assemblée une loi introduisant la Charria, ce qui donnera aux islamistes la possibilité d'imposer leurs règles aux administrations et à la population, pour l'essentiel il a dû appliquer les politiques qui lui ont été dictées du centre. Il s'est ainsi montré incapable de satisfaire les aspirations de sa base sociale et sa crédibilité en a souffert.

Néanmoins les fondamentalistes religieux ont progressé aussi dans la province la plus peuplée : au Penjab. Ils se sont aussi assurés le contrôle de la plus grande ville pakistanaise, Karachi. Le maire élu à la tête de cette ville en 2001 est membre de Jamaat-I-Islami, le principal parti fondamentaliste religieux du Pakistan.

Les forces armées pakistanaises, qui pourchassent les débris des Talibans au Waziristan et dans d'autres parties de la ceinture tribale, semblent avoir oublié que les Talibans sont aussi présents dans les grandes villes, telle Karachi. Le 5 novembre dernier ils ont ainsi fait une démonstration de force, non pas dans les bidonvilles de la périphérie, mais au centre intellectuel de Karachi, lorsqu'un groupe d'une dizaine de nervis appartenant à Islami Jamiat-e-Talaba, l'aile étudiante de Jamaat-I-Islami, a mis à sac une exposition dans le Hall central de l'Université de Karachi, détruisant tout sur son passage, sous prétexte de lutte contre l'obscénité et contre la vulgarité, selon un étudiant présent qui a préféré garder l'anonymat. « *Je ne sais ce qu'ils entendent par obscénité* — disait une étudiante en fin d'études. — *Vous pouvez voir que nous avions présenté des design industriels de vêtements et d'ordinateurs ainsi que des affiches. Ils n'ont même pas regardé l'exposition, détruisant tout ce qui était à leur portée* ». De tels incidents sont devenu communs là où les fondamentalistes ont pu prendre pied dans les institutions de l'enseignement. Les gangsters semi-fascistes sont présents dans la plupart des grandes villes et leur nombre continue de croître.

Il y a 24 000 écoles religieuses — des « *Madressas* » — au Pakistan et plus d'un million d'étudiants y sont inscrits. Le régime du général Musharaf offre tout son soutien à l'enseignement religieux, prétendant que toutes ces écoles ne promeuvent pas le Jihad. L'éducation est devenue un business lucratif au Pakistan. Les écoles privées sont actuellement plus nombreuses que les écoles d'État. Il y a plus d'élèves du primaire dans le secteur privé que dans le secteur public. C'est le résultat de la réduction du budget de l'enseignement. Actuellement on dépense pour l'éducation moins de 2 % du produit national...

Pourtant le régime militaire ne peut plus maintenir avec les fondamentalistes religieux les mêmes rapports qu'avant septembre 2001. Graduellement ces relations se tendent et deviennent amères. La principale alliance des partis fondamentalistes religieux, le MMA, menace même de lancer une campagne d'ampleur nationale, en faveur de la démocratie. En commun avec l'ARD, le MMA exige que le décret sur le cadre légal (Legal Frame Work Order), pris par la présidence pour légaliser les trois ans de gouvernement militaire et les divers amendements apportés à la Constitution, soit discuté au Parlement.

Inprecor : ***Après une période de tension, il semble que les relations du Pakistan avec l'Inde s'orientent vers une pacification. Quelles en sont les racines ?***

Farooq Tariq : Au cours des 56 ans depuis la proclamation de leur soi-disant indépendance envers l'impérialisme britannique, le Pakistan et l'Inde ont mené trois guerres ouvertes. Ces trois dernières années les tensions entre les deux pays ont atteint un sommet : les deux gouvernements ont bloqué leurs frontières, ne permettant aucun échange par la route, par train ou par les airs. Mais au cours des trois derniers mois une fièvre de paix a saisi tant le régime Musharaf que le gouvernement Vajpai des fondamentalistes hindous du Bhartia Junta Pal (BJP). Les frontières doivent être ouvertes dans un délai de trois mois ! Cela est surtout le fruit de la pression états-unienne. Mais aussi le produit de la pression des masses des deux côtés de

la frontière.

L'impérialisme états-unien n'est pas actuellement favorable à une guerre entre le Pakistan et l'Inde. Il voudrait que le régime Musharaf consacre ses efforts à la guerre contre les fondamentalistes religieux et non à celle contre l'Inde. C'est pourquoi l'armée pakistanaise est en train de quitter la ligne de front avec l'Inde et de se déployer face à l'Afghanistan. Les opérations militaires dans la zone tribale à la frontière afghano-pakistanaise, menées depuis peu par l'armée pakistanaise, auraient été impensables dans le passé. Mais dans la conjoncture actuelle la priorité de l'impérialisme états-unien est d'empêcher Oussama Ben Laden et ses alliés de reprendre l'Afghanistan. Et depuis que les fondamentalistes religieux pakistanais ont pris le gouvernement provincial qui contrôle la frontière afghane, les activités de la guérilla talibane contre les forces de l'OTAN en Afghanistan ont connu un essor.

L'impressionnant désir de paix des masses indiennes et pakistanaises constitue un autre facteur de la pacification des relations entre les deux pays. En Inde, « *l'ennemi pakistanais* » a cessé d'être un argument électoral aux yeux des politiciens du BJP. Les élections du 1er décembre 2003 dans quatre États indiens en ont fourni la preuve. Le BJP les a remportées en balayant le Parti du Congrès, car il apparaît comme le parti pouvant apporter la paix avec le Pakistan. La différence est notable avec l'élection dans le Gujarat en 2002, où le BJP l'avait également remporté mais au nom d'une attitude exactement opposée envers le Pakistan...

Ce changement du climat doit beaucoup à l'activité de contacts entre les deux peuples développée par de nombreuses organisations non gouvernementales (ONG) radicales, par les partis politiques progressistes et par les syndicats. Le prochain Forum social mondial en Inde a provoqué beaucoup d'enthousiasme au Pakistan aussi et il est possible que plus de cinq mille militants pakistanais s'y rendent, parmi eux une bonne centaine de militants du LPP. Le Forum social pakistanais, organisé avec l'aide du LPP, a été un succès : des ONG radicales, des partis politiques progressistes et des syndicats ont pu se rencontrer, débattre et tisser des liens à cette occasion.

Inprecor : ***Après avoir mis sur pied un gouvernement civil, l'armée pakistanaise va-t-elle s'effacer de l'avant-scène politique ?***

Farooq Tariq : La situation politique pakistanaise demeure très volatile. L'actuel régime mixte — civil et militaire — n'est pas parvenu à se stabiliser. Le gouvernement reste faible et n'est toujours pas parvenu à se légitimer aux yeux des masses. Il reste considéré comme un théâtre de marionnettes manipulées par les militaires et le président Musharaf. Ce gouvernement aura sans doute beaucoup de mal à tenir jusqu'à la fin de son mandat de cinq ans. Après seulement une année, il doit déjà faire face à une crise après l'autre. Le ministre de l'information, Sheikh Rashid, est sans doute l'auteur de la meilleure caractérisation de ce gouvernement. Il a dit à un journaliste que le meilleur succès de ce gouvernement c'est... de gouverner encore malgré une année d'exercice. L'équipe civile a en effet fait de son mieux pour satisfaire les militaires en obéissant à tous leurs ordres. Mais une telle situation ne peut durer éternellement.

Il est possible que le soi-disant gouvernement civil soit renversé par le général Musharaf lui-même, si ce dernier se sent mal à l'aise. Musharaf veut en effet disposer du pouvoir absolu, mais en s'étant doté d'un premier ministre civil, il doit partager au moins partiellement son autorité. Il garde la possibilité de proclamer l'état d'urgence, voire la loi martiale, et une nouvelle période de dictature militaire directe ne peut être exclue. Mais tant qu'un mouvement de masse réel n'aura pas fait irruption sur l'avant-scène politique, les militaires — avec Musharaf ou sans lui — seront un des partis au pouvoir.

Inprecor : ***Fin décembre, Musharaf a subi coup sur coup deux attentants attribués aux fondamentalistes religieux. Pourquoi les forces religieuses s'en prennent-elles à la vie du dictateur ?***

Farooq Tariq : La veille du second attentat, qui a coûté la vie à plusieurs passants le 25 décembre, Pervez Musharaf est apparu à la télévision pour se féliciter de l'accord passé avec le MMA. Il a en effet besoin des voix des parlementaires du MMA pour modifier la Constitution afin de pouvoir prolonger sa dictature. La principale force fondamentaliste a ainsi montré qu'elle pouvait collaborer avec les militaires comme dans le passé. Mais les amendements à la Constitution que Musharaf compte faire voter avec l'appui du MMA l'autoriseront à dissoudre le Parlement et aussi les assemblées régionales. Cela peut lui permettre de renverser les gouvernements provinciaux au Baloutchistan et dans la province de la frontière nord-ouest. Quels que soient les accords au sommet, les fondamentalistes savent bien qu'ils ne peuvent espérer un soutien de l'État comparable à celui dont ils jouissaient avant le 11 septembre 2001. Et que Musharaf ne peut jouer sans cesse sur les deux tableaux : passer des alliances intérieures avec les fanatiques religieux et passer des alliances extérieures avec l'impérialisme américain. Il savent que lorsqu'il ne pourra plus manœuvrer sur la corde raide, il choisira de couper ses rapports avec les forces religieuses. La dernière tentative d'assassinat peut être interprétée comme un avertissement à Musharaf qu'il ne peut indéfiniment jouer sur les deux tableaux. Elle polarisera la scène politique au Pakistan plus que jamais auparavant.

Nous n'avons aucune sympathie pour la dictature militaire du général Musharaf. Mais nous nous opposons fermement au terrorisme. La disparition éventuelle de Musharaf ne changera pas grand chose à la dictature militaire — l'establishment militaire se choisira un autre porte-parole et durcira sa dictature si Musharaf ne parvenait pas à échapper à un attentat. Notre tactique de lutte contre la dictature n'a rien de commun avec celle des organiseurs d'attentats. Nous voulons la renverser par la puissance du mouvement de masse des ouvriers et des paysans. C'est l'unique solution durable à la crise actuelle.

Inprecor : ***La gauche pakistanaise n'est pas parvenue à réaliser une percée électorale. Quel espace politique parvient-elle à occuper, entre le fondamentalisme religieux et la dictature militaire ?***

Farooq Tariq : Les forces de gauche restent très faibles au Pakistan. Le LPP essaye de les unifier et un processus de regroupement et de réorganisation de la gauche est toujours en cours. Le LPP reste toujours un petit parti. mais du fait de ses activités incessantes pour les droits des ouvriers et des paysans, il a acquis pas mal de soutiens et une reconnaissance nationale. Récemment, dans le Penjab, il a dirigé une lutte de paysans pour leur terres occupées par l'armée. Sept paysans y ont perdu la vie, des centaines — dont les dirigeants du LPP — ont été arrêtés, mais ils ne se sont pas rendus. Les paysans occupent toujours plus de 68 000 acres. Ils refusent de payer un quelconque loyer pour ces terres, comme le gouvernement l'exige. Au cours de trois années de désobéissance civile ils ont défié la prétention illégale de l'armée qui a voulu s'approprier ces terres. Ils refusent de payer à l'armée et proclament « *avoir assez payé pour plus de cent ans* ». Par son intransigeance envers l'armée — le cœur du pouvoir au Pakistan aujourd'hui — ce mouvement a acquis un caractère symbolique et exemplaire. ■

100 000 à Berlin ! Succès d'une manifestation « autoconvoquée »

Par
Angela Klein et Paul B. Kleiser*

Contrairement à la situation dans plusieurs pays latins, pendant l'année 2003 il y eut peu de résistance contre les mesures néolibérales et antisociales de la coalition rouge-verte régnant à Berlin depuis 1998. Un sentiment de marasme s'est répandu dans le pays empêchant des efforts de lutte contre « *l'agenda 2010* » de Schröder. Un bon mot faisait le tour de l'Allemagne : « *Quelle est la différence entre le christianisme et la social-démocratie ? Le christianisme prêche la pauvreté, mais la social-démocratie la réalise.* » C'est pourquoi l'ampleur de la manifestation à Berlin avec plus de 100 000 manifestants a surpris tout le monde, y compris les organisateurs. Quand on commençait les préparatifs après les vacances, on espérait avoir 10 000 personnes, et une semaine avant le 1er novembre, parce que la mobilisation pour la manifestation s'annonçait bien, on croyait à 20 000, mais 100 000…! Cela dépassait les espérances les plus optimistes.

Échec du lobbying syndical

Au début de l'année 2003 les directions syndicales se sont retirées de « *l'alliance pour l'emploi* » (*Bündnis für Arbeit*) si chère au chancelier allemand parce qu'il était clair que la Fédération de l'industrie allemande (Bund Deutscher Industrie, BDI) voulait à tout prix réduire massivement les charges sociales et négocier une « *ouverture* » des conventions collectives pour flexibiliser davantage encore le travail. La même politique néolibérale fut finalement annoncée par Schröder dans son discours du 13 mars 2003 devant le Bundestag. Il déclarait : « *Nous devons réduire les prestations de l'État, favoriser la responsabilité individuelle et demander plus d'efforts de chacun.* »

Les syndicats ont alors parlé de « *l'alliance historique de la social-démocratie et des syndicats en train de se déchirer* » et ont commencé à mobiliser pour le 1er mai. Le syndicat des services, Ver.di, qui préparait déjà depuis plusieurs mois une journée de protestation contre les mesures de la « *réforme* » du système de santé, y a ajouté le thème du refus des réductions de l'allocation de chômage prévues et celui de la lutte contre les propositions Hartz (1), que la coalition rouge-verte voulait réaliser.

Mais en réalité la direction syndicale ne voulait pas d'affrontement central. Pour cette raison il y avait des bonnes mobilisations dans plusieurs secteurs et villes, mais pas vraiment un mouvement fédéral ; vu la dimension des attaques annoncées, les syndiqués attendaient un appel de la direction à une grande mobilisation nationale… qui ne venait pas. Estimant qu'une grande confrontation avec la coalition rouge-verte aboutirait à la chute du gouvernement Schröder et son remplacement par une coalition conservatrice dirigée par le ministre-président bavarois, Stoiber, ou la présidente de la CDU, Angela Merkel, les directions syndicales temporisaient. A ce moment elles croyaient encore que l'aile gauche des sociaux-démocrates (et des Verts) pourrait du moins freiner les attaques de la coalition contre le système de protection sociale et contre les chômeurs. Les manifestations, lors de la conférence extraordinaire du SPD à Berlin en juin, avaient pour but, selon les directions syndicales, de soutenir les députés de gauche dans la coalition et les délégués de gauche à la conférence. Mais puisque la social-démocratie a une longue tradition de dire oui et non à la fois, les délégué(e)s ont applaudi les interventions du chancelier et de l'équipe gouvernementale aussi bien que celles de l'opposition. La tendance générale qui prévalut, fut de ne pas affaiblir le chancelier, ce qui signifiait accepter son programme malgré tout. Finalement quelque 90 % des délégué(e)s votaient pour les propositions de la direction Schröder. La petite rébellion s'évaporait.

Seulement un millier de manifestants, venant surtout des organisations de l'extrême-gauche, ont accueilli ce vote à Berlin. Les directions syndicales qui avaient misé sur le lobbying au sein des partis vert et social-démocrate, semblaient paralysées. La plupart des syndicalistes se sentaient trahis par la social-démocratie et ne voulaient pas jouer le rôle de « *soutien critique* » à une gauche très minoritaire et sans influence. Pendant plusieurs mois devait régner une grande frustration, surtout après la déclaration du président de la confédération allemande des syndicats (Deutscher Gewerkschaftsbund, DGB), Theo Sommer, que la décision claire de la conférence du SPD était un fait qu'on ne pouvait pas chan-

* Angela Klein, animatrice des Marches européennes contre le chômage en Allemagne, est rédactrice du mensuel Sozialistische Zeitung (SoZ). Paul B. Kleiser est collaborateur du SoZ.

1. Pour une analyse de la politique de la coalition rouge-verte et du paquet de « *mesures Hartz* » (nommées ainsi d'après le nom de l'ex-chef du personnel chez Volkswagen), voir l'article de Paul B. Kleiser dans *Inprecor* n° 484, d'août 2003.

ger. Indirectement il signalait au chancelier que les syndicats ne voulaient pas continuer les mobilisations contre la destruction de l'État social par la coalition rouge-verte.

Rôle de l'extrême-gauche et de la gauche syndicale

Ainsi s'était créée une situation où il n'y avait pas de structures étant capables de jouer le rôle de catalyseur pour organiser le grand mécontentement largement répandu dans la population et surtout dans les milieux populaires. Le PDS, qui avec 4,1 % des voix lors des élections fédérales de 2002 avait perdu l'essentiel de sa présence au Bundestag (il avait pourtant gagné deux circonscriptions à Berlin-Est et dispose ainsi encore de deux députées dans la chambre fédérale) se trouvait dans une coalition avec les sociaux-démocrates dans la province de Mecklenbourg-Poméranie de l'Ouest à Rostock et surtout à Berlin où il avalait toutes les mesures antisociales demandées par la politique de l'austérité. En été 2003, sa conférence a remplacé la présidente du parti, Gabi Zimmer, par Lothar Bisky et le programme de 1993, qu'on pourrait qualifier d'intermédiaire, par un programme clairement social-démocrate. Le but de ce parti « *post-communiste* » apparaissait ainsi clairement d'être au gouvernement dans un maximum des Länder (à l'Est) avec le SPD.

De même, à l'Université d'été 2003, organisée par ATTAC dans la ville de Münster en Wesphalie, un sentiment de frustration régnait, parce que personne ne savait comment transformer le mécontentement envers le gouvernement et sa politique en mouvement progressiste sans l'appui des syndicats. Une année auparavant — juste une semaine avant les élections fédérales — une mobilisation d'ATTAC et de quelques fédérations syndicales contre les mesures antisociales du gouvernement, mais aussi contre le candidat conservateur Stoiber et son équipe, n'avait réussi a rassembler que quelque 30 000 personnes à Cologne, ce qui avait déçu les organisateurs.

Dans une telle situation seules les organisations de l'extrême-gauche et les structures syndicales les plus à gauche continuaient à dire qu'on ne pouvait attendre la mobilisation des grandes organisations syndicales pour commencer une lutte contre les « *réformes* » de l'Agenda 2010. On devait porter la protestation dans la rue avant que les mesures de l'Agenda ne soient adoptées par les deux chambres, le Bundestag et le Bundesrat (la chambre des provinces). Une coalition des « *Alliances contre Hartz* », surtout dans la région Rhin-Main, et des groupes politiques trotskistes et maoïstes appe-

Vers une mobilisation d'ampleur...

La journée d'action européenne, début avril, sera l'occasion d'une massive mobilisation en Allemagne. La confédération syndicale DGB a prévu trois manifestations : à Berlin, à Cologne et à Stuttgart. Les milieux chômeurs mobilisent centralement pour Berlin. Ces manifestations s'annoncent très massives, d'autant que la situation dans le SPD se dégrade et que le chancelier Schröder a dû quitter la présidence du parti pour ne pas être la cible du mécontentement de ses membres. Certains affiliés, surtout des chômeurs, commencent à attaquer leur direction de manière publique et très massive. La rage monte.

Cette journée d'action est le produit d'une initiative d'ATTAC lors du Forum social européen (FSE). ATTAC a d'abord gagné le soutien des directions syndicales présentes au FSE, puis s'est battu pour que l'assemblée des mouvements sociaux adopte l'initiative. Il semble malheureusement que l'initiative européenne se limitera pour l'essentiel à l'Allemagne et que peu de pays vont suivre. Cela va nous poser un problème.

Il est remarquable de voir comment ensuite s'est déroulée la préparation du 3 avril.

Après le FSE, ATTAC a d'abord essayé de se servir d'un meeting de l'initiative pour un Forum social allemand afin de le transformer en meeting de préparation de la journée d'action sous son égide. Cela a mal tourné. Finalement, c'est la gauche syndicale qui a pris l'initiative d'appeler à une conférence de préparation — elle est visiblement la seule force actuellement capable de jouer un rôle rassembleur. La conférence en question a vu les syndicats (la gauche syndicale), ATTAC et le mouvement chômeur discuter à pied d'égalité non seulement les questions organisationnelles, mais aussi des questions de fond. Par exemple, il y a eu un débat sérieux entre les chômeurs et les syndicalistes sur un revenu minimum individuel garanti et sur un salaire minimum légal. Ce sont des avancées importantes qu'il faudra cultiver.

Finalement les préparatifs pour le 3 avril vont se dérouler de façon assez indépendante du côté syndical officiel. Mais le DGB appelle à des réunions larges, incluant ATTAC – qui a déjà signalé qu'il ne veut pas représenter l'aile gauche dans cette réunion. Les chômeurs, réunis autour de la Table Ronde et parlant donc d'une seule voix, veulent s'assurer un orateur/une oratrice lors du meeting de clôture de chaque manifestation. Il n'est pas impossible qu'ils parviendront à l'obtenir.

Qu'on compare cette situation à celle de 1995. Alors, les comités chômeurs indépendants avaient organisé une manifestation nationale à Bonn ; le DGB à la dernière minute avait pris le contrôle de l'initiative et cette manifestation était apparue comme étant celle du DGB. Cela n'est plus possible aujourd'hui.

Manifestement les syndicats se rendent compte de leur faiblesse une fois qu'ils ont perdu leur partenaire politique (le SPD). Certes, seulement un courant des syndicats voit la nécessité d'une action commune avec les mouvements sociaux — mais qui peut s'appuyer sur les présidents de l'IG Metall et de Verdi... C'est une ouverture dont le potentiel est déjà incomparablement plus grand que dans le passé.

A.K.

lait à une « *conférence d'action* » ; cette conférence décidait — contre la volonté des sceptiques d'ATTAC et d'autres courants — d'appeler à une grande manifestation pour le 1er novembre à Berlin. La vérité de la gauche radicale a joué un rôle clé dans la décision et la préparation de cette manifestation, malgré les problèmes et tensions qui existent dans ses rangs.

Mais il est également évident que la gauche radicale en Allemagne ne peut normalement mobiliser que quelques milliers de personnes et que des groupes comme le MLPD (maoïste) ont tendance à vouloir tout monopoliser, ce qui limite énormément les possibilités d'action commune. Cette fois, ce sont surtout la gauche syndicale et Linksruck (Tournant à gauche, lié au SWP britannique) qui ont poussé les organisateurs à accepter que le comité de préparation berlinois prenne la responsabilité de la manifestation et qu'ATTAC prenne, après beaucoup d'hésitations, la décision de participer à la mobilisation au niveau fédéral.

Mais ce furent les conférences syndicales de Ver.di et de l'IG Metall, où il y avait une présence préparée et coordonnée de l'aile gauche syndicale, qui furent décisives. L'intervention de cette gauche syndicale, selon laquelle « *la direction fédérale et toutes les instances doivent partout mobiliser pour la manifestation contre le démontage de l'État social le 1er novembre à Berlin et appeler tous les membres à y participer* », avait finalement obtenu la majorité. Les directions n'ont rien fait pour mettre en pratique cette décision, qu'elles considéraient comme leur défaite. Sur le terrain tout dépendait donc du choix des directions syndicales locales... Mais dans les instances intermédiaires de la bureaucratie syndicale nombreux furent ceux qui en avaient marre de la politique antisociale et qui voulaient passer à l'acte.

A Stuttgart par exemple, où la direction de Ver.di de la province de Bade-Wurtemberg avait appelé à la manifestation, 27 cars se sont dirigés vers la capitale allemande. Et on pouvait voir à Berlin des centaines de drapeaux d'IG Metall du Bade-Wurtemberg et de la Ruhr où la gauche syndicale dans les entreprises a été très affaiblie au cours des décennies passées à cause de la restructuration capitaliste.

Une bonne partie des manifestants venait de l'Est (appelé « *nouveaux Länder* »), peut-être quelque 30 000 personnes. Le PDS du Brandebourg, où il se trouve dans l'opposition (contrairement à celui de Berlin) était visible, mais surtout les organisations des chômeurs, la société pour les droits de l'homme et du citoyen, la Solidarité populaire, et également beaucoup de structures syndicales de Thuringe, de Saxe, de Mecklenbourg, etc.

Nouvelle culture de protestation

Un changement des sentiments populaires s'est développé au cours de l'automne. Il n'y avait quasiment pas de journée sans que le gouvernement ou l'un des ministres n'annonce une nouvelle mesure d'austérité, alors que l'opposition conservatrice renchérissait sur la politique antisociale. Cela produisait dans les rangs des syndicats et de la gauche un climat d'amertume et de bravade qui poussait à la mobilisation. Le grand succès de la manifestation faisait revivre le courage chez beaucoup. Plus de 300 cars arrivaient à Berlin et la manifestation commençait avec quelque 40 000 personnes, mais au fur et à mesure qu'elle se déployait, de plus en plus de Berlinois et Berlinoises s'y ralliaient spontanément. Cette manifestation se distinguait des défilés habituels : pas de tristesse ni de silence, mais beaucoup de musique, des banderoles en couleurs et des panneaux festifs. Visiblement, la culture de Gênes, Nice et Florence avait dépassé la frontière allemande et, au grand étonnement des observateurs, une atmosphère de joie de vivre et de solidarité s'est répandue dans les rues berlinoises. Tout le monde savait très bien que la solidarité faisait la force, que chacun dépendait de l'autre ; « *nous sommes différents, mais nous devons être solidaires et prendre notre destin en main, parce qu'il n'y a plus personne qui nous représente, avec courage et ténacité nous pouvons gagner un monde !* » — tel était le sentiment dominant.

Pour le monde syndical surtout, cette manifestation fut un événement très important : les années de plomb, qui avaient caractérisé la période depuis la chute du mur à Berlin et l'unification allemande, étaient en train de s'effacer. Après Berlin, il y eut encore une dizaine de manifestations régionales contre la politique du gouvernement fédéral. Contre la politique des gouvernements des Länder, à Wiesbaden et Munich, les manifestations ont réuni respectivement 50 000 et 40 000 personnes. Un nouveau mouvement d'étudiants est en train de naître avec des manifestations dans beaucoup de villes universitaires.

Maintenant il faut travailler pour une jonction des courants critiques du syndicalisme et du mouvement altermondialiste. Dans plusieurs dizaines de villes existent déjà des forums sociaux et la délégation allemande au Forum social européen de Paris-Saint-Denis était significative, avec quelque trois mille personnes. Il faut maintenant renforcer le travail pour la construction d'un Forum social allemand en vue de faire apparaître un pôle alternatif durable contre la logique de la concurrence du chacun pour soi et dieu contre tous, propagée par tous les partis parlementaires. Un monde solidaire est possible ! ■

Naissance d'une gauche nouvelle

Par
Alan Thornett*

La fondation de la Coalition unitaire Respect, après les succès du nouveau Parti socialiste écossais, sera peut-être considérée demain comme un événement annonçant le renouveau de la gauche britannique.

Nous publions ci-dessous deux commentaires de cet événement — celui de notre camarade Alan Thornett et celui d'Alex Callinicos, dirigeant de la plus grande organisation de l'extrême-gauche britannique. Les deux ont œuvré pour la fondation de Respect, d'où certaines redites entre les deux articles. Il nous a semblé néanmoins utile de les présenter ensemble pour montrer ainsi les convergences et les divergences entre les deux approches. (J.M.)

Assemblée de fondation de Respect

Une nouvelle coalition politique socialiste et pluraliste a été fondée le dimanche 25 janvier à Londres, à l'issue d'un congrès regroupant près de 1500 militants. Son nom : *Respect — the Unity Coalition* (Respect, la coalition unitaire). Respect présentera des candidats aux élections du Parlement européen et de l'Assemblée du Grand Londres qui auront lieu le 10 juin prochain.

La salle a longuement applaudi debout lorsque la déclaration politique, qui fonde la Coalition, a été approuvée par le vote d'une majorité écrasante de participants. Cette déclaration avait été précédemment discutée et amendée au cours de la journée.

R.E.S.P.E.C.T. est aussi un acronyme. Il signifie : Respect, Égalité, Socialisme, Paix, Environnementalisme, Communauté et Trade unionism (syndicalisme). Ceci résume parfaitement les priorités de ses fondateurs et les aspirations du plus grand nombre.

Le congrès a élu une direction provisoire de 18 personnes qui reflète fortement le mouvement anti-guerre, dont l'initiative a émergé. On y trouve George Galloway — député de Glasgow, expulsé du Parti travailliste en octobre dernier pour son opposition à la guerre contre l'Irak et en particulier parce qu'il avait appelé les soldats britanniques à la désobéissance, Mark Serwotka — secrétaire général du syndicat des services publics et deux dirigeants régionaux du syndicat des pompiers, le cinéaste Ken Loach, Salma Yaqoub — une militante musulmane exceptionnelle dirigeante du mouvement *Stop the war* (arrêtez la guerre) à Birmingham, le dr Kalim Siddiqui — président du Parlement musulman en Angleterre, Nick Wrack — président de l'Alliance socialiste. Parmi les représentants de la gauche révolutionnaire au sein de la direction provisoire on remarquera quatre dirigeants du *Socialist Workers Party* (SWP, Parti socialiste des travailleurs (principale organisation de l'extrême gauche britannique), et finalement ma personne, au nom de l'*International Socialist Group* (ISG, Groupe socialiste international), la section britannique de la IVe Internationale.

La direction provisoire sera en charge de la campagne électorale et de l'activité de Respect jusqu'en octobre 2004. Alors un second congrès est prévu pour achever sa constitution en le dotant de statuts et de structures permanentes.

Le cheminement de l'alternative

Avec l'évolution rapide à droite du Parti travailliste, qui a laissé un vide politique à gauche, le besoin d'une organisation comme Respect se faisait sentir en Grande-Bretagne depuis la moitié de la décennie 1990. La gauche britannique était ainsi mise au défi de rompre avec son éparpillement et son isolationnisme pour construire quelque chose de neuf et de large.

Au cours des années passées, l'Alliance socialiste avait tenté de relever ce défi en Angleterre et le Parti socialiste écossais (SSP) l'a relevé, avec plus de succès, en Écosse. L'Alliance socialiste n'est pas parvenue à réaliser une percée significative, mais elle a pu commencer à déblayer le terrain pour une alternative de gauche.

Avec l'apparition d'un mouvement de masse contre l'invasion de l'Irak un nouveau pas a été franchi. Mais la *Stop the War Coalition* (StWC), si elle fut un immense succès, ne pouvait devenir une organisation politique et se présenter aux élections — ce n'est pas le rôle d'un large front unique. Lors de sa conférence en mai 2003 l'Alliance socialiste s'est rendu compte du vide politique et a lancé un appel à la formation d'une nouvelle organisation politique apte à représenter la radicalisation qui est apparue contre la guerre. Mais il manquait le catalyseur d'un tel mouvement et l'appel de l'Alliance socialiste n'a pas été couronné de succès.

En faisant expulser George Galloway, la direction du Parti travailliste a involontairement créé les conditions pour une initiative politique beaucoup plus large. Ajoutons au crédit de George Galloway, qu'il n'a pas hésité à faire un appel direct pour une nou-

* Alan Thornett, dirigeant du Groupe socialiste international (ISG, section britannique de la IVe Internationale) et membre de la direction provisoire de Respect, fait partie du Bureau exécutif de la IVe Internationale.

Salma Yaqoub dans une manifestation anti-guerre du MAB (Association musulmane de Grande-Bretagne

velle formation politique capable d'affronter les élections européennes et l'élection de l'Assemblée du Grand Londres, se disant disposé à figurer parmi les candidats si une telle formation le lui demandait. En tant qu'ex-député travailliste il donnait à un tel appel la crédibilité nécessaire. En fait il a été le premier député travailliste de l'époque actuelle à rompre clairement en appelant à créer un nouveau parti. Lorsque Ken Livingstone avait été expulsé il avait non seulement rejeté une telle perspective mais avait encore appelé ceux qui le soutenaient à demeurer dans le parti. Alors que Galloway a clairement annoncé qu'il n'avait pas l'intention de demander sa réintégration au sein du Parti travailliste, considérant qu'une telle attitude serait une trahison envers les militants du mouvement contre la guerre.

Potentiellement Respect est le plus important développement que la gauche anglaise ait connu depuis que la question du regroupement de la gauche anticapitaliste se soit posée, du fait du tournant blairiste au milieu des années 1990. L'émergence de Respect ne peut être comprise sans une appréciation du succès et de la vitalité du mouvement contre la guerre en Angleterre et de l'unité qu'il a permis de forger sur un large éventail de traditions politiques présentes en son sein. Certes, le mouvement n'est pas parvenu à arrêter la guerre. Mais il constitue la plus importante mobilisation et la plus large coalition construite en Angleterre depuis longtemps, il dispose d'un soutien massif, bref, il a été et il demeure un véritable mouvement de masse.

Dès la première grande manifestation en septembre 2002 à Londres il a été clair que le mouvement anti-guerre allait devenir un phénomène hors pair. Cette manifestation a été suivie le 15 février 2003 par la plus grande mobilisation dans l'histoire britannique, avec plus de deux millions de personnes dans les rues. Un tel mouvement avait la capacité de revitaliser et de remodeler la gauche — pour peu que celle-ci soit prête à saisir une telle occasion.

En même temps la population était confrontée à la politique sociale la plus réactionnaire du « *New Labour* » (« *nouveau travaillisme* »). Son gouvernement a introduit le payement de l'enseignement, a privatisé les écoles et a laissé le profit dicter sa loi aux services de santé. Il a encouragé le racisme et a renforcé l'extrême droite par ses attaques sans fin contre les immigrés et les demandeurs d'asile. Les partisans du Parti travailliste ont été confrontés au fait que la politique de leur gouvernement était parfois pire que celle de son prédécesseur conservateur.

La combinaison de ces deux facteurs — la guerre et la politique sociale travailliste — a élargi la brèche ouverte depuis longtemps entre les aspirations de sa base traditionnelle et le nouveau travaillisme de Tony Blair.

Nouveaux défis

La tâche consiste aujourd'hui à construire Respect en tant que nouvelle organisation politique. Il peut devenir une grande organisation de gauche radicale, intégrant la majeure partie de la gauche préexistante. Il peut aussi absorber beaucoup de membres du « *vieux Labour* » — la tradition travailliste d'avant Blair — à côté de la composante révolutionnaire. Il sera sans aucun doute une organisation plus diverse politiquement que l'Alliance socialiste ou même le Parti socialiste écossais. Une percée importante est possible si des secteurs de la gauche syndicale s'y investissent ou procurent de diverses manières leur appui à l'initiative — et il est utile de mentionner ici qu'en Écosse le syndicat des transports RMT vient de s'affilier au Parti socialiste écossais.

Mais il faut le faire vite. Il faut répondre à l'aspiration à un parti capable de s'adresser à l'ensemble de la classe ouvrière en unissant les socialistes révolutionnaires et beaucoup d'autres qui veulent lutter contre la politique droitière et réactionnaire du « *New Labour* ». Ce dont nous avons besoin, c'est d'un parti capable d'agir tant sur le terrain électoral que sur celui de la mobilisation sociale. Respect peut devenir un tel parti.

C'est une question qui est en débat en son sein et qui mérite d'être prise en considération sérieusement. La base matérielle pour que Respect devienne un parti — dans le sens politique du terme plus que dans le sens organisationnel — est beaucoup plus forte que dans le cas de l'Alliance socialiste. Pour le devenir il devra se doter d'une publication centrale unique et son agitation ainsi que son engagement dans les campagnes de masse devra se faire collectivement — tout comme le Parti socialiste écossais l'a fait.

Cette question ne sera pas résolue immédiatement et le débat va sans doute se poursuivre. Il n'est pas évident, par exemple, que le SWP — qui a joué un rôle essentiel pour la réussite de la première étape de Respect au travers notamment de son rôle au sein de la Coalition *Stop the War* — voudra qu'il devienne un tel parti. Le SWP continue à considérer que l'Alliance socialiste est « *un front unique d'un genre particulier* ». Une telle formule lui permet de maintenir les principaux domaines du travail de masse dans l'orbite du SWP, d'en éviter la collectivisation au sein de l'Alliance. Qu'en sera-t-il en ce qui concerne Respect ?

A notre avis, Respect ne doit pas demeurer un parti électoral ou une alliance électorale lâche, mais il doit se construire en tant que parti politique qui est là pour longtemps et qui est capable d'offrir une alternative au nouveau travaillisme. Le consensus existe en son sein pour qu'il soit une organisation démocratique et pluraliste, permettant aux organisations existantes de l'extrême gauche de l'intégrer tout en poursuivant leur existence en tant que courants politiques en son sein.

Malheureusement le Parti communiste de Grande-Bretagne (CPB) a décidé, lors de sa conférence exceptionnelle du 21 janvier, de ne pas rejoindre Respect pour le moment, mais de poursuivre sa politique visant à regagner le parti travailliste pour la gauche. C'est regrettable, mais cela n'arrêtera pas l'élan de Respect. Le CPB est en réalité profondément divisé sur cette question : son quotidien, le *Morning Star*, favorise Respect contre la ligne du parti et avant le Congrès de Respect il titrait son éditorial « *Tous à bord de l'express unité* ».

Il nous reste à peu près un mois pour structurer Respect et l'engager dans la campagne électorale. La première réunion de sa direction provisoire, tenue le 31 janvier, a décidé d'appeler à des conférences régionales (sur la base des circonscriptions pour les élections européennes) afin de lancer Respect au niveau régional et de faire élire ses candidat(e)s. Personne ne sait, évidemment, quel pourra être le nombre d'électeurs qui choisiront Respect. Mais il n'est pas impossible qu'il parvienne à envoyer au moins un(e) député(e) au Parlement européen. ■

Le moment est venu pour la gauche radicale

Par
Alex Callinicos*

La scène politique britannique vient de connaître une des semaines les plus dramatiques de son histoire récente. D'une part, le gouvernement *New Labour* de Tony Blair est entré dans ce qui pourrait bien être sa phase terminale. D'autre part, on a assisté à la formation d'une nouvelle coalition électorale de la gauche radicale : Respect.

Les conclusions du rapport de Lord Hutton sur le suicide de l'expert en armement David Kelly semblent blanchir Tony Blair, qui a eu la chance de dénicher le genre de juge dont rêve Berlusconi : un membre de l'establishment protestant conservateur d'Irlande du Nord que son instinct pousse à défendre l'appareil d'État. Mais le rapport Hutton soutient le gouvernement d'une manière si unilatérale qu'il souffre d'un manque de crédibilité, tant aux yeux des personnalités de la classe dominante que, ce qui est plus important, aux yeux de l'opinion publique.

La véritable faiblesse de Blair a été mise en évidence au début de la semaine lorsque la Chambre des Communes a voté le projet du gouvernement sur les droits d'inscription universitaires, dont le but est de renforcer le marché dans l'enseignement supérieur. Une importante rébellion des députés travaillistes a ramené la majorité parlementaire de Blair de 161 à 5. Comme pour le vote sur l'entrée en guerre contre l'Irak en mars dernier, Blair n'a survécu que grâce au soutien équivoque de son ministre des finances, Gordon Brown, qui brûle de lui succéder.

Un tel effondrement de la discipline du parti, en particulier pour un gouvernement disposant d'une confortable majorité, est presque sans précédent dans le système politique britannique. Une révolte bien plus limitée avait renversé Neville Chamberlain en mai 1940. L'obstination de Blair à imposer des politiques néolibérales et à participer à la « *guerre contre le terrorisme* » a progressivement miné sa base au sein de son propre parti et de la société britannique plus généralement. Pourtant il proclame avec arrogance sa détermination à aller de l'avant. « *Je n'ai pas de marche arrière* », s'est-il vanté.

Comme pour Bush, l'Irak demeure son problème le plus important. Le fait que David Kay, ancien responsable du Groupe de Contrôle de l'Irak (*Irak Survey Group*), ait admis qu'il n'y avait pas d'armes de destruction massive en Irak, et qu'il n'y en a probablement pas eu depuis le début des années 1990, réduit à néant les hypocrisies juridiques du rapport Hutton. En même temps, la capture de Saddam Hussein étant loin d'avoir brisé la résistance à l'occupation, les pertes américaines se sont élevées notablement en janvier.

Manif anti-guerre devant une assemblée du Labour Party. Blair traité de menteur

Rejet de la loyauté néolibérale et impérialiste de Blair

L'opposition à la guerre et à l'occupation est le plus important facteur de la constitution de Respect – la Coalition Unitaire (*Unity Coalition*), dont la convention de fondation s'est tenue au début de la semaine, le 25 janvier. La guerre en Afghanistan et les préparatifs de guerre en Irak ont contribué à forger une alliance anti-guerre sans précédent dans son soutien de masse et ses capacités militantes.

La *Stop the War Coalition* a été formée après le 11 septembre. Elle réunissait des parlementaires travaillistes comme George Galloway et Jeremy Corbyn, des dirigeants de la principale organisation d'extrême gauche, le *Socialist Workers Party*, tels que Lindsey German et John Rees, des personnalités musulmanes progressistes comme Salma Yaqoub et le dr Kalim Siddiqui, et des secrétaires généraux de syndicats comme Bob Crow (cheminots), Billy Hayes (postes et télécommunications) et Mark Serwotka.

Le résultat en a été un mouvement qui, à sa façon, exprimait l'approche du Forum social européen de Florence — radicalité et unité — et qui est parvenu à plonger ses racines au cœur de la société britannique. Deux millions de personnes ont manifesté à Londres le 15 février 2003. Lorsque George Bush est venu en visite à Londres en novembre dernier, il a été accueilli par une manifestation de 300 000 personnes, la plus grande marche de protestation tenue un jour ouvrable de l'histoire de l'Angleterre.

Mais le succès même des mobilisations de masse contre la guerre a permis de mett-

---

* Alex Callinicos est un des principaux dirigeants du Parti socialiste des travailleurs (*Socialist Workers Party*, SWP), la plus grande organisation d'extrême gauche en Grande-Bretagne. Le SWP, qui intègre l'Alliance socialiste et la Coalition unitaire Respect, est également la principale organisation de la Tendance socialiste internationale (*International Socialist Tendency*), un regroupement international qui s'était constitué dans le passé autour de la théorie de Tony Cliff, analysant l'URSS comme une société « *capitaliste d'État* ». Cet article a été traduit de l'anglais par J.-M.G. Le titre et les intertitres sont de la rédaction d'*Inprecor*.

re en évidence la crise de représentation politique qui secoue la société britannique. Le 15 février, avec ses millions de manifestants contre la guerre, contrastait fortement avec le 18 mars, jour où la majorité des députés travaillistes, oubliant souvent les promesses faites à leurs électeurs, avait voté pour elle. Dans les innombrables rassemblements anti-guerre qui se sont tenus pendant et après elle, de nombreux participants ont exprimé leur colère envers le parti travailliste et leur désir d'une alternative progressiste.

Le mouvement anti-guerre avait-il la capacité de mettre en perspective une telle alternative ? La gauche radicale avait déjà lancé des défis électoraux au *New Labour*. Le *Scottish Socialist Party*, par un travail acharné, et en profitant d'un système électoral proportionnel relativement favorable aux petites formations, avait obtenu six sièges au parlement écossais en mai 2003. En Angleterre et au pays de Galles, la *Socialist Alliance* avait obtenu des succès locaux, mais s'avérait incapable d'aller au-delà d'une coalition des organisations d'extrême gauche qui l'avaient formée et de gagner de façon significative les suffrages et la participation des électeurs traditionnels du travaillisme.

Deux facteurs ont favorisé l'émergence de Respect en tant que coalition plus large et plus ambitieuse. D'abord, la Coalition *Stop the War* a créé des habitudes de travail commun parmi des gens issus de milieux radicalement différents — travaillistes, révolutionnaires, musulmans — qui ont facilité la construction d'une confiance mutuelle. Deuxièmement, la colère contre Blair est particulièrement intense dans la base des syndicats. Le mouvement syndical unitaire britannique demeure un élément organique du *Labour Party* et la source la plus importante de son financement.

Mais les loyautés de toujours ont subi d'énormes pressions du fait de la loyauté néolibérale et impérialiste de Blair. La victoire du gouvernement sur les pompiers au cours de l'hiver 2002-2003 a sapé le soutien d'un syndicat qui jusque-là avait été fortement pro-*Labour*. Le militantisme se développe de plus en plus dans certains secteurs — notamment les postiers (qui ont gagné une grève importante en novembre dernier) et les fonctionnaires. L'idée que les fonds politiques des syndicats ne devraient pas aller au *New Labour*, mais servir à financer des candidats socialistes représentant les véritables intérêts des travailleurs, fait son chemin parmi les syndicalistes.

George Galloway a joué un rôle central dans la formation de Respect. De la poignée de parlementaires travaillistes qui ont continué à s'opposer à la guerre une fois celle-ci déclenchée, il a été le plus véhément et le plus consistant dans sa critique anti-impérialiste. La direction du parti travailliste a profité de tentatives maladroites (par la suite mises en évidence) de le salir comme ayant reçu de l'argent de Saddam pour le discipliner. Confronté au choix de désavouer ses critiques du gouvernement ou d'être exclu du *Labour Party*, Galloway a opté pour les principes. Il a été exclu en octobre.

L'exclusion de Galloway a agi comme un catalyseur dans la formation de Respect. Parmi ses principaux initiateurs, on trouve German et Rees du SWP, Salma Yaqoub, le réalisateur Ken Loach, les dirigeants syndicaux Crow et Serwotka, le polémiste George Monbiot et Nick Wrack de la *Socialist Alliance*. Une série de rassemblements dans tout le pays a démontré que le projet bénéficiait d'un véritable soutien.

Une ouverture à saisir

La base programmatique de Respect est résumée par son nom – qui englobe respect, égalité, socialisme, paix, écologie, communauté et syndicalisme (le mot « *respect* » en anglais possède une connotation antiraciste et implique la reconnaissance de la valeur et de la dignité individuelles). La déclaration fondatrice rédigée par ses initiateurs et approuvée par la convention du 25 janvier comporte une plate-forme principielle de résistance au néolibéralisme, au racisme, à la guerre, et d' « *opposition à toute forme de discrimination basée sur la race, le sexe, l'appartenance ethnique, les croyances religieuses (ou leur absence), l'orientation sexuelle, les handicaps, la citoyenneté ou l'origine nationale* ».

Mille quatre cent personnes se sont entassées dans la *Friends Meeting House* pour lancer Respect. Les débats, même s'ils étaient sérieux, débordaient d'enthousiasme pour le nouveau projet. Parmi les organisations qui ont apporté leur soutien se trouvait l'Association Musulmane de Grande-Bretagne (*Muslim Association of Britain*). Une des grandes réussites du mouvement anti-guerre en Angleterre a été l'implication de la communauté musulmane dans une alliance large dirigée par la gauche laïque. C'est une chose que Respect entend continuer à construire plutôt que, comme cela semble le danger pour la gauche radicale en France, de s'isoler des musulmans et d'en rejeter ainsi un grand nombre dans les bras des intégristes.

Respect est confronté à deux défis. D'abord, bien évidemment, il y a le test électoral. Celui-ci viendra le 10 juin à l'occasion des élections européennes et municipales en Grande-Bretagne. Les élections au parlement européen et au Conseil Municipal du Grand Londres (*Greater London Authority*), de loin la plus importante municipalité du pays, se font selon la représentation proportionnelle, qui est plus favorable aux petits partis que le système majoritaire en vigueur pour les élections législatives.

Blair est conscient de sa vulnérabilité dans ces élections. Au début de janvier, il a imposé au *Labour Party* la réintégration du maire de Londres, Ken Livingstone. Celui-ci, depuis longtemps travailliste de gauche, avait été exclu lorsqu'il s'était présenté avec succès aux élections municipales de 2000, après avoir été rejeté comme candidat officiel du parti. Blair craignait que si Livingstone battait à nouveau le candidat travailliste à la mairie, d'autres candidats du *Labour* pourraient également se retrouver en fâcheuse posture à Londres.

Les élections de juin offrent par conséquent à Respect une véritable ouverture. Mais la coalition nouvelle devra aussi s'assurer un soutien notable dans les syndicats. Il est vraisemblable que la plupart des syndicats qui ont soutenu la Coalition *Stop the War* resteront fidèles au Parti Travailliste, du moins à court terme. Les dirigeants des plus gros syndicats ont lancé une campagne pour « *se réapproprier le Parti Travailliste* » (« *reclaim the Labour* »). Leurs efforts ont été tout à fait stériles contre Blair, mais ils essaieront de saboter l'apparition de toute alternative de gauche.

Cela dit, deux dirigeants syndicaux — Crow et Serwotka — figurent parmi les fondateurs de Respect. Aujourd'hui le Syndicat des Transports Maritimes et Ferroviaires (RMT) est menacé d'exclusion du Parti Travailliste parce que certaines de ses branches écossaises se sont affiliées au SSP. Blair rejette ainsi le RMT dans les bras de Respect. Mais il faudra encore beaucoup d'efforts pour gagner le soutien des syndicalistes dans tout le pays. La Conférence de la Gauche Syndicale (*Convention of Trade Union Left*) qui se réunit le 7 février sera une opportunité importante.

La situation politique en Grande-Bretagne connaît aujourd'hui un élan extraordinaire. Le défi que Respect devra relever consistera à remplir le vide énorme qui s'est créé sur la gauche de Blair. Si l'on pense que le moment n'est pas venu aujourd'hui pour la gauche radicale en Grande-Bretagne, alors pourrait il venir un jour ? ■

30 janvier 2004

Une expérience unitaire inédite redonne de l'espoir à la gauche

Par
Georges Mitralias*

La « *déclaration de l'initiative pour le regroupement de la Gauche* » constitue l'aboutissement d'un long processus de rapprochement et de convergence dans l'action de secteurs de la gauche parlementaire et extraparlementaire grecque. Si les premiers pas de ce processus se situent à l'époque de la constitution et du développement du réseau grec des Marches Européennes (1997-1999), c'est l'expérience totalement inédite de la création de « *l'Espace de dialogue et d'action commune de la Gauche* » en 2001 qui l'a rendu plus concret et plus ambitieux.

Évidemment, les débuts ont été difficiles car il fallait se battre contre les méfiances héritées de plusieurs décennies de sectarisme congénital régnant au sein de la gauche grecque : les uns ignoraient les autres quand ils ne les excommuniaient pas au nom de quelques certitudes intangibles. D'ailleurs, le pari était de taille : mettre côte à côte des organisations d'extrême-gauche d'origines très différentes (trotskiste, eurocommuniste de gauche, stalinienne repentie et plus tard maoïste) avec un parti réformiste comme *Synaspismos* relevait alors de l'utopie, même s'il ne s'agissait initialement que de les faire dialoguer entre elles.

Pourtant, toute cette bonne volonté serait restée sans résultats si la capacité de dialoguer n'était pas testée dans l'action commune. Grâce au mouvement des mouvements, à ses rendez-vous et mobilisations internationales, cette action commune trouvait non seulement son cadre programmatique et son inspiration, mais aussi ses repères idéologiques et sa légitimité historique. Si le grand mérite de « *l'Espace de dialogue* » était d'être déjà mis en place pour faciliter les premiers échanges et découvertes mutuelles, c'est grâce aux rendez-vous internationaux de Prague, de Nice, de Gênes, de Florence et de Porto Alegre (où toutes ses composantes étaient toujours présentes) que s'est forgé le précieux sentiment de confiance humaine et politique qui a donné des ailes à cette expérience unitaire.

Ce n'est pas donc un hasard, que sans être son appendice « *mouvementiste* », le Forum Social grec ait été conçu et fondé par les composantes politiques de « *l'Espace* ». Démocratique, pluraliste mais aussi radical dans ses contenus et ses formes d'action, le Forum Social grec a profité des acquis de « *l'Espace* », mais en retour il a aussi contribué de manière décisive à son saut qualitatif actuel. En somme, derrière le regroupement en cours de la gauche grecque, il y a 6 ans d'un travail assidu de préparation pas à pas, qui a pu remplacer les vieux sectarismes par le respect et la confiance mutuelles grâce au dialogue démocratique et à l'investissement commun dans les combats du mouvement altermondialiste. Inutile de dire qu'un tel parcours n'a laissé intacte aucune des forces impliquées. Toutes en sont sorties transformées humainement, politiquement et même au niveau militant et programmatique !

Organisations partie prenantes... et les autres

Et d'abord, *Synaspismos*, c'est-à-dire la Coalition de la gauche et du progrès, qui en est la force dominante. Parti d'origines diverses (eurocommuniste, scissions antistaliniennes du PC grec, etc.) et ayant une représentation parlementaire (6 députés et 2 eurodéputés), *Synaspismos* reste toujours réformiste bien que sa radicalisation soit de plus en plus spectaculaire. L'amputation de son aile droitière, qui l'a presque totalement abandonné après avoir constaté ses mauvaises fréquentations (avec l'extrême gauche) et son activité « *irresponsable* » (au sein du Forum Social), l'a rendu méconnaissable. *Synaspismos* est désormais composé de quatre tendances publiques : celle de gauche qui domine largement, celle de la gauche radicale (Verte et Rouge) qui est minoritaire, ce qui reste de l'aile droitière (moins de 10 %), et enfin, celle plus modérée constituée autour de son Président (Nikos Costandopoulos). Étant donné que l'éternel nœud gordien de *Synaspismos* était la question de la « *gouvernance* », et plus particulièrement de son éventuelle alliance avec la social-démocratie néolibérale du PASOK au sein d'un gouvernement de « *centre-gauche* », son récent rejet catégorique d'une telle perspective (ainsi que la condamnation sans appel du Traité constitutionnel européen) a rendu possible son alliance avec les organisations de la gauche radicale.

Les autres organisations et mouvements signataires de la « *Déclaration* » sont : la Gauche internationaliste ouvrière (DEA), la Gauche rénovatrice communiste et écologique (AKOA), l'Organisation communiste de Grèce (KOE), le Mouvement pour l'unité d'action de la gauche (KEDA), et le Mouvement des citoyens actifs. DEA, une nouvelle organisation marxiste-révolutionnaire, fondée il y a deux ans par des militants exclus de la Tendance Socialiste Internationale, est très impliquée dans le mouvement altermondialiste et a joué un rôle déterminant dans la construction du Forum social grec et de l'Initiative pour le regroupement de la gauche. L'AKOA, qui provient du PC de l'Intérieur (son leader, Yanis Banias, en était le secrétaire général), édite le prestigieux journal du dimanche Epohi et a toujours œuvré pour l'unité de la gauche radicale au sein du mouvement altermondialiste. KEDA regroupe des cadres syndicaux exclus ou démissionnaires il y a 3-4 ans du PC grec (KKE), dont l'ex-député européen Yanis Theonas et le très populaire ex-président du groupe communiste au Parlement grec, Mitsos Kostopoulos. KOE, d'origine maoïste et organisation-sœur de la Corriente classista argentin, est la plus récente des composantes de « *l'Espace de dialogue* ». Enfin, le Mouvement des Citoyens Actifs a été fondé à l'occasion des élections communales de 2002. Ayant à sa tête la personnalité la plus emblématique de la résistance grecque Yanis Glezos, il a obtenu 11,8 % des voix a l'hyper-préfecture

* Georges Mitralias, journaliste, correspondant de longue date d'*Inprecor* en Grèce, est militant de DEA et membre de la coordination du Forum social grec.

d'Athènes et le Pirée.

Évidemment, bien que souhaitant l'unité d'action la plus large contre le néolibéralisme, le « *regroupement* » est encore loin d'englober toutes les forces de la gauche grecque. Le PC (KKE) ainsi que quelques organisations d'extrême gauche (dont les camarades de l'OKDE, section grecque de la IVe Internationale et le SEK, organisation-sœur du SWP anglais) ont opté pour l'isolement considérant que *Synaspismos* reste infréquentable, car toujours tenté par le centre-gauche. Cependant, les premiers sondages montrent que leur base voit l'expérience unitaire d'un autre œil : 51 % des ceux qui ont voté pour le PC jugent « *positive* » la constitution du « *regroupement* » (et 34 % parmi les électeurs du PASOK !) et 31,2 % d'eux déclarent qu'elle va influencer leur vote…

En somme, une certaine dynamique est déjà perceptible mais tout dépendra de la capacité dont fera preuve le « *regroupement* » pour transformer l'essai à l'occasion des prochaines élections législatives (prévues le 7 mars 2004). Pour l'instant, une chose est sûre : l'Initiative pour le Regroupement de la Gauche, qui aurait été impensable il y a 2-3 ans, est déjà un fait et constitue une expérience ambitieuse qui va bien au-delà de la simple alliance électorale. Mais, il est indéniable qu'un éventuel succès aux prochaines élections la consolidera et lui donnera l'élan indispensable dont ont besoin tous ceux et celles en Grèce qui veulent résister à la barbarie néolibérale. ■

Déclaration de l'Initiative pour le regroupement de la gauche

Document*

A. Le monde moderne a besoin d'une gauche puissante

Nous vivons une conjoncture dense en événements. Des événements contradictoires. Des possibilités et des dangers vont ensemble, des déceptions et des espoirs coexistent. Mais, ce qui est sûr, c'est que l'histoire n'est pas terminée. Cette situation contradictoire, qui perdure, est à la recherche d'un débouché, d'une orientation qui comporte une nouvelle dynamique. Cette dynamique peut être exprimée et ce débouché peut être offert par les forces de résistance sociale, de la contestation, de la subversion et du dépassement, par les forces de la gauche et des mouvements sociaux.

Nous, les forces qui signons cette Déclaration, nous exprimons notre volonté de servir en commun cette cause.

B. Qui sommes-nous — Nos idées de base

Nous qui prenons cette initiative unitaire, nous sommes des organisations et des militant(e)s inorganisé(e)s provenant des espaces historiques différents de la gauche et des mouvements sociaux. Des espaces de la gauche démocratique, novatrice, radicale, anticapitaliste, révolutionnaire et communiste, de l'écologie politique, du féminisme, de la jeunesse, des mouvements de contestation.

Ce qui nous unit est notre commune préoccupation et volonté pour que la gauche se dégage de la situation difficile où elle se trouve aujourd'hui et pour qu'elle devienne protagoniste des événements.

Nous sentons que l'heure est venue pour qu'on parle de nouveau de la gauche. Pas chacun de son coté, mais cette fois ensemble, au pluriel. Pour qu'on repose la question « *que faire ?* » et qu'on recherche les réponses actuelles.

Non pas parce que c'est nous qui le voulons mais parce que c'est le monde contemporain qui a besoin d'une gauche moderne, radicale, écologiste, mouvementiste et combative sur le terrain social. Il a besoin de ses projets visionnaires, de ses idées, de sa présence et de son action commune, de sa perspective positive qu'elle seule peut offrir.

C'est la constatation de ce besoin qui constitue notre première idée fondatrice, notre point de départ. Ce besoin n'efface pas par lui-même nos divergences, n'abolit pas les préjugés, n'amnistie pas les erreurs et ne fait pas disparaître les insuffisances. Pourtant, il impose de dépasser l'immobilisme et aide à le faire, il impose de construire des espaces de coexistence, de dialogue, de respect mutuel et d'action commune. La riche expérience de nos recherches et de nos luttes communes de ces dernières années — au sein de « *l'Espace de Dialogue et d'Action Commune de la Gauche* », dans le mouvement contre la mondialisation néolibérale et capitaliste, dans le mouvement anti-guerre, dans les luttes sociales de notre pays — nous convainc que des forces de gauche ayant des origines, des trajectoires politiques et idéologiques, des sensibilités et des expériences différentes, peuvent agir de façon complémentaire en faisant leur synthèse, élaborer des objectifs communs, faire converger leur démarche, rechercher en commun des réponses aux nouveaux problèmes, construire une dynamique. Cette Déclaration est une preuve supplémentaire de la possibilité de converger d'une façon encore plus constructive, de développer qualitativement nos efforts et notre association.

Nous ne sommes pas seuls. Et nous n'écrivons pas sur une page blanche. Nous suivons de près ceux et celles — et ils et elles sont nombreux — qui prospectent l'avenir. Nous sommes inspirés par Seattle, Porto Alegre, Gênes, Florence. Les luttes des peuples qui se développent partout dans le monde nous envoient des messages d'optimisme et nous donnent de la force : les grandes explosions populaires en Amérique Latine, les luttes grévistes en Europe, le mouvement anti-guerre aux USA, l'Intifada en Palestine, la résistance à l'occupation de l'Irak, les combats des pauvres du monde

* Cette déclaration a été signée par : la Coalition de la gauche et du progrès (*Synaspismos*, issu du regroupement de diverses scissions du PC grec), la Gauche internationaliste ouvrière (DEA, une organisation marxiste-révolutionnaire formée en 2001 à l'initiative des militants du SEK, la section grecque de la Tendance socialiste internationale, dont le SWP britannique constitue la principale organisation), la Gauche rénovatrice communiste et écologique (AKOA, issue du PC de l'Intérieur, une rupture au sein du PC grec après l'invasion de la Tchécoslovaquie par le pacte de Varsovie en août 1968), l'Organisation communiste de Grèce (KOE, d'origine maoïste, liée au Courant classiste combatif d'Argentine) et le Mouvement pour l'unité d'action de la gauche (KEDA, formé par des dirigeants syndicaux exclus ou démissionnaires du KKE, le PC grec), le Mouvement des Citoyens actifs (fondé en 2002 par le dirigeant de la résistance grecque, Yanis Glezos). Le 11 janvier 2004 ces organisations — sauf le KOE — ont formé une « *Coalition de la gauche radicale* » en vue des élections législatives du 7 mars 2004. Traduit du grec par Georges Mitralias.

entier. Le Forum social mondial et européen nous donnent de l'espoir. Nous appuyons activement le Forum social grec et toute autre initiative qui ouvre des chemins et crée des perspectives.

C. Nos objectifs communs

❶ Donner de l'espace au dialogue. Créons partout des espaces de dialogue, pour une nouvelle culture politique de la gauche, dont toute la société a besoin. Et nous parlons d'un dialogue qui ne sera pas un processus formaliste « *d'échange d'idées* » mais un effort commun en vue de comprendre la réalité, généraliser nos expériences, s'enrichir de nouvelles élaborations théoriques dont la production se multiplie au niveau international.

Ce dialogue ne représente pas une phase ou une étape précédant l'action. Il fait partie de l'action, il est une condition sine qua non de l'élargissement de ses horizons et des ses objectifs.

❷ Oui à l'action commune... L'action commune des forces ayant des différences idéologiques est un principe fondamental du mouvement de gauche, qui a fait ses preuves.

C'est une condition nécessaire pour que la gauche puisse défendre les revendications immédiates des travailleurs, résister à des politiques anti-ouvrières, autoritaires, anti-environnementales ou bellicistes, pour qu'en dernière analyse, elle justifie une des raisons de son existence. C'est exactement pour cela que le dialogue et l'action commune constituent les deux pylônes sur lesquels peut être fondé un projet de redressement et de reprise de la gauche.

Nous considérons que quand il s'agit de problèmes, d'objectifs et de revendications communes, le refus de l'action commune, les comités, manifestations ou meetings séparés, représentent une forme d'irrationalisme pour la gauche. Cela porte préjudice à sa crédibilité et à son efficacité, une situation que nous devons dépasser rapidement.

❸ Non a la guerre. La politique néolibérale, les interventions et guerres impérialistes, tant préventives que permanentes, constituent le moyen principal pour imposer l'ordre nouveau et l'hégémonie des forces du Capital partout sur la terre. Plus particulièrement, les États-Unis optent pour la guerre et la répression afin d'imposer leur hégémonie. C'est ainsi que dans le cadre de la stratégie des USA, la menace de guerre et la guerre elle-même deviennent des moyens permanents de contrôle des marchés, des ressources naturelles, comme des mécanismes des recompositions géopolitiques et d'imposition de la Pax Americana.

Dans la mesure où l'économie énergétique internationale est toujours totalement orientée vers le pétrole, les États-Unis se battent avec acharnement pour obtenir le contrôle total de ce qui reste la ressource énergétique principale de la planète, le pétrole, et à travers elle, pour imposer leur hégémonie économique et politique mondiale.

L'intervention militaire des États-Unis et les événements qui l'ont suivie et sont toujours en cours, ont dévoilé la barbarie et le

Manifestation anti-guerre du Forum social grec

visage répugnant de l'impérialisme et de son ordre nouveau , les vraies raisons de cette invasion. Sa grande victime est le peuple irakien, qui aujourd'hui est en train de résister aux troupes d'occupation.

D'ailleurs, cette intervention a offert plus de marges de manœuvre et plus de possibilités à Sharon-le boucher afin qu'il persiste, qu'il accentue son œuvre assassine en Palestine.

L'action coordonnée des peuples, des mouvements et de toutes les forces, sans exception, qui luttent pour un monde sans guerres, peut barrer la route aux lendemains dangereux auxquels nous conduisent les forces mondiales du capital et de l'impérialisme.

La résistance contre la guerre doit servir d'occasion pour une liaison plus stable et profonde des mouvements qui luttent en faveur de la justice sociale avec les plus larges forces écologistes et pacifistes.

Plus spécialement dans notre pays, le mouvement anti-guerre a donné de la visibilité à des objectifs et des revendications d'une grande importance, comme la fermeture des bases militaires, le retour au pays de toutes les troupes grecques qui sont en mission à l'étranger, etc.

Au sein du mouvement anti-guerre et de la lutte plus générale pour la paix dans le monde, nous soutenons la diminution draconienne des armements et des dépenses militaires, l'abolition de l'OTAN et de toutes les alliances militaires agressives, la fermeture des bases, l'interdiction des armes nucléaires et la dissolution des forces d'intervention rapide.

❹ Pour la défaite du néolibéralisme. Le néolibéralisme est l'idéologie d'un capitalisme totalitaire. Il a comme vision le capitalisme pur, dans une société centrée sur l'individualisme, où tout sera devenu marchandise sous le pouvoir des marchés et où le critère de base des choix et des décisions sera le profit et non les besoins de la société.

Le néolibéralisme, en tant que politique, revendique, à travers les restructurations qu'il impose au profit du capital, l'abolition de toute conquête sociale, de tout acquis des travailleurs. En somme, il constitue une agression généralisée contre la civilisation sociale dans son ensemble : la flexibilisation des rapports de travail, la déréglementation du marché du travail, le démantèlement du secteur public, la mise au rabais de l'État-providence, le sacrifice de l'environnement et de l'équilibre écologique, l'élargissement et l'accentuation de l'autoritarisme à tous les niveaux, la privatisation et la marchandisation des biens publics, sont les moyens fondamentaux dont il se sert pour atteindre ces objectifs.

La lutte pour défaire le néolibéralisme est notre objectif commun.

Malgré les brèches ouvertes à son hégémonie, le combat sera long et difficile, puisque il faut compter aussi avec la social-démocratie et les diverses versions du centre-gauche qui non seulement ne s'opposent pas à lui, mais adoptent son idéologie et se sont transformées en ses gestionnaires loyaux.

Pour que la lutte contre le néolibéralisme soit efficace il faut qu'elle soit menée en même temps aux niveaux social, idéologique et politique, qu'elle réponde et se lie aux besoins immédiats des travailleurs et qu'elle s'appuie non seulement sur des refus mais aussi sur des propositions et des politiques alternatives.

Les fronts avancés de la lutte contre le néolibéralisme sont la question de la redistribution de la richesse, les questions de l'enseignement, de la santé, de la sécurité sociale et des relations du travail, la résistance contre les privatisations, la protection de l'environnement et de l'équilibre écologique, le combat pour une amélioration globale de la qualité de vie, la défense des droits et des libertés démocratiques, etc. La lutte contre le néolibéralisme s'identifie avec la lutte pour la survie de l'immense majorité des êtres humains et de l'écosystème.

En Grèce, le néolibéralisme est représenté par les partenaires du système bipartite :

le PASOK et la Nouvelle Démocratie. Soit en tant que politique gouvernementale appliquée, soit en tant que proposition et perspective prétendument alternatives pour la direction du pays. Pour que nous puissions affronter les temps difficiles qui arrivent pour notre pays mais encore plus pour le monde du travail, il faudra que les luttes populaires fassent barrage au bipartisme et aux forces politiques qui le servent et qu'elles renforcent les forces de gauche.

❺ Contre la mondialisation néolibérale capitaliste. Le combat contre la mondialisation néolibérale capitaliste ne constitue pas un objectif à part. Il ne représente pas un « *anti* » supplémentaire. Au contraire, il constitue le niveau culminant de la formation d'une nouvelle conscience pour la gauche, le mouvement et l'internationalisme de notre époque.

Parce que c'est dans les luttes et l'expérience des mouvements sociaux que sont testées dans l'action des idées et des pratiques qui lient organiquement le local avec le mondial. Et c'est ainsi que peuvent converger dans un fleuve unique le mouvement ouvrier, des partis de gauche et des nouveaux sujets politiques ensemble avec les intellectuels radicaux et les grands courants des mouvements, des sensibilités et des initiatives sociales multiformes.

Nous participons activement à cette expérience, reconnaissant et respectant son ouverture, son pluralisme et sa démocratie. Nous nous efforçons de contribuer avec notre problématique à l'orientation et au contenu de l'action des mouvements sociaux. Pour donner aux mots d'ordre « *un autre monde est possible* » et « *les humains avant les profits* » un contenu toujours plus concret et nettement démarqué de la logique du néolibéralisme et du capitalisme. Et sans aucune concession envers les organismes internationaux (FMI, OMC, etc.) qui servent et propulsent cette logique.

❻ Sur l'Union européenne. Nous vivons dans une période durant laquelle le néolibéralisme façonne l'Europe de la déréglementation et des privatisations, l'Europe de la contrainte et de l'exclusion sociale, de la restriction des droits sociaux, qui frappe en priorité les femmes, l'Europe de l'exploitation, de l'oppression et de la répression, l'Europe du racisme et de la xénophobie, l'Europe « *forteresse* ».

Ce n'est pas cette Europe dont rêvent les peuples. Nous sommes contre cette Europe.

Nous rêvons d'une Europe de la démocratie, de la prospérité populaire, des droits et des libertés pour tous. D'une Europe de la paix, de la solidarité, du développement écologiquement soutenable, du féminisme, du progrès et du socialisme.

La position de l'UE dans la guerre en Irak et son incapacité de se tenir unie face à la provocante barbarie des envahisseurs américano-britanniques et à leur violation de tout droit international, ainsi que ses responsabilités face à l'évolution plus générale de la région, provoquent déjà d'intenses interrogations et recherches sur l'avenir de l'Union européenne et de l'Europe en général.

La légitimation a posteriori de l'intervention en Irak et sa participation active à la guerre « *antiterroriste* » déclarée par Bush, est utilisée comme un moyen et comme un outil pour renforcer l'autoritarisme et la répression au niveau national et international. L'accord USA-UE sur la lutte contre le terrorisme en est un élément caractéristique.

L'Union européenne est en train de s'élargir mais elle ne change pas. L'adhésion des nouveaux membres n'a pas seulement des conséquences quantitatives. Elle en a aussi des qualitatives qui sont très importantes. Les forces politiques et sociales dominantes, les forces du capital, veulent profiter de la construction européenne pour servir en priorité leurs propres intérêts, pour renforcer leur rôle dans le cadre de l'ordre nouveau mondial.

Cette réalité rend encore plus nécessaire d'affronter l'Union européenne en tant que pouvoir de classe, qui est structuré au niveau inter-étatique et supranational.

Les peuples européens ont besoin de constituer des fronts de lutte européens contre les politiques économiques, sociales et géostratégiques dominantes tant au niveau national qu'européen.

Priorité doit être accordée a l'Union économique et monétaire ainsi qu'aux conséquences des choix qui l'accompagnent aux dépens des couches populaires : sur les fronts du chômage, de la pauvreté, des relations et des droits du travail, de la sécurité sociale, de la prévoyance sociale, de la politique agricole et industrielle, qui menacent de dissoudre le tissu social. Dans la lutte contre le nationalisme et le racisme, pour l'insertion sociale des immigrés et des exclus. Sur le front de la politique de sécurité ; mais également sur les fronts des accords Schengen et Europol, des relations UE-OTAN et des divers pylônes, qui ont été imposés pour servir la politique des milieux économiques, politiques et militaires les plus conservateurs de l'Europe, et qui scellent aujourd'hui la marche de l'unification européenne.

En même temps, la gauche doit remplacer les divers dilemmes par la question : « *de quelle Europe a-t-on besoin ?* » afin de pousser en avant notre propre vision de l'Europe.

Notre lutte pour une Europe qui va vers cette direction est notre contribution à la lutte contre la mondialisation néolibérale capitaliste, mais aussi notre réponse aux revendications et besoins des travailleurs de la société grecque.

Répétons-le avec emphase : l'isolement national n'a pas de sens dans la logique de la gauche radicale moderne ; les fronts de lutte de classe, le changement des rapports de force et le combat pour le pouvoir, ne peuvent pas être délimités géographiquement, en ignorant les problèmes qui tourmentent les couches populaires dans tous les pays d'Europe.

Sur cette base, les peuples d'Europe, les forces de gauche et les mouvements sociaux devront coordonner leur action pour :

- Faire avancer la politique de défense et d'amélioration des droits fondamentaux démocratiques, économiques, sociaux, du travail et de sécurité sociale des peuples européens et faire battre la politique économique, sociale et géostratégique de l'UE.
- Protéger l'environnement et l'équilibre écologique.
- Faire avancer l'égalité des deux sexes par des politiques appropriées et pas en votant des lois dépourvues de conséquences pratiques.
- Repousser les projets de militarisation de l'UE et l'initiative pour la création d'une armée européenne, qui est aujourd'hui en train d'être organisée comme force d'intervention rapide partout dans le monde. Nous considérons, pourtant, le débat en cours dans la gauche européenne et dans le mouvement international contre la mondialisation capitaliste sur l'indépendance de la politique européenne extérieure et de défense comme extrêmement sérieux et nous allons le suivre systématiquement.

e. Rejeter la « *Constitution Européenne* » en gestation. Cette convention appelée « *Constitution* » abusivement et à dessein, élève le néolibéralisme au rang de principe de l'intégration européenne, abolit l'affirmation des droits sociaux, en les séparant ainsi des droits individuels, consolide l'existence d'organes de pouvoir incontrôlables. Pour ces raisons, elle constitue un recul même par rapport aux principes constitutionnels des pays européens.

La conquête et l'affirmation de la souveraineté populaire, des droits individuels, politiques et sociaux, égaux pour tous les habitants des pays européens, est le processus à travers lequel vont être construites les conditions pour l'unité des peuples européens et la constitution, après que les rapports de

force actuels soient nécessairement changés, au niveau politique et institutionnel-constitutionnel, d'une « *autre Europe* » : une Europe de paix, démocratique, écologique, féministe, internationaliste. D'une Europe des travailleurs. D'une Europe du socialisme. Cette Europe sera le résultat de la décision libre, et non pas sous la contrainte, de ses peuples qui seuls doivent décider souverainement de leur avenir. Cette « *autre Europe* » de nos rêves, respectera pleinement le principe de l'autodétermination des peuples et des nations.

● L'élaboration, au cours de ce processus, d'une proposition de pouvoir alternatif, comme politique offensive contre les forces du capital, ayant des points forts et des objectifs contre l'impunité des multinationales, les interventions impérialistes, la guerre et le système actuel d'insécurité internationale.

❼ Pour la protection des ressources naturelles et le développement soutenable. La gestion néolibérale signifie un gaspillage toujours plus grand, un pillage des ressources naturelles, qui se désintéresse totalement des générations futures, qui se fonde sur un modèle spéculatif de gestion globale de la nature. Il s'agit d'un problème central produit par le capitalisme moderne, par la brutale restructuration capitaliste et l'exploitation de l'homme par l'homme, un problème qui a contribué à agrandir terriblement le gouffre entre richesse et pauvreté dans le monde entier et a conduit à un fort déséquilibre les processus naturels de la planète, menaçant l'existence même de la vie dans l'avenir. En complète opposition avec cette logique et évolution, nous revendiquons un monde dont les ressources soient gérées durablement et en tenant compte des besoins des générations futures, où la santé publique soit protégée, les biens publics conservés et disponibles équitablement pour tous les habitants de la planète, la nature protégée, la société préservée des dangers de grandes dimensions grâce à la prévention systématique, et le capital culturel de valeur mondiale conservé. Un monde qui saura garantir un développement digne d'être vécu à tous les habitants de la planète.

❽ Pour l'égalité des deux sexes. Nous mettons l'accent sur la nécessité de souligner et de mettre en évidence l'importance de l'oppression des femmes dans les élaborations et les programmes d'action des mouvements et des partis de gauche. La lutte pour l'égalité des deux sexes, pour leur parité politique et sociale, la mise en place des politiques qui vont diminuer l'inégalité dans la société, mais aussi à l'intérieur des organisations de gauche, ainsi que l'attention particulière accordée à la violence contre les femmes — qui prend d'énormes dimensions à cause de la grande floraison de la traite des femmes en vue de leur exploitation sexuelle — et leur marginalisation, vont constituer des éléments fondamentaux de notre nouvelle culture sociale et de notre effort. La montée des fondamentalismes, ayant à son épicentre les rôles traditionnels des femmes, et l'abolition, surtout en pratique, de leurs droits acquis, est le résultat direct de la mondialisation néolibérale capitaliste, contre laquelle nous nous battons.

❾ Pour une politique alternative qui profite à la protection des intérêts populaires. Dans la lutte pour la défense des intérêts populaires nous sommes liés par deux constatations centrales :

● Le bipartisme, ayant les deux grands partis comme ses expressions, ne peut donner rien de positif au peuple et au pays.

Forum social grec contre le sommet de l'UE

● Des jours encore pires vont arriver pour les travailleurs et le peuple à travers le choc puissant que va subir l'économie grecque après 2004. Indépendamment de qui du PASOK et de la Nouvelle Démocratie sera au pouvoir, tous les deux auront comme principal souci de faire payer la crise aux travailleurs.

Notre programme alternatif sur les questions primordiales de la politique économique et sociale sera formulé analytiquement et sera discuté publiquement dans la période à venir. Dans notre Déclaration actuelle nous citons en exergue les points centraux de ce programme dont nous voulons qu'ils constituent aussi les principaux fronts de lutte du mouvement populaire pour la prochaine période :

● Protection de la richesse publique contre l'ouragan des privatisations.
● Plein et stable emploi pour tous et toutes.
● Lutte contre les licenciements et la flexibilisation du travail.
● Des salaires qui garantiront une vie décente.
● Un revenu de remplacement-solidarité pour les chômeurs.
● Réduction radicale du temps de travail, sans pertes de salaire ou intensification du travail.
● Droit à l'éducation publique gratuite et de qualité.
● Droit à la santé gratuite et publique.
● Amélioration de la prévoyance sociale.
● Défense et amélioration de la sécurité sociale — augmentations des retraites.
● Des moyens de transport publics meilleurs et bon marché.
● Des changements profonds du régime actuel des médias, qui permet la manipulation de la société aux niveaux idéologique, politique et culturel de la part des forces du grand capital qui les contrôlent
● Renforcement de l'économie agraire et de la population paysanne afin d'arrêter la disparition de la paysannerie et la désertification de la campagne.
● Renforcement du revenu des producteurs pauvres et moyens.
● Interdiction des OGM.
● Des mesures pour améliorer globalement la qualité de vie.

Ces droits sociaux fondamentaux, les mesures de renforcement du monde du travail et d'amélioration substantielle de sa qualité de vie, nous les revendiquons pour tous les travailleurs, hommes et femmes, indigènes et immigrés, pour tous les êtres humains, indépendamment du sexe, de la nationalité, de la couleur, de la religion, etc. Leur application exige : de repousser les privatisations, élargir et améliorer les services publics, réorienter radicalement le budget au profit des dépenses sociales, réformer le système fiscal, surtout aux dépens du grand capital. En somme, une politique de redistribution substantielle des richesses, du capital vers le monde du travail et les couches sociales les plus faibles.

En même temps, ils exigent : la lutte résolue contre la logique de la société de consommation et d'opulence qui est en train de se construire, contre l'escalade de l'autoritarisme, du terrorisme d'État et de la répression et, plus généralement, le rétrécissement de la démocratie à tous les niveaux.

❿ Un autre monde est possible. Nombreux ont été ceux qui ont considéré ce message comme un message d'espoir, d'optimisme, et il en était un. Mais, il est aussi un message de responsabilité.

Oui, ça vaut la peine et nous pouvons nous battre pour un monde sans exploitation et oppression, avec plus de paix, plus de démocratie, plus de justice, plus d'égalité. Pour un monde qui englobera plusieurs mondes.

Pour que ce combat devienne plus efficace, pour qu'il ait plus d'inspiration et de perspective, nous devons rendre de nouveau actuelle la revendication du socialisme en tant que revendication universelle, qui répond aux intérêts généralisés de l'humanité.

Mais, ceci présuppose aussi l'évaluation critique de ce qui a été appelé « *socialisme réellement existant* ». Il présuppose, aussi, l'adaptation et le renouveau des élaborations théoriques d'aujourd'hui. Nous retournons donc, de nouveau, au point de départ. Au dialogue nécessaire, qui sera facilité et rendu plus exigeant par l'action commune pour les objectifs que nous avons déjà cités.

D. Nos recherches communes

❶ Redresser la Gauche. Les forces de gauche ont tendance, aujourd'hui, à se regrouper dans trois courants distincts.

Le premier, se construit sur la base d'un déplacement stratégique de la vieille social-démocratie, mais aussi de ses diverses versions du centre-gauche. C'est l'abandon des réformes sociales et leur substitution par les choix néolibéraux. C'est l'adaptation totale à la gestion du système par une forme de « *néolibéralisme consensuel* ». C'est une tentative de contrôle et d'incorporation des forces politiques et des mouvements sociaux allant jusqu'à la gauche même de la social-démocratie. L'objectif est d'élargir sa base sociale et de garantir des consensus en vue de l'application de la même politique.

Le deuxième, constitue une tendance de repli et de retranchement idéologique. Face aux nouveaux problèmes il oppose une lecture dogmatique du passé. Il refuse l'action commune et le dialogue avec les autres forces de gauche, et retranche non seulement ses propres forces, mais aussi des militants populaires expérimentés ainsi que des secteurs du mouvement de masse et ouvrier.

Enfin, c'est l'espace de la gauche radicale, de l'écologie, du féminisme et des mouvements sociaux, qui est exprimé par un vaste éventail de partis, d'organisations, d'initiatives mouvementistes et de forces inorganisées. Parmi ces forces, et malgré les différences qui les traversent, est en train de mûrir l'idée du redressement de la gauche. Dans cet espace sont en train de se développer de nouveaux points de vue et de nouveaux courants de pensée et dominent les recherches sur la nécessité de réactualiser et renforcer le contenu anticapitaliste des combats pour le socialisme, à travers l'analyse critique de sa trajectoire historique sur la base aussi des nouvelles contradictions de notre époque, avec comme objectif et perspective le dépassement du système capitaliste.

Nous luttons pour renforcer ce courant qui, dans les conditions actuelles, constitue l'espace principal et privilégié pour le redressement de la gauche.

Nous comprenons le projet pour redresser la gauche, comme tendant à radicaliser et renforcer la gauche et non pas pour piéger sa perspective dans des impasses dogmatiques ou de centre-gauche.

❷ Les exigences programmatiques de la gauche. Le redressement de la gauche exige qu'elle s'arme d'un programme plus avancé, plus concret et plus crédible. Nous n'avons pas de réponses à toutes les questions. Mais, peut-être ce dont on a le plus besoin dans la phase que nous traversons c'est qu'on pose exactement les questions et qu'on élabore un nouvel ordre du jour des réformes radicales, des brèches et des ruptures, qui feront de l'opposition au capitalisme et à sa logique la cause de vastes secteurs de la société.

Notre décision est de servir en commun cette cause.

❸ Pour le rôle autonome de la gauche. Les mouvements et leurs revendications doivent trouver leur expression dans des politiques et leur objectif doit être l'application de ces politiques. En conséquence, le redressement de la gauche vise, au-delà du reste, à dépasser les logiques consensuelles et de paix sociale, à briser les vieilles conceptions et mentalités au sujet des alliances et à chercher à rendre la gauche capable de lutter pour faire avancer des éléments fondamentaux de son programme.

La gauche ne peut pas rester indifférente à la question du pouvoir. Cependant, affronter ce problème dépend de l'existence des nécessaires préconditions subjectives et objectives et surtout des rapports de force qui lui permettront d'influencer de manière décisive les contenus et la forme de la politique qui va être menée.

Pourtant, la mise en avant d'une telle stratégie présuppose le rejet de la logique d'intégration, le rejet des scenarii de centre-gauche, le renforcement de la présence autonome de la gauche et de ses liens avec les mouvements sociaux, sa prise d'appui sur un mouvement ouvrier combatif et revendicatif, unitaire et de masse, et en général la transformation des rapports de force.

Et c'est pour cette stratégie que nous œuvrons.

❹ Les élections nous concernent. La présence combative de la gauche sur tous les fronts sociaux multiformes restera suspendue et problématique si elle ne s'exprime pas aussi sur le front des élections. Nous qui prenons l'initiative pour un regroupement plus permanent et systématique — la collaboration des forces de gauche - nous allons œuvrer afin que cette collaboration s'exprime aussi lors des imminentes élections dans une formation unitaire de gauche, qui rassemblera le plus large éventail possible des forces.

E. Répondre aux défis de notre époque

Nous devons tous répondre aux puissants messages d'unité et de résistance lancés par la classe ouvrière et les autres larges couches populaires de notre pays.

Le combat pour la protection de la richesse publique, pour le revenu et les droits des travailleurs, pour la défense des conquêtes sociales, pour la santé, l'éducation, la sécurité sociale, pour les droits individuels et les libertés politiques, pour la défense de la paix, pour la protection de la richesse naturelle et de l'environnement, pour l'égalité des deux sexes, exige la plus large coordination et coalition des forces afin d'inspirer et engager le peuple, les travailleurs, les hommes, les femmes et les jeunes.

Ce combat a besoin de nous tous ensemble !

Nous nous adressons à tout le monde de la gauche.

Nous nous adressons à chaque citoyen de gauche.

Nous savons que le chemin que nous proposons est difficile.

Nous savons qu'il faut que tous nous nous dépassions nous-mêmes.

Mais, nous savons aussi que ça vaut la peine d'essayer ce chemin, de le parcourir ensemble, que ça vaut la peine de le considérer comme l'unique solution pour la formation d'une gauche radicale moderne. D'une gauche dont le peuple et le pays ont besoin. Et ceci exige que nous soyons sincères entre nous et envers la société et le peuple de gauche. Nous n'allons pas cacher que celles et ceux, des collectivités et des inorganisés, qui signent cette déclaration continuent à avoir des points de vue différents sur toute une série de questions. Nous allons les présenter publiquement et nous allons chercher à développer autour d'elles un dialogue constructif. Ce qui nous unit est cependant si vaste et si important que nous pouvons marcher et avancer ensemble. ■

Action commune des forces de gauche et recomposition anticapitaliste

Par
Panagiotis Sifogiorgakis*

Si quelque chose a changé ces dernières années au sein de la gauche grecque, cela est dû avant tout au mouvement international contre la mondialisation. Ce qui a été une référence cruciale pour le mouvement en Grèce, c'est la mobilisation de Gènes, qui a eu un retentissement très fort dans tout le pays, d'autant qu'elle faisait suite à la grève générale du printemps 2001 pour la défense des retraites. Le principal effet de ces actions a été la fondation et l'activité du Forum social grec (FSG) : le FSG a été au premier plan du mouvement contre la guerre impérialiste en Irak, particulièrement massif en Grèce. Il a eu aussi un rôle décisif dans les mobilisations organiséees pendant les six mois de présidence grecque de l'Union européenne. Le FSG constitue de fait la tentative d'unité la plus représentative de ces dernières années au sein du mouvement social grec.

Pourtant, des traditions caractéristiques de la gauche grecque sont fort loin d'être dépassées : le Parti communiste grec (KKE) et le gros des forces de l'extrême-gauche ont refusé de participer au FSG et ont choisi diverses formes d'apparition dans le mouvement anti-mondialisation. Mais au total, il apparaît bien que l'expérience de ces mobilisations, avant tout à travers celle du FSG, a créé une dynamique qui dépasse de beaucoup la crédibilité des partis et organisations de gauche. Vaut aussi en Grèce ce qu'on a remarqué ailleurs : la méfiance face aux organisations traditionnelles de la gauche, les travailleurs et les jeunes recherchant de nouvelles formes d'action collective.

Pourtant, si l'on en croit les estimations, ils ne comptent pas voter à gauche pour exprimer leur condamnation de la politique social-libérale du gouvernement PASOK (Parti Socilaiste). Il semble que c'est vers la droite que vont se diriger les votes perdus pour le PASOK, d'où le changement de direction intervenu et la candidature de Giorgos Papandreou qui tente ainsi de reconsolider la base électorale du PASOK et de viser aussi les électeurs de la gauche, et particulièrement du *Synaspismos* (organisation provenant du Parti Communiste dit « *de l'intérieur* », eurocommuniste, en opposition au très classiquement stalinien KKE).

Ainsi, après une décennie de très dures attaques anti-ouvrières de la part de la social-démocratie, alors que se sont dissipées les illusions des couches sociales qui soutenaient le PASOK, non seulement la gauche est incapable de capitaliser une partie de la désespérance sociale, mais elle est même mise sous pression par la social-démocratie ! Et cela dans une période de relative progression des mobilisations.

Forces de la gauche grecque

Tentons de présenter succinctement le paysage de cette gauche.

Le KKE constitue assurément le plus gros pôle de masse : le parti recrute, ses membres militent activement et il a retrouvé, après la grave crise des années 1990, une organisation de jeunesse. Il est implanté dans des secteurs de la classe ouvrière. Son atout principal est qu'il se présente comme un parti adversaire du compromis, en rupture avec le système politique dominant. Il a de claires et fermes positions sur l'impérialisme, l'Union européenne, l'OTAN. Dans son discours, il fait référence à la lutte de classes. Notre critique envers le KKE, c'est qu'il est sectaire, qu'il divise le mouvement de masse avec des positions nationalistes. Sa direction monolithique étouffe toute contestation interne. Mais pour bien comprendre ce que représente le KKE dans la société grecque, il faut savoir qu'on le considère généralement comme un parti du passé, dépassé pour toujours, un représentant de l'époque du « *socialisme dans un seul pays* » et des pouvoirs bureaucratiques des pays de l'Est. Par ailleurs, le KKE apparaît comme un organisme autarcique : rien de plus probant que la récente estimation de sa direction expliquant que le KKE est très bien protégé de l'écho à gauche de la candidature de Giorgos Papandreou du fait que ses forces sont « *retranchées* » !

Il y a encore peu de temps, le *Synaspismos* avait le profil d'une gauche modérée, qui prêchait en faveur de l'Union européenne et des coalitions gouvernementales de centre-gauche. Le *Synaspismos* a

* Panagiotis Sifogiorgakis est membre de la direction de l'Organisation des communistes internationalistes de Grèce (OKDE-Spartakos, section grecque de la IVe Internationale). L'article que nous publions ici a été collectivement discuté au sein de l'OKDE-Spartakos.

adopté la même phraséologie que la direction social-démocrate, dont la notion de « *modernisation* » est un élément clé. Se présentant comme un parti ouvert et démocratique, il pouvait apparaître comme une solution alternative à ceux qui rejetaient le KKE. Mais en même temps, bien qu'il y eût en son sein une aile anti-libérale provenant en grande partie du KKE, il n'offrait aucune théorie classiste et n'arrivait pas à recruter une base militante de masse. Et surtout, il était perçu comme une force complémentaire de la social-démocratie. Pourtant, ce parti a pris conscience de l'importance du mouvement anti-mondialisation et il s'est alors assez vite investi activement dans ses initiatives et sa construction, ce qui a renforcé substantiellement l'aile anti-libérale et a conduit à la rupture des cadres connus de son aile droite. Faisons ici quelques remarques : certes, ces évolutions du *Synaspismos* sont positives, mais ce n'est pas pour autant que ce parti serait devenu un parti anticapitaliste :

Le Forum social grec contre le défilé militaire

- une dynamique anticapitaliste est répandue à la base, mais on ne distingue aucun courant pour l'organiser en termes de thèses, de plate-forme, d'orientation ;
- ce n'est pas un parti avec une base militante de masse intervenant dans les luttes des travailleurs, au contraire du KKE ;
- la participation du *Synaspismos* au FSG ne l'a pas empêché de procéder lors des dernières élections régionales à plusieurs collaborations avec le PASOK pour la direction de quelques régions ;
- le *Synaspismos* participe pleinement au Parti de la gauche européenne (avec le PCF et d'autres partis communistes) ;
- l'angoisse fondamentale de l'appareil, c'est la survie électorale du parti. Ce qui permet de comprendre sa mobilité électorale : ses alliances électorales sont occasionnelles, fondées sur le sens pratique ! Son appel électoral ne traduit d'ailleurs qu'à un degré bien modéré le tournant radical ! En même temps, cet appel est le résultat d'un compromis établi pour obtenir le soutien électoral de forces de l'extrême-gauche qui ont coopéré avec lui pour la fondation du FSG ; et cela avec pour objectif de dépasser le seuil des 3 % nécessaires pour avoir des élus au Parlement. Aux dernières élections, un tel soutien s'était avéré la planche de salut électorale du *Synaspismos* !

Dispersion de l'extrême-gauche

L'extrême-gauche représente en Grèce une force réelle et combative, mais elle est organisationnelement très morcelée et pas crédible électoralement. Aux élections du 7 mars se présentent deux listes appartenant à ce courant.

La première est celle du Front de la gauche radicale, dont la force principale est le NAR (Nouveau courant de gauche, provenant de la scission de la Jeunesse communiste au début des années 1990). Cette liste n'a aucune dynamique électorale et cela résulte de la conception sectaire des organisations qui la constituent. La liste n'arrive même pas à regrouper les forces organisées d'extrême-gauche qui coopèrent avec le NAR dans le mouvement antimondialisation au sein d'Initiative combattante, un regroupement qui a proclamé être à gauche du FSG et qui a eu une apparition réussie lors des mobilisations contre le sommet européen de Thessalonique, en juin 2003.

Une deuxième liste est celle de l'Alliance anticapitaliste. Il s'agit d'un pseudopode du SEK (Organisation socialiste des travailleurs, organisation-sœur du SWP britannique). Figurant comme le NAR parmi les plus grosses organisations de l'extrême-gauche grecque, le SEK n'en passe pas moins son temps à former dans les mobilisations des regroupements successifs qui ne sont que des extensions autour de lui et qui n'ont rien à voir avec les efforts unitaires de regroupements tels le FSG. L'Alliance anticapitaliste est l'un de ces regroupements, inventé pour le temps des élections et sans autre représentativité que celle du SEK.

Enfin, un autre plus petit morceau de la gauche extra-parlementaire s'oriente pour les prochaines élections vers la coopération avec le *Synaspismos*. La description du camarade François Vercammen dans le précédent numéro d'Inprecor ne rend compte que partiellement de la réalité (1). Car en comparaison avec les dernières élections, le seul ajout consistant à l'alliance électorale du *Synaspismos*, c'est un groupe de cadres exclus du KKE ainsi que la DEA (Gauche internationaliste ouvrière, récente scission du SEK). La KOE (d'origine maoïste), la plus grosse des organisations de la gauche extra-parlementaire au sein du FSG, a finalement décidé de ne pas y participer. Ainsi, il est inexact de dire que le regroupement électoral autour du *Synaspismos* constitue quelque chose de nouveau et de prometteur ! Ce qu'il convient de noter par contre, c'est que cette initiative correspond davantage aux espérances pour une action commune de la gauche qui se sont développées au sein des récentes mobilisations. Et que l'alliance comprend également des forces qui ont coopéré avec succès au sein du FSG avec OKDE-Spartakos, la section grecque de la IV[e] Internationale. Mais telle quelle, l'alliance électorale autour du *Synaspismos* ne parvient pas à exprimer la dynamique sociale dont le FSG est l'une des expressions : on ne verse pas le vin nouveau dans de vieux flacons !

L'indispensable regroupement anticapitaliste

Pour notre part, nous travaillons donc à la formation d'une force « *à gauche de la gauche* », politiquement indépendante de la social-démocratie social-libérale. Ce qui nous semble indispensable, c'est que se forge une crédible proposition d'alternative à la gauche du *Synaspismos*. C'est ceci qui nous permettra d'influencer sa base dans le cas (le plus probable selon nous, si l'on se réfère à la voie que prend le « *tournant de gauche* » de Refondation Communiste...) où reviendraient sur le devant de la scène politique les scénarii de la gauche plurielle « *à la grecque* ». Dans cette perspective est indispensable un processus de recomposition de la gauche anticapitaliste qui batte en brèche les remparts qui isolent entre elles les plus grosses forces de l'extrême-gauche grecque.

Sur ce plan, il y a du travail : par exemple, la DEA ne veut ni d'un parti large de la gauche (type Refondation en Italie : un *Synaspismos* élargi), ni de l'unité avec les principales organisations de la gauche anticapitaliste : son action, c'est une propagande à la base du *Synaspismos* pour sa propre construction organisationnelle séparée ! Ce qu'il s'agit de faire apparaître à travers un patient processus de convergence et de recomposition, c'est tout simplement une nouvelle gauche : anticapitaliste, pluraliste, féministe, écologiste, aux côtés des luttes de classes des travailleurs et des combats radicaux de la jeunesse. Et notre rôle actuel à nous, c'est de constituer un « *pont* » entre les principales forces de la gauche anticapitaliste, qui suivent pour l'instant un cours entretenant les éloignements. ■

1. Cf. François Vercammen, Préparer la bataille contre la Constitution du capitalisme européen, Inprecor n° 488 de décembre 2003, p. 22.

VII[e] Assemblée fédérale de la Gauche unie, un retour vers le passé ?

Par
Jaime Pastor*

L'approbation majoritaire des Thèses politiques, l'ajournement de la discussion sur l'organisation et sur les statuts et l'élection presque plébiscitaire de Gaspar Llamazares en tant que candidat au poste de Premier ministre ont conclu une Assemblée (congrès) qui, en dépit de l'image d'« *amabilité* » qu'on a voulu faire passer dans les médias, a été saupoudrée de symboles fortement polémiques et n'a pas pu éviter la présentation de deux listes critiques lors de l'élection de la direction.

Des faits pas du tout anecdotiques paraissaient refléter l'intérêt de la direction pour la politique pratiquée par le Parti communiste espagnol (PCE) au cours de la « *transition espagnole* », s'étant manifesté à plusieurs reprises ces derniers temps au travers de son identification avec l'approbation de la Constitution en 1978 et son adhésion à la Déclaration de Gredos souscrite par les rapporteurs constitutionnels. Il en fut ainsi de la projection en ouverture d'une vidéo donnant une image partielle de l'histoire de la Gauche unie (Izquierda unida, IU), qui omettait, entre autres choses, l'étape de la direction de Julio Anguita, alors que défilaient à l'écran des personnes qui ne sont plus depuis longtemps au sein d'IU, ce qui a obligé la présidence, devant les protestations de l'Assemblée, à déclarer que la vidéo ne représentait pas le point de vue d'IU. Ce fut le cas encore lors de la mise en valeur de la présence de certains invités, comme Santiago Carillo et José Maria Fidalgo. Cette symbolique passéiste entrait en concordance avec la disposition majoritaire de chercher à tout prix un consensus avec toutes les forces politiques et syndicales au nom de la lutte contre le Parti populaire (PP, au gouvernement). La proposition « *personnelle* » de Llamazares de présenter des candidatures « *anti-PP* », annoncée deux jours après la clôture de l'Assemblée, ne peut que renforcer un tel sentiment.

La disposition de certains porte-parole du secteur Llamazares de chercher une liste unitaire pour l'élection du Conseil politique fédéral n'a pas pu empêcher la présentation de deux listes différentes, l'une avancée par le Courant convocatoire pour l'Andalousie, la Plate-forme des gauches et l'Espace alternatif et l'autre proposée par la CUT-Rojos et le Courant rouge. Bien que les deux blocs oppositionnels soient parvenus à un consensus autour d'un document politique commun, la condition — présentée comme non négociable par la CUT et le CR — que Juan Manuel Sánchez Gordillo figure en première place d'une liste commune a empêché d'arriver à un accord.

Eurocommunisme « *vert* » ?

Le débat sur le rapport politique de Llamazares et celui sur les Thèses sont venus confirmer les craintes et les divergences que l'Espace alternatif a formulées en ce qui concerne l'orientation que la « *nouvelle* » direction a déjà adoptée. Si nous partageons de nombreux aspects de l'analyse internationale ainsi que les critiques de la politique du gouvernement du Parti populaire, nous ne pouvons accepter la tendance à la modération de la pratique et du discours sur les questions fondamentales, tels le projet de Constitution européenne ou le conflit basque (exprimé par l'oubli conscient et systématique de la défense du droit à l'autodétermination). Cette modération est associée à l'absence de retenue lors de l'affirmation de la priorité d'apparaître comme « *une force de gouvernement* ». Cette orientation va de pair avec le projet d'un parti dont la direction serait « *renforcée* », projet qui, s'il n'a pas été adopté lors de cette Assemblée, est lancé déjà depuis un certain temps.

Ces critiques et d'autres (en particulier à propos du projet de rajouter le qualificatif « *vert* » au nom de l'IU) ont été formulées par diverses délégations et sensibilités. Mentionnons en particulier celle de la minorité andalouse, qui, partant d'une référence initiale au « *mouvement des mouvements* », a souligné la nécessité de mettre l'accent sur la crise du réformisme keynésien et d'adopter l'appel de l'assemblée des mouvements sociaux du Forum social européen de Paris. En réponse aux minorités de Madrid et du Pays valencien, la majorité s'est limitée à retirer le projet de changement de nom, tout en réaffirmant tout le reste et en particulier sa volonté d'étendre le « *modèle* » catalan (un gouvernement régional pluriel avec le Parti socialiste) à l'ensemble du cadre étatique.

Le débat de la commission des thèses a permis d'intégrer un bon nombre d'amendements présentés par les diverses fédérations ou sensibilités, après le rejet des document alternatifs présentés séparément par la Plate-forme des gauches et le Courant rouge. Divers amendements partiels défendus par l'espace alternatif ont été intégrés, mais cela ne fut pas le cas de celui faisant un bilan des gouvernements de la « *gauche plurielle* » en Europe ni de celui formulant le rejet du projet de Constitution européenne. Ce dernier amendement a cependant obtenu un nombre significatif de votes, bien que le rapporteur ait réussi à neutraliser une partie des délégué(e)s en arguant qu'il était prématuré de se prononcer. Le compromis adopté fut la convocation d'une conférence fédérale pour avoir une position lorsque sera convoqué le référendum promis.

La surprise est venue de la commission sur les statuts qui lors d'un vote préliminaire a été majoritaire pour reléguer le débat à une conférence nationale en automne prochain. Les rapporteurs n'ont pu cacher leur désarroi. La suggestion de révoquer la décision de la commission à la suite d'un débat en séance plénière a été prudemment écartée par le secteur Llamazares, à la suite d'une réunion interne, avec l'argument « *technique* » que le temps manquait pour examiner les milliers d'amendements reçus. Il ne semble pas pour autant que ce secteur ait renoncé à faire adopter dans l'avenir les réformes visant à réduire les droits des mino-

* Jaime Pastor, dirigeant d'Espace alternatif (*Espacio alternativo*, EA, une organisation partie prenante de la Gauche unie au sein de laquelle militent les partisans de la IV[e] Internationale), est membre du Conseil politique fédéral de la Gauche unie (*Izquierda unida*, IU). Traduit de l'espagnol par J.M.

rités et la démocratie interne.

En marge de tout cela l'Assemblée plénière a entendu diverses interventions des dirigeants de l'IU, des vétérans comme Marcelino Camacho et des invités, presque toutes dans un but essentiellement médiatique. Diverses résolutions sélectionnées par une commission présidée par Rosa Aguilar ont été soumises au vote. Un projet de résolution sur le conflit basque, présenté par 140 délégué(e)s, contre le procès de Kontxi Bilbao, membre de la présidence du Parlement basque et en faveur d'un fédéralisme de libre adhésion, n'a pas été communiqué à l'Assemblée plénière, provoquant le mécontentement de ses promoteurs.

Finalement, la liste de direction menée par Llamazares, a reflété une quasi-parité entre son secteur et le PCE, avec Frutos, le secrétaire général du PCE, en seconde position, témoignant clairement de la réconciliation qui a eu lieu entre les deux. Cette réconciliation se fonde sur une remarquable coïncidence de points de vue en ce qui concerne les rapports avec le PSOE, la volonté commune de se distancer non seulement du Plan Ibarretxe (1) mais aussi du projet du fédéralisme de libre adhésion formulé par *Esker Batua* (l'organisation d'IU au Pays basque) et enfin la commune revendication de l'identité « *communiste* » de l'époque de la « *transition* ». Des différences significatives persistent cependant au sein de la nouvelle majorité recomposée en ce qui concerne l'autodéfinition « *écosocialiste* » et le modèle d'organisation à mettre en place. L'évolution de ces divergences dépendra des négociations sur les futures listes électorales et, surtout, des résultats électoraux de mars et juin prochains.

Construire un pôle des gauches dans l'IU

L'élection de la direction n'a pas créé de surprises, la liste majoritaire obtenant 76,5 % des voix, celle dirigée par Carlos Rejón (sur laquelle était présent l'Espace alternatif) 13,8 % et celle de Sánchez Gordillo 9,6 %. Il y eut quelques votes blancs qui se seraient sans doute portés sur une liste unique de l'opposition. Le fait que celle-ci n'a pu être réalisée ne devrait surtout pas empêcher la poursuite du dialogue entre les deux blocs. En Andalousie le CCA et la CUT, qui représentent 42 % de la fédération, vont poursuivre le travail commun. Les rapports seront plus difficiles avec un secteur du Courant rouge qui a fait la démonstration de méthodes de débat et de travail qui rendent difficile une collaboration fondée sur le respect et la confiance mutuels. Pour sa part, l'Espace alternatif devra s'efforcer, pour que la convergence apparue lors de la présentation de la liste dans cette Assemblée permette d'établir des formes de coordination entre les sensibilités distinctes que nous représentons, de former une aile gauche capable non seulement de nous différencier de la majorité sur les questions qui nous séparent mais aussi de faire des propositions alternatives fondés sur la ligne de notre document commun. Cela n'empêche pas de reconnaître que des divergences persistent entre les composantes de cette liste sur des questions comme la place de l'écologisme radical ou le modèle d'organisation fédérale au sein de l'IU — questions sur lesquelles nous devrons poursuivre le débat.

Bien des questions restent encore ouvertes et il serait prématuré de faire un pronostic sur l'évolution de la Gauche unie que la nouvelle équipe dirigeante pourra promouvoir. Les premières déclarations publiques de Llamazares — à propos de listes unitaires pour le Sénat ou du discours de Noël du Roi — paraissent confirmer la tendance à diluer le profil alternatif d'IU et de réduire les divergences avec les autres forces politiques au nom de la lutte commune contre le Parti populaire. Ce faisant IU semble plus intéressée par un électorat proche du PSOE que par celui, plus critique ou tenté par l'abstention. Ce n'est pas nous, qui avons présenté la liste « *Pour une gauche unie démocratique, plurielle, fédéraliste, anticapitaliste et alternative* » qui allons nier l'importance stratégique de la nécessité de battre le Parti populaire lors des prochaines élections. Comme nous le disions dans notre document politique commun, « *nous partageons la volonté de combattre cette droite chaque fois plus agressive mais nous pensons aussi que sans un renforcement de la mobilisation sociale et d'une gauche alternative intransigeante dans la lutte contre le néolibéralisme et contre la guerre globale, nous courrons le risque de voir se répéter, cette fois-ci sous la forme d'une farce, les étapes du gouvernement du PSOE qui faciliteront un retour de la droite* ».

Nous sommes convaincus que dans un contexte de polarisation gauche-droite accélérée et d'une fracture chaque jour plus grande entre le néocentralisme d'une part et la plurinationalité et la libre association de l'autre, ce ne sont pas les positions timides en ce qui concerne le projet de Constitution européenne et le défi démocratique territorial qui conduiront le PSOE a s'opposer plus franchement et à un renforcement de l'IU. La formation d'un gouvernement de la « *gauche plurielle* » en Catalogne constitue un important test de ce processus et il faudra faire l'expérience jusqu'où il ira dans la satisfaction des espoirs de changement créés dans la majorité de son électorat ; mais rien ne justifie un pari inconditionnel pour une formule dont l'essai local pratiqué à Barcelone vit déjà des contradictions importantes, résolues plus d'une fois au détriment des mouvements sociaux et en faveur des spéculateurs et d'un « *modèle* » de ville de plus en plus inhabitable.

C'est pourquoi le débat ne devrait pas tourner autour de la question de savoir si la Gauche unie est capable de gouverner ou non, mais plutôt autour d'une autre question : comment contribuer à ce que la défaite du parti populaire, que nous souhaitons, ouvre un processus qui conduise à la rupture nécessaire avec le néolibéralisme, le néocentralisme et la stratégie de la « *guerre permanente* ». ■

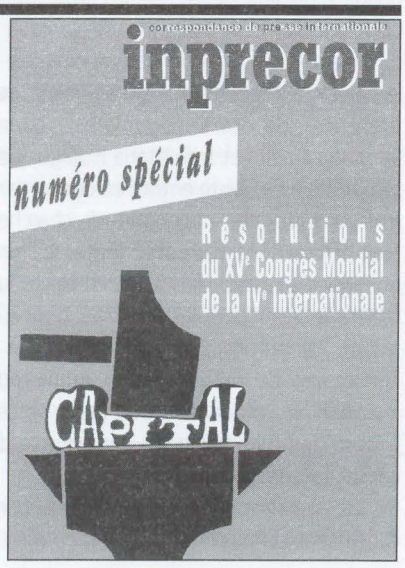
1. Pour une analyse du Plan Ibarretxe on se reportera à l'article de José Ramón Castaños, *La souveraineté basque et le fédéralisme espagnol, raisons d'un appui critique au « plan Ibarretxe »*, *Inprecor* n° 488 de décembre 2003, pp. 25 à 28.

VIENT DE PARAITRE

Le numéro spécial (hors abonnement) d'*Inprecor* reproduisant les résolutions adoptée par le XV[e] Congrès mondial de la IV[e] Internationale ainsi que ses nouveaux statuts est finalement disponible !

Vous pouvez le commander au prix de 10 € (port gratuit) en écrivant à Inprecor-PECI, 27 rue Taine, 75012 Paris. Chèques à l'ordre de la PECI.

Disponible également à la Librairie La Brèche, 27 rue Taine, Paris 12e, Métro Daumesnil.



« C'est le pouvoir qui fabrique le parti dominant »

Interview
d'Oleg Shein*

● *Comment pourrais-tu rapidement caractériser les résultats des dernières élections législatives de décembre en Russie ?*

Oleg Shein : Je dirais qu'il s'agit d'une victoire du pouvoir, plus que de la droite dans son ensemble. Car celle-ci recouvre diverses composantes, dont plusieurs ont été laminées. Mais, sans aucun doute, le pouvoir mène une politique de défense des intérêts du gros business. Cependant, la particularité du système politique russe est que ce n'est pas le parti majoritaire qui forme le pouvoir, mais le pouvoir, au travers du gros capital et de la bureaucratie, qui fabrique le parti dominant.

● *L'une des surprises de ces élections est sans doute le score important d'un nouveau groupement politique, Rodina (La Patrie), qui a remporté 9 % des voix. La presse occidentale et les forces de droite russes évoquent surtout son nationalisme et/ou une création artificielle du Kremlin. Tu t'es affilié à la fraction parlementaire du bloc Rodina, pour quelles raisons et peux-tu nous en dire plus sur cette nouvelle formation politique ?*

Oleg Shein : Il faut comprendre que *Rodina* n'est rien de plus qu'une coalition électorale entre candidats à la députation démarchés pour les uns par Segueï Glazev (1), pour les autres par Dmitri Rogozin (2). Elle n'existe pas en tant qu'organisation politique digne de ce nom. En même temps, le succès électoral de *Rodina* découle de la profonde crise que connaît le Parti communiste de la fédération de Russie (KPRF) de Ziouganov. Il reflète l'aspiration d'une partie importante de la population à une alternative réelle de gauche à l'ordre existant. Je me suis personnellement présenté aux élections comme candidat indépendant dans ma région natale d'Astrakhan. Je suis sorti du bloc *Rodina* lorsqu'il a pris un tour trop nationaliste, notamment avec l'arrivée de Sergueï Babourin (3). Mais, par la suite, une grande partie des candidats nationalistes ont été exclus du bloc. Aussi est-t-il finalement intervenu dans les débats préélectoraux sur des thèmes plus sociaux que nationalistes. En tout cas, c'est la perception des gens qui ont voté pour lui, à partir d'un clair positionnement anti-oligarque et de la proposition, théorisée par Glazev, de l'impôt social sur la rente issue des ressources naturelles. Il ne reste désormais que quatre groupes parlementaires à la Douma. Un député non affilié ne dispose d'aucun moyen d'action, il fallait donc choisir. Mon adhésion aux fractions pro-gouvernementales de Russie unique ou du groupe de Jirinovski était exclue. J'ai préféré *Rodina* au parti communiste parce que c'est le seul groupe qui admet le principe de la liberté de vote. De plus, il est possible que, sur la base d'une partie de *Rodina* (la tendance animée par Glazev), finisse par se former une nouvelle tendance social-démocrate ou socialiste. Le bloc *Rodina* tel qu'il existe ne présente absolument aucune unité et ne s'homogénéisera pas avec le temps, tout au moins sous sa forme actuelle. Il suffit de dire que Dmitri Rogozin se positionne publiquement comme un partisan absolu de Poutine, alors que Sergueï Glazev est un homme politique très indépendant du Kremlin et l'un des rares possibles prétendants au leadership d'une éventuelle opposition.

● *Rodina veut dire "Patrie", dans un sens plutôt positif (émotionnel et familial) en russe. Qu'elle est la signification de cette appellation pour les gens du bloc ? Comment comprends-tu toi-même le mot ?*

Oleg Shein : Le bloc s'appelait d'abord Camarade (*Tovarich*), ce qui me convenait bien davantage. De plus, il avait été formé à l'origine sous l'impulsion de Glazev, Rogozin n'étant arrivé que deux mois après le lancement du projet, ce qui a entraîné une évolution droitière de son ensemble. Pour moi, "*rodina*", ma patrie, c'est avant tout ma

---

* Oleg Shein, 32 ans, est député d'opposition de la région d'Astrakhan à la Douma d'État de Russie, co-président du syndicat *Zachita truda* (Défense du travail), président du Parti du travail de Russie.

1. Sergueï Glazev est le leader du bloc *Rodina*. Ex-membre du groupe parlementaire communiste, il fait autorité en tant qu'économiste et s'est forgé une solide popularité en obtenant un score assez important aux élections du gouverneur de la région de Krasnoïarsk contre deux oligarques dominant la région.

2. Dmitri Rogozin est la deuxième figure du bloc *Rodina*. Élu de la région de Voronej, il est également représentant officiel du président sur les problèmes liés à la région de Kaliningrad.

3. Leader du Parti de la volonté populaire (*Partia narodnoï voli*), propageant clairement des idées d'extrême droite.

4. Au Sud de la Russie, sur les bords de la mer Caspienne.

région natale, Astrakhan (4). J'y suis né et y milite depuis 1986. D'abord en tant que syndicaliste puis député local. Le mouvement social local a grossi au fil des années, surtout dans les années fastes de 1997-98. Socialement et politiquement, c'est là que je me sens le mieux, entouré désormais de tout un réseau d'organisations et de syndicats différents. Politiquement, et au niveau de toute la Russie, je me considère comme internationaliste mais ne suis pas indifférent à un certain patriotisme de défense des intérêts de la population russe face à ceux du gros business international et à l'impérialisme américain. Cependant, en ce qui concerne le bloc *Rodina*, il ne s'agit de rien d'autre que d'un sigle électoral pour un regroupement politique qui est déjà en train de se dissoudre. Il est symptomatique que le candidat à la présidence officiellement soutenu par le bloc soit devenu Victor Guerachenko, ex-président de la Banque centrale de Russie. Sergueï Glazev se présente également, mais en candidat indépendant, avec le soutien d'une minorité de ceux de *Rodina* et en opposition certaine avec les vues du Kremlin et celles de Rogozin.

● *Les communistes du KPRF sont également appelés "patriotes" et ils ont subi une lourde défaite, ne remportant que 13 % des voix. Comment expliquer le succès propre à Rodina, à quoi est due son attractivité ?*

Oleg Shein : La première des explications est liée à la crise profonde que traverse le KPRF. Les fonctionnaires du parti communistes sont habitués à penser que, quoi qu'ils fassent, il leur est garanti de 12 à 13 millions de voix, alors qu'il ne leur en a été accordé que la moitié. D'année en année, le parti s'enfonce dans l'inaction. Toute l'activité de ses dirigeants se résume à expliquer aux gens que les communistes sont trop peu nombreux au pouvoir et qu'il leur est donc impossible de faire quoi que ce soit. Ils n'ont jamais organisé une seule grève, pas une seule action de protestation réelle pour résoudre les problèmes les plus concrets et sensibles pour la population, comme la hausse des tarifs communaux ! Avec l'arrivé du patriote Poutine, le patriote Ziouganov est devenu inutile et non attractif. Enfin, lors des élections de 2003, le KPRF s'est ouvertement allié avec les oligarques, en particulier avec Berezovski (5) et Khodorovski (6). Une partie importante des places sur la liste du KPRF, que j'estime à près de 40 %, a été tout simplement vendue au plus offrant des hommes d'affaires souhaitant avoir leur entrée au pouvoir, pour une somme variant de 1 à 2 millions de dollars selon la fortune des prétendants. Evidemment, les propagandistes du Kremlin se sont fait une joie d'expliquer tout ça à la population pendant toute la campagne électorale ! Cette situation a encore accru l'aspiration sociale à un autre bloc politique de gauche anti-oligarchique, voire anticapitaliste. *Rodina* a capté cette aspiration populaire, sur des bases confuses. Sans aucun doute aidée par le Kremlin au début pour faire concurrence au KPRF, elle a néanmoins échappé au contrôle total, en tout cas sur toutes ses composantes. Surtout, elle s'est positionnée clairement et radicalement contre les oligarques, combattant activement et publiquement certaines des figures les plus impopulaires de la droite et de l'oligarchie, en particulier Anatoli Tchoubaïs (7). Enfin, elle a clairement défendu l'idée selon laquelle la richesse nationale du pays devait profiter à toute la société et non pas à quelques clans minoritaires.

● *Et qu'en est-il des positions de Rodina sur les questions nationales et notamment sur la guerre en Tchétchénie ?*

Oleg Shein : En dehors des slogans abstraits sur le maintien de l'autonomie nationale et la défense de la patrie, il n'y a pas de programme sur ce point, encore moins que sur les autres questions. Le bloc n'a pas abordé la guerre en Tchétchénie. Ce fut le silence total là-dessus, comme de la part des autres blocs électoraux d'ailleurs. La guerre en Tchétchénie ne constitue malheureusement pas un enjeu, la population ne veut pas en entendre parler. C'est le non-dit politique et le refoulé social.

● *Et quel est ton propre point de vue sur Poutine ? Celui du bloc Rodina ?*

Oleg Shein : Deux ans auparavant on observait une déception croissante à l'égard de Poutine dans la population, j'ai pu m'en rendre compte lors des réunions de quartier que je faisais dans ma région et dans les rencontres avec des habitants d'autres villes. Or aujourd'hui il me semble qu'on assiste au contraire à une reconsolidation autour du président. C'est lié à ce que Poutine a commencé à suivre réellement une ligne dirigée vers l'éloignement des oligarques de la prise de décision politique. Certes, sa politique sert toujours les intérêts du gros capital en général, mais la manipulation directe du gouvernement et du président par certains clans oligarchiques est en train d'être reléguée dans un passé révolu. De mon point de vue, c'est indéniablement une tendance progressiste puisqu'elle met en place les conditions d'une démocratisation future de la société, atténuant l'aspect mafieux du pouvoir. En ce sens, il est important de noter que tous les partis employés par les oligarques pour la lutte contre Poutine (l'Union des forces de droite, *Iabloko* et le KPRF) ont subi une défaite sévère lors des dernières élections. Cependant, il faut également prendre la mesure d'une autre tendance : la pente autoritaire que prend le régime politique russe. La Chambre haute du parlement (le Soviet de la Fédération) est depuis deux ans déjà sous contrôle total du pouvoir, ses membres n'étant même pas élus. Désormais la Chambre basse (la Douma d'État) est dominée par un seul parti, Russie unique, qui contrôle 305 sièges sur 450, ce qui signifie qu'un parti unique, celui du pouvoir, est en mesure d'adopter n'importe quelle loi et même de modifier la Constitution. De plus, les lois initiées par le pouvoir ces dernières années tendent clairement à limiter les droits des gens à s'auto-organiser, qu'il s'agisse de la loi sur les partis, sur l'extrémisme, du nouveau code du travail. Et le cours politique général est anti-social, passant par une réduction des dépenses sociales déjà peu importantes et par une dissolution du système de protection sociale. Quant à la position du bloc *Rodina* à l'égard de Poutine, elle n'est pas affichée. A l'exception de Rogozin qui ne cache pas son soutien, personne ne s'exprime ouvertement à ce sujet. La situation politique est telle en Russie que soit on dit du bien de Poutine, soit on s'abstient de tout commentaire...

● *Peux-tu nous en dire plus sur le Parti du travail dont tu es à la tête et sur sa position à l'égard de Rodina ?*

Oleg Shein : Le Parti du travail de Russie (RPT) a été fondé en janvier 2002 sur la base des syndicats alternatifs, dans le prolongement de la lutte commune contre la réforme ultra-libérale du code du travail. Y ont adhéré en particulier des syndicats de *Sotsprof*, *Zachita truda*, des syndicats professionnels comme ceux des dockers, des contrôleurs aériens, des machinistes, etc, auxquels se sont adjoints par la suite des non-syndiqués et d'autres associations. Mais les élections ont montré la dureté des conditions limitant le champ de la politique militante dans le pays. Tous les syndicats à l'origine de la fondation du RPT n'ont pas résisté à l'épreuve préélectorale et à l'attrait de l'aide financiè-

5. Oligarque de la "famille eltsinienne" aujourd'hui exilé à Londres.

6. Patron de la compagnie pétrolière Youkos aujourd'hui emprisonné.

7. L'un des leaders de l'Union des forces de droite, initiateur des privatisations oligarchiques des années 1990, aujourd'hui à la tête du monopole de l'électricité russe.

8. Ex-dirigeant de l'administration présidentielle sous Eltsine.

re promise par certaines forces politiques plus riches et visant à utiliser l'autorité du mouvement ouvrier dans la campagne. Ainsi, une partie importante du syndicat *Sotsprof*, sous l'influence de son leader, a conclu une alliance électorale, motivée par des questions financières, avec le parti eurasiatique, un obscur parti fondé par une partie du clan eltsinien dirigée par Pavel Borodin (8). En passant, il faut malheureusement constater que l'importance de l'argent prend des proportions hallucinantes dans la politique russe, alors que le mercantilisme de la société en général s'accentue également et que les militants syndicaux, pourtant formés par des années de militantisme de terrain, ne sont pas toujours armés pour y faire face. Mais pour revenir au Parti du travail, la majeure partie de ses membres a soutenu le bloc électoral de Glazev — j'insiste sur la dénomination, il ne s'agit pas de soutien à *Rodina* dans son ensemble mais d'un crédit personnel accordé à Glazev et à ses propositions sociales et anti-oligarchiques. Ce conflit au sein du RPT a conduit à une profonde crise. Lors du Congrès prévu pour février 2004 nous allons discuter des différentes variantes dans l'évolution de notre parti : scission formalisée, continuation en deux tendances adverses, choix d'une autre voie que partisane, transformation en une sorte de parti de Glazev. J'attends que les délégués en débattent mais je dois dire qu'aucune des solutions ne me satisfait pleinement et que celle qui me conviendrait le plus — la formation d'un vrai parti militant de gauche autonome — pose d'énormes problèmes de ressources. Quoi qu'il en soit, à la suite de la crise interne au parti, les positions du RPT ont été affaiblies au sein du bloc *Rodina*, ce qui a renforcé sa pente nationaliste et nous a fait perdre les places éligibles sur sa liste électorale. Résultat des courses : *Rodina* se présente aujourd'hui comme un groupement politique beaucoup moins à gauche qu'il aurait pu l'être, et du RPT, je me retrouve le seul candidat élu au scrutin uninominal (9), avec un autre leader syndical de la région de Togliattigrad, Anatoli Ivanov (10), qui vient d'adhérer au RPT. Il faut noter cependant que, pour une première tentative d'entrée sur la scène politique fédérale, les leaders syndicaux du RPT qui se sont présentés au scrutin uninominal ont fait de bons scores, remportant de 5 % à 15 % des voix.

● *Où en est le mouvement ouvrier en Russie aujourd'hui?*

Oleg Shein : C'est une vaste question, pour y répondre brièvement, je dirais que nous avons raté notre entrée dans la politique fédérale et que nous n'assistons pas à une activisation du mouvement. Mais, de façon générale, les positions du mouvement ouvrier restent inchangées. Malgré les réformes libérales et anti-syndicales, nous avons réussi à conserver nos positions, même si l'on ne peut pas parler de dynamique positive.

● *Le tableau est le même à Astrakhan?*

Oleg Shein : Non, à Astrakhan nous avons renforcé nos positions. En 1999, 22 % des électeurs ont voté pour moi, en décembre 2003 : 37 %. Mes deux principaux concurrents, un député régional soutenu par le groupe Youkos et un candidat du KPRF, ont fait respectivement 20 % et 10 %. Ce succès est à mettre au compte du réseau militant que nous avons réussi à mettre sur pied dans la région. Une coalition intitulée « *Soviet de solidarité sociale* » y regroupe toutes les associations et organisations les plus militantes : les syndicats Zachita mais aussi de nombreux syndicats traditionnels, en particulier chez les instituteurs, les associations d'invalides, de défense des droits des petits entrepreneurs, des consommateurs, le parti du travail régional, le parti eurasiatique régional, etc. Nous réussissons à créer cette dynamique en menant un travail pratique sur les problèmes concrets qui préoccupent la population. Ainsi, nous avons récemment gagné deux batailles importantes : la baisse des tarifs du chauffage communal (11) et la confirmation par la justice d'une surfacturation de 20 % des loyers communaux. Il y a de grandes chances pour que nous prenions la Mairie d'Astrakhan lors des élections municipales de décembre 2004. Dans cette perspective, nous considérons comme essentielle l'expérience de démocratie participative qui est menée dans plusieurs villes au niveau mondial, Porto-Alegre par exemple ou peut-être Saint-Denis. Et nous développons notre propre expérience. Dans un certain nombre de quartiers plus défavorisés, notamment sur le plan écologique (des habitations soumises à la pollution des entreprises de Gazprom), des comités populaires fonctionnent avec succès depuis déjà plusieurs années pour obtenir le relogement des habitants. Nous organisons également des réunions de quartier assez régulièrement. Mais ces réunions sont surtout animées par moi ou d'autres leaders du Soviet de solidarité. Notre problème est de pérenniser cette forme d'auto-organisation et de faire que ce système fonctionne à partir d'une mobilisation d'en bas. J'espère qu'en conquérant la Mairie nous arriverons à créer les conditions d'un réel contrôle démocratique.

● *Et quelle est l'évolution de ton syndicat, Zachita truda ?*

Oleg Shein : A l'image du mouvement dans son ensemble, ses positions sont stabilisées. Je tiens à préciser qu'il s'agit du syndicat le plus clairement à gauche et anticapitaliste, même s'il n'est soumis à aucun parti. Les membres du syndicat sont affiliés soit au RPT, soit au Parti communiste ouvrier de Russie (12), soit sont sans parti. Nous considérons comme vital pour le syndicat de maintenir cette pluralité politique, dans un cadre général de gauche.

● ***Dans la gauche occidentale, nous connaissons surtout les intellectuels de gauche comme Alexandre Bouzgalin, Boris Kagarlitski, le couple des Rakitski, et plus récemment les jeunes altermondialistes, comment s'opère la collaboration avec eux ?***

Oleg Shein : Le problème de la gauche en Russie, c'est qu'il n'y a pas de mouvement social. Ce qui commence à se former sur le modèle de l'altermondialisme ne fait que créer des ponts fragiles entre les différents groupes. Dans les conditions d'inexistence d'une quelconque dynamique sociale, on comprend qu'une part importante des efforts se perde en débats internes sur des désaccords liés à des questions n'ayant presque aucune signification pratique. La majorité des intellectuels de gauche, surtout les Moscovites, et la plupart de la jeunesse radicale de gauche — que je respecte de toute façon pour leur militantisme et leurs positions affirmées à gauche — ne s'occupent pas des problèmes concrets. Ce travail pratique est routinier, gris, invisible, apparemment non politique, mais sans lui il est impossible de créer les conditions nécessaires à la mobilisation de la population.

Propos recueillis par Carine Clément

---

9. Le système électoral russe prévoit deux modes de scrutin pour les élections législatives : la moitié des députés est élue au scrutin de liste, l'autre au scrutin uninominal. Chaque électeur vote à la fois pour une liste et pour un député nominalement.

10. Leader du syndicat Unité (*Edinstvo*) de l'usine automobile Lada dans la ville de Togliattigrad, élu pour la deuxième fois député au scrutin uninominal dans sa région et ayant intégré la fraction parlementaire de Russie unique.

11. Qui concerne en Russie la majeure partie des habitations.

12. Le Parti communiste ouvrier de Russie (RKRP) a fait alliance avec le Parti communiste de la fédération de Russie (KPRF) de Ziouganov aux dernières élections. Son leader, Viktor Tioulkin, a été élu député de la Douma au scrutin de liste.

Maroc

Mohamed Rachid Chrii, Ali Lmrabet et 31 autres prisonniers politiques libérés !

Mohamed Rachid Chrii a été libéré le 7 janvier, gracié par le roi du Maroc, Mohamed VI, en même temps que d'autres prisonniers d'opinion — trente trois au total — dont le journaliste Ali Lmrabet, des militants pour l'indépendance du Sahara et des islamistes.

Dirigeant syndical, défenseur des droits de l'homme, militant contre la mondialisation libérale, Mohamed Rachid Chrii avait été arrêté en avril dernier pour avoir tenté d'empêcher des policiers de passer à tabac un jeune homme qu'ils venaient d'interpeller. Sauvagement torturé par la police politique, M. R. Chrii avait été condamné à 18 mois de prison pour divers prétextes dont incitation à la rébellion et protection d'un criminel.

Une campagne internationale de solidarité a été lancée au lendemain de la tenue du Forum social européen pour accompagner les actions menées au Maroc. Ainsi, des députés européens ont publié une déclaration exigeant sa libération, la FIDH et l'OMCT ont également pris position dans ce sens, plus d'une vingtaine de députés portugais ont adressé une lettre à l'ambassade du Maroc, des associations et syndicats ont adressé également des courriers aux autorités marocaines ou publié des communiqués en faveur de Rachid (Raid-Attac Tunisie, Attac France, SUD-PTT, SUD-Rail, CADTM etc.). D'autres initiatives ont également été prises à l'échelle internationale comme cette pétition ayant rassemblée plus de 600 signatures de plus de vingt pays parmi lesquelles celles de Noam Chomsky, Ken Loach, Zinn Howard, Tariq Ali, Hugo Blanco, Francisco Louçã, P. K. Murthy, Arundhati Roy, Susan George, Christophe Aguiton, Claudio Katz, Alima Boumédiene-Thiery et beaucoup d'autres encore dont les représentants d'associations marocaines de défense des droits de l'homme.

La libération de Mohamed Rachid Chrii et des autres prisonniers d'opinion est incontestablement une victoire du mouvement démocratique marocain et international. Mais elle intervient également alors que Mohamed VI vient d'annoncer solennellement l'installation d'une Commission « Équité et Réconciliation » censée apurer le dossier des violations des droits de l'homme et, notamment, qui vise à l'établissement des faits sur les disparitions forcées et les détentions arbitraires, la réparation des préjudices et la réhabilitation des victimes. Cette instance doit favoriser un « règlement extrajudiciaire équitable », une formule qui masque évidemment la volonté d'occulter l'exigence des victimes de la répression de voir leurs tortionnaires traduits devant les tribunaux. Au Maroc, le combat continue contre l'impunité et pour une véritable démocratie.

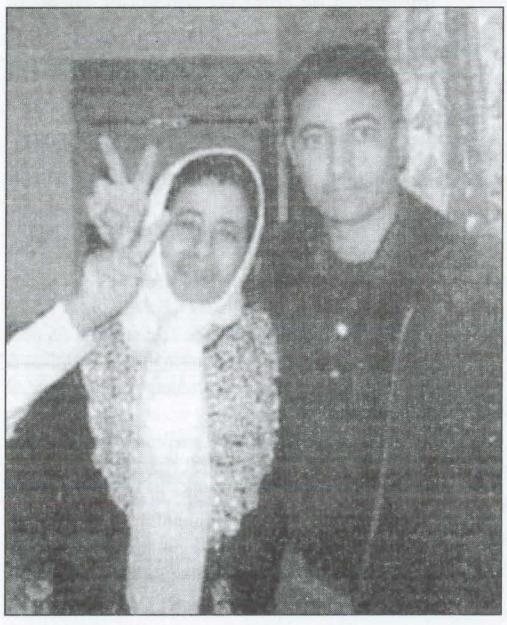
S. K.

Accueil populaire à Safi

Dès l'annonce de sa libération mercredi 7 janvier, la population du quartier populaire Saniat de Safi s'est regroupée spontanément sur la place pour attendre l'arrivée de Mohamed Rachid Chrii. Des milliers de personnes ont accueilli le militant. Une fête spontanée qui s'est prolongée tard dans la nuit. Dimanche 11 janvier, plus de 800 personnes se sont rassemblées devant le local de l'Association marocaine des droits de l'homme (AMDH), trop petit pour contenir la foule. La place publique s'est alors transformée en un meeting spontané, des cris et des slogans ont éclaté contre la torture, la répression, pour la dignité. De nombreux militants de Marrakech, Casablanca, Beni Mellal, Agadir se sont joints au meeting, femmes et enfants en grands nombre — car Rachid Chrii est connu comme un défenseur des luttes des travailleuses et des chômeurs, comme l'a rappelé une jeune militante d'Agadir venue le soutenir avec un message émouvant au nom des femmes travailleuses et des chômeurs qui se retrouvent dans sa lutte.

Comme l'a dit Chrii lui même : « Ma condamnation a été une mesure de répression des luttes dans les quartiers populaires. Ma libération est une victoire de tous ceux qui luttent pour la liberté. »

Lecture a été faite de la lettre de solidarité de Sadri Khiari, militant tunisien de RAID Attac Tunisie et du Conseil national pour les libertés en Tunisie, qui a coordonné la campagne internationale de solidarité avec M. R. Chrii. Les messages de solidarité des eurodéputés de la LCR, Roselyne Vachetta et Alain Krivine, ont également été transmis. Moment émouvant où pour une fois la solidarité internationale a trouvé un écho dans une ville comme Safi, ville oubliée du développement économique, avec sa jeunesse au chômage, ses ouvrières licenciées, la pollution de son port par l'émanation des gaz, ville gérée par un conseil municipal corrompu et non représentatif des besoins de la population.



C'est un Maroc nouveau qui s'est manifesté à Safi à travers la voix de Rachid, porteur des aspirations de tous ceux qui luttent pour la liberté, contre la mondialisation néolibérale, c'est une lutte internationaliste qui a vu le jour, loin des organisations politiques et syndicales discréditées et de représentants d'une « société civile » bon genre et corrompus. C'est la voix des chômeurs, des femmes, des travailleurs précarisés, des jeunes sans espoir qui s'est exprimée sur la place en prenant la rue sans autorisation et sans présence de la police. Un air de liberté a sonné à Safi sous les slogans de soutien aux peuples irakien, palestinien, afghan, contre la colonisation et les guerres, contre le modèle néolibéral et même celui-ci : « Pour vivre sur terre, le socialisme est nécessaire ! ». « Incroyable, mais vrai ! » a commenté le journaliste Khalid Jamaï en concluant un long reportage consacré au retour de Rachid Chrii à Safi dans Le Journal hebdomadaire du 17 janvier. Et c'est à Safi, agglomération d'un million d'habitants, que cette voix s'est levée et continue à exiger la condamnation des tortionnaires et la libération de tous les détenus. Car Mohamed Rachid continue la lutte pour demander le jugement de ses tortionnaires. En le condamnant pour « trafic de kif », le pouvoir s'est largement discrédité et a fait de lui un porte-voix de tous les sans-voix à Safi.

correspondance : L.D.

Un débat au sein de la gauche

Par 55 voix contre 27 le Conseil national du Parti des travailleurs (PT) a décidé le 14 décembre 2003 d'expulser du parti la sénatrice Heloísa Helena (militante de la Tendance Démocratie socialiste, DS, qui regroupe les militant-e-s qui s'identifient à la IVe Internationale) ainsi que les députés fédéraux Babá (militant du Courant socialiste des travailleurs, CST), João Fontes et Luciana Genro (militants du Mouvement de la gauche socialiste, MES). Les quatre élus du PT avaient eu le grand tort, selon la majorité de la direction du parti, d'avoir voté contre la réforme des retraites du gouvernement Lula, qui réduit les retraites des fonctionnaires et est inspirée du projet de contre-réforme du précédent gouvernement de Fernando Henrique Cardoso, contre lequel le PT avait, en son temps, mobilisé toutes ses forces (alors c'était Heloísa Helena, présidente du groupe du PT au Sénat, qui avait mené la bataille... au nom du parti). Démocratie socialiste, la principale tendance de gauche au sein du PT, décidait immédiatement de faire appel contre les exclusions à l'instance la plus haute du parti, sa prochaine Rencontre nationale (congrès).

Tous les représentants de la gauche du PT ainsi que le sénateur Eduardo Supplicy se sont opposés à cette exclusion, qui augure une politique de répression contre les opposants internes, contraire à la tradition démocratique du Parti des travailleurs.

Le choix de la majorité de la direction du PT de recourir à des sanctions bureaucratiques en lieu et place du débat d'orientation a brutalement aiguisé les divergences au sein de la gauche brésilienne.

Alors que les principaux courants de gauche au sein du PT — Démocratie socialiste et Articulation de gauche — poursuivent leur bataille pour sa réorientation politique, les quatre exclus ainsi que plusieurs personnalités fondatrices du parti, dont les intellectuels de renom Milton Temer et Carlos Nelson, ont lancé un appel pour une gauche socialiste et démocratique et ont décidé de former, le 15 janvier 2004, un Mouvement pour un nouveau parti de gauche, dont la sénatrice Heloísa Helena est la porte-parole la plus connue.

La direction de Lula est ainsi parvenue à semer la discorde parmi ceux qui s'opposent au tournant droitier du parti et du gouvernement.

Nous présentons ci-dessous un bref aperçu des positions des deux orientations. (J.M.)

Déclaration de la Tendance Démocratie socialiste du Parti des travailleurs

Le 14 décembre 2003 a été un jour triste dans l'histoire du Parti des travailleurs. L'expulsion de parlementaires qui défendent ses positions historiques, y compris les positions adoptées lors de la dernière Rencontre nationale (congrès) réalisée en décembre 2001, qui refusent les changements d'orientation politique n'ayant jamais été amplement débattus au sein du parti, n'a pas de légitimité démocratique. Cette violence entache l'histoire du parti.

L'expulsion de la camarade Heloísa Helena, membre de la Direction nationale du PT et de sa Commission exécutive, est la plus absurde.

La camarade Heloísa Helena a été la dirigeante du PT au Sénat, faisant preuve d'une attitude brillante et combative. Les position qu'elle a alors défendue au nom du parti sont les mêmes qu'elle continue à défendre aujourd'hui. La camarade Heloísa Helena est à juste titre une des militantes du parti les plus reconnues et jouissant du plus grand prestige, partout au Brésil aussi bien que dans d'autres pays.

Elle n'a jamais renié ses engagements fondamentaux en faveur de la classe travailleuse, du peuple brésilien, du socialisme et de l'humanité. Au nom de ces engagements elle a affronté l'oligarchie du nord-est et s'est engagée de manière décisive dans la construction du parti.

L'expulsion votée est un coup dur contre ce que le Parti des travailleurs représente en tant que parti socialiste et démocratique. Elle met en cause la relation du PT avec les militants de gauche du monde entier.

Du point de vue éthique et politique Heloísa Helena continue a être une militante du PT socialiste et démocratique que nous aidons à construire depuis sa fondation. Démocratie socialiste, cohérente avec les résolutions de sa dernière Conférence, réaffirme la centralité de la lutte au sein du PT pour la reprise d'une orientation socialiste et démocratique. Pour cette raison nous faisons immédiatement appel à la prochaine Rencontre nationale (congrès) contre la décision prise par la Direction nationale de l'expulser et nous demandons son anticipation, avec la convocation d'une Rencontre (congrès) extraordinaire.

La camarade Heloísa Helena continue à militer au sein de Démocratie socialiste. Sa présence dans le PT et dans DS est une raison de fierté pour nous tous et nous ne nous séparerons pas d'elle.

São Paulo, 15 décembre 2003
Tendance Démocratie Socialiste
du Parti des Travailleurs

Résolution de la Coordination nationale de la Tendance Démocratie socialiste

1. Démocratie socialiste, une des tendances internes du Parti des travailleurs, a réalisé sa VIIe Conférence nationale les 21, 22 et 23 novembre 2003. Les débats furent alors centrés sur la nouvelle situation au Brésil depuis l'élection de Lula à la présidence. Plus particulièrement, cette Conférence a été axée sur l'évaluation critique de l'expérience de presque une année de gouvernement dominé par le PT, sur l'impact de cette expérience sur les mouvements sociaux et sur le PT, sur les débats stratégiques ouverts, aussi bien par rapport aux alternatives programmatiques que par rapport à la question décisive de la construction partidaire au Brésil.

2. La Conférence a jugé valable la poursuite de la défense des valeurs positives issues de l'histoire du PT (la contribution programmatique ; le droit de tendances et le droit à la démocratie interne ; les conquêtes féministes ; la synthèse des expériences et des forces de gauche). Dans ce cadre, la Conférence a également souligné la nécessité de renouer les liens entre le parti et l'ample mouvement politico-social qui gravite autour de lui.

3. La Conférence a décidé l'intervention dans la bataille d'orientation au sein du

PT en se basant sur la légitimité de la défense du projet historique et stratégique d'un parti socialiste et démocratique. Et, face au développement d'un conflit en son sein, la Conférence a décidé de mettre en avant la construction d'un grand courant de gauche qui soit le pôle de référence de la reconstruction et du fonctionnement du PT en tant que parti socialiste et démocratique. La construction de ce courant et la lutte pour la reconstruction socialiste du PT représentent l'alternative aussi bien à toute tendance favorable à l'abandon du caractère programmatique historique du parti (PT), qu'aux démissions en vue de la construction d'un projet sectaire de parti politique. En effet, les deux tendances renoncent à l'expérience de la construction d'un parti de masses, socialiste et démocratique.

4. La Conférence a approuvé une résolution spécifique « *En défense de la démocratie* » (1) contre les expulsions des parlementaires du PT. Nous avons annoncé que si l'expulsion de la camarade Heloísa Helena venait à être exécutée, nous présenterions immédiatement un recours auprès de la prochaine Rencontre nationale du PT, y compris en proposant d'en avancer la date. Cette initiative cherchait également à maintenir des liens politiques avec notre camarade, en vue de renforcer l'orientation décidée lors de notre Conférence, à savoir la bataille au sein du PT pour sa réorientation.

5. La Direction nationale du PT, réunie le 14 décembre 2003, a décidé d'expulser quatre parlementaires pétistes. Parmi ces derniers, la députée fédérale Luciana Genro et les députés fédéraux Babá et João Fontes, qui militaient déjà pour la création d'un nouveau parti politique. Ce n'était pas le cas de la camarade Heloísa Helena. A cette séance de la Direction nationale du PT, nous avons unifié tous les courants minoritaires du PT autour d'une seule déclaration contre les expulsions, à laquelle s'est joint le sénateur Eduardo Suplicy. Toujours à la même réunion, le camarade Walter Pinheiro a présenté, au nom de la Démocratie Socialiste, un recours auprès de la Rencontre nationale du PT.

6. Encore au mois de décembre 2003, quelques militants et militantes de la DS de Rio et de l'État de Paraná ont signé un manifeste qui symbolisait leur sortie du PT et ont affirmé leur engagement dans la construction d'un nouveau parti.

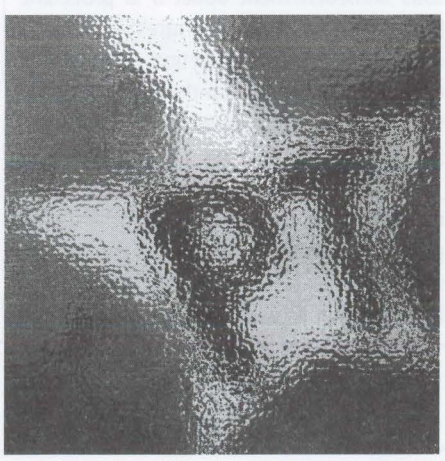
7. Le 19 janvier 2004 à Rio de Janeiro, quelques militants et militantes de la DS ont participé à une réunion et ont signé un manifeste pour la création d'un nouveau parti politique.

8. La proclamation d'un nouveau parti politique et les tâches déjà prévues pour sa mise en pratique constituent un droit et une option politique de celles et ceux qui en expriment la nécessité. Pourtant, la Coordination nationale de la DS affirme que cette initiative est en opposition frontale avec les délibérations de notre dernière Conférence nationale (points 1 à 4).

9. La Coordination nationale de la DS, tendance du PT, élue lors de la VIIe Conférence nationale, lors de sa première séance, le 7 février 2004, décide :

- d'appeler les militants et militantes qui ont démissionné à réadhérer au PT afin que nous donnions suite, ensemble, aux résolutions de la VII[e] Conférence, renforçant ainsi notre courant et non l'affaiblissant ;
- d'appeler toutes et tous les camarades à renouer les liens avec notre courant, en arrêtant de se compromettre dans la formation de ce nouveau parti ;
- de contribuer à la création d'un ample mouvement, dans le parti, dans le gouvernement, au Parlement, dans la société, qui fasse pression sur le PT afin que ce dernier revienne à ses positions historiques et sur le gouvernement Lula afin qu'il applique les transformations sociales que le peuple, les travailleuses et les travailleurs désirent ardemment ;
- d'expliquer à l'ensemble du Parti des travailleurs que les propositions, attitudes et paroles de ces camarades qui ont démissionné du PT et qui militent pour la construction d'un nouveau parti ne représentent pas les membres de la tendance Démocratie socialiste, soit l'orientation exprimée lors de la Conférence nationale, et que de même ils n'ont pas l'accord de sa Coordination nationale.

São Paulo, le 7 février 2004



1. On se reportera au Manifeste en défense de la démocratie adopté par la Conférence nationale de la Tendance Démocratie socialiste le 22 novembre 2003 (cf. *Inprecor* n° 488 de décembre 2003)

*Une interview d'Heloísa Helena**

Jornal do Brasil : *Comment avance le nouveau parti de gauche?*

Heloísa Helena : D'abord, il y a eu une réunion de travail de quelques groupements de gauche pour définir les points communs tels que la démocratie interne. Maintenant, il y aura les assemblées plénières de préparation pour les forums de débats qui se tiendront du début mars jusqu'en juin 2004. Il existe beaucoup d'obstacles dans la législation électorale, c'est pourquoi je dis que nous sommes en train de faire une traversée du désert. La première semaine de juin, nous voulons tenir notre premier congrès, et ensuite nous devrons récolter les 500 000 signatures pour obtenir l'enregistrement définitif. Cette loi est récente, et aucun des partis existants n'a eu besoin de passer par là. C'est une tâche herculéenne, mais j'ai l'habitude du soleil brûlant du « *sertao* » (zone semi-aride) de l'Alagoas.

Jornal do Brasil : *A quelle étape correspond la rencontre de demain (1), à Rio ?*

Heloísa Helena : Ce sera la première rencontre plénière de la région de Rio de Janeiro, à l'Université. Le nouveau parti ne naîtra pas par décret, ni par la volonté de telle ou telle personnalité politique. Nous sommes convaincus de la nécessité de travailler ensemble à la construction d'un parti qui soit une alternative politique qui protège la gauche et qui ne soit pas prisonnier des immondes geôles du pouvoir.

Jornal do Brasil : *Quelle est la philosophie du nouveau parti ?*

Heloísa Helena : Nous voulons travailler ensemble à la construction d'alternatives, sauvegarder la gauche socialiste et démocratique. Nous défendrons les revendications et repères historiques de la classe travailleuse. Nous respecterons le droit aux tendances. Nous sommes ouverts à tous. Les seuls qui n'y auront pas de place sont les néolibéraux, les nazis, les racistes, les délinquants politiques. Nous pourrions être en train de manger au riche banquet que s'offre le pouvoir du Palais de Planalto (2), mais nous préférons construire cette alternative.

Jornal do Brasil : *Est-il possible de gouverner sans passer un accord avec le FMI ?*

Heloísa Helena : Je n'ai aucun doute à ce sujet. Je me bats pour que figure dans le programme du parti le fait que les rapports entre le Brésil et la communauté internationale ne doivent pas être déterminés par la soumission au capital étranger, représenté par les proxénètes du Fonds monétaire et par les autres institutions de financement multilatérales. Le FMI n'est pas une entité philanthropique, elle préside aux pillage des banquiers internationaux. Il n'est de fait qu'une annexe du Trésor améri-

cain. Le gouvernement de Lula finit par encourager les personnes qui pensent qu'il serait très grave pour le Brésil de rompre avec le FMI. Or, il n'y a rien de grave à cela. Le gouvernement brésilien, qui a pourtant protégé le jeu sordide avec lui, ne renouvellera peut-être pas l'accord l'année prochaine. Une telle attitude n'a rien de révolutionnaire. La Constitution brésilienne exige en effet que la politique économique respecte la souveraineté nationale.

Jornal do Brasil : *Est-il possible de suspendre le paiement de la dette extérieure ?*

Heloísa Helena : La majorité d'entre nous défend un audit sur la dette. Au cours de l'histoire récente du pays, des partis de gauche et beaucoup de militants importants des mouvements sociaux se sont adressés à l'opinion publique lors d'élections et avec des pétitions en proposant à la fois l'audit et le non-paiement de la dette. Je ne comprends pas que les mêmes pensent le contraire aujourd'hui — à moins qu'il ne s'agisse de cynisme, de dissimulation et de l'absence de scrupules politiques. Le fait d'être contre l'audit de la dette et défendre le paiement de cette dernière correspond à une position réactionnaire, conservatrice. Même Celso Furtado (3) a proposé à Lula de préparer le pays pour un moratoire. Il faut que nous mettions un terme à cette ridicule manie de persécution qu'on essaie de légitimer dans l'imaginaire populaire. Il faut en finir avec ce terrorisme qui consiste à promouvoir la peur. Cela sert uniquement à légitimer un modèle qui a échoué. Cette formule ne l'a jamais emporté, où que ce soit dans le monde. Par contre, ce modèle permet la prolifération d'une minorité de parasites qui s'approprient sans légitimité aucune les efforts de la majorité de leur peuple.

Jornal do Brasil : *Le parti va naître avec la préoccupation de devoir survivre à la clause des 500 000 signatures d'affiliation légalisée (4), qui va régler les élections de 2006...*

Heloísa Helena : Nous connaissons les difficultés. Nous sommes des survivants. Nous avons passé toutes nos vies à lutter contre nos propres peurs, mais nous avons appris à résister. Celui qui a vécu ce que j'ai vécu dans l'Alagoas pour construire le PT, risquant ma vie, humiliée, massacrée, ne peut plus rien craindre. La clause... est bien peu de chose face aux défis que nous affrontons déjà.

Jornal do Brasil : *A-t-il été possible de tirer quelque chose de positif de ce processus d'expulsion du PT ?*

Heloísa Helena : J'ai pu sentir comment le sentiment démocratique est enraciné dans le peuple brésilien depuis les personnes les plus simples jusqu'aux plus sophistiquées. Y compris des personnes qui n'étaient pas d'accord avec ma vision du monde disaient que j'avais le droit de défendre ce que je crois. Cela a été un baume pour les blessures ouvertes dans mon âme et dans mon coeur.

Jornal do Brasil : *Comment voyez-vous la politique sociale du gouvernement Lula ?*

Heloísa Helena : Les mesures politiques publiques, y compris les mesures sociales, reflètent les choix économiques du gouvernement, qui a décidé de prélever 18 % de la contribution créée pour la santé, afin d'augmenter l'excédent budgétaire primaire (5). L'option économique du Palais de Planalto est de saccager les coffres des ministères sociaux de 20 % pour les déconnecter des recettes de l'État fédéral, afin d'assurer l'excédent budgétaire primaire. Il n'y a pas de magie. C'est la politique économique qui détermine l'échec de la campagne « Faim Zéro », de la réforme agraire, de l'éducation et de la santé. Pour remplir le ventre des banquiers, il faut vider les assiettes des Brésiliens.

Jornal do Brasil : *Comment voyez-vous les élections municipales?*

Heloísa Helena : Le PT va connaître une croissance significative, au vu du relâchement général de sa politique d'alliances, qui aujourd'hui lui permet de s'allier aussi bien avec le Parti du mouvement démocratique brésilien de Quércia ou de Jader, avec le Parti libéral, ou le Parti progressiste brésilien de Maluf (notoirement corrompus). Au cours de l'année 2003, de bons services ont été rendus au capital étranger, alors je ne pense pas qu'ils manqueront d'argent pour la campagne.

Jornal do Brasil : *Vous sentez-vous frustrée d'avoir été obligée de renoncer au rêve d'être maire de Maceio (6) ?*

Heloísa Helena : Cela a été une expérience personnelle très douloureuse. On m'avait déjà obligée à renoncer à ma candidature au poste de gouverneur de l'État (7). J'étais en train de me préparer pour me présenter à la municipalité. Ils m'ont retiré l'usage de la liste officielle (8) ; ils ont donc empêché ma candidature, mais ils n'ont pas pu emporter ce que je pense être le meilleur de moi : mon âme libertaire.

Jornal do Brasil : Avez-vous quelque chose conte la maire de Maceio, Katia Born ?

Heloísa Helena : Non, je n'ai rien de personnel contre quiconque. Ni contre Sarney (9), qui me traite avec délicatesse et respect. Mais j'ai des divergences politiques.

Jornal do Brasil : *Quels sont vos rapports avec la religion ?*

Heloísa Helena : Je suis œcuménique par nature. J'ai des amis de diverses religions, je respecte toutes les tribus, je suis catholique. Je vais toujours à l'église. J'ai beaucoup d'amis à l'intérieur qui sont prêtres. La semaine passée, je suis allée quatre fois à la messe dans une seule ville, aidant dans la célébration. J'ai retrouvé la foi il y a des années, par la douleur, et je suis tout à fait convaincue. Mon expérience religieuse est avec le camarade qui est là-haut dans les cieux, et qui m'a donné beaucoup de preuves d'amour dans les moments difficiles que j'ai traversés durant ma vie.

Jornal do Brasil : *Vous considérez-vous comme une célébrité ?*

Heloísa Helena : Non, ne dites pas cela, ne parlez pas de célébrité. Je suis heureuse de la tendresse et de la solidarité dont témoignent les gens. Cela me rend heureuse.

Jornal do Brasil : *Avez-vous souffert de la faim pendant votre enfance ?*

Heloísa Helena : [longue pause] Je n'ai sûrement pas eu besoin de fouiller dans les poubelles, mais j'ai traversé de grandes difficultés. Tout cela m'a permis de m'améliorer. Toutes les difficultés que j'ai traversées durant mon enfance, y compris celles marquées par la pauvreté, l'humiliation, sont insignifiantes comparées à ce que les gens vivent actuellement. Cela fait mal de voir une fillette dans la rue, vendant son corps pour une assiettée de nourriture ; ou un petit qui, au lieu de pouvoir comme mes fils choisir entre le fait de manger ou de rester dans sa chambre devant son ordinateur, est en train de glisser vers la marginalité comme dernier refuge. Je suis une survivante. ■

---

* Heloísa Helena, sénatrice de l'État d'Alagoas et militante de la tendance Démocratie socialiste, a été expulsée du Parti des travailleurs pour avoir refusé de voter en faveur de la réforme des retraites du gouvernement Lula (qui réduit les retraites des fonctionnaires). Après son expulsion du PT elle s'est engagée dans le Mouvement pour un nouveau parti de gauche, constitué le 19 janvier 2004, dont elle intègre la Coordination, et a signé l'appel pour une gauche socialiste et démocratique. Cette interview, réalisée par téléphone, a été publiée par le quotidien brésilien Jornal do Brasil dans son édition du 8 février 2004.

1. Il s'agit d'une rencontre des organisateurs du nouveau parti.
2. Le palais présidentiel.
3. Celso Furtado est un économiste brésilien mondialement réputé, qui fait partie de l'école dite développementiste.
4. La clause des 500 000 signatures n'existait pas lors de la constitution de tous les partis qui forment l'éventail politique brésilien.
5. Il s'agit de l'excédent budgétaire avant le paiement des intérêts de la dette interne et externe.
6. Maceio est la capitale de l'État d'Alagoas et aussi le lieu de résidence d'Heloísa Helena.
7. Heloísa Helena a retiré sa candidature au poste de gouverneur de l'État d'Alagoas lorsque la direction nationale du PT, qui a signé un accord avec le Parti libéral, a voulu lui imposer comme candidat vice-gouverneur un politicien notoirement corrompu de ce parti (cf. *Inprecor* n° 474 de septembre 2002).
8. Pour pouvoir se présenter aux élections il faut figurer sur la liste d'un parti légal et initialement Heloísa Helena devait se présenter sur la liste du PT, dont elle a été exclue.
9. José de Araujo-Costa Sarney, vieux routier de la politique bourgeoise, est actuellement le bras droit du gouvernement au sein du Congrès.

"Sur le pont"

d'André Fichaut

La lecture des *Souvenirs d'un ouvrier trotskiste breton* est véritablement vivifiante : grâce à son style direct, son auteur captive d'emblée l'attention et expose ses points de vue de façon convaincante.

Ceux qui connaissent André Fichaut (*Max*, pour les « *anciens* ») ne seront pas étonnés, ayant déjà apprécié sa chaleur, son hospitalité et son souci d'efficacité. Les plus jeunes découvriront un militant hors pair, tel que la IV[e] Internationale en a façonné quelques-uns à une époque où il n'était pas facile de s'affirmer trotskiste.

Max a toujours « *travaillé* » après avoir terminé ses études secondaires : il n'a pénétré pour la première fois dans une Fac qu'à plus de 40 ans, en 1968... Garçon de ferme, apprenti-mécanicien dans un garage, ajusteur sur les chantiers navals de Penhoët, puis agent à l'EDF en 1958 où il restera 19 ans. Il relate avec verve ces différentes périodes où il devra associer militantismes syndical et politique.

S'il prend sa première carte de la CGT en 1944 ce n'est qu'en 1949 qu'il rejoint les trotskistes après avoir remarqué que, bien qu'il les ait fréquentés plusieurs années aux Auberges de jeunesse (seule organisation de jeunesse mixte à l'époque !), personne ne lui avait demandé d'adhérer : pour lui il s'agit là d'« *une tare originelle dont ils ont encore aujourd'hui du mal à se débarrasser* ».

Le mouvement ouvrier français était alors dominé par les staliniens et Fichaut remarque avec justesse que si l'on doit juger très sévèrement la politique et les directions successives du PCF, il convient d'admirer le courage et le dévouement de ses militants, notamment dans la lutte contre la première guerre d'Indochine.

En ce qui concerne la guerre d'Algérie, ce fut une autre paire de manches : au déclenchement de l'insurrection le PCF traita le FLN de « *bande d'assassins* » alors que le soutien du PCI fut immédiat. L'auteur est formel : étant donné leur impact dans la population, « *si une organisation comme le PCF ou la CGT en avait donné le mot d'ordre, le contingent ne serait pas parti* » et la guerre se serait rapidement terminée.

On verra quels problèmes se sont posés au responsable CGT qu'il était lorsque, en 1956, alors qu'il était connu comme trotskiste, il lui fallut adhérer au PCF, selon la tactique « *entriste* » décidée par le précédent Congrès mondial de la IV[e] Internationale, en prévision de « *la guerre qui vient* ». Il devait y demeurer 13 années et ne le quittera qu'après 1968. Il démissionnera en 1969 mais sera exclu pour sa démission...

Il ne regrette en rien cette expérience qui lui a sans doute permis de « *tenir le coup* » à une époque où le mouvement stalinien était hégémonique dans les entreprises et où nombre de révolutionnaires ont été brisés de par l'isolement qu'ils connaissaient. Il est actuellement difficile pour un jeune adhérent de la LCR, alors que les trotskistes font plus de voix que le PCF aux élections, d'imaginer ce qu'était le militantisme quand le PCF avait des centaines de milliers d'adhérents et le Parti communiste internationaliste (PCI) peut-être une soixantaine ...

En 1969 on lui proposa d'être le candidat de la Ligue communiste pour les élections présidentielles alors qu'il n'avait pas encore quitté le PCF : ne voulant pas « *passer pour un fou* » il refusa et ce fut Alain Krivine qui prit le relais.

Il est impossible d'énumérer toutes les luttes qu'il organisa en tant que responsable syndical de Brest mais il faut quand même citer la grève totale de 3 semaines (d'octobre à novembre 1972) à l'EDF de Brest pour réclamer des embauches : en une vingtaine de pages il détaille les particularités de cette grève avec comité de grève élu, totalement responsable du mouvement (et ne comprenant pas que des syndiqués), avec membres révocables à tout moment. Finalement la direction dut capituler et au lieu des 64 embauches réclamés initialement, les grévistes en obtinrent 70. Sur proposition de Fichaut c'est le Comité de grève qui devait contrôler l'application de l'accord signé : il s'agit bien là d'une mise en pratique du contrôle ouvrier réclamé par le mouvement trotskiste.

Max termine ses Souvenirs par la narration de l'aide qu'il a apportée aux révolutionnaires polonais de *Solidarnosc* en 1981 (plusieurs voyages plus ou moins clandestins) et à la Charte 77 en Tchécoslovaquie en 1989 (transport clandestin de matériel d'imprimerie).

Comme quoi pour un trotskiste, avoir toujours voulu rester un responsable syndical local sur Brest ne l'a pas empêché de conserver un internationalisme en éveil n'attendant que l'occasion de se manifester. A 75 ans Max ne croit plus à une révolution type 1917 mais à une révolution par d'autres voies que la jeune génération devra trouver en tenant compte de l'expérience des anciens. C'est pour passer le flambeau qu'il s'est décidé à écrire ces 246 pages captivantes.

Jean-Michel Krivine

* André Fichaut : *Sur le pont., souvenirs d'un ouvrier trotskiste breton*, Syllepse, Paris 2003, 20 , en vente à la Librairie La Brèche.

L'ARME DE LA CRITIQUE
NE SAURAIT REMPLACER LA CRITIQUE DES ARMES. K. MARX

Librairie La Brèche
27, rue Taine 75012 Paris
tél.: 01 49 28 52 44
e-mail :
labreche@libertysurf.fr

Vente par correspondance
Paris, province, étranger :
envoi gratuit

http://www.la-breche.com